

Un revers pour M. Reagan

Les dirigeants sandinistes ont accueilli sans illusion le vote par lequel la Chambre des représentants a refusé vendredi d'approuver le projet présenté par M. Reagan d'aide militaire aux groupes armés qui combattent leur pouvoir révolutionnaire. Ils savent d'expérience que le président n'est pas homme à abandonner facilement les causes auxquelles il croit. Or l'affaiblissement, voire la disparition, du régime marxiste de Managua fait, en toute priorité, partie de celles-ci. La défaite subie par M. Reagan à la Chambre est certes étonnante dans la mesure où il n'avait pas ménagé ses efforts pour l'emporter; mais il est loin d'avoir définitivement perdu la partie.

M. Reagan justifie sa demande d'aide aux « contras » en se référant au danger de « subversion » que ferait peser sur l'Amérique centrale l'existence au Nicaragua d'un pouvoir qu'il présente comme « totalitaire ». Plus généralement, il veut administrer une nouvelle preuve - après ses succès de la Grenade il y a un peu plus d'un an - qu'un pays tombé dans l'orbite soviétique n'est pas nécessairement perdu à jamais. Enfin, la chute, à laquelle la Maison Blanche n'a pas vraiment été étrangère, des dictatures de Haïti et des Philippines l'année, par un sonnet de compensation envers des électeurs conservateurs, à durer considérablement le ton à l'égard des sandinistes. La nouvelle doctrine en matière de politique étrangère qu'il a exposée le 14 mars ne fait-elle pas obligation aux États-Unis de « s'opposer aux tyrannies de gauche comme de droite » ?

Sans être abusé par les professions de foi diplomatiques du commandant Ortega et de ses compagnons, les partisans à Washington de la modération objectent que leurs adversaires, dont la plupart des chefs militaires sont d'anciens sandinistes, sont loin d'être aussi recommandables que le prétend M. Reagan. Ils font valoir, en outre, que les États-Unis risquent de se tromper lourdement s'ils comptent sur ces « combattants de la liberté », comme les appelle le président, pour renverser le gouvernement de Managua. Mal entraînés, peu ou insuffisamment motivés, les « contras », qui n'ont pas, sur le terrain, à recourir à des atrocités contre la population civile, sont actuellement en perte de vitesse. La pression qu'ils continuent d'exercer aux frontières du Nicaragua contraint les sandinistes à consacrer une partie importante de leurs ressources à la défense. Mais ces derniers ont le sentiment d'avoir, du moins provisoirement, jugulé le danger.

Plutôt que de voir M. Reagan privilégier les moyens militaires, avec tous les risques de dérapage qu'une telle stratégie comporte, les opposants à sa politique, et en particulier les démocrates, souhaitent que soient explorées les voies du dialogue entre toutes les parties prenantes. C'est en ce sens que s'expriment aussi les pays du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Colombie, Venezuela).

La mission menée récemment en Amérique centrale par M. Philip Habib répondait-elle vraiment à ce souci ou était-elle destinée à gagner les pays de la région au durcissement soutenu par M. Reagan ? Ce dernier heurterait assurément nombre de pays latino-américains s'il devait ne tenir aucun compte de l'opposition que rencontre auprès d'eux son attitude envers un petit pays de 2,5 millions d'habitants.

(Lire nos informations page 25.)

DEUX MORTS, VINGT-HUIT BLESSÉS DANS L'ATTENTAT DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Le terrorisme, première épreuve pour le gouvernement de M. Chirac

Le premier conseil des ministres du gouvernement Chirac devait avoir lieu, samedi matin 22 mars, à l'Élysée sous la présidence de M. Mitterrand. La question des otages français détenus au Liban, la lutte contre le terrorisme constituent les premières préoccupations du nouveau pouvoir. Jeudi, alors que M. Chirac venait à peine d'être nommé premier ministre, une bombe explosait dans une galerie

marchande des Champs-Élysées à Paris, faisant deux morts et 28 blessés, dont 8 sont grièvement atteints. Cet attentat aurait été revendiqué, à Beyrouth, ce vendredi matin, par le Comité de solidarité aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA). Le même comité avait revendiqué les attentats de février à Paris et du 17 mars dans le TGV Paris-Lyon.

Comme toujours, la réserve est de rigueur : les auteurs de l'attentat meurtrier (deux morts, vingt-huit blessés, dont huit graves) de jeudi soir aux Champs-Élysées, comme ceux des semaines et des mois précédents, ne sont pas identifiés.

Mais, comme toujours depuis le début de l'année, les spécialistes font la même analyse : cet attentat visant un lieu public est lié au piège qui s'est refermé sur la France au Liban, où quatre Français, dont l'un serait mort, Michel Scaut, sont détenus en otages depuis près d'un an, tandis que s'y ajoutent, depuis le 8 mars, quatre membres d'une équipe d'Antenne 2.

Les auteurs de cet attentat peuvent être indépendants des promoteurs d'otages eux-mêmes, profitant de la situation pour faire leur propre surenchère. Ils peuvent aussi bénéficier de complicités logistiques françaises, bien que leur maîtrise technique l'exclue quelque peu. Ils n'en utilisent pas moins le même prétexte - la présence de la France au Proche-Orient et son appui militaire à l'Irak - et la même exigence : la libération de terroristes détenus en France.

A l'exemple du fonctionnement du Djihad islamique, qui, plutôt qu'une seule et même organisation,

est un sigle recouvrant une diversité de groupes terroristes pro-iraniens, la diversité d'origine s'accompagne d'une communauté de pensée.

La série continue donc, mais cette fois avec une escalade. Selon les spécialistes de la lutte antiterroriste, uo même l'il proche-orientale relie en effet l'attentat de jeudi aux attentats de décembre 1985 et de février dernier à Paris, puis du TGV Paris-Lyon, lundi 17 mars. Innovation terrible et répétée : à chaque fois - si l'on excepte l'attentat du TGV, qui, sous la signature de « Carlos », prestataire de service en terrorisme international, a connu deux précédents en 1982 et 1983 - tous les attentats récents visent des lieux publics auxquels ne s'attache aucune symbolique politique.

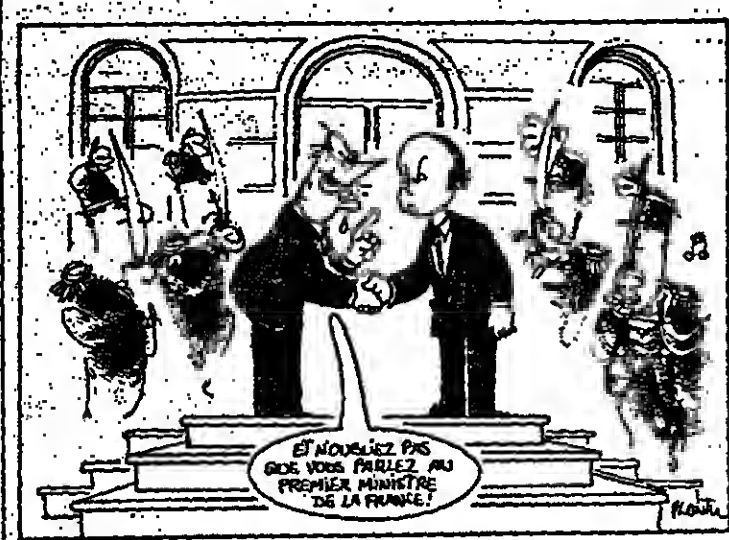
En début de semaine, après avoir salué à leur manière les lendemains d'élection, les terroristes avaient lancé un avertissement : le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) annonçait « une nouvelle série », si on ne libérait pas les trois terroristes qui font l'objet du chantage, en revendiquant par écrit l'attentat contre le TGV. Sous le même sigle, selon la même filière (une lettre à l'AFP postée à Paris) et avec la même écriture, le CSPPA avait déjà revendiqué les trois attentats parisiens du début février.

Cette fois, il accroît sa pression en utilisant des charges bien plus meurtrières. Les enquêteurs avaient souligné combien les engins précédents étaient savamment dosés, cherchant à blesser plutôt qu'à tuer, comme pour dire au gouvernement : attention, nous pouvons faire pire... Ce pas, franchi avec l'explosion sanglante de la galerie Point-Show, jeudi soir, aurait pu être encore plus dramatiquement à la station Châtelet du RER si l'engin n'avait pas été découvert et désamorcé à temps.

EDWY PLENEL

(Lire la suite page 12.)

La passation des pouvoirs



- Une équipe armée pour tous les combats.
- Les paradoxes des nouveaux libéraux.
- Le Parlement dessaisi, le Conseil constitutionnel écarté.
- Les portraits des ministres.

(Pages 2 à 12)

A défaut d'état de grâce

par ANDRÉ FONTAINE

ÇA durera ce que ça durera, mais quelque chose a changé en France. Jusqu'à dimanche dernier, le combat politique était marqué comme à l'accoutumée du sceau de l'intolérance, de la présomption, de l'hexagonalisme, et, trop souvent, de la mauvaise foi. Au fur et à mesure que l'on se rapprochait du scrutin, la cohabitation, que tant souhaitaient, semblait de plus en plus imprécisable. Des plumes éminentes célébraient à l'avance la vague de fond qui n'allait pas manquer d'emporter l'œuvre impie des incapables usurpateurs auxquels le peuple français avait naguère, dans un moment d'égarment, confié son destin.

Et puis les électeurs ont parlé. Comme si un bon génie avait guidé leur choix, ils ont équilibré et réparti leurs voix entre la droite et la gauche. Le PS a été conforté dans sa position toute nouvelle de principale formation politique française, ce qui frappe singulièrement les tentations du revanchisme social. Les amis de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing, temporairement réconciliés par leur commune aversion pour Raymond Barre, ont obtenu une victoire trop

courte pour mériter vraiment ce nom. Le poignant aveuglement de la direction du PC lui a valu l'humiliation suprême de voir le Front national égaliser son score. Du coup, les plus acides des commentateurs ont découvert la vertu pacificatrice du bémol et, le combat fini, les pugilistes se sont sportivement serré la main, en ignorant les imprécisions des nostalgiques de la guerre civile.

(Lire la suite page 3.)

Regain de tension au Pendjab

La police a ouvert le feu sur des manifestants sikhs à Chandigarh.

PAGE 24

Formule 1: des courses contre la jauge

Le grand défi du championnat de formule 1, qui débute dimanche au Brésil, consiste à conserver la puissance des moteurs tout en diminuant la consommation.

PAGE 26

La chanteuse Sade à l'Olympia: rideau !

Le succès de ses disques masque son inexpérience sur scène.

PAGE 28

Politique (2 à 12) • Étranger (24 et 25) • Sports (26) • Société (27) • Culture (28 et 29) • Communication (29) • Économie (33 à 35) • Bourse du matin (36)
Programmes des spectacles (30) • Radio-télévision (31) • Mots croisés (22) • Informations services : Météorologie, Bulletin d'enseignement, Loto (31 et 32) • Carnet (32) • Annonces classées (32)

JOURNAL D'UN RETOUR AU PAYS NATAL

Haïti et la « bamboche démocratique »

De violents affrontements ont opposé, le jeudi 20 mars, à Port-au-Prince, capitale de Haïti, des manifestants aux forces de l'ordre, faisant plusieurs morts et blessés.

Après seize ans d'exil, Jean-Claude Charles, écrivain d'origine haïtienne, livre ses premières impressions à son retour dans l'île.

par JEAN-CLAUDE CHARLES

Port-au-Prince. - Je me réveille dans une ville bruyante. Chaleur et poussière. Mes premières impressions ? Quatre images. Au pied de la passerelle de l'avion : la jeune fille en jeans et tee-shirt blanc portant l'inscription en lettres bleues et rouges : « Haïti libéré ». La foule, brandissant des drapeaux, venue, m'a-t-on dit, empêcher le départ du chef de la police secrète de l'ancien régime. Le gros registre consulté longuement par l'officier d'immigration, une jeune femme

courtoise, qui a fini par me délivrer un permis de séjour. Et, une fois dehors, après un simulacre de contrôle douanier par un soldat distrait, cette question d'un manifestant : « Depuis quand étiez-vous à l'étranger ? » A ma réponse, il s'est retourné, a répété en criant : « Seize ans ! » Les gens ont applaudi.

J'ai vu le général Namphy, le nouvel homme fort du pays, à la télévision, dans une étonnante prestation en créole. Premier choc : le créole est devenu la langue dominante des médias. En deux ans de radio dans ce pays, j'avais toujours parlé français. A présent, le bilinguisme s'installe sans complexe, et c'est tant mieux. Des rondes babines du général sortaient des mots forts. Il a parlé de « bamboche démocratique » (bamboche démocratique). A regret de ne pouvoir y participer. Il travaille trop. S'est félicité d'avoir libéré tous les prisonniers politiques, enlevé le bâillon à la

presse. Avant d'annoncer un programme de gouvernement ambitieux pour un dirigeant provisoire. Suivi d'un salut militaire impeccable.

La capitale comptait environ trois cent mille habitants quand je suis parti. Depuis elle a vu sa population atteindre presque le million. De mon temps, des gosses bloquaient volontiers la circulation dans une rue pour jouer au foot. C'est bien fini. « Il y a vingt ans, on chassait la pintade à Delmas », me rappelle un ami. Delmas, c'était une vaste zone peu peuplée, relativement boisée, entre Port-au-Prince et Pétionville. Hauteurs inaccessibles à vélo, d'où nous pouvions contempler la baie, après une véritable expédition en taxi collectif. Aujourd'hui, de la mer à la montagne, c'est la même ville qui continue. Avec ses masures et ses villas.

(Lire la suite page 25.)

Des dossiers explosifs!

BRIAN FREEMANTLE

La

Les secrets de l'honorable compagnie

Plon

مكتبة من الأصل



politique

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Du premier ministre «donné à la France» par M. Mitterrand à celui que la France lui a donné

Tout est «bouclé», à peu de chose près, le jeudi 20 mars, lorsque M. Jacques Chirac, tôt le matin et après une nuit courte, rejoint son bureau de l'Hôtel de Ville. Le député de la Corrèze reçoit M. Raymond Bourguin, sénateur (CNP) de Paris, l'un des derniers dans la série de ceux qui pourront faire savoir qu'ils ont refusé un portefeuille ministériel. Autre sénateur, M. Marcel Lucotte (UDF-PR, Seine-et-Oise), reçu lui aussi par le maire de Paris, indique en fin de matinée qu'il renonce à entrer au gouvernement.

Entouré de MM. Edouard Balladur, son conseiller personnel, Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, et Maurice Ulrich, directeur de la communication à la mairie de Paris, M. Chirac reçoit encore M. Jean-Claude Pasty, député du RPR à l'agriculture, et M. Bernard Pons, ancien secrétaire général de son mouvement. Instruit, sans doute, par l'exemple de M. François Mitterrand la veille (*le Monde* du 21 mars), le maire de Paris s'interrompt pour venir saluer les journalistes qui attendent à l'Hôtel de Ville. «Je travaille», leur précise-t-il. Plus tard, une de ses filles, M^{lle} Claude Chirac, se chargera de faire servir du café aux journalistes; il ne sera pas dit que la presse est mieux traitée à l'Elysée qu'à l'Hôtel de Ville.

M. Chirac travaille. M. Mitterrand aussi. C'est ce qu'indique M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, en arrivant à l'Elysée, au début de l'après-midi, avec M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale. Le scénario du changement de gouvernement est mis au point par l'intermédiaire de MM. Balladur pour le premier ministre pressenti, et Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, M. Mitterrand recevra d'abord M. Laurent Fabius, puis M. Chirac.

Le premier ministre sortant passe une demi-heure avec le président de la République, qui le raccompagne sur le pont de l'Elysée et lui serre longuement la main devant les photographes et les caméarans. Le premier ministre entrant arrive vingt minutes plus tard. Il n'est accompagné, au bout d'une heure trente de conversation, que par M. Bianco. Le premier ministre que M. Mitterrand avait «donné à la France» et celui que la France lui a donné n'ont pas droit aux mêmes égards, ni aux mêmes mots.

Le 17 juillet 1984, M. Bianco avait annoncé que le président de la République nommait M. Fabius premier ministre. Jeudi, au quart d'heure après le départ de M. Chirac de l'Elysée, le secrétaire général déclare: «le président de la République décide: il est mis fin,

sur présentation de la démission du gouvernement, aux fonctions de M. Laurent Fabius, premier ministre, et des autres membres du gouvernement. Le président de la République décide: M. Jacques Chirac est nommé premier ministre. Il y a deux ans, le président de la République nommait; aujourd'hui, il décide. Jusqu'au 16 mars, il exerçait le pouvoir donné à la gauche; à présent, il remplit les devoirs de sa charge.

Au cours de leur entrevue, après les deux décrets signés par M. Mitterrand seul, le président et le premier ministre ont paraphé ensemble le décret de nomination des membres du gouvernement. Revenu à l'Hôtel de Ville, M. Chirac annonce son programme, qui comporte, notamment, l'accord de principe du chef de l'Etat pour le recours aux ordonnances, les unes d'ordre économique et social, les autres relatives au mode d'élection des députés. A l'Elysée, M. Bianco peut, alors, donner lecture du décret de nomination du gouvernement.

Ultime déclaration de M. Fabius

Le premier ministre se rend au Sénat, bastion de l'opposition depuis cinq ans, auquel il a déjà rendu hommage en consultant plusieurs sénateurs pour former son gouvernement, qui comprend finalement trois membres du Palais du Luxembourg (MM. René Monory, Charles Pasqua et Jean Arthuis). M. Alain Poirer, président du Sénat, se déclare «très sensible» à l'attention que lui témoigne M. Chirac.

A l'Hôtel Matignon, où il attend M. Chirac pour la passation des pouvoirs, M. Fabius fait une ultime déclaration au tant que premier ministre. «Je veux dire ma fierté pour l'œuvre de réforme et de gestion que nous avons accomplie au côté du président Mitterrand, dit-il. Le nouveau gouvernement va trouver une économie assainie, une inflation ramenée à son plus bas niveau depuis vingt ans, la paix sociale et une France modernisée. Quel cadeau! J'espère, ajoute M. Fabius, qu'il ne gaspillera pas ces atouts, mais qu'il résoudra les difficultés dans l'intérêt de notre pays, et je lui souhaite bonne chance. Le futur pourfendeur de l'action économique du nouveau gouvernement pointe déjà dans ces derniers mots de l'ex-premier ministre, qui assure «l'avenir est largement ouvert, et, j'en suis convaincu, nous reviendrons».

C'est avec le sourire que M. Fabius accueille M. Chirac, avec lequel il s'entretient pendant plus d'une demi-heure avant de gagner sa

voiture, accompagné par son successeur. Le premier ministre quitte, lui aussi, l'Hôtel Matignon pour se rendre, avec M. Robert Pandraud, ministre délégué, chargé de la sécurité, sur les lieux de l'attentat commis deux heures auparavant aux Champs-Élysées.

A l'Elysée, M. Mitterrand a reçu, après le départ de M. Chirac, M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel. La présidence rend publique, ensuite, une lettre adressée par M. Mitterrand à M. Fabius, auquel il prête un rôle important «au service de la France». Voilà le député de la Seine-Maritime officiellement placé «en réserve de la République».

P. J.

LES PREMIÈRES DÉCISIONS DE M. CHIRAC

Le Parlement dessaisi le Conseil constitutionnel écarté

Le Parlement dessaisi des deux réformes politiquement les plus importantes: la privatisation des entreprises publiques, et le changement du mode de scrutin. Voilà la première décision annoncée par le nouveau premier ministre. Mais ce faisant M. Jacques Chirac prive, aussi, le Conseil constitutionnel de la possibilité de vérifier la conformité des mesures que prendra le gouvernement, dans ces deux domaines, avec la Constitution et les grands principes de notre droit.

Le conseil des ministres a la possibilité de demander à l'Assemblée nationale et au Sénat le droit de légiférer par ordonnances, dans des domaines qui normalement relèvent de la loi. C'est l'une des originalités de la Constitution de 1958, et il en a déjà été fait largement usage. La gauche, elle-même, qui avait durement critiqué cette procédure, y a eu recours depuis 1981, mais modérément (en matière sociale).

Pour agir par ordonnances, il faut au préalable une «loi d'habilitation». Celle-ci peut être relativement vague. Sa discussion permet, certes, aux parlementaires de débattre des intentions du gouvernement, mais elle ne peut modifier les modalités de son action.

Les socialistes, plus soucieux de la tradition républicaine avaient tenté l'opposition, s'opposant longuement au Parlement, à la nationalisation des banques et des groupes industriels ainsi qu'à l'élection des députés à la proportionnelle.

Une fois votée la loi d'habilitation, les mesures que prend le gouvernement par ordonnances ne relèvent plus du domaine législatif mais de celui du règlement. Ce n'est donc plus le Conseil constitutionnel qui est juge de leur conformité avec la Constitution, mais le Conseil d'Etat. Les neuf juges de la constitutionnalité avaient pourtant joué un rôle important dans la détermination des conditions des nationalisations. Ils avaient aussi, à propos de la Nouvelle-Calédonie, ouvert une jurisprudence sur le découpage des circonscriptions.

Toutefois, le recours aux ordonnances ne prive pas l'opposition de tout recours. Elle pourra saisir le Conseil constitutionnel de la loi d'habilitation, ce qui permettra, peut-être à celui-ci de préciser la marge de manœuvre du gouvernement. De plus, ce dernier doit déposer, après avoir pris ses ordonnances, un projet de «loi de ratification». Celui-ci peut être soumis aux juges de la constitutionnalité, mais seulement après son adoption par le Parlement. Or, dans les faits, ces projets de ratification sont rarement inscrits à l'ordre du jour des Assemblées. Resterait alors à saisir le Conseil d'Etat. Celui-ci est lié par les décisions du Conseil constitutionnel, qui «s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles» (article 62 de la Constitution). Mais les juges administratifs sont toujours très loquaces à se prononcer. Il est simplement possible d'obtenir d'eux «un sursis à exé-

cution» qui empêche l'application de la loi contestée avant leur décision au fond.

La réforme du mode de scrutin peut-elle relever d'une ordonnance? Le nombre de députés est fixé par une loi organique. Or, sans que cela ne soit clairement précisé dans la Constitution, il apparaît difficile de légiférer par ordonnances en matière organique. Les lois organiques doivent être obligatoirement soumises au Conseil constitutionnel, ce qui n'est pas le cas des ordonnances. En revanche, le mode de scrutin lui-même relève d'une loi simple.

Une première dans l'histoire

Quoi qu'il en soit, pour la première fois dans l'histoire de la France républicaine, un système électoral sera choisi par ordonnances, même si M. Chirac a précisé que «les mesures prévues par ces textes seront très précisément énoncées dans la loi d'habilitation». Certes, en 1958, le scrutin d'arrondissement avait été rétabli par ordonnances. Mais le général de Gaulle agissait dans le cadre des mesures de mise en œuvre de la Constitution, prévues par celle-ci, qui venaient d'être approuvées par référendum. Sur tout son gouvernement était de large union, puisque n'y manquaient que les communistes et les quelques hommes de gauche qui, regroupés autour de Pierre Mendès France et de M. François Mitterrand, avaient refusé le retour aux affaires du chef de la France libre.

L'enjeu essentiel est, bien entendu, le découpage des circonscriptions. Habituellement fait il peut largement favoriser un parti ou une coalition. Nul ne doute que M. Charles Pasqua, le nouveau ministre de l'Intérieur, est là pour ça.

Une autre solution est-elle envisageable? M. Jacques Toubon, lors du «Grand Jury RTL-le Monde» du 2 mars dernier avait expliqué que le découpage serait effectué par «une commission composée d'experts et de sages», qui ferait un travail «honnête et public», c'est-à-dire qu'elle communiquerait «les éléments de son étude». Le gouvernement, alors, ne ferait que reprendre le découpage que cette commission aura réalisé. Mais peut-être M. Toubon parlait-il sous l'emprise de ce qu'il est convenu d'appeler une promesse électorale?

THIERRY BRÉHER.

La composition du gouvernement

Premier ministre M. JACQUES CHIRAC, RPR

MINISTRE D'ÉTAT

Economie, finances et privatisation ... M. Edouard Balladur, RPR

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice M. Alain Chablain, RPR
Défense M. André Girard
Culture et communication M. F. Léotard, UDF-PR
Affaires étrangères M. Jean-Bernard Raimond
Intérieur M. Charles Pasqua, RPR
Équipement, logement, aménagement du territoire, transports M. P. Michel, UDF-CDS
Départements et territoires d'outre-mer M. Bernard Pons, RPR
Éducation nationale M. R. Monory, UDF-CDS
Affaires sociales et emploi M. Philippe Sigaut, RPR
Industrie, P et T et tourisme M. Alain Madelin, UDF-PR
Agriculture M. François Gauthier
Coopération M. Michel Aurillac, RPR
Relations avec le Parlement M. André Rossinot, UDF-Rad.

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan M. H. de Charette, UDF-PR
Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget M. Alain Juppé, RPR
Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur M. Michel Noh, RPR
Auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation M. Camille Cabane, RPR
Auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité M. Robert Pandraud, RPR
Auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement et des transports, chargé des transports M. J. Douffaigne, UDF-PR
Auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement et des transports, chargé de l'environnement M. Alain Carignon, RPR
Auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur M. Alain Devaquet, RPR

SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE

Chargé de la francophonie M^{lle} L. Michaux-Chery, a. RPR
Chargé des droits de l'homme M. Claude Mathonet
Chargé de la jeunesse et des sports M. Christian Bergès, RPR

SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUPRÈS D'UN MINISTRE

Auprès du ministre de la culture et de la communication M. Ph. de Villiers, UDF-PR
Auprès du ministre des affaires étrangères M. Didier Barthez, UDF-Rad.
Auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales M. Bernard Rousset, UDF-CDS
Auprès du ministre des départements et territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique sud M. Gaston Flom, RPR
Auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement M^{lle} Michèle Alliot-Marie, RPR
Auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle M^{lle} Nicole Catala, RPR
Auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale M. A. Zeller, UDF-CDS
Auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi M. Jean Arrighi, UDF-CDS
Auprès du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, chargé des P et T M. G. Languet, UDF-PR

SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Aux anciens combattants M. Georges Foubis, RPR
Aux rapatriés M. Samiël, UDF-PSD
A la mer M. A. Gauthier, UDF-CDS

L'AUTRE JOURNAL

« Vous me faites penser aux
chênes que je plante. Ils seront
adultes à cent ans. Mes petits
enfants ne les verront pas dans
leur plénitude. Prévoir ce qui se
passera après nous, donne à la
vie sa dimension... »

François Mitterrand
entretien avec Marguerite Duras
L'Autre Journal n° 4

l'hebdo du mercredi

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-53-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des locataires du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Worms

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salen

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 280 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par messagerie)	L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 880 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : délégués ou
provident (dans certaines ou plus) ; nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ;
Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ;
Espagne, 100 pes. ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 120 sh. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 500 Y. ;
Liban, 30 L. ; Luxembourg, 300 F. ; Pays-Bas, 2,80 f. ; Portugal, 110 esc. ; Royaume-Uni,
335 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$;
Yougoslavie, 170 mt.



ET LES PREMIERS PAS DE LA COHABITATION

Une équipe armée pour tous les combats

Si l'on admet que l'art de composer un gouvernement relève de l'alchimie, par les subtils dosages auxquels doit se livrer le maître-opérateur, on doit reconnaître que M. Jacques Chirac s'y est bien pris.

Le premier ministre présenté devait, en effet, tout à la fois, respecter le *modus vivendi* qu'il avait négocié le mardi 18 mars avec M. François Mitterrand, remplir ses devoirs politiques à l'égard de ses alliés et répondre à l'attente des électeurs de la nouvelle majorité. L'entreprise n'était pas des plus faciles, mais M. Chirac a fait preuve de dextérité. M. Mitterrand souhaitait avoir en face de lui, aux postes-clés de la défense et des affaires étrangères, des personnes liées avec lesquelles il pourrait « travailler » dans une « harmonie indéniable », à l'abri des controverses politiques ou idéologiques. Le président de la République obtient satisfaction.

Les titulaires de ces deux portefeuilles sont plus techniciens que politiques. Le nouveau ministre de la défense, M. André Girard, venu à la pratique gouvernementale par sa compétence scientifique, a apporté à la formation politique, bien qu'il soit proche de l'UDF par sa sensibilité personnelle, et il se tient à l'écart des jeux politiques. Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, est un diplomate réputé pour sa courtoisie, sa pondération, son sens de l'Etat. Avec ces deux hommes-là comme interlocuteurs privilégiés pour tout ce qui touche aux « points essentiels » de ses prérogatives présidentielles, M. Mitterrand est apparemment assuré de ne pas rencontrer de difficultés relationnelles et de ne pas défrayer, malgré lui, la chronique.

La présidence même de M. Edouard Balladur derrière M. Chirac, où le ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation, apparaît, en vérité, comme un vice-premier ministre raisonnable pour M. Mitterrand. L'émancipation grâce à la République n'est pas, lui non plus, ce qu'il est convenu d'appeler un « homme de parti ». Ce n'est pas, en tout cas, un partisan au sens péjoratif du terme. L'ancien conseiller de Georges Pompidou estime, au contraire, comme il l'écrivait dans le *Monde* en septembre 1983, que, dans le nouveau cas de figure que connaît actuellement la V^e République, le chef de l'Etat et le chef de gouvernement ont intérêt à « explorer l'un et l'autre les possibilités d'une certaine vie en commun » afin d'éviter une crise de régime.

Le nouveau gouvernement n'en demeure pas moins très combattant dans sa structure, dans sa composition et dans les intentions qui la sous-tendent.

La texture politique est classique. Les deux courants de la nouvelle majorité y sont presque représentés à égalité numérique : vingt RPR et, apparemment, si l'on inclut le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. François Guillaume, parmi les ministres plus proches du mouvement chiraquien que de l'UDF, et dix-sept UDF et apparentés puisque le Parti républicain revendique dans son quota non seulement M. André Girard, mais aussi le directeur général de l'association Médécine sans frontières, M. Claude Malhuret, dont la désignation à la tête d'un secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme (une nouveauté) correspond à une demande du Parti républicain.

On y compte, en fait, dix-huit authentiques RPR et un apparenté, et quinze authentiques UDF dont six membres du Parti républicain, six membres du Centre des démocrates sociaux, deux membres du Parti radical et même un membre du groupuscule Parti social-démocrate. Chacun des principaux chefs de l'UDF (à l'exception de M. Lecammet) y trouve personnellement son compte puisque le secrétaire général du PR, le président du CDS et le président du Parti radical détiennent chacun un portefeuille de ministre de plein exercice. En revanche, point de giscardien pur sucre.

Les hommes du maire de Paris

Dans la répartition des tâches, c'est cependant le RPR qui contrôle la machine économique et financière de l'Etat. Ce sont deux des plus proches collaborateurs de M. Chirac qui secondent M. Balladur dans la gestion du pays : l'économiste armé, nommé ministre, M. Alain Juppé, nommé ministre, tandis que le directeur des services administratifs du département de Paris, M. Camille Cabana, promu lui aussi ministre délégué, se consacre aux décentralisations.

L'emprise personnelle de M. Chirac apparaît aussi dans la nomination de l'ancien secrétaire général du RPR, M. Bernard Pons, au poste de ministre des DOM-TOM. L'avenir de l'outre-mer est ainsi inscrit parmi les priorités du nouveau gouvernement, même si le ministre des DOM-TOM n'a pas rang de ministre d'Etat, comme cela était prévu dans le programme électoral du RPR. La création, pour la première fois, d'un secrétariat d'Etat « chargé des problèmes du Pacifique sud », confié au président du gouvernement territorial de la Polynésie française, M. Gaston Flosse, sera certainement bien accueillie, en Nouvelle-Calédonie, par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

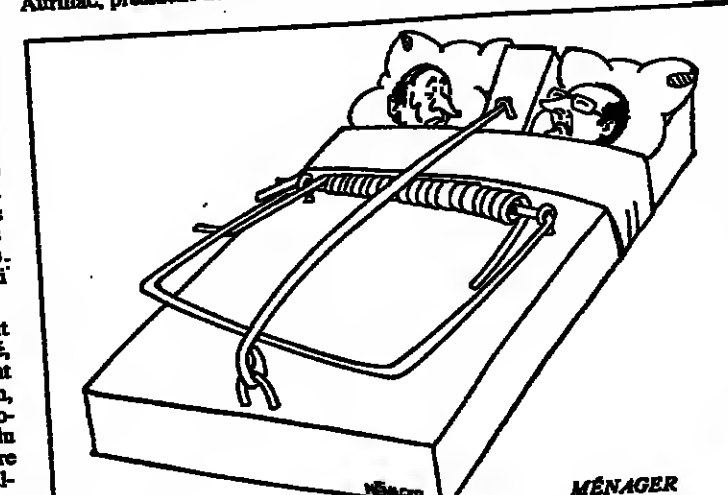
Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

Par l'intermédiaire de M. Michel Aurillac, président du Club 89, créé par la communauté calédoche, mais certainement pas par les indépendantistes canaques qui y verront assurément une provocation compte tenu des positions radicales prises dans le proche passé par l'intéressé.

été élu le 16 mars, promet des sensations vives au monde des arts et des lettres.

A la tête d'un « super-ministère » de l'équipement, le président du CDS n'est pas non plus mal loti, de même que le président du Parti radical, M. André Rossino, auquel est



MÉNAGER

à l'arrivée de la gauche au pouvoir, le RPR aura aussi la haute main sur la coopération, donc les affaires africaines, où M. Jacques Foccart, l'ancien conseiller du général de Gaulle, a déjà, semble-t-il, repris un rôle quasi officiel.

Enfin et surtout, M. Chirac aura en M. Charles Pasqua - jusqu'à présent son « pilier » - un ministre de l'intérieur à poigne, secondé par un ministre de la sécurité publique de gros calibre lui aussi, M. Robert Pandraud, son directeur de cabinet à l'Hôtel de Ville depuis 1983.

Economie, outre-mer, sécurité publique : trois préoccupations majeures pour le nouveau chef du gouvernement. Premier des ministres de plein exercice dans l'ordre hiérarchique, M. Alain Chabaneau, repoint, avec le titre de garde des sceaux, la reconnaissance du président du RPR pour tous les services rendus au gaullisme.

L'aile ultra du PR

De tous les chefs de l'UDF, M. François Létour est le mieux placé. Il est sans précédent, sauf erreur, qu'un ministre de la culture, fût-il chargé aussi de la communication, prenne rang de numéro quatre derrière le premier ministre. Le secrétaire général du PR pourra y excuser ses talents sans renoncer à son registre politique habituel, ce qui n'aurait pas été le cas s'il avait insisté pour disposer du portefeuille de la défense. Son association avec M. Philippe de Villiers, détonnant « chouan de la culture », bombardé secrétaire d'Etat alors qu'il n'a pas

finalement revu la charge des relations avec le Parlement (initialement octroyée à M. Roger Roman, un autre collaborateur de M. Chirac).

Disposant en outre du portefeuille de l'éducation nationale - où la

LE PREMIÈRE DÉCLARATION DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE

« Se rassembler dans un esprit d'ouverture et de tolérance »

Voici la déclaration intégrale faite jeudi 20 mars par M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris quelques instants après sa nomination à la tête du gouvernement :

« Je vais vous donner lecture d'une déclaration que les circonstances m'ont conduite, chacun le comprendra, à faire connaître préalablement au président de la République. Le peuple français a fait son choix. Il a élu une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale et, par lui-même, il a approuvé une nouvelle politique pour notre pays. Le président de la République m'a proposé d'exercer la fonction de premier ministre. Au cours de notre entretien, nous avons évoqué ce que devraient être les modalités de fonctionnement des pouvoirs publics dans une situation nouvelle sous la V^e République, mais prévue dans notre Constitution et qu'il convient donc d'assumer. La France doit être gouvernée, elle doit l'être dans la clarté et dans l'efficacité. Tout d'abord les règles de notre Constitution et la volonté du peuple français

doivent être respectées. Les prérogatives et les compétences du président de la République, telles qu'elles sont définies dans la Constitution, sont intangibles.

« Le gouvernement, dirigé par le premier ministre, détermine et conduit la politique de la nation en vertu de l'article 20 de notre Constitution. »

« Les principes qui, pour mettre en œuvre la politique choisie par le peuple français, guideront l'action du gouvernement et plus généralement celle des pouvoirs publics seront les suivants : le gouvernement dispose de tous les moyens qui sont reconnus par la Constitution pour conduire son action, qu'il s'agisse de mesures réglementaires ou de décisions de toute nature, individuelles ou générales, qui lui appartiennent, nécessaires pour la mise en œuvre de sa politique. En particulier, afin de réaliser dans les meilleurs délais le redressement du pays et de garantir une meilleure efficacité de nos institutions, deux lois d'habilitation seront, dans le mois qui vient, soumises au Parlement pour autoriser le gouvernement à légiférer par ordonnances.

« La première concernera les mesures économiques et sociales relatives au redressement de la situation économique, à la participation des travailleurs, ainsi qu'à la privatisation des sociétés nationalisées du secteur concurrentiel,

mesures qui permettront de retrouver une expansion prudente et donc de développer l'emploi. Une deuxième loi d'habilitation permettra au gouvernement de rétablir les règles du scrutin majoritaire lors des élections à l'Assemblée nationale. Les mesures prévues par ces textes seront précisément énoncées.

« Les autres réformes seront présentées au Parlement, qui se réunira le 2 avril. En cas de nécessité, une session extraordinaire permettra de mener à bien le travail législatif engagé.

« Ces principes d'action guideront en toute clarté l'action des pouvoirs publics. Ainsi le gouvernement veut honorer de l'honneur de la République la tâche de tous la latitude nécessaire pour, avec l'appui de sa majorité parlementaire, appliquer une politique de redressement social et économique, renforcer la liberté des citoyens, restaurer la sécurité des personnes et des biens et permettre à la France de jouer pleinement son rôle dans le monde, tout cela dans le respect des engagements prévus par la majorité devant le pays.

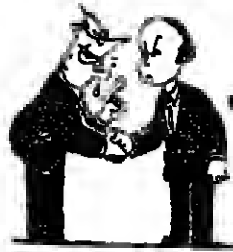
« Les Français doivent comprendre que le moment est venu de faire taire les divisions, au lendemain du grand débat qui vient de se clore. Ils doivent se rassembler dans un esprit d'ouverture et de tolérance mutuelle pour mener à bien l'indispensable renouveau de notre pays. »

A défaut d'état de grâce

(Suite de la première page.)

On imagine mal le chef d'un parti qui se situe dans la filière du gaullisme songer sérieusement à placer à la tête de notre diplomatie un homme dont la candidature à l'élection présidentielle de 1985 avait fait l'une des bêtes noires des compagnons.

De toute façon les choses, concernant ces deux domaines essentiels, ne seront plus ce qu'elles étaient. La lettre de la Constitution sera certes respectée, mais non la tradition de la V^e République qui faisait du chef de l'Etat le maître souverain de la politique extérieure et militaire de la France. Le nouveau ministre des affaires étrangères, André Gir



UNE LETTRE DE M. MITTERRAND A M. FABIUS

M. Mitterrand a adressé, jeudi, la lettre suivante à M. Laurent Fabius : « Monsieur le premier ministre et cher ami,

« Le changement de majorité à l'Assemblée nationale, intervenu le 16 mars dernier, vous a conduit à me remettre votre démission. Je l'accepte comme il se doit. Elle est la loi de la démocratie. Mais au-delà de cet évènement d'un principe constitutionnel qui s'impose à tous, je veux que vous sachiez l'importance que j'attache à votre action, dont les résultats, déjà reconnus par un très grand nombre de nos concitoyens, apparaîtront de plus en plus clairement aux yeux de tous.

« Indépendamment de la considération qu'appelle l'œuvre accomplie, je veux vous dire combien j'ai apprécié les qualités humaines dont vous avez fait preuve à la tête du gouvernement de la France. Vous avez allié à la lucidité le courage et la maîtrise de soi, qui sont le propre de l'homme d'Etat.

« Nul doute que vous soyez appelé à mettre à nouveau ces qualités au service de la France. Je le souhaite pour ma part. Je n'ai pas besoin d'ajouter combien le climat d'unité et de confiance qui a régné entre nous m'a été précieux.

« Je vous redis mes amicales pensées. »

Vingt-cinq nouveaux députés...

Vingt-cinq des trente-huit membres de l'équipe gouvernementale ont été élus députés le 16 mars. La fonction ministérielle étant incompatible avec le mandat de député, ils ne pourront pas siéger à l'Assemblée nationale et seront remplacés par les premiers non-élus des listes sur lesquelles ils étaient candidats. Les nouveaux sont : M. Jean-Pierre Bechter (RPR), qui remplacera M. Chirac en Corse; M. Jacques Ferron (CNIP) pour M. Edouard Balladur (Paris); Michel Ghysel (RPR) pour M. Chalandou (Nord); Daniel Colio (UDF-PR) pour M. François Léotard (Var); René Couaou (UDF-CDS) pour M. Méhaignerie (Ille-et-Vilaine); René Beguet (div. d.) pour M. Pons (Paris); Alain Jacquot (RPR) pour M. Seguin (Vosges); M. Marie-Thérèse Boissieu (CDS) pour M. Madelin (Ille-et-Vilaine); M. Henri Lonet (RPR) pour M. Aurillac (Indre); René Haby (PR, ancien ministre) pour M. Rossiniot (Meurthe-et-Moselle); Beroard Savy (app. RPR) pour M. de Charette (Nièvre); M. François de Pansieu (RPR) pour M. Joppé (Paris); M. Michel Terrot (RPR) pour M. Noir (Rhône); Christian

Demuyne (RPR) pour M. Pandraud (Seine-Saint-Denis); Antoine Carré (PR) pour M. Douffignies (Loire); Gantier Audinot (PSD) pour M. Carignon (Isère); Edouard Chamougon (div. d.) pour M. Michaux Chevre (Guadeloupe); Pierre Chantelat (PR) pour M. Bergelio (Haut-Saône); Jean-Jacques Salles (CDS) pour M. Bariani (Seine-Saint-Denis); Claude Biroux (CDS) pour M. Bossoo (Haute-Savoie); Edouard Fritsch (RPR) pour M. Flosse (Polynésie française); Alain Lomassoure (UDF) pour M. Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques); Marc Reymann (CDS) pour M. Zeller (Bas-Rhin); Claude Loroziol (RPR) pour M. Longnet (Meuse); René Couveinhes (RPR) pour M. Fontès (Hérault).

...et trois nouveaux sénateurs

Au Sénat, M. Georges Desaiog (UDF-CDS) remplacera M. Jean Arthois (Mayenne); M. Paul Graziani (RPR); M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine); M. Guy Robert (UDF-CDS); M. René Monory (Vienne).

LE MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES

Un pouvoir impressionnant

Du grand ministère de l'économie nationale voulu par M. Pierre Mendès-France à la Libération, à la volonté de M. Raymond Barre sous le précédent septennat et de ministre de l'économie et des finances, les nouveaux arrivants ont toujours caressé le même rêve de pouvoir absolu.

Ce rêve s'est parfois brisé contre le politique: René Pieven avait été préféré à Pierre Mendès-France par le général de Gaulle. M. Fabius fut choisi contre M. Debré, qui, lui aussi, nourrissait de grands desseins. Parfois, le rêve s'est réalisé et l'on a vu M. Raymond Barre concentrer entre ses mains les attributions d'un premier ministre et le pouvoir économique d'un ministre des finances.

L'arrivée de M. Edouard Balladur aux finances réalise une nouvelle forme de pouvoir, non absolue sans doute, impressionnant tout de même: titre de super-ministre, haute autorité sur le budget, le commerce extérieur et la privatisation - c'est-à-dire les dénominations - tout cela à travers trois ministères placés dans sa mouvance: MM. Alain Juppé, Michel Noir et Camille Cabane.

La réalité va probablement au-delà des structures gouvernementales, car le nouveau ministre de l'économie et des finances est un ami intime de M. Jacques Chirac, dont il a, semble-t-il, toute la confiance comme on l'a vu lors de la mise au point de la plate-forme commune UDF-RPR, qu'il aurait beaucoup influencée. Il est donc probable que M. Balladur, premier cité sur la liste des membres du gouvernement exercera en fait la quasi-totalité des pouvoirs économiques et financiers. M. Chirac se délassant d'un domaine vaste et dangereux à gérer pour se consacrer complètement au reste, c'est-à-dire aux problèmes posés par la sécurité ou à ceux de la défense nationale et des relations extérieures qui n'ont pas fini de faire parler d'eux.

Seul pouvoir à échapper prochainement au nouveau ministre d'Etat: la Banque de France, dont la plate-forme commune UDF-RPR garantit qu'elle sera autonome. C'est sûr que

si le Trésor garde bien son rôle éminent de faiseur de la politique monétaire, le gouvernement de la Banque de France aura toute latitude pour dire ce qu'il pense et pour mettre en œuvre les principes annoncés, quelles que soient les exigences de cette politique.

Super-pouvoirs

On se souvient que M. Renaud de la Gènerie ou Olivier Wormser quand ils étaient gouverneurs ne s'étaient pas gênés pour dire dans des styles différents ce qu'ils pensaient des facilités dont usait le pouvoir. Le futur nouveau statut de la Banque va nettement renforcer ce pouvoir de jugement. Ainsi, le super-pouvoir des finances aura en face de lui un super-pouvoir de critique. Sauf bien entendu si le premier ministre avait la fâcheuse idée de placer à la tête de l'institut d'émission un autre de ses intimes...

Une chose rassure: la place éminente donnée à l'économie et aux finances dans le gouvernement montre que M. Chirac ne considère pas facile la tâche à accomplir. D'autres auraient pu le faire ou s'y tromper: la situation s'améliore et le baisse des prix pétroliers va regarder brutalement sur le pays, à partir du mois d'avril, une manne qu'on peut chiffrer en dizaines de milliards de francs. Le piège pour la France est évident: la baisse des prix pétroliers s'apparente beaucoup plus à un héritage qu'on récupère une fois qu'à un revenu nouveau et permanent. La conscience de cette fragilité semble nettement le prouver la tentation du nouveau pouvoir de reprendre par des hausses de taxes pétrolières une partie des hausses du prix de l'essence, les sommes récupérées sur les automobilistes étant affectées à une réduction de la fiscalité des entreprises.

La tâche sera difficile, ne serait-ce que pour conserver les acquis du pouvoir socialiste, en matière salariale d'abord. Une tâche d'autant plus ardue que les alliés d'aujourd'hui n'ont pas sur tous les tableaux des vues exactement convergentes et que la tentation de la facilité sera grande au cours des mois qui viennent.

C'est bien pour cela que s'est constitué autour d'Edouard Balladur, une équipe cohérente et expérimentée. Une sorte de cabinet de combat, au bon sens du terme s'entend.

ALAIN VERNHOLLES.

Les paradoxes des nouveaux libéraux

Il est des structures ministérielles qui sont parfois le reflet de la politique que l'on veut mener, ou d'une idéologie, plus souvent le fait des saupoudrages politiques, du hasard du goût des hommes et de la tradition. Les ministères économiques du gouvernement Chirac ne dérogeant pas à la règle.

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation se taille la part du lion, et avec lui le RPR. Non seulement M. Edouard Balladur est le seul ministre d'Etat, mais, en supervisant le budget (ce qui est traditionnel), le commerce extérieur (qui était indépendant depuis douze ans et les services de la direction des relations économiques extérieures lui étaient prêtés par les finances) et la privatisation - et ce avec une équipe très homogène, - il réunit les moyens d'une réelle efficacité. Preuve que le premier ministre n'est pas un simple valet (voir l'article d'Alain Vernholes).

Parmi les priorités annoncées hier de l'Hôtel de Ville, M. Jacques Chirac en a rajouté une à celles déjà connues: « La participation », qui est un des sujets qui tient particulièrement à cœur à M. Balladur. Comme conseiller de M. Pompidou à Matignon en 1967, il a participé à l'élaboration des textes qui devaient « assurer la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises tout en favorisant la formation d'une épargne nouvelle et le développement des investissements ». Une initiative qui, possible vingt ans après, permet encore à quelque 5 millions de salariés de percevoir 15 % des bénéfices des entreprises en expansion et de dégrèver ainsi une épargne de l'ordre de 6 milliards de francs par an.

C'est lui aussi qui, aux côtés de Georges Pompidou à l'Elysée en 1970, a imposé la distribution de 542 000 actions aux 45 600 salariés de la régie Renault, mais s'est heurté alors aux réticences des syndicats qui ont provoqué l'échec de cette tentative.

C'est lui, encore, qui, il y a quelques semaines, expliquait qu'il fallait « reconnaître aux travailleurs une participation beaucoup plus grande aux résultats de l'entreprise et (...), par exemple, fusionner les ordonnances de 1959 et 1967 sur l'indemnité », qu'il fallait aussi que « chacun ait son niveau de responsabilité, même au niveau le plus modeste de l'atelier, puisse être appelé à donner son avis, à apporter ses solutions », qui expliquait, enfin, qu'il fallait « développer l'actionnariat des salariés » et que 5 à 10 % des actions des entreprises privatisées seraient offertes au personnel de ces entreprises.

Certes, M. Balladur s'est déclaré favorable à la libération du contrôle des prix et des charges, à plus de

flexibilité (y compris par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement), mais on ne saurait le taxer de libéral (néo ou pas) par et par. De même que ne l'est pas non plus M. Philippe Séguin, autre RPR, qui régnait sur les affaires sociales dans un grand ministère qui recouvrait la Sécurité sociale, le travail et l'emploi (comme lorsque M. Bérégovoy occupait cette fonction), avec toutefois le retrait de la formation professionnelle rattachée à l'éducation nationale.

Une structure cohérente

Les idéologues du néo-libéralisme économique ou les rétrogrades - même s'ils se plaigent de l'« impérialisme traditionnel des gauchistes » - dans une structure cohérente avec la communication (auprès de M. Léotard), l'industrie et les télécommunications. C'est paradoxal, car les pays réellement libéraux n'ont pas de ministère de l'industrie. De plus, la privatisation des groupes industriels publics leur échappe, et la volonté du ministère des finances est clairement de réduire subventions et dotations en capital. Mais il y a cohérence, car maîtriser les réseaux de télécommunication par les PTT, l'industrie aéronautique et la communication permet une action coordonnée dans ce secteur essentiel de l'activité à venir. Ces ministères, venus parfois de l'extrême droite (Alain Madelin et Gérard Longuet), pourront ainsi mettre en œuvre leurs théories sur la dérégulation dans un domaine où le problème est déjà crucial.

Un quatrième empire est réservé à M. Méhaignerie avec le regroupement des transports, du logement, de l'équipement et de l'aménagement du territoire (séparé pour l'occasion du Plan) dans un ministère qui n'est pas très éloigné de celui qui dirigeait jadis M. Olivier Guichard.

Enfin, l'agriculture est confiée à M. François Guillaume, ce qui n'est pas sans inquiéter les milieux agricoles européens (d'autant que dans le même temps a été supprimé le secrétariat aux affaires européennes). Hostile à l'élargissement, opposant vigoureux aux propositions de la Commission en matière de prix, comme aux carcasses qu'elle impose en matière de quotas et de soutien des productions, défenseur acharné de la rationalisation des politiques agricoles, l'ancien président de la FNSEA va pouvoir s'exprimer dès lundi prochain à Bruxelles lors d'un conseil des ministres de l'agriculture. Il aura, dit-on, grande latitude, y compris pour mener s'il le juge nécessaire la politique de la chaise vide. L'Europe n'a rien à y gagner.

BRUNO DETHOMAS.

En vente dès aujourd'hui

LÉGISLATIVES

LA BROCHURE COMPLÈTE DES ÉLECTIONS

LES RÉSULTATS COMPLETS de chaque département et de leurs principales villes. Le rappel des élections antérieures. L'analyse de chaque situation locale. Les cartes et les graphiques présentant l'évolution de l'électorat. La composition exacte de l'Assemblée nationale, la liste des élus et la biographie des nouveaux députés.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. Le tableau comparatif des programmes des partis. Les discours importants des leaders. L'évolution de l'électorat et l'analyse des sondages.

LE BILAN DE LA LÉGISLATURE. Les grandes dates. Les grandes réformes. Les grandes affaires. L'histoire des gouvernements Mauroy et Fabius. L'évolution des courants politiques.

BROCHURE DE 112 PAGES. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 35 F OU PAR CORRESPONDANCE.

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires _____ x 40 F (frais d'expédition inclus) : _____ F

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.
Commande à faire parvenir avec votre règlement à

Le Monde

Service des ventes au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le Quai d'Orsay amputé ?

Alors qu'ils se réjouissent de l'arrivée à la tête de leur ministère d'un professionnel capable de remettre de l'ordre dans la maison, de nombreux fonctionnaires du ministère des affaires étrangères - l'appellation « relations extérieures » vient d'être abandonnée - s'inquiètent de voir l'institution amputée de certaines de ses compétences traditionnelles.

C'est ainsi, semble-t-il, que Matignon vient de s'approprier trois secteurs qui font partie intégrante de la diplomatie: la francophonie, les relations avec les cartes Michaux-Chevry, secrétaires d'Etat auprès du premier ministre; les droits de l'homme, confiés au docteur Claude Malhuret, nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, et le problème du Pacifique sud, dont sera responsable M. Gaston Flosse, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre des DOM-TOM.

On s'interrogeait pour savoir comment pourrait être coordonnée une diplomatie écartelée entre l'Elysée, Matignon, le Quai d'Orsay et le ministère de la coopération. L'émiettement auquel on assiste ne fait que renforcer ces interrogations. Qui, par exemple, va s'occuper des relations avec la Nouvelle-Zélande et, par conséquent, du cas des faux époux Turenge ? M. Jean-Bernard Raimond ? M. Gaston Flosse ? A moins que ce soit M. Chirac ? Et le problème des otages ne constitue-t-il pas, après tout, une incontestable violation des droits de l'homme ?

On n'a pas jugé utile, en revanche, de nommer un ministre ou un secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Il s'agit pourtant d'un dossier extrêmement complexe et prenant qui risque d'occuper à temps plein M. Jean-Bernard Raimond.

J. A.

POINT DE VUE Le président de la République n'est pas obligé de signer les ordonnances

La déclaration de Jacques Chirac et le silence de l'Elysée sur le recours aux ordonnances engendrent une ambiguïté dangereuse. Le chef de l'Etat ne peut pas empêcher le premier ministre de demander au Parlement la pleine puissance, mais il tient de la Constitution le droit de s'opposer à toutes les ordonnances prises dans leur cadre. Obligé de promulguer les lois d'habilitation comme toutes les autres, dans les quinze jours après qu'elles ont été votées, la signature qu'il appose sur elles est celle d'un notaire authentifiant des actes qui ne dépendent pas de lui.

Aucun délai, aucune obligation ne sont au contraire prescrites au président pour la signature des ordonnances. Parce qu'il peut la refuser, elle l'engage personnellement quand il la donne. Cela ne ferait pas problème pour les textes rétablissant le scrutin majoritaire pour les élections à l'Assemblée nationale. Contestées par beaucoup de socialistes, longtemps rejetées par le chef de l'Etat, la proportionnelle était seulement un expédient qu'on peut rejeter une fois rempli son office.

Il en va autrement pour des ordonnances dénationalisant les entreprises publiques. M. Mitterrand ne pourrait pas les signer sans contredire les principes défendus par lui depuis vingt ans et détruire l'œuvre accomplie par les socialistes entre 1981 et 1986. S'il justifiait une telle attitude en prétendant que

dans les périodes de cohabitation la signature des ordonnances doit être automatique comme la promulgation des lois, il méconnaîtrait la Constitution qu'il a pour mission de faire respecter en l'interprétant suivant les traditions de la III^e et de la IV^e République.

MAURICE DUVERGER.

H. B. A.

« VIVRE ET ÉVOLUER DIGNEMENT »

Une analyse sans détour de la nature et des causes réelles de quelques maux (y compris les symptômes de notre temps), et quelques éléments de solutions.

En vente 60 F + frais de port
Chez : Les Lettres d'Or, 125, rue de Clichy, 75009 PARIS.

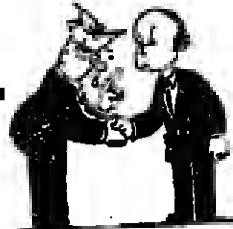
Le Monde

PUBLICITÉ ARTS ET SPECTACLES

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

GOUVERNEMENT

LES RÉACTIONS



Dans la majorité

● **M. ALPHANDÉRY (UDF)** : Miso en garde. — M. Edmond Alphandéry, député UDF bariste de Maine-et-Loire, a estimé, jeudi 20 mars, lors d'un débat organisé par la revue *Politique économique*, que le gouvernement va relever la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), ce qui, selon lui, rapportera « 40 milliards de francs pour financer » l'application de la plate-forme UDF-RPR. « Ce serait une faute (...) mais je m'y attends », a déclaré M. Alphandéry, qui a jugé, d'autre part, qu'il faut attendre que la situation économique se soit améliorée pour lever le contrôle des changes, car la France « n'est pas à l'abri d'un réajustement monétaire ».

● **M. MESTRE (UDF)** : Situation mauvaise. — M. Philippe Mestre, député (UDF) de la Vendée,

proche de M. Raymond Barre, a affirmé jeudi matin 20 mars, sur Europe 1, à propos des difficultés de constitution du gouvernement : « Nous constatons que ce que nous avions dit se réalise. Il a déploré une situation que nous considérons comme mauvaise », mais affirmé, à propos du comportement des députés baristes : « Il est parfaitement évident que cette courte majorité impose la discipline, et nous sommes des gens disciplinés ».

● **M. STASI (CDS)** : pas très serein. — M. Bernard Stasi, député (UDF-CDS) de la Marne, a estimé jeudi 20 mars, devant le « Club de la presse » de Champagne-Ardenne, que M. Raymond Barre votera la confiance au nouveau gouvernement « s'il lui manque une ou deux voix pour

l'obtenir ». M. Stasi se réjouit « que la nouvelle majorité soit étroite ». « On n'a pas eu la Bastille et on n'aura pas le Congrès de Valence », a-t-il ajouté, avant de trouver « pas très sage que l'Assemblée nouvelle en vacances soit en quelque sorte mise en vacances par un recours aux ordonnances ».

● **M. CHABAN-DELMAS** : réjouit. — La France ne peut pas ne pas être gouvernée, alors qu'elle doit s'affirmer de par le monde et que les problèmes intérieurs doivent trouver des solutions humaines », a indiqué M. Jacques Chaban-Delmas, jeudi 20 mars. « Je me réjouis donc de la formation du gouvernement de M. Jacques Chirac », a conclu l'ancien premier ministre.

En Bretagne

MANIFESTATION DES PRODUCTEURS DE PORCS

Première manifestation, jeudi soir 20 mars en gare de Landivision (Finistère), à l'adresse du nouveau ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume.

Quelque deux cents agriculteurs ont bloqué le train Brest-Paris pour protester contre la nouvelle chute des cours du porc enregistrée le jour même au marché de Loudéac (Côte-du-Nord).

A l'appel du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) et de la section départementale de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), dont M. Guillaume était encore jeudi le président, les agriculteurs, bloquant la voie, ont immobilisé le train durant une demi-heure, lisé le train durant une demi-heure, distribuant des tracts aux passagers et écrivant des slogans sur les wagons : « Guillaume au boulot », « Guillaume, pense à nous » ou encore « le porc à 12 francs ». Les manifestants ont levé leur barrage vers 23 h 15.

Une manifestation similaire a eu lieu, vendredi 21 mars au matin, à Quimper.

Dans les syndicats

La CFDT, la CFTC, la CGC et FO demandent audience à M. Chirac

● **M. Bergeron** : un interlocuteur loyal. — Le secrétaire général de FO rappelle à propos de ses relations avec le nouveau premier ministre : « Nous sommes parfois tombés d'accord, quelquefois pas. Mais M. Chirac — avec qui je n'ai jamais interrompu mes contacts — s'est toujours comporté loyalement à mon égard. Je ne doute pas qu'il en sera de même alors qu'il redeviendra premier ministre dans un contexte politico-syndical totalement différent de celui qu'il a connu au début du mandat de M. Giscard d'Estaing ». M. Bergeron a demandé « très vite » à la reconquête.

● **CFDT** : ne pas faire l'économie des confrontations nécessaires. — La CFDT va demander à M. Chirac une « rencontre rapide » pour connaître ses intentions et lui indiquer ses priorités. « De tout temps, souligne-t-elle, et récemment encore sous la précédente législa-

ture, la CFDT s'est opposée au recours à la procédure d'ordonnances comme mode de traitement des affaires publiques (...). Si un pouvoir politique légitime est fondé dans sa volonté de mettre en œuvre les orientations sur lesquelles il a été élu, cela ne l'autorise pas à faire l'économie des confrontations nécessaires avec les représentants tout aussi légitimes des divers interlocuteurs sociaux, et en particulier les syndicats ».

● **M. Marchetti** : satisfaction. — « Compte tenu des excellentes relations qui existent entre le premier ministre et lui-même », le président de la CGC estime : « Mon organisation devrait être mieux entendue et mieux comprise par le nouveau gouvernement que par ceux qui se sont succédés depuis 1976 ». M. Marchetti demandera audience et ajoute : « La CGC prend acte des

priorités définies aujourd'hui par le premier ministre et souhaite qu'avant la mise en œuvre des orientations économiques et sociales par les ministres compétents elle puisse leur faire connaître précisément son point de vue quant aux modalités d'application ».

● **CFTC** : pour une concertation « très sérieuse ». — La CFTC demande à rencontrer M. Chirac et le ministre des affaires sociales : « Quelles que soient les procédures de décision, il convient qu'une concertation très sérieuse s'instaure avec les organisations syndicales sur les mesures à prendre ». La CFTC demande à la fois une relance du bâtiment et « une relance de la politique familiale, dont tout le monde reconnaît enfin la nécessité pour l'avenir du pays » (avec un demi-SMIC pour les mères de famille, « en commençant par celles qui ont ou moins trois enfants »).

A gauche

● **M. JOSPIN** : respect des institutions. — « Le président de la République a exercé son droit de nomination en cherchant à interpréter avec scrupule le sens du vote du 16 mars », a déclaré M. Lionel Jospin, jeudi 20 mars. Le premier secrétaire du PS ajoute : « Je souhaite que le nouveau premier ministre s'inspire, dans l'exercice de ses fonctions, du même souci de respecter les institutions ». M. Jospin souligne que le PS « a combattu les thèses du RPR et de l'UDF pendant la campagne car il les juge dangereuses pour le monde du travail et contraires à l'intérêt du pays. Première force politique française, il jouera pleinement au Parlement et dans le pays son rôle d'opposition », conclut-il.

● **M. ROUDY** : un message de revanche. — L'ancien ministre des droits de la femme, dont le ministère disparaît dans le nouveau gouvernement, a déclaré jeudi 20 mars : « Le premier message du nouveau gouvernement nous parvient fort en clair : c'est un message de revanche. M. Roudy, qui observe que « pas une seule femme ne figure parmi les ministres à part entière »,

affirme : « Avec le retour de la droite, la régression des droits des femmes s'annonce (...). Comment peut-on parler de tolérance et d'ouverture tout en claquant la porte au nez, et de quelle façon, à toutes celles qui commencent à croire, en leurs droits ? ». « Les femmes apprécieront », continue M. Roudy, qui les invite à « faire connaître leurs sentiments ».

● **M. MARCHEAIS** : les Français « trompés ». — « Des millions de Françaises et de Français découvrent avec amertume qu'ils ont été trompés », a déclaré, jeudi 20 mars, M. Marchais dans un communiqué publié aussitôt après la nomination de M. Chirac. « Tout se fait en parfaite entente (...) et dans la bonne humeur », souligne le secrétaire général du PCF. « Celles et ceux qui ont voté socialiste en pensant voter contre la droite peuvent être légitimement en colère », poursuit-il avant de conclure : « Décidément, les 2 700 000 électrices et électeurs qui ont voté communiste ont eu bien raison (...). Toutes et tous peuvent compter sur le Parti communiste pour les aider à résister ».

A l'étranger

Félicitations canadiennes soulagement britannique espoir néo-zélandais...

La nomination de M. Chirac à Matignon et la formation de son gouvernement n'ont pas encore suscité beaucoup de réactions officielles dans le monde. Parmi les rares déclarations enregistrées pour l'instant, les plus promptes sont venues du Canada : le premier ministre conservateur, M. Brian Mulrooney, a adressé, le jeudi 20 mars, au nouveau premier ministre ses « félicitations les plus chaleureuses », cependant que l'Assemblée nationale du Québec adoptait le même jour une motion de félicitation à M. Chirac et à son gouvernement. Le premier ministre de la province, M. Robert Bourassa, a présenté le maire de Paris comme « un ami personnel, et un ami très fidèle du Québec », rejoint en cela

par le chef de l'opposition, M. Pierre-Marc Johnson.

A Londres, nous signale notre correspondant, Francis Cornu, la formation du nouveau gouvernement a quelque peu rassuré les dirigeants britanniques et la plupart des commentateurs de la presse londonienne, qui semblaient s'inquiéter de l'avenir de la diplomatie française. Les dirigeants conservateurs, en effet, se sont mieux entendus avec le gouvernement de gauche qu'avec son précédent de droite. Depuis 1981, les relations entre M. Thatcher et M. Mitterrand ont été meilleures qu'elles ne l'étaient entre la Dame de fer et M. Giscard d'Estaing. Dans ces conditions, à Londres, on accueille avec satisfaction la nomination aux affaires étrangères et à la

défense de deux ministres « techniciens », ce qui signifie que le président de la République conserve son mot à dire dans ces deux domaines, ajoute notre correspondant.

En Nouvelle-Zélande, on veut espérer que le changement de gouvernement permettra le dégel des relations avec Paris. « Il est important pour nous d'agir rapidement afin d'établir une entente avec cette nouvelle administration », a déclaré, vendredi, le premier ministre par intérim, M. Geoffrey Palmer. Au cours d'un voyage à Djakarta, le chef du gouvernement, M. David Lange, avait exprimé l'espoir, mardi, que M. Chirac procède à une « réévaluation » de la politique suivie jusqu'alors par les socialistes dans cette région du monde.

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION TOTALE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

DERNIERE DEMARQUE!

du vendredi 21 mars au samedi 29 mars

MANTEAUX VISON					
Vison pastel	38750	13250	Vison pastel	41750	21850
Vison dark	32750	21850	Vison lunaire	37850	24750
Vison dark	28750	15850			
MANTEAUX					
Ragondin	8450	4350	Marmotte	30850	14250
Castor couleurs	14750	7450	Zorinos	6850	3750
VESTES					
Castor longs poils	10350	6250	Mouton	4850	2650
Loup et Renard	12850	5850	Renard d'Asie	8450	4850
Vison milleraies	9750	4350	Renard roux	10250	5850
Opossum	6750	4250	Vison dark	22750	15850
Marmotte	14750	9250	Agneau Toscane	3850	1350
Renard bleu	7350	3450	Chevette	1850	640
Vison Koh-i-noor lustré	14750	7850			

HAUTE FOURRURE					
MANTEAUX					
Vison Blackglama	85000	55000	Vison blanc	75000	48000
Chat Lynx	145000	75000	Lynx canadien	110000	65000
Pékan	72350	35000	Castor Oyster et Renard	51950	27000
Zibeline	120000	55000	Vison tourmaline	42850	28750
BOLEROS					
Vison blanc	18750	13000	Vison dark Saga	36750	24500
Manteaux longs du Soir					
Vison pastel, blanc	85000	35000	Vison lunaire	75000	30000
Renard roux, noir	75000	30000	Lynx	85000	35000
			Vison dark	42000	20000
PELISSES					
Int. Castor	8750	3850	Int. Ragondin	14350	5850
PELISSES Whipcord, int. LAPIN, col Mouton				4450	2350
PELISSES hommes, int. LAPIN col Opossum				5850	3250
ANORAKS	3250	1250	PONCHOS		
Agneau réversible			Agneau Toscane	4350	1450

DERNIERE DEMARQUE...

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V. Paris 8^e

magasin ouvert tous les jours sans interruption de 10h à 19h

مكتبة من الأصل



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PS

La douche froide

Le PS réunit son comité directeur, le samedi 22 mars à Paris. Le « parlement » du PS devra tirer les premiers enseignements du scrutin du 16 mars et réagir à la composition du gouvernement de M. Jacques Chirac.

Rarement un parti aura été si content après avoir perdu des élections. C'est une véritable « euphorie » qui s'est emparée du PS à l'annonce des résultats du scrutin. Dans un premier temps, la « divine surprise » des 32 % de suffrages a fait oublier tout le reste, et d'abord la semaine et le mouvement au bureau exécutif du PS, mercredi 19 mars, les dirigeants socialistes ont rappelé que la constitution du gouvernement aurait l'effet d'une « douche froide » sur les têtes socialistes. La veille, M. Pierre Mauroy, ancien locataire de l'hôtel Matignon, avait déclaré, devant les parlementaires membres de son courant, que le pays allait découvrir que c'est bien Rue de Varenne que se décide la politique du gouvernement.

Dès samedi, les socialistes vont donc se demander comment gérer leur période d'opposition. En cette matière, comme en d'autres, leur passage aux affaires les a plutôt rapprochés. Ils sont, pour le moment en tout cas, vaccinés contre les promesses inconsidérées et les condamnations rapides. Dès dimanche, M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national chargé des fédérations, affirmait que le PS dans l'opposition, « ne devra pas se conduire comme avant 1981 ». Lundi à Lille, M. Mauroy déclarait que les socialistes devront être « soucieux de toujours faire des propositions susceptibles d'être traitées en actes [sic] et non en vaines paroles ». Mercredi enfin, M. Louis Mermaz excluait que le PS reprenne « le maquis ». Tous ces dirigeants sont d'autant moins enclins à se laisser aller à la démagogie que nombre de socialistes affichent la même certitude : « On reviendra bientôt ! ».

En attendant, si l'on veut pousser à la rue de l'alternance, il s'agit d'être ferme, responsable, l'opposition, « aux côtés de François Mitterrand », n'en sera pas moins résolue. Si le président facilite la tâche du PS en soulignant que la nouvelle majorité mènera sa politique « selon ses vues » et en fixant, avec M. Chirac, un strict partage des prérogatives de chacun, quelques socialistes ont dû, néanmoins, manifester de s'être égarés devant leur poste de télévision, en entendant M. Mitterrand souhaiter bon vent à la droite, revenue au pouvoir. Illustration, parmi d'autres, du trésor d'ambiguïtés que recèle, surtout pour les socialistes, la cohabitation. Il leur faudra être à la fois « durs et souples », selon la formule d'un des conseillers de la direction du PS.

Parti de gouvernement momentanément dans l'opposition, comme dirait M. Chevènement, le PS doit maintenant gérer et faire fructifier son capital électoral tout neuf.

Comme l'ont déjà dit plusieurs anciens ministres socialistes, comme on le répète sans doute au comité directeur, la route des 40 % du corps électoral s'ouvre devant le PS. Rien ne dit qu'elle soit dégagée. Après s'être congratulés, les socialistes auraient intérêt à chercher à la fois comment consolider ce capital et comment aller plus loin. La nouvelle configuration politique de la gauche suppose aussi, de la part du PS, la prise en charge d'une partie de l'ancien électoral communiste qui, sinon, sera en déshérence.

Toutes ces questions ramènent à celle de l'évolution du parti. Depuis que les socialistes sont libérés de l'échéance électorale, ils peuvent penser au PS. L'ouverture du parti sur la société civile, le dialogue avec les associations, l'invention d'une force renouée de militance, etc., sont de nouveau à l'ordre du jour, et devraient être évoqués pendant le comité directeur. Il est temps, pour les socialistes, de commencer à réfléchir à de telles remises en cause, qui font partie de la modernisation du PS et dont le principe a été posé par M. Lionel Jospin devant le congrès de Toulouse, en octobre 1985. Dans le même esprit, M. Mauroy demande, comme M. Rocard, que, le moment venu, les socialistes engagent une discussion, afin d'inscrire leur évolution dans leurs textes fondamentaux.

A terme, d'autres débats attendent les socialistes. Comme le dit M. Chevènement, « le PS n'a pas surpris les questions de fond, mais elles se posent d'une manière qui ne met pas en danger, dans l'immédiat, sa cohésion ». L'une de ces questions est la suivante : le PS saura-t-il suivre son nouveau cours sans, pour autant, renoncer à réformer la société ?

Ce débat trouve sa traduction en terme de parti : d'un côté, un « parti républicain socialiste », comme le dit M. Chevènement, ou « social-démocrate à la française », comme le dit M. Mauroy. De l'autre, un parti socialiste inspiré du modèle américain et proche d'une simple « association de comités électoraux », selon la formule d'un rocardien.

Course contre la montre

Cette discussion, toutefois, n'est pas ouverte, tout simplement parce que personne, dans le PS, ne se propose aujourd'hui pour le second tour. Pourtant, le suspense existe, notamment vis-à-vis de M. Rocard, même si celui-ci se défend vigoureusement de souhaiter un PS proche d'un « parti démocrate à l'américaine ».

Dans l'immédiat, l'ancien ministre de l'Agriculture est engagé dans une sorte de course contre la montre avec la direction du PS. Nombre de socialistes sont, avant tout, soucieux de préserver la liberté de manœuvre du président de la République entre du 1986 et 1988. Or, si M. Mitterrand veut être de nouveau candidat — éventuellement avant terme, —

L'ouverture prématurée de la campagne interne au PS pour la désignation du candidat socialiste ne pourrait que gêner le général. A l'inverse, M. Rocard a besoin de temps pour gérer ses intérêts de présidentiable... Depuis le 16 mars, la cote de M. Rocard est en baisse à la bourse des sondages dans le PS. M. Rocard est de nouveau, pour quelque temps, en situation d'avoir à prouver son attachement au PS. C'est ce qu'il fera, dit le comité directeur de samedi, en prononçant, selon l'un de ses proches, un discours très « légitimiste ».

M. Jospin, au contraire, a en son sein un rétrograde par le score obtenu le 16 mars. Cela tombe bien pour le premier secrétaire, qui voit revenir au PS MM. Mauroy et Fabius et une petite cinquantaine d'autres « poids lourds » socialistes, anciens ministres, pour la plupart députés et membres du comité directeur du parti.

Parmi les anciens ministres, c'est M. Pierre Joxe qui, selon toute probabilité, reprendra la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. MM. Jospin et Joxe, qui ont chacun deux fortes personnalités, ont parfois eu des rapports tendus, le second n'appréciant pas toujours la manière dont le premier gère le parti. Mais M. Joxe reviendra à la tête d'un groupe socialiste bien différent, et dans des conditions autres que celles qui prévalaient pendant la période 1981-1984.

JEAN-LOUIS ANDRÉAM.

MOBILISATION DES « RENOVATEURS »

Au PC, le mouvement en faveur d'un congrès extraordinaire s'amplifie

Un appel d'air de grande ampleur souffle dans les rangs du PCF. Les signataires d'« Étas locaux », d'intellectuels communistes ou de simples militants pleuvent sur les appels réclamant un congrès extraordinaire qui soit lancé aux quatre coins de la France. Manifestement, les « rénovateurs » font le forcing avant l'ouverture du comité central qui doit se tenir à Paris, lundi 24 et mardi 25 mars.

Si le maire de Gennevilliers, M. Lucien Lametier a envoyé une lettre au comité central pour solliciter la tenue d'un congrès extraordinaire, un texte, public celui-là, circule dans les Hauts-de-Seine, pour réclamer la même chose. Il avait déjà recueilli plusieurs centaines de signatures.

Dans le Puy-de-Dôme, notre correspondant nous signale qu'un appel allant dans le même sens est signé par M. Jean Vilanova, premier secrétaire fédéral et proche de M. Juquin, MM. Michel Fournier, secrétaire de la section des usines Michelin, et Georges Azam, adjoint au maire de Clermont-Ferrand, dont la popularité est forte parmi les militants. « Un parti comme le nôtre doit se regarder dans la glace », affirme le texte. Aujourd'hui, le PCF risque de disparaître.

Dans le Doubs, par une majorité de huit voix contre trois, le bureau fédéral du PCF a adopté, mardi 18 mars, un texte soulignant que les communistes « ne feront pas l'éco-

nomie d'un grand débat ouvert sur les causes internes et externes des reculs successifs » du PCF.

Dans l'Hérault, notre correspondant nous précise que l'appel à un congrès exceptionnel, signé par environ quatre-vingts maires, conseillers généraux et municipaux communistes (Le Monde daté du 21 mars), est désavoué par le secrétariat de la fédération communiste, qui condamne cette démarche. Elle estime qu'« avant toute discussion dans les organisations du parti auxquelles ils appartiennent, quelques-uns des communistes ont agi publiquement les positions de Pierre Juquin, qui, à travers les médias, tente de faire pression sur le parti et sa réflexion ». Et elle poursuit : « La démarche de ces élus relève d'une organisation fractionnelle, en violation avec les principes du PCF. C'est la première fois, depuis le vingt-cinquième congrès, que le nom de M. Juquin est associé à celui de fractionnisme par une instance officielle du parti.

L'appel de Paris

D'autre part, un appel pour un congrès extraordinaire, qui porte une centaine de signatures (1) venant de toutes la France, circule à Paris. Il indique, notamment : « Non, nous n'avons pas le temps pour nous. (...) Non, nous ne pouvons laisser sans réagir des diri-

geants cyniques à imposer à notre parti des pratiques en langage et en mode de fonctionnement qui le conduisent inéluctablement à sa perte ».

Le texte réclame donc : « la convocation d'urgence d'un congrès extraordinaire pour instaurer enfin le nécessaire débat démocratique sur les causes réelles de cette succession de reculs et les moyens d'y mettre fin ». Il conclut : « Il ne saurait être question d'être plus sûr de l'histoire, face au jeu d'une alternance exclusive entre une droite néo-libérale d'inspiration américaine et une social-démocratie prise à toutes les compromissions et à tous les renoncements. Il y va indubitablement de l'avenir de ce pays et de ses enfants ».

(1) Daniel Karlin, Tony Lainé, Michel Carbonne, Claude Frérot, Michel Voreux, Michel Naudy, André Tuel, Alain Reiland, Guy Lenoir, Bulle Braton, Maurice Molinier, Gilbert Wasserman, Jean Vilanova, Claude Guitard, Christian Delachère, Raymond Jullien, Raoul Sangle, Pierre Boute, Paul Jarne, docteur René Lelièvre, Michel Picard, Thierry Bernis, Marc Lazzari, Alain Amicable, Constant Audin, Marc Rogalski, Jeanne Rogalski, Robert Charvin, Patrick Tort, Jean-Claude Elie, Patrick Dugast, Jacques Rey, Jacques Schellens, Jacques Camard, Marcel Trillat, Noël Guibert, Roger Martin, Jérôme Kampe, Gérard Quénou, Jean-Pierre Jesty et Guy Chavanne sont parmi les premiers signataires.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUEL peut être l'état d'esprit d'un homme appelé à un poste pour lequel il n'est pas préparé ? Car telle est bien la situation où se trouve le nouveau premier ministre. Il n'a pas été désigné pour réussir. A moins de considérer qu'en le désignant M. Mitterrand a schématiquement tourné casaque, qu'à la manière du prince Eugène ou du maréchal de Saxe il se met à la tête des armées de l'adversaire d'hier (1). Ce serait juger trop sévèrement les courtes paroles de congé que M. Mitterrand adresse lundi soir à ses amis socialistes, via la télévision. Soit dit sans référence, il évoquait la démission de Valmont metant fin à sa liaison avec la présidente de Tourville.

M. Jacques Chirac a donc été choisi. Si l'on peut dire, « enfin vous l'emportez », doit penser les rivaux malheureux. Se serait-il agi de M. Giscard d'Estaing, de Mme Simone Veil ou de M. Chaban-Delmas, celui-ci à titre de « numéro complémentaire », que le motif de la nomination eût été le même : tenir compte de la nature des choses tout en servant les desseins de M. Mitterrand. Ces desseins sont clairs et inévitables, soit ramper, pour cinq ou sept ans, en 1988, vers la présidence de la République, soit, si l'on veut, vers la présidence de la République, qu'un chef de gouvernement sache qu'il lui est souhaité de ne pas se retirer, sans chambardement de la pensée, imaginer que cet homme pourrait à ses yeux ne pas sortir des rangs socialistes ?

Car elle n'a pas grand sens l'autre hypothèse qui montrerait M. Mitterrand demeurant « en route » à l'approche de l'échéance présidentielle, ne protégeant que lui-même, attendant la fin de son mandat pour s'en retourner à Tourville, comme le président Gaston Doumergue, « dans une cabine au-delà du Tibre », comme Cincinnatus, ou à Larche ?

La signification profonde de la mission qui lui est remise, M. Chirac n'en ignore évidemment pas la perversité. Si cette mission n'était pas réelle, elle ferait un joli sujet pour le théâtre. Cela aussi est sans précédent sous la V^e République, qu'un chef de gouvernement sache qu'il lui est souhaité de ne pas se retirer, sans chambardement de la pensée, imaginer que cet homme pourrait à ses yeux ne pas sortir des rangs socialistes ?

MM. Debré, Pompidou, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Messmer, Chirac, Barre, Mauroy et Fabius, lorsqu'ils furent appelés à Matignon, savaient qu'ils seraient surveillés avec soin par le palais de la rue d'Orléans. Mais ils n'avaient pas lieu de craindre qu'on les embaissât pour mieux les étouffer. Du moins dans les débats.

JUSQU'À présent, un seul premier ministre a succédé au président de la République : Georges Pompidou au général de Gaulle, qui n'y put rien. Deux fois nommé, par des hommes qui furent deux fois rivaux, M. Chirac veut renouveler le précédent. M. Mitterrand veut empêcher cela. C'est même plus ou moins son devoir. Quitte à solliciter un nouveau mandat. Quitte à donner un tour nouveau à la fonction, soit dans sa durée, soit dans son contenu.

En ce sens, rien n'interdit de penser que la fort brève allocution de lundi était le premier acte de son entreprise, une ébauche de redéfinition du rôle, qui ferait du chef de l'Etat un homme véritablement au-dessus des partis, dit-il, à cette fin, retrancher de ses pouvoirs.

Quel qu'il ait été au lendemain du scrutin, c'est sur ce terrain que s'est engagé M. Mitterrand. Dès lors qu'il énumérait les pouvoirs qui sont les siens, ou plutôt décrivait le champ de ses prérogatives, il remettait en cause le principe selon lequel le pouvoir du président de la République était, dans toutes les acceptions du mot, indéfini. En dehors de

voter lui-même les lois, il pouvait à peu près tout faire.

Si, dans cet ordre d'idées, les jours que nous vivons évoquent effectivement la défunte République qui gouverna la France de 1946 à 1958, la faute n'en revient pas à la seule adoption du scrutin proportionnel. Si fautive il y a, elle est à rechercher du côté de M. Chirac et de sa constitution systématique des chefs de parti de son bord. Comme si, déjà, il sollicitait d'eux protection pour se prémunir des ruses de M. Mitterrand. Comme si, déjà, il était incertain de lui-même.

Que de scénaristes doivent se sentir rejoints devant ces défilés ! Combien de jeunes gens doivent avoir l'impression de regarder en couleurs les vieilles bandes d'actualités que diffuse en noir et blanc « La dernière séance » de FR 3 ! D'autant que certains visages ont le patine de l'histoire.

Déjà, M. Mitterrand peut se dire que le premier accroc à l'esprit de la Constitution de 1958 n'est pas de son fait, mais de celui qu'il a désigné comme premier ministre. Déjà, M. Mitterrand suggère au pays que le régime des partis ne revient pas à celui de la III^e République, mais qu'il est plus fort, plus sûr, plus sûr que les autres sont les qualités qu'il faut avoir pour la forme, non pour la fonction. Le touchant spectacle que ces visiteurs sortant du bureau du maire de Paris et disant, émus comme des béchotiers : « Je suis ministre » — pour découvrir, un peu plus tard, mais les premiers, les pièges de la cohabitation ! Pauvre M. Lecanuet ! Pauvre M. Dailly !

Déjà

AGEONS que, déjà, M. Mitterrand s'amuse beaucoup, se poutrière d'avance les bébines, d'être le spectateur serein de dissensions qu'il devra arbitrer dans un camp qui n'est pas le sien. Enfin la fonction de chef de l'Etat ne se bornera pas à être confortative et lourde, elle sera aussi divertissante, si ce n'est même parfois drôle.

Les images politiques ne sont pas de celles qui se renouvellent. Une fois encore, on a coupé les deux bouts de l'omelette, le bout gauche du Parti communiste et le bout droit du Front national. Au secours, le centre revient ! Une fois encore, haro sur l'idéologie !

Mais si les partis ne sont pas porteurs d'une idéologie, que sont-ils ? Que deviendront-ils s'ils ne sont plus des lieux par lesquels les hommes se divisent, pour mieux affirmer ce qu'ils croient ? Les partis seront réduits à n'être plus que ce qu'ils sont déjà — mais seulement cela, — des appareils de conquête individuelle du pouvoir, ou, plus modestement, des lieux de pensée. Comme d'autres hésitent entre Normal Sup (sciences) et Polytechnique, ou « École PS » ou l'on « fera RPR », sur les recommandations du pape, qui, lui, avait dû se borner à « faire MRG » ou « CDS ».

Comme s'il fallait renforcer une tendance qui n'existe déjà que trop chez ces jeunes gens bien mis, mûles ou femelles, qui, sur le point de s'engager dans la vie publique, soupèsent, évaluent, analysent quel parti leur

assurera la meilleure carrière. Sur le modèle du général Eisenhower, qui s'interrompe longtemps pour savoir si l'on choisira le Parti républicain ou le Parti démocrate afin de parvenir à la présidence des États-Unis. La France devienne esclave sur les vertus de l'économie néoconservatrice découvrirait-elle la sève à la « non-idéologie » américaine ?

C'est mettre, au regard de la morale, la charue devant les bœufs : choisir un parti, puis en adopter les valeurs. Le pire, c'est que ces précautionneux-là réussissent mieux que les autres, les bénéfices qui, s'étant forgés une conviction, cherchent le parti qui saura le mieux la défendre. Au lieu de cela, place à l'idéologie des cadres politiquement performants.

Le déclin de l'idéologie, c'est effectivement ce qui menace le Parti socialiste. Chaque point recueilli dans les consultations électorales en est l'indice. Si le PS s'est grossi des débris du PCF, il s'est aussi enrichi de son mariage avec le centre. C'est toujours la même ébauche que l'on édifie sur les marchés, mais le produit vendu est plus aléatoire. Il n'y a pas que la culture pour avoir des affinités avec la corruption. Le socialisme aussi. Plus on l'étale, moins il y en a. Plus on rassemble et plus il faut composer. Plus grand le nombre, plus floues les convictions. Heureusement que la peine de mort est irrévocablement abolie. Sinon, il aurait fallu mettre son abrogation au clou.

RÉGASSANT à un passage méchant, l'avant-dernière semaine (« Gode »), sur André Comu, qui fut secrétaire d'État aux Beaux-Arts sous la IV^e République, M. Louis de Charbonnières, demeurant à Paris, écrit :

« Nous sommes quelques-uns à n'avoir pas oublié l'état du château de Versailles au lendemain de la seconde guerre mondiale. Si précise qu'on pouvait tout craindre, nul en haut lieu ne semblait s'en soucier. Le sauveur vint des débris des années 50, et il s'appelait André Comu. »

D'autres ensuite ont déplacé davantage d'air, fait plus de bruit que l'homme modeste, cultivé et sensible. Quand il n'avait fait que nous garder Versailles, par une détermination et une volonté qui n'avaient rien de « fadases », André Comu mériterait de figurer avec honneur parmi les ministres des Beaux-Arts ou de la culture de cette deuxième moitié du vingtième siècle.

Sans doute. Mais il serait juste surtout de rendre hommage aux Rochefort, qui, avant et après la seconde guerre mondiale, en 1925 et en 1954, donnèrent beaucoup pour sauver Versailles et ses dépendances, notamment le Hameau et le théâtre de Marie-Antoinette. Il serait juste aussi de citer l'action conjuguée du général de Gaulle et d'André Mitrans pour rétablir le Grand Trianon dans ses splendeurs originales.

Versailles a évidemment suscité une littérature d'importance fluviale. Dernier dans des ouvrages publiés (juin 1985), celui de M. Pierre Verdet, Le Château de Versailles (740 pages, 180 francs, Fayard), d'où les précisions ci-dessus sont tirées. Encore qu'il ne date pas de André Comu.

(1) Note de l'auteur. Ce raccourci historique n'est pas sans reproche. Ni le prince Eugène de Savoie (1663-1736), ni français mais qui servit l'Autriche ; ni le maréchal Maurice de Saxe (1696-1750), fils adoptif du roi Auguste II de Pologne, mais qui servit la France, ne sont passés à l'épreuve du miroir contemporain du terme. La profession de militaire d'État était alors jusqu'à la plus grande et sans considération de nationalité. Wallenstein (1583-1634), dont Schiller fit un héros dramatique, en fut un exemple, mais d'un autre genre.

(Publicité)

MOINS DE 189 F... ils baissent le pantalon

Ce pantalon en flanelle, doublé : ces vestes en woolmark, laméwool, à 595 F, ces costumes en tissu Dormeuil à 980 F, ces véritables toiles américaines à 790 F sont vendus actuellement avec des remises progressives qui vous permettent des achats de qualité à des prix incroyables. Même dans les grandes tailles. Jusqu'à 62. À la Grande Épicerie du Marché (M^e Saint-Germain-Prospère) 3, rue du Port-au-Choux, III^e, du mardi au samedi, de 10 h à 19 h.

(Publicité)

Chaussures homme en cuir : 199 francs !

Exclusivité femme en cuir, 248 F. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt H.E.I. a des relations privilégiées avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Cinq points de vente : 24, rue de la Vierge, derrière le BHV 94, rue Cambon (15^e), M^e Vaugrand, 42, rue Claude-Terrasse (15^e), M^e Po-Sa, 30, rue de la Chapelle (17^e), M^e Wagram, 6, rue Hapo (20^e), M^e St-Fargeau, 11 h à 19 h 30, du lundi au samedi. Tél. 42.36.35.29. Recherches franchises provinciales.

(Publicité)

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE

dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES

UN AN 28.500 F, UN SEMESTRE 15.500 F + droits d'inscription. Logement compris. CESPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

(Publicité)

CESSATION ACTIVITÉ 50% SUR TAPIS D'ORIENT

Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en majorité de Perse et du Caucase, expossés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de caisse de 50 % vous sera consentie cette semaine...

Atighetchi

4, rue de Penhièvre
8^e, M^e Miromesnil
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

GRAND JEU

OPEL

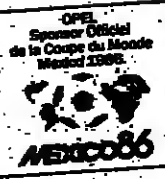
SPONSOR DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

**GAGNEZ
11 OPEL KADETT
11 MAGNETOSCOPES**

**AUJOURD'HUI,
TOUS
CHEZ OPEL
POUR LE
COUP D'ENVOI
DE L'ANNÉE.**

Du 21 Mars au 13 Avril, la simple observation de toute la gamme Kadett peut vous faire gagner des cadeaux fantastiques... 1 Kadett ou 1 magnétoscope par jour à l'occasion du grand jeu "coup d'envoi".

Alors, venez vite chez votre concessionnaire Opel découvrir toute la gamme Kadett et donner vous aussi "le coup d'envoi Opel" avec l'équipe de France de football pour gagner la partie.



KADETT

OPEL LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.

هكذا من الأصل



Ministre d'Etat

M. Edouard Balladur

Confident et connaisseur

Nul ne contestera que M. Edouard Balladur soit l'un des meilleurs connaisseurs des rapports entre l'Elysée et l'Hôtel Matignon. Il l'est par expérience : il a été successivement le conseiller technique de Georges Pompidou à l'Hôtel Matignon puis son secrétaire général à la présidence de la République.

Né le 2 mai 1929 à Smyrne (Turquie), où se trouvait affecté son père - un banquier - ce conseiller d'Etat, homme d'influence, connaît donc de l'intérieur les deux pôles de la dyarchie de l'exécutif français. Et il est devenu, depuis plusieurs mois, à la fois le confident et le principal conseiller politique de M. Jacques Chirac.

On dit même qu'il a été l'un des artisans de la conversion définitive du président du RPR à la cohabitation. Dans l'entourage du maire de Paris, les quelques indéfectibles de l'éprouve de force avec M. Mitterrand ont même repris un ancien sobriquet : « Balladour ».

C'est dans les colonnes du Monde du 16 septembre 1983 qu'il avait pour la première fois plaidé publiquement en faveur de la cohabitation, en estimant que la présidence de la République et le premier ministre devaient s'y plier, « ce qui suppose que chacun accepte d'être quelque peu empêché dans la liberté de ses mouvements et de ses choix, de ne pas appliquer tout de suite tous ses projets ».

Mais si ce connaisseur des affaires de l'Etat est nommé aujourd'hui ministre de l'Economie et de la Privatisation, c'est aussi parce qu'il est chef d'entreprise. Et un chef d'entreprise qui propose la « cogestion » : « Il n'y aura pas d'entreprise moderne en France si on n'associe pas le personnel aux responsabilités, aux résultats, et si on ne le fait pas participer à la décision », déclarait-il le 16 février 1986 au Grand Jury RTL-Monde. M. Balladur rappelle par la même occasion qu'il avait été l'investigateur auprès de M. Pompidou, en 1970, de l'effacement des salariés chez Renault. Une expérience qui s'était d'ailleurs soldée par un échec.

Ministres

M. Albin Chalandon

Homme d'affaires et d'Etat

Difficile de brosser le portrait de M. Albin Chalandon : tant, depuis 1948 - il avait alors vingt-cinq ans - ses activités ont été multiples, jusqu'à ce poste de ministre du Nord. Sans doute une élégance recherchée, un visage découpé aux lignes sobres, une courtoisie et un sourire fréquent et un sourire rien que pour lui donner l'apparence de ces acteurs hollywoodiens vêtus sous les sunlights. Voilà pour la forme, mais pour le fond ?

Politique, M. Albin Chalandon l'est sans nul doute. Cet ancien inspecteur des finances est entré, à la Libération, dans le cabinet de présidents du conseil de gauche (Léon Blum puis Paul Ramadier), puis de ministres (René Mayer). Mais c'est sans doute comme trésorier général de l'UNR en octobre 1958, puis comme secrétaire général du parti gaulliste quelques mois plus tard, qu'il apprendra toutes les ficelles du métier.

Elu député des Hauts-de-Seine en mars 1967 puis réélu en 1968 et 1973, il sera récompensé de sa fidélité gaulliste par le portefeuille de l'industrie, puis surtout par celui de l'équipement (de 1968 à 1972). Dans ce ministère, il s'efforcera de bouleverser les habitudes non sans succès (multiplication des autoroutes grâce à des financements privés ; modernisation des HLM), avec quelques problèmes parfois, que des maisons bon marché construites à son instigation (les « chalandonnettes ») se débâtent bien rapidement ou qu'un collaborateur bavard révèle qu'il a fermé les yeux sur des fautes administratives (l'affaire Arend).

La poise d'entrepreneur qu'il montera donc ce ministère, il l'a eue en lui de longue date. Pendant la guerre, lorsqu'il entre en 1943 dans la Résistance puis, plus tard, lorsqu'il crée, en 1952, avec l'aide de M. Marcel Dessault, la Banque commerciale de Paris, qu'il présidera de longues années durant. C'est aussi ce goût qui donnera au « plus giscardien des gaullistes » le plaisir de diriger, de 1979 à 1983, avec panache, le groupe Elf-Aquitaine, l'un des tout premiers groupes français par son



chiffre d'affaires et ses bénéfices. Réforme de structures qui faisaient trop la place aux caisses, recherche d'une activité rémunératrice aux Etats-Unis pour suppléer les ressources financières issues du gaz de Lacq et qui vont se tarir à la fin des années 80, diversification accélérée dans la chimie et affaires des avions renforcées dans laquelle il n'aura pas la mauvaise idée, marqueront cette période au cours de laquelle il se heurtera fréquemment avec ses ministres de tutelle, à commencer par son nouveau collègue de gouvernement, M. André Giraud.

Car M. Chalandon, stratège, est aussi joueur. Le pari américain du rachat de Texasgulf comme celui de la chimie sont incertains, comme le sera le défi lancé à M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, qui amènera son remerciement.

Chef d'entreprise et ministre, homme d'affaires et d'Etat, M. Albin Chalandon ne pouvait qu'être le prototype des néo-libéraux, qui veulent faire souffler l'esprit d'entreprise sur la France. Mais pourqu'il, alors, lui avoir attribué la justice ?

B. D.

M. André Giraud

Un cohabitationniste respectueux mais rude

La pétrole et le nucléaire - « mon fond de commerce », dit-il souvent - ont amené tout naturellement M. André Giraud à s'intéresser aux problèmes de défense, dont il devient le ministre. Fils d'un surveillant général de lycée, ce grand commis de l'Etat qui aura soixante et un ans le 3 avril a en effet effectué l'essentiel de sa carrière dans l'énergie après avoir été diplômé de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole des



mines. Directeur général des carburants au ministère de l'Industrie à la fin des années 60, il porte la société ELF sur les fonds baptismaux. Mais c'est au Commissariat à l'énergie atomique qu'il donnera sa pleine mesure à partir de 1970.

Lorsqu'il arrive à la tête de cet organisme, les réalisations pionnières sont achevées, la filière graphite-gaz développée par le Commissariat dépassée par la filière américaine à eau pressurisée, les effectifs pléthoriques et découragés. En deux ans, cet homme autoritaire et efficace bouleversera cette maison en lui montrant la voie de l'industrialisation. Le COGEMA, filiale du CEA chargée de l'ensemble des combustibles qui a réussi à s'implanter, y compris outre-Atlantique, comme fournisseur de combustible aux électriciens américains, c'est son enfant.

Non dépourvu d'admiration pour M. Valéry Giscard d'Estaing, mais ayant d'excellentes relations avec les deux autres leaders de l'opposition, M. André Giraud, « gaulliste de longue date » qui fut jadis directeur de

cabinet de M. Olivier Guichard - alors ministre de l'éducation nationale, - semblera moins à l'aise dans les jeux ministériels ou politiques. Il trouvera au ministère de l'Industrie, qu'il occupera de 1978 à 1981, que les troupes suivent bien mal leur chef et ira jusqu'à proposer le rattachement de son ministère à celui de l'économie et des finances. Et ses déclarations avec M. René Monory sur les prix des carburants, puis surtout avec M. Albin Chalandon lorsque celui-ci présidera aux destinées d'Elf-Aquitaine défrayeront la chronique. Ironie de l'histoire, il retrouvera ces deux hommes au gouvernement.

Responsable pendant plus de dix ans comme directeur du CEA des armées nucléaires et longtemps membre du conseil de défense, il s'est forgé une doctrine sur la défense nationale et le fonctionnement des rouages de l'Etat qui l'a amené à être particulièrement sévère sur l'affaire Greenpeace, affirmant qu'il était « rigoureusement impossible qu'une telle décision qui concernait un territoire étranger ait été prise au niveau du ministre de la défense ». Là où il sera, il apprendra sans doute quelque chose qu'il se gardera bien de rendre public.

C'est aussi lui qui expliquait dans nos colonnes (le Monde du 12 février 1986) que la défense de la France est sans doute le plus important des sujets qui vont trancher la possibilité de cohabitation entre le président et un futur gouvernement d'opposition. Absence de « capacité de deuxième force de frappe » terrestre ou aérienne du fait des restrictions budgétaires, « réactions inadéquates », à l'initiative de défenses stratégiques (IDS) américaines, réponse « inadéquates » du programme Eurika, « indigence » des progrès dans l'usage de l'armement nucléaire tactique français comme dans la construction d'une défense européenne, le nouveau ministre n'était pas très tendre pour la politique menée par le président de la République. M. Giraud, dont décemment la carrière ressemble étrangement à celle de M. Pierre Guillaumat (ministère de la défense du général de Gaulle et 1959 après avoir été responsable du CEA), sera un cohabitationniste respectueux mais rude.

B. D.

M. François Léotard

Noble ambition...

Par bravade ou amorce d'un bref moment dans la tourbillon de la foire d'empoigne, il s'était dit prêt, il y a quelques mois, à assumer les fonctions de premier ministre. Le voici ministre de la culture et de la communication, le plus jeune des ministres de la culture, le plus jeune des ministres de la communication, avec lequel M. François Léotard entretient des relations tourmentées, des pénitences plus sévères.

Le secrétaire général du Parti républicain, lorsqu'il laissera tomber, en conseil des ministres, son regard sur son collègue de la défense, se souviendra peut-être quelque temps avec un petit pincement au cœur d'autres vicissitudes : un grand ministre de souveraineté - et pourquoi pas celui-là ?

Pour la reste, qu'il s'ille en paix, car de quoi se plaindrait-il ? Le cadeau vaut de l'or. D'un ministère de troisième ordre, son prédécesseur de la rue de Valois, M. Jack Lang, a fait un poste enviable et exposé. A tout, à vrai dire. Aux querelles comme aux admirations. Mais d'une constance indéniable.

Quant à la communication en pleine mutation, et surexposée, elle, à l'attention, aux appétits et aux coups, elle envole définitivement, si besoin était, le risque d'une mortelle déperdition qui ne sied pas au maire de Frejus.

La communication : de gigantesques dossiers techniques, financiers et, bien sûr, hautement politiques. C'est assez pour gagner - ou pas - une qualification qui manque pour l'instant à M. François Léotard pour compléter un profil encore fragmentaire, donner un contenu moins vague au libéralisme foume-tout dans lequel il a évolué jusqu'à maintenant avec aisance... et sans risques.

La communication encore : pour un homme politique médiatisé de part en part depuis le début de sa carrière nationale, sur le barreau duquel se sont penchées sans faiblir les bonnes fées de l'image à tout va, quel plus beau destin que d'obtenir un ministère presque synonyme de lui-même ?

M. K.

M. Jean-Bernard Raimond

Un disciple de Pompidou entre Matignon et l'Elysée

La sobriété effable, conciliateur par tempérament, M. Jean-Bernard Raimond est probablement le ministre le plus « cohabitationniste » qu'on pouvait imaginer pour le Quai d'Orsay. Technicien plus que politicien, bien qu'il soit proche de la nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, il est le type même du normalien diplomate (il doit sa carrière à Georges Pompidou) et n'ignore pas que Montaigne est un auteur apprécié par beaucoup d'hommes politiques en France.

Agrégé de lettres classiques, ancien élève de Normale supérieure et de l'ENA, le nouveau ministre des relations extérieures a été, entre autres écoles, attaché de recherche au CNRS et a commencé sa carrière en 1956 en restant dix ans aux affaires politiques au Quai.

Trois ambassades, Rabat (1973-1977), Varsovie (1982-1985) et enfin Moscou (1985) s'ajoutent à une longue activité de cabinet. Directeur adjoint du cabinet de M. Couve de Murville en 1967, il suit ce dernier à Matignon comme conseiller technique, chargé des questions universitaires, en 1968-1969. Mais c'est surtout en tant que conseiller diplomatique de Georges Pompidou de 1969 à 1973 que M. Raimond s'est forgé à la hauteur politique.

Cette expérience lui sera utile dans les mois qui viennent. Ami personnel du président disparu, dont il garde une photographie dédiée sur le piano qui trône au milieu du salon de l'ambassade de France à Moscou, le nouveau ministre des relations extérieures sait parfaitement que la politique étrangère de la France se décide en grande partie à l'Elysée. Les bonnes relations qu'il entretient aussi bien avec les dirigeants du RPR qu'avec ceux de l'UDF devraient lui permettre de faire accepter cet axiome de base par tous et chacun dans le gouvernement dirigé par M. Chirac.

Le nouveau ministre a été également directeur de la section Afrique du Nord et Levant, directeur du cabinet de Louis de Guiringaud, puis de Jean François-Poncet en 1978 et directeur général des relations scientifiques, culturelles et techniques de 1979 à 1982. Pour la petite histoire

on peut noter que M. Raimond, s'il a été trois fois ambassadeur, n'a jamais occupé une fonction inférieure à celle de numéro un dans une représentation diplomatique.

A Varsovie, où il était arrivé en plein état de guerre, alors que les relations franco-polonaises étaient pratiquement gelées, il n'eut pas la tâche facile et connut même quelques menaces désagréables. Cela ne l'a pas empêché de laisser un très bon souvenir, notamment à ses collaborateurs, aux journalistes français présents ainsi qu'à plusieurs personnalités polonaises de l'opposition.

A Moscou, le nouveau ministre a joué un grand rôle dans l'amélioration sensible des relations entre la France et l'URSS. Le changement de cap avait été décidé par M. Mitterrand dès 1984 alors que M. Raimond



n'y a pris ses fonctions. A Moscou, M. Raimond aura besoin de toute sa subtilité et de sa courtoisie pour maintenir dans de bonnes conditions l'efficacité de l'outil diplomatique français. Son scepticisme souriant n'est pas son moindre atout pour cette mission difficile.

D. Dh.

M. Charles Pasqua

Combattant de l'anti-gauche

M. Charles Pasqua place Beauvau : il aurait été - il n'y a pas si longtemps - le premier à s'écarter. Grand consommateur de mots, assassin de Corse né le 18 avril 1927 à Grasse et gardé de sa jeunesse méridionale le goût du plaisir, il a conservé aussi du Midi son engagement ou gaillarde contracté dans la Résistance et dans le maquis, ce qui lui a valu la médaille de la France libre. Son admiration pour le général se teint d'une sorte de piété religieuse : n'a-t-il pas emmené à l'automne dernier, les sénateurs RPR en pèlerinage en Irlande ?

De petit maître en petit maître, ce fils de fonctionnaire gravit à partir de 1952 les échelons de la société. Ricard, dont il est nommé en 1963 directeur général des ventes et exportations. Venter les mérites de l'apprenti aisé lui permet aussi de recruter pour le Service d'action civique dont il est vice-président au moment où il fonde, en 1968, les Comités de défense de la République. Entamant une carrière politique publique avec son élection de député des Hauts-de-Seine en 1968, M. Charles Pasqua prendra de la distance avec ces réseaux à la réputation douteuse. Il démissionnera des SAC en 1969 pour marquer son désaccord avec le choix de M. Pierre Debizat comme nouveau secrétaire général.

En conseiller général à Levallois-Perret en 1970, M. Charles Pasqua ne parvient pas à conserver son siège de député trois ans plus tard face au communiste Parfait Jan. Mais il devient le même année président du conseil général, place qu'il perdra après son échec aux cantonales de 1976.

Entré dans l'état-major de la rue de Lille, où siège l'UDR d'alors, en 1974, M. Pasqua, qui depuis une douzaine d'années était le grand ordonnateur de tous les rassemblements gaullistes, se voit confier l'animation du mouvement. Accusé par certains, comme Alexandre Sanguinetti, d'appartenance avec M. Marie-France Garaud, M. Pierre Juillet et M. Yves Guérin à la « bande des quatre », à laquelle il est reproché de manquer à l'esprit démocratique du parti et de donner de mauvais conseils à M. Jacques Chirac, M. Pasqua n'en reste pas moins influent... même s'il connaît un désa-

veu à peine caché du président du RPR à l'été 1979.

L'éloignement de l'état-major du RPR sera de courte durée. Dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle de 1981, M. Pasqua, qui est chargé de la campagne de M. Chirac, égrène de petites phrases assassines à l'encontre de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui « n'a pas su réaliser le consensus national », qui « a perdu toute crédibilité », dont la « réaction a pu entraîner un danger pour la démocratie », ou encore dont le bilan est « désastreux ».

Avec son élection à la tête du groupe sénatorial, M. Pasqua retrouve de véritables responsabilités au RPR et son punch anti-gauche. Son opposition à la gauche l'a conduit à participer plus qu'activement au combat contre la réforme de l'école privée, contre le projet réformiste du président de la République. Enfin, la Nouvelle-Calédonie lui a fourni un argument pour brandir la menace d'une traduction devant le Haute-Cour des responsables de ce « pouvoir », à commencer par le président de la République.



En novembre dernier encore, il s'en prenait au chef de l'Etat, à qui il reprochait pas d'avoir engagé l'opération contre Greenpeace mais « de l'avoir fait comme tout ce qu'il fait, c'est-à-dire comme un zozo ».

A. Ch.

BOUVER
M. Pierre
plus technic
M. François
la contesta
BOUL
Garde
16 rue



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. Pierre Méhaignerie

Plus technicien que politique

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, n'aura donc pas, s'il faut l'en croire, pu résister aux « fortes pressions » du RPR - qui souhaitait que les ministres participant « activement » au gouvernement et que leur président soit. Il avait pourtant très nettement dit, lors du dernier conseil politique de son parti, réuni en janvier à Paris, qu'il refusait d'entrer dans un gouvernement de cohabitation. Au moins n'avait-il pas accepté qu'un ministre technique, celui de l'équipement, et non un ministre politique, suive en cela les conseils de M. Raymond Barre. « Avec deux voix de majorité, on n'a pas le choix, répétait-il ces derniers jours, on ne peut vouloir être dehors et dedans ! »

Plus technicien que politique, M. Méhaignerie va pouvoir se transformer à nouveau en homme de dossiers, lui qui s'est toujours senti plus à l'aise dans les marathons européens - qu'il a dû courir comme secrétaire d'Etat à l'agriculture, puis comme ministre à part entière dans les trois gouvernements de M. Raymond Barre, - que dans le baragouin parisien à laquelle il a dû peu ou prou se consacrer comme président du CDS depuis 1982.

Il avait alors été préféré à M. Bernard Stasi, jugé trop « dérangé » et « passionné ». Il s'était alors défendu d'avoir un « fil à la patte » de son ancien patron, son parti dans le sillage de M. Barre.

M. Méhaignerie n'est pas l'homme des coups d'éclat. Aux militants qui lorgnaient avec un peu d'envie du côté de M. François Léotard, qui

réussissait à la tête du PR une brillante percée dans les médias, il confiait son peu de goût pour les « phrases assemblée », le culte du look ou le style « grande clique dans le dos ».

Sa silhouette d'homme jeune en dépit de cheveux prématurément blanchis n'encourage pas à la familiarité. Pourtant, cet ingénieur agronome, fils d'un notable local, démocrate-chrétien de l'après-guerre, tout de discrétion et de réserve à Paris, paraît revivre quand il se retrouve sur ses terres. A Vitré, qu'il administre depuis 1977, et dans son département de l'Ille-et-Vilaine où il est brillamment réélu depuis 1973. Sa grande fierté n'est-elle pas d'avoir été en 1981, en pleine vague rose, le député le mieux élu de France ?

Là, personne ne lui reproche une certaine froideur qui ne cacheait que de la timidité et le malaise de qui navigue mal dans le « microcosme parisien ». Pierre Méhaignerie devient « Pierre », se passionne pour l'installation d'un abattoir, pour la rénovation de sa ville et retrouve, avec un évident plaisir, blouson et bottes pour silloner la campagne.

Dans l'enthousiasme de son élection à la tête du CDS, les militants avaient voulu voir en leur nouveau leader un « présidentiable ». Aujourd'hui les esprits ont eu le temps de s'apaiser. Ils vont se faire à l'idée de n'avoir qu'un président, ministre...

C. F.-M.

M. Bernard Pons

Boute-feu puis modérateur en Nouvelle-Calédonie

« Le président de la République est un incompétent entouré par des incompétents. » Ce 1^{er} mai 1983, au « Grand jury RTL-le Monde », M. Bernard Pons se déchaîna. Il précisait, néanmoins, qu'il « ne porte pas atteinte à la légitimité du président de la République ». M. Pons est un modéré.

Les « coups de gueule » font partie du rôle dévolu au secrétaire général du RPR, poste que M. Pons occupa, alors, depuis quatre ans, après avoir été de 1983 à 1973 secrétaire d'Etat à l'agriculture. Député de Paris après avoir quitté le Lot - où le siège qu'il détenait depuis 1967 était menacé - pour l'Essonne, en mars 1978, puis ce dernier département, pour la même raison en juin 1981, M. Pons est l'un de ceux qui sont chargés de dire ce que M. Jacques Chirac, « reculant » son image, s'interdit de proférer.

A ce jeu-là, on s'use. En 1984, M. Pons, né le 16 juillet 1926 à Béziers (Hérault), quitta la secrétairerie générale, qui revenait à M. Jacques Toubon, et se consacra à une nouvelle spécialité, les DOM-TOM. C'est-à-dire, pour l'heure, la Nouvelle-Calédonie. Emissaire de M. Chirac sur le territoire en décembre 1984, M. Pons incite les indépendantistes du RPCR à durcir

leur attitude envers le délégué du gouvernement, M. Edgar Pisani. Il s'agit de faire de l'affaire calédonienne le nouveau terrain d'affrontement avec le pouvoir après la bataille scolaire de l'été.

Moins d'un an plus tard, après les élections régionales organisées selon le statut élaboré par M. Pisani, M. Pons et le RPR changent radicalement de ton. M. Pons appelle les responsables politiques du territoire à « plus de modération » et à « plus de raison ». Le 2 octobre 1985, à l'Assemblée nationale, il déclare que « les indépendantistes (...) ont une chance à saisir : la République leur reconnaît la responsabilité (des) trois régions (où ils sont majoritaires), et nous-mêmes la reconnaissons loyalement ».

Réélu député de Paris, le 16 mars, M. Pons, qui s'était prononcé dès février 1985 pour que M. Chirac prenne le poste de premier ministre en cas de victoire de l'opposition, s'est aussi chargé de travailler contre l'émigration des Français de la région. On l'a vu, en janvier dernier, tantôt par la présidence de l'Assemblée nationale, « Je ne suis candidat à rien », avait-il alors, comme il se doit, affirmé.

P. F.

M. René Monory

Le père tranquille des petits épargnants

M. René Monory avait fait acte de candidature à un poste ministériel dès le 21 février. Réélu au Parlement européen barbare de son parti, le CDS, dont il est le premier vice-président, le sénateur de la Vienne s'était déclaré prêt à participer à un gouvernement issu de la nouvelle majorité et qui mènerait « une action courageuse pendant les trois prochains mois ».

Pour M. Monory, avait commenté M. Raymond Barre, « un tiers veut toujours mieux que deux tu l'auras ». Ce pourrait être la devise de ce concessionnaire en automobiles et en matériels agricoles, né le 6 juin 1923 à Loudun, ville dont il est maire depuis mars 1979. Devenu conseiller général de la Vienne (canton de Loudun) en mars 1981, sénateur en septembre 1982, rapporteur général de la commission des finances du Sénat en juin 1975, M. Monory a gravi ses échelons, modestes mais en assurant chaque pas, les degrés d'une carrière de notable, qui l'a mené, en mars 1977, au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat dans le deuxième gouvernement de M. Barre.

M. Monory fait alors figure de père tranquille d'un gouvernement qui, à un an d'une victoire de la gauche considérée comme probable aux élections législatives, veut rassurer autour de la majorité le patronat de base, déçu par le giscardisme. Opération réussie, et M. Monory, devenu

en juillet 1977 président du conseil général de la Vienne (après le mort de Pierre Abelin), est promu ministre de l'économie en avril 1978.

Le vrai et le seul ministre de l'économie, c'est, bien sûr, M. Barre lui-même, mais M. Monory ne se laisse pas oublier. Il incarne à son actif la libération des prix, qui deviendra l'un des principaux articles du credo économique de la future opposition, et les mesures d'incitation à l'investissement des particuliers autour des SICAV.

Liberté industrielle et épargne active seront les deux thèmes constants de l'action de M. Monory, réélu sénateur de la Vienne en juillet 1981. L'ancien ministre anime une association, Défense-Epargne, qui se donne pour objet de regrouper les petits porteurs, victimes, selon lui, des mesures prises par la gauche. Relativement discret au Sénat, à ses heures, modestement mais en assurant chaque pas, les degrés d'une carrière de notable, qui l'a mené, en mars 1977, au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat dans le deuxième gouvernement de M. Barre.

M. Monory fait alors figure de père tranquille d'un gouvernement qui, à un an d'une victoire de la gauche considérée comme probable aux élections législatives, veut rassurer autour de la majorité le patronat de base, déçu par le giscardisme. Opération réussie, et M. Monory, devenu

P. J.

M. Philippe Séguin

Le colosse et la machine

L'homme à qui est confié aujourd'hui le ministère des affaires sociales et de l'emploi n'est rien d'un colosse. Il a, au contraire - c'est le moins qu'on puisse dire - de la consistance. Grande classe de rire et forts coups de gueule : bloqués dans le coin et formules assassines à l'estomac. Voilà pour la façade que présente M. Philippe Séguin. Disons, pour l'image d'Epinal de celui qui, justement, en est méfiant.

Il reste que l'homme sait aussi être authentiquement jovial, aussi massif dans ses comportements que l'est sa personne et, dans certains cas, véritablement féroce.

Cet énarque de près de quarante-trois ans s'est déjà frotté à maints petits et grands travaux au cœur de la machine républicaine. Savoir, apprendre, travailler, travailler encore, parcourir le secret des chiffres, presser les dossiers jusqu'à en extraire la quintessence (quand ils en ont une) : voilà bien ce qui excite le plus ce colosse.

Enfin, presque. Car plus que tout, avec cette science ou au besoin en la jetant par-dessus les moulins lorsqu'il l'a accumulée ou lorsque des collaborateurs, souvent tentés par son exigence, l'ont fait à sa demande, M. Séguin aime avant tout gérer, faire tourner et fonctionner petits et grands ensembles.

Une cité, une circonscription, l'Assemblée nationale (dont il a été l'un des vice-présidents). Plus la vie est vaste ou ses règles complexes, plus il s'amuse.

Les affaires sociales et l'emploi, son domaine d'attribution, sont bien représentés dans un curriculum vitae déjà fort divers. M. Séguin a été en 1979 rapporteur d'une commission d'enquête sur la situation de l'emploi et le chômage. Député des Vosges, il a eu, par la force des choses, à prendre en main les lourds dossiers d'une région économiquement sinistrée.

Pendant la discussion à l'Assemblée nationale des projets de loi relatifs aux droits des travailleurs - les

autres lois Auroux - M. Séguin était intervenu à de nombreuses reprises. A ce stade et ultérieurement, il avait tenu des propos ruineux sur ces textes et sur les réformes qu'ils amenaient.

A l'évidence, ce pur produit de l'élite républicaine a efflué trop de mépris pour les privilégiés « nés coiffés » pour ne pas se pencher avec une attention méticuleuse sur la sorte des moins bien lotis ou des laissés-pour-compte de notre société. Face



M. K.

M. Alain Madelin

L'idéologie et l'action

Le président de la République pratique-t-il le pardon des injures ? Autour de la table du conseil des ministres figure un homme qui a inauté le chef de l'Etat. Du moins la majorité de l'Assemblée nationale en avait-elle jugé en février 1982 : privé de la moitié de son indemnité de député pendant un mois pour avoir, au cours de la discussion de la loi sur le presse, assimilé l'attitude de M. Mitterrand pendant l'occupation à celle de M. Hersant.

De cette sanction, le nouveau ministre se fit un titre de gloire. Ne pas avoir honte de son passé est une

patronale que sur la bureaucratie administrative.

Théoricien d'accord, mais pas exécutif. Charnier au contraire, grâce à un sourire permanent qui sait se transformer en grand éclat de rire et à un regard pénétrant d'intelligence. Né dans une famille ouvrière, le 26 mars 1948, le nouveau ministre eut sa première expérience des glorieux. Il ne disposait pourtant pas du passeport accordé par l'ENA. Il n'est qu'avocat. Mais le patronage de M. Michel d'Ornano ouvre bien des portes à ceux qui, comme M. Madelin, ont quitté le mouvement Occident au lendemain de mai 1968 pour rejoindre les républicains indépendants. Un an au cabinet de M. Claude Coulin, secrétaire d'Etat à l'Industrie, l'aide à préparer son élection à Redon, en mars 1978.

Incapable de mettre ses idées dans sa poche, il ne peut être un « godillot » : les radios « libres », il est déjà pour ; la loi sécurité et liberté, il est plutôt contre. Réélu en 1981, l'opposition lui va à ravir. Très vite il devient un des plus redoutables bretteurs dans les joutes parlementaires. Recordman toutes catégories de l'amendement, il est l'inventeur de l'obstruction à la française.

Poussé par ses amis, il accepte une nouvelle mue. Garde-robe entièrement renouvelée, ce rat de bibliothèque quitte l'ombre pour les pleins feux médiatiques. M. François Léotard ne trouve pas meilleur orateur pour chauffer la salle avant que lui-même ne l'enflamme.

Membre du petit groupe chargé de préparer l'alternance, il peut enfin traduire ses théories en programme. Le voilà, aujourd'hui, chargé de l'appliquer. A son tour de tenter de démontrer qu'en idéologue peut devenir un homme d'action investi de responsabilité ministérielle.

Th. B.



L'AUTRE JOURNAL

Au sommaire du n° 4

- Paris - Château-Chinon : images du 16 mars 1986
- Africa, Africa : Duras-Mitterrand, quatrième entretien
- Roland Barthes inédit : « Fragments pour H... »
- Beyrouth au quotidien : le Liban s'entête à vivre.
- Un après-midi de sable : Belle-Ile... jamais vue

l'hebdo du mercredi

ODOUL AGENT DE l'Etat
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

مكتبة من الأصل



M. Michel Aurillac

L'éclectisme

Maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien élève de l'ENA, ancien préfet de l'Indre, dont il avait été le député, de 1978 à 1981, avant de s'y faire réélire le 18 mars, vice-président du conseil général de ce département, président national du Club 89, qu'il a créé en 1981, M. Michel Aurillac est un homme dont l'éclectisme pouvait s'accommoder de diverses responsabilités ministérielles.

Son affectation au ministère de la coopération éveillera surtout en lui de vieux souvenirs africains. De 1959 à 1963, il a en effet travaillé au Sénégal, en qualité de directeur du cabinet du ministre-conseiller du gouvernement pour les affaires culturelles et juridiques, M. Léopold Senghor, puis en qualité de président de la section du contentieux de la Cour suprême du Sénégal.

C'est par la suite qu'il est entré successivement comme conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou, alors premier ministre (1963 à 1965) comme chargé de mission auprès de M. Pierre Messmer quand celui-ci était à l'hôtel Matignon, enfin comme directeur du cabinet du ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski, dans le gouvernement de M. Chirac (juin 1974-avril 1976).

Pendant longtemps, M. Aurillac s'est occupé des problèmes de défense au sein de l'état-major du RPR. En 1983 il a été notamment déclaré favorable au déploiement de l'arme nucléaire en RFA. Il faisait également partie des représentants du RPR chargés de préparer avec les députés giscardiens, en février 1985, l'« entente libérale ».

A. R.

M. André Rossinot

Tranquille et obstiné

En participant au gouvernement, M. André Rossinot entre, du même coup, dans une confrérie aux effectifs subitement gonflés depuis quelques semaines : les baristes cohabitationnistes. Président, depuis novembre 1982, d'une formation - le Parti radical - qui, sous son influence, apparaît largement favorable à l'ancien premier ministre, il a donc accepté de faire mieux qu'« observer » la vie politique de l'après-18 mars.

M. Rossinot aurait, d'ailleurs, pu prendre une part encore plus active au gouvernement de cohabitation, puisque, l'espace de quelques jours, début mars, il avait été jugé, notamment par Mme Simone Veil, digne d'être premier ministre. Dommage pour ce médecin, otorhino-laryngologiste, à la barbe de sapeur, tranquille autant qu'obstiné, qui aurait ainsi, en douze ans, gravi jusqu'au sommet les marches d'une carrière de notable commença, en 1974, avec son adhésion au Parti radical.

Après avoir, l'étudiant en médecine Rossinot aura été du militantisme à l'UNEF des années 60, puis au sein du Mouvement fédéraliste européen. Dès 1966, à vingt-neuf ans, il devient conseiller municipal de Nancy. C'est un enfant du pays : il est né à Briey (Meurthe-et-Moselle). Fondateur dans son département des clubs Perspectives et Réalités, il y obtiendra ses premiers mandats électifs : en 1978, de député de la 3^e circonscription de

Meurthe-et-Moselle et de conseiller régional ; en 1983, de maire de Nancy.

Entre-temps, il est devenu, en octobre 1979, secrétaire général du Parti radical-socialiste, dont il est élu, président au congrès de novembre 1983. Son élection confirme l'ancrage des radicaux valaisiens dans l'opposition, contre le signe de rumeur d'un « retour » au pouvoir par M. Olivier Stora, qui quittera le parti en mars 1984. Pour M. Rossinot, la réunification ne peut être envisagée que dans l'après-86, et sous l'égide de l'ancienne opposition. A sa réélection à la tête du parti en octobre 1985, une modification des statuts est votée qui lui permettra de garder la présidence jusqu'après l'élection présidentielle de 1988.

Pour ce franc-maçon, laïque, les radicaux valaisiens doivent « camper au centre ». Centriste, M. Rossinot est, avec application, S'il refuse, en 1985, la construction d'un centre islamique régional dans sa ville, il s'oppose à toute complaisance à l'égard du Front national. M. Mitterrand est l'une de ses cibles privilégiées, mais il s'élève aussi contre les risques d'une « dérive droite » de l'opposition et dénonce le « dogmatisme libéral ». Ce vice-président de l'UDF s'était prononcé, au son temps, en faveur d'une « alternance raisonnable ». L'alternance s'en va, d'où il est désormais, il pourra juger de la raison...

J.-L. A.

Ministres délégués

M. Hervé de Charette

« Faire maigrir l'Etat »

Le « département du président » continuera d'être représenté au gouvernement. Nivernais de souche récente, tout comme l'est M. Pierre Bérégovoy, M. Hervé de Charette n'y est élu que depuis mars 1983, soit à la même date que l'ancien ministre de l'économie et des finances. Conseiller municipal minoritaire de Nevers, candidat sans succès aux cantonales de mars 1985, il obtient, à la tête d'une liste d'union, le 16 mars dernier, son premier mandat parlementaire après avoir tenté d'en décrocher un en vain dans les Alpes-Maritimes, en juin 1981.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, diplômé de l'Ecole des hautes études commerciales, M. de Charette, né le 30 juillet 1938 à Paris, est ancien élève de l'ENA. Entré en 1968 au Conseil d'Etat, maître des requêtes, il opta pour les cabinets ministériels en 1973, d'abord comme conseiller technique au cabinet de M. Georges Corne, ministre du travail, de l'emploi et de la population. M. de Charette travaille ainsi auprès du secrétaire d'Etat aux immigrés (MM. André Postel-Vinay et Paul Djoudj), de

M. Christian Bouteau, ministre du travail, dont il sera directeur de cabinet, et enfin auprès de M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur. Nommé en 1980 président de la SONACOTRA, il quitte cette fonction un an plus tard.

A partir de 1977, ce fidèle de M. Giscard d'Estaing apparaît dans l'organigramme du Parti républicain, successivement comme secrétaire national chargé des problèmes de défense, délégué général (en fait numéro deux, puis numéro trois du parti), enfin secrétaire général adjoint chargé des fédérations, des élections et des relations avec les partis étrangers. Jusqu'à ce que l'équipe de M. François Léotard s'installe aux postes-clés, il était considéré comme « l'idéologue » du parti.

Fervent adepte du libéralisme, le nouveau ministre délégué à la fonction publique et au Plan, entend, comme il l'expliquait dans ces colonnes en juin 1982, « faire maigrir l'Etat », la mettre au régime en quelque sorte, sans pour autant en faire un « Etat croupion ».

A. Ch.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

M. Alain Juppé

« L'économiste de Chirac »

« L'économiste de Chirac ». Tel est le titre que M. Alain Juppé a gagné au terme de dix ans de fidélité au premier ministre, au président du RPR et au maire de Paris. Dévouement et compétence qui lui permettent d'affirmer dans un long article au Monde daté du 7 février dernier que « les objectifs de l'opposition sont réalisés ». Au nom de M. Chirac, il est ainsi admis à répondre tout à la fois à trois dignitaires socialistes, MM. Bérégovoy, Emmanuel et Rocard.

M. Alain Juppé est l'expert-type, mais il n'est pas que cela. Après avoir pendant des années été le consultant économique et financier de M. Chirac et avoir, pour ainsi dire, « poussé » dans son ombre, il est à la fin de l'année dernière le maître d'œuvre du programme du RPR, « le Renouveau pacte pour la France ».

Ce Landais de quarante et un ans avait tout pour être le technocrate-type. Ancien élève de l'ENA et de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres et inspecteur des finances, il tente sa chance politique en 1978 dans son département natal. En vain.

Il compte prendre sa revanche à Paris en 1981, mais au dernier moment le secrétaire général du RPR, M. Bernard Pons, abandonne l'Essonne pour le dix-septième arron-

dissement qu'il convoitait. Il renonce, amer. Mais il est devenu indispensable au maire de Paris, qui le nomme directeur des finances et des affaires économiques de la capitale. Il conçoit, théorise et élabore la doctrine économique du RPR grâce à l'aide du Club 89, dont il est le secrétaire général. Le mouvement s'accroît et son palmarès politique s'étoffe vite.

En 1983, élu aux municipales dans le dix-huitième arrondissement, il devient adjoint au maire de Paris, chargé des affaires budgétaires et financières. L'année suivante, il est désigné comme secrétaire national du RPR chargé du redressement économique et social, (c'est-à-dire pratiquement le second du secrétaire général, M. Jacques Toubon), puis élu sur la liste RPR député européen. Enfin, le 16 mars 1986, il est élu député de Paris.

Pendant la dernière campagne, il se dépense sans compter, rédige vite, riposte avec une autorité croissante, n'est jamais en panne de chiffres ou de références, sait avoir le dent dure, l'affirmation péremptoire, ce qui redoutant ses adversaires et ce que lui reprochent parfois ses amis, qui attendent que ce sujet douloureux apprenne aussi la chaleur humaine.

A. P.

M. Michel Noir

« Gaulliste depuis Mathausen »

« Je suis gaulliste depuis Mathausen », c'est ce que répond M. Michel Noir, la tête penchée vers son interlocuteur - il est immense - lorsque l'on s'étonne qu'il fasse, à son âge, référence au gaullisme plutôt qu'au chiraquisme. Son père a été déporté à Mathausen le jour de la naissance du fils, le 18 mai 1944, pour cause de résistance à l'occupant.

Cela est dit avec cet air un peu triste qui ne le quitte que rarement, même lorsqu'il sourit. L'essentiel du comportement politique de l'homme est ainsi exprimé. Michel Noir est un lutteur. Il perd - comme à Lyon aux municipales de 1983 - ou il gagne - comme aux législatives dans le Rhône, où M. Barre a au tort de brocarder son « juvénisme affecté » - mais il ne cesse de combattre. On l'a vu en première ligne contre les nationalisations de la gauche, à l'Assemblée nationale.

A cette époque, on le voyait inépuisable, défendant pied à pied les flottes d'amendements de l'opposition. « Je suis le plus costaud. Avec moi, les socialistes affaiblissent qu'ils viendraient à bout des « socialistes » de l'opposition. Ancien international d'avion, M. Michel Noir les considérait du haut de son mètre quatre-vingt-dix-sept, avec cette

sorte de nonchalance tranquille qui lui permet de se centrer un kilo.

M. Noir a dû longtemps « ramer » pour ne plus être considéré comme un marginal du chiraquisme, indépendant au point d'en devenir dérangeant. M. Chirac jugeait « outré » qu'il ait eu le mauvais goût de prétendre qu'un RPR « on ne débat pas avec des questions d'ordre pour la France des dix années à venir ».

Or, le président du RPR lui reprochait publiquement de ne pas participer à la campagne municipale de Lyon. Il faut croire que M. Chirac a pardonné à ce « compagnon » encore jeune, puisqu'il l'a nommé membre du secrétariat national du RPR en novembre 1984, en compagnie de quelques autres « tribuns » tels que MM. Barrière et Seguin qu'il vaut mieux avoir dans l'appareil d'un parti plutôt que de risquer la contestation à l'extérieur.

Là, M. Noir s'est distingué en publiant un rapport qui se prononçait pour la décentralisation de Rensut. A Paris et à Lyon, on a aussi remarqué son opposition catégorique sans la moindre soupçon d'une nuance - à l'extrême droite et aux idées du Front national que les « démocrates », dit-il, ne peuvent que refuser.

J.-Y. L.

M. Jacques Douffiaques

Sous des allures de « vieux sage »...

Depuis la campagne d'affichage du Parti républicain à l'autisme dernier, où il figurait aux côtés de M. François Léotard, Alain Medelin et Gérard Ligué pour annoncer l'événement du « temps des libéraux », M. Jacques Douffiaques est apparu comme l'un des quatre mousquetaires de la bande à Léo. Le plus discret sans doute depuis qu'il a choisi en 1981 - après avoir perdu son siège de la première circonscription du Loiret, conquis en 1978 et retrouvé en mars 1985, - de s'occuper avant tout de son travail, de se refaire une « virginité provinciale ». Il se passionne pour la gestion de sa ville d'Orléans, dont il voudrait qu'elle devienne le « havre de l'entreprise libre ».

Au PR, cet énarque de quarante-cinq ans, conseiller référendaire à la Cour des comptes, plus préoccupé, dit-il, de « faire que de faire savoir », n'est pas inconnu. Dès la création du parti en 1977, il est nommé par M. Jean-Pierre Solon, dont il a été le directeur de cabinet à la formation professionnelle puis à la jeunesse et aux sports, délégué général, autrement dit numéro deux du parti. Les deux hommes avaient pris l'habitude de travailler ensemble, et à l'époque aux journalistes qui soulignaient son sens de l'humour « glacial » et le comparaient à Woody Allen. M. Douffiaques aurait dit : « Lui (Jean-Pierre Solon) c'est le gaulois, moi je suis le nègre... »

Chef de la délégation chargée de négocier avec les autres formations de la majorité la préparation des élections législatives de 1978, il batteille ferme et choisit cette échéance pour briser un premier

mandat de député. Il y ajouta un mois plus tard, à la faveur d'une élection partielle, celui de conseiller municipal d'Orléans dont il devint le maire, en 1980, au terme d'une nouvelle élection partielle, consécutive à la mort de son premier adjoint, le maire de la ville.

En 1979, il affronta violemment le RPR quand il eut la charge de « rapporter » les conclusions de l'enquête sur les conditions de l'information publique, créée à l'initiative du parti de M. Jacques Chirac, qui se plaignait de la mauvaise du pouvoir giscardien sur les médias. Il eut même des mots très durs, quand s'ouvrit la campagne des Européennes, à l'égard du président du RPR qu'il qualifia entre autres de « Turpin », de « Ceropélos... » (1).

C'est que M. Douffiaques qui, selon M. François Léotard, suit « une intelligence au scalpel » sait être provocant, dringant, même s'il se donne des allures de « vieux sage ».

En octobre 1984 quand il est réapparu aux côtés de M. Léotard, il se déclarait, dans le débat qui opposait bernistes et giscardiens, « fidèle pour le passé mais libre pour l'avenir... » Il pensait à l'époque que « si on veut faire du socialisme mou, il faut faire du libéralisme dur on ne peut pas cohabiter ». Aujourd'hui, il est chargé des transports, dans le premier gouvernement de cohabitation de la V^e République...

C. F.-M.

(1) Monstre mythique qui se dévorait lui-même.

M. Robert Pandraud

Un gros calibre

Celui que l'on considérait généralement depuis 1981 comme le ministre de la police la perdition retrouve donc la Place Beauvau où pendant seize ans, aux plus hautes responsabilités administratives, il a veillé sur la sécurité publique.

Pour passer de la direction du cabinet du maire de Paris au titre de



ministre délégué auprès de son ami Charles Pasqua, il lui a suffi d'être élu, le 16 mars, député RPR de Seine-Saint-Denis. Un département de choix pour lui avec ses deux adversaires privilégiés, bien que non liés l'un à l'autre : les communistes et l'extrême droite, ce qui lui permet de rappeler qu'il est sincèrement antiraciste.

A l'Hôtel de Ville de Paris depuis 1981, au-delà de ses fonctions officielles de secrétaire général adjoint de la mairie prise le directeur du cabinet du maire, M. Robert Pandraud est essentiellement resté attaché à ses anciennes compétences.

N'ignorant pratiquement rien de ce qui se passait dans la police nationale grâce aux liens d'amitié qu'il y

avait conservés et que ses adversaires baptisent les « réseaux Pandraud », il n'hésitait pas à fustiger la politique du gouvernement à chaque occasion.

Il supervise la délégation générale à l'amélioration de la protection des Peulsiens, créée par M. Chirac en octobre 1984, et confiée à M. Henri Cog, ancien commissaire de police et lui-même député RPR depuis le 16 mars, où il a été élu dans l'Arige. L'année suivante, il adhère à l'Association nationale sécurité et paix publique, présidée par M. Roger Chézy, ancien directeur central de la sécurité publique, qui regroupe de nombreux hauts fonctionnaires.

Réputé être un gros calibre du chiraquisme de choc, M. Pandraud n'a pourtant pas l'aspect de l'emploi. Originaire du Puy où il est né le 18 octobre 1928, il a conservé l'accent du tonner et roule des galets de sa voix rauque en tirant sur sa pipe, il affecte souvent, avec un sourire moqueur, l'ignorance ou l'innocence mais n'hésite pas non plus à laisser tomber quelques sentences péremptories ou à glisser quelque allusion prouvant qu'il n'est pas devenu, qu'il est bien informé.

A sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, en 1953, il perçoit le France au hasard de ses affectations dans le corps préfectoral, les Hautes-Alpes, le Gers, la Meurthe-et-Moselle, et pendant cinq ans occupe le poste de directeur du cabinet du directeur de l'Assistance publique de Paris. Un bref passage dans les Hautes-Saïnes, puis une année avant les événements de mai 1968, le 1^{er} avril, le ministre de l'intérieur, M. Raymond Marcellin, le nomme sous-directeur des personnels de la place Beauvau.

A. P.

M. Camille Cabana

Un gestionnaire

Ce Catalan aux cheveux noirs qui a conservé une pointe d'accent des Pyrénées-Orientales, où il est né le 11 décembre 1930, est sans doute l'un des plus sérieux des membres du corps préfectoral. A sa sortie de l'Ecole nationale d'administration, il est nommé dans l'Alsace comme chef de cabinet d'un préfet réputé pour sa vivacité : M. Maurice Doublot. Malgré leurs différences de tempérament, les deux hommes s'accrochent au point que le second, devenu préfet de la Seine, entraîne avec lui à Paris, son jeune collaborateur.

Il n'a pas quitté la capitale depuis 1967. En poste à la préfecture de Paris, puis à celle de la région et au ministère de l'intérieur, il est nommé préfet en 1975, mais placé hors cadre deux ans plus tard pour devenir secrétaire général de la mairie de Paris la jour où M. Chirac en devient le premier magistrat. C'est lui qui, en fait, devient le « piston » de l'administration municipale, plus complexe, plus nombreuse et parfois plus lourde que celle d'un ministre avec ses

quarante mille agents, ses multiples services et ses activités variées. C'est lui qui, en réalité, fait « marcher la boutique » au plan de son fonctionnement administratif.

Son gestionnaire et organisateur, il doit aussi, après la fameuse loi PLM, de 1982, adapter les services et repenser les compétences entre la mairie centrale et les mairies d'arrondissement. Rien ne lui échappe dans les rouages de la machine de la nef parisienne.

Cette compétence l'avait conduit à la longévité, bien qu'il ait cherché depuis quelque temps, sans trop le dire, à s'orienter vers l'extérieur, pensant même à l'organisation des Jeux olympiques. M. Chirac a décidé en le nommant ministre de la garde encore auprès de lui. Il devra au plan national appliquer les méthodes qui ont déjà conduit la Ville de Paris à privatiser certaines de ses activités.

A. L.

M. Alain Carignon

Une ascension vertigineuse

Une chose est sûre, dans le cas de M. Alain Carignon : en entrant à trente-sept ans au gouvernement, il ne réalise pas un rêve d'adolescent. Son rêve d'adolescent, c'est la mairie de Grenoble, arrachée en 1983 au socialiste Hubert Dubedout en 1983, après des années d'un minutieux enrobage.

Dès 1971, il est candidat aux municipales à Saint-Martin-d'Hères, dans la banlieue de Grenoble. En 1976, il est élu conseiller général de l'Isère, à Grenoble. En 1977 la liste municipale sur laquelle il figure est battue par M. Dubedout. Le maire de Grenoble le bat du nouveau, en combat singulier cette fois, aux élections législatives de 1978, puis de 1981. Mais en 1982 il est réélu triomphalement, conseiller général au premier tour. Et c'est encore au premier tour qu'il est enfin élu, l'année suivante, maire de Grenoble.

Sur place, cette victoire surprise confirme, aux yeux des observateurs locaux, que M. Carignon est bien l'« animal politique » qu'ils croyaient. Né gaulliste, aujourd'hui membre du comité central du RPR, il a milité à

l'UJFP. Plutôt « chabriste », il est chiraquien - au moins au début - par nécessité. En 1974, il refuse de soutenir publiquement, au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Giscard d'Estaing. M. Carignon est fils de journaliste, mais il a un autre père, spirituel colist-18, pour lequel il professe une admiration sans borne : M. Aimé Paquet, celui qu'on appelle le « Mendès France de la droite » de l'Isère.

La victoire de 1983, la « rive » réalisée, ne sera, en fait, qu'une étape : en 1984, le jeune maire de Grenoble devient parlementaire européen, avant de prendre à M. Louis Mermaz, en 1985, la présidence du conseil général. Il ne lui manquait plus que d'être député : c'est fait. Si le PS s'était, à l'occasion de ces élections législatives, à stopper la poussée du RPR et de l'UDF, qui perdent deux points par rapport aux élections européennes, cela n'a pas suffi pour briser la vertigineuse ascension du petit jeune homme dauphinois...

J.-L. A.

EDITIONS L'Éclair 48, rue de Provence, 75009 Paris
diffusé en France et en Belgique

RECHERCHE MANUSCRITS INÉDITS
pour collections romanesques, poétiques, pratiques
Adressez-nous votre manuscrit
Contrat d'édition établi selon l'article 49 de la loi
du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.



GOUVERNEMENT

M. Alain Devaquet

Le conseiller scientifique

On l'attendait à la recherche scientifique ou aux universités et on le retrouve, aux deux. Le maître du onzième arrondissement, qui conduisait le RPR de Paris aux élections régionales, était en effet depuis plusieurs années conseiller scientifique de M. Chirac. Ce Vosgien de quarante-quatre ans, fils de boulanger, ancien instituteur, est aussi agrégé de sciences physiques, normalien (de Saint-Cloud), docteur en sciences, professeur à l'université de Paris-VI et maître de conférences à Polytechnique.

Cet « oiseau rare » est repéré lorsqu'en 1967 il va s'inscrire au RPR, qui vient tout juste d'être créé. Il est aussitôt embauché dans l'immeuble de la tour Montparnasse pour rédiger un rapport sur les problèmes technologiques de l'énergie et les recherches technologiques de pointe. Son entrée en politique se confirme aux élections législatives de 1979, où il est élu député du onzième arrondissement de Paris en battant M. Georges Sarre, député sortant socialiste.

Il est aussitôt nommé secrétaire général du RPR après le départ de

M. Jérôme Monod. Il symbolise le rapprochement voulu du parti de M. Chirac. Mais c'est l'époque difficile de la cohabitation... conflictuelle entre les chiraquiens et les giscardiens. M. Devaquet n'est pas tête à son aise dans cette bataille politique qui s'accompagne de quelques remous au sein du RPR. Aussi est-il soutenu d'être remplacé en septembre 1979 par M. Bernard Pons au secrétariat général du mouvement et satisfait de redevenir « conseiller scientifique » de M. Chirac.

A l'Assemblée nationale, il intervient sur les problèmes scientifiques aussi bien que sur ceux de l'enseignement supérieur, qui sont ses spécialités au groupe RPR. Si en 1981 il doit céder son siège à M. Georges Sarre, il devient deux ans plus tard, maître du onzième arrondissement et, dimanche dernier, il est élu conseiller régional à la tête de la liste RPR. Pendant la campagne électorale, il s'était prononcé pour la création d'un ministère unique de la recherche et des universités, ce qui, semble-t-il, a été entendu.

A. P.

Secrétaires d'Etat auprès d'un ministre

M. Philippe de Villiers

Un agitateur culturel

La culture ? M. Philippe de Villiers de Villiers de Saintignon connaît. Sous certaines formes, du moins. Mais en pratique, cet énarque — trente-sept ans dans quelques jours, — sous-préfet à Vendôme en 1981, — se fait mettre en disponibilité après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il affirme alors que « l'apprentissage de la haine des nouveaux élus nous mène jusqu'à l'effusion de sang ».

Adapté d'une forme de combat à la fois spirituelle et culturelle, ce Vendéen de naissance et de cœur s'est rendu célèbre en montant et en faisant prospérer au fil des ans un gigantesque spectacle son et lumière, au château du Puy-du-Fou, en Haute-Vendée.

Ce succès considérable (le seul du millon de spectateurs à été franchi)

lui a donné une grande notoriété mise à profit pour créer une radio libre, Alouette FM. M. de Villiers de Saintignon a aussi participé en 1984 à la création, à Angers, d'une Fondation pour les arts de la communication.

La même année, son apparition au cours de l'émission de télévision « Vive la crise » avait conféré un surcroît de célébrité à cette personnalité bouillante, active, controversée, mélange de chouan et d'agitateur, d'animateur culturel. Un chérubin de choc, nourri tout autant de Gramsci que de Jean-Paul II, qu'il admire. Ce chouan de la culture n'a en tout cas connu jusqu'à ce jour qu'une sanction : la succès.

M. K.

M. Didier Bariani

Une tribune, enfin !

Deux bonnes nouvelles en quelques jours : un siège de député en Seine-Saint-Denis, un secrétariat d'Etat aux affaires étrangères. Voilà qui doit combler M. Didier Bariani, qui cherchait une tribune depuis que, battu à Paris aux élections législatives de 1981, il s'était retrouvé à la tête d'un Parti radical aux effectifs tellement réduits que l'on commençait un peu trop à dire que ses congrès pouvaient tenir dans une cabine téléphonique. La plaisanterie ne la faisait plus sourire... Il lui fallait remonter la pente.

Premier succès : aux élections municipales de mars 1983, il est élu maire du vingtième arrondissement de Paris, bien qu'inquiet par la liste de M. Jean-Marie Le Pen avec lequel il refusait une alliance « contre nature » pour le second tour.

Mais, déjà, une autre étape attend M. Bariani : celle de sa reconduction, au terme d'un deuxième mandat, à la tête du parti. Les statuts ne l'autorisent pas à se représenter, mais il se sent fort de le faire modifier. Il échoue dans sa tentative au 1er novembre 1983, il doit céder la place à M. André Rosinot. Un échec qu'il supporte mal. Il a quarante ans, il est député, il est conseiller régional de Paris, dont il envie la notoriété — et ne pense pas avoir dit son dernier mot. Il range son frein et se désolait de voir que ses déclarations ne trouvent plus d'écho espéré.

L'approche des élections législatives lui redonne l'espoir de retrouver un siège de député, voire de participer au pouvoir. Il se « parachute » en Seine-Saint-Denis après avoir parti-

cipé aux travaux de l'UDF. Membre du bureau politique de la confédération, il est chargé de rédiger le rapport sur l'immigration. Un sujet qu'il ne peut méconnaître dans son vingtième arrondissement. Il en tirera un livre, les Immigrés, dans lequel il tente de concilier les thèses, diamétralement opposées au sein de l'UDF, de M. Alain Grynol (PR) et de M. Bernard Stasi (CDS).

Avant même de prendre possession de son siège de député, la voilà donc proposée secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans un gouvernement de cohabitation : « une formule », nous confie-t-il récemment, « dont il y a fort à parier qu'elle soit précieuse ». Il y succède — emporté d'une tradition ? — à un autre radical, de gauche celui-là, M. Jean-Michel Baylet dont l'aventure, après son échec aux élections législatives, semble incertain.

M. Didier Bariani est toujours intervenu, que ce soit sous le précédent septennat ou sous l'actuel, pour dénoncer les éventuels manquements à l'égard d'Israël, déclarant à maintes reprises qu'il ne voulait pas que l'Europe, et notamment la France, puisse « faire courir le moindre risque à l'Etat d'Israël ».

Après le séisme d'attentats qui ont marqué le sabbat du 3 au 9 février à Paris, il avait fustigé « la politique de complaisance, voire de compromission », menée par le gouvernement, « à l'égard des pays arabes », et à l'égard de la Syrie, au premier rang desquels la Libye, la Syrie et l'Iran.

M. Bernard Bosson

Une affaire de famille

M. Bernard Bosson (UDF-CDS), qui vient d'être élu député de la Haute-Savoie, est issu d'une famille catholique qui domine la vie politique de ce département depuis plus de trente ans. Son père, M. Charles Bosson, sénateur centriste depuis 1989, a été député de 1969 à 1989, conseiller général de 1981 à 1979 et maire d'Annecy pendant vingt ans (1955 à 1975).

M. Bosson, qui est né le 25 février 1948 à Annecy, est avocat comme son père et comme son frère. Il a commencé très jeune à faire de la politique.

Dès l'âge de seize ans, son père le met « sur les rails » en le faisant participer activement à ses campagnes

électorales. Il n'a que dix-neuf ans lorsqu'il est élu en mars 1977 conseiller municipal de sa ville natale. Deux ans plus tard, il succède à son père au conseil général.

Trop jeune en 1975 pour recueillir en héritage la mairie d'Annecy, que son père abandonne, il devra attendre mars 1983 pour prendre la direction de la municipalité d'Annecy. M. Bernard Bosson a la réputation d'être un homme affable et ouvert. C'est un homme discret qui on voit peu en dehors de son département. Sa nomination au gouvernement sera interprétée en Haute-Savoie comme une revanche pour son père, qui n'a jamais été appelé au gouvernement.

Mme Michèle Alliot-Marie

Tel père, telle fille

Tel père... telle fille. Mme Alliot-Marie est la fille de M. Bernard Marie, maire de Biarritz, ancien député RPR des Pyrénées-Atlantiques, dont elle fut le suppléant à l'Assemblée nationale de 1979 à 1981.

Née le 10 septembre 1946 à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), Mme Alliot-Marie, maître de conférences à l'université Paris-I, est titulaire de diplômes : lauréat de la faculté de droit de la Sorbonne en droit privé, diplômée de l'Institut d'études juridiques, diplômée d'études supérieures de droit privé, diplômée de sciences politiques et d'histoire de droit, certifiée de droit et d'économie des pays d'Afrique, titulaire d'une thèse de droit commercial, « Le Salaire actionnaire ».

Après avoir été assistante à la faculté de droit de Paris-I en 1970, elle est conseillère au cabinet de M. Edgar Faure, ministre des affaires sociales (1972-1973), puis chargée de mission au cabinet de M. Bernard Stasi, ministre des DOM-TOM (avril 1972-février 1974). A nouveau

conseiller technique, cette fois au cabinet de Mme Alice Saunier-Seït, secrétaire d'Etat aux universités (janvier 1979), elle devient son chef de cabinet en avril 1977 et le reste quand Mme Saunier-Seït obtient le titre de ministre des universités en janvier 1978. Pas pour longtemps, car il est mis fin à ses fonctions sur sa demande début mars.

Candidate en troisième position dans les Pyrénées-Atlantiques, où son père ne se représenterait pas, Mme Alliot-Marie a été élue députée, le 19 mars. Au RPR, elle était secrétaire nationale à l'enseignement et à la recherche.

Quatre favorable à la réforme des lycées préparée par l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, elle avait l'occasion à la fin novembre 1985 d'indiquer que, selon elle, la CNS n'est plus adaptée aux besoins de la recherche d'aujourd'hui.

D.B.

M. Gaston Flosse

A la baguette

Sous une apparence débonnaire, cet homme cache une poigne de fer et un remarquable savoir-faire, tant dans l'art de la politique que dans celui des affaires. A tel point qu'il dispose actuellement d'un pouvoir presque absolu en Polynésie française.

Président du gouvernement territorial, il exerce le pouvoir exécutif : chef du Tahitiara Hiraatira (Rassemblement populaire), il règne sur la vie politique. Membre de l'Assemblée européenne, il cultive une image internationale. Et le 19 mars, non seulement il a été réélu député, mais son collègue a enlevé le second siège à pourvoir, et le même jour, aux élections territoriales, ses listes ont remporté la majorité absolue à l'Assemblée locale.

M. Flosse, qui a déjà été député RPR de 1979 à 1982, après avoir présidé l'Assemblée territoriale de 1979 à 1977, possède aussi plusieurs entreprises. Il est en outre

maire de Pirae. Partout ses collaborateurs, comme ses adversaires, marchent à la baguette. Il semble d'ailleurs avoir un gros appétit de pouvoir. Converti à l'autonomie interne en 1980 après avoir farouchement milité contre toute évolution statutaire de la Polynésie, M. Flosse ne cesse aujourd'hui de réclamer à l'Etat par peur de la tentation indépendantiste de plus en plus d'abandon de compétences en sa faveur.

En novembre dernier, il a même proposé que le président du gouvernement territorial — lui-même en l'occurrence — soit élu au suffrage universel direct, « car nul n'est mieux placé que le peuple polynésien pour désigner sans intermédiaire le président de la Polynésie française ».

Ce n'est certainement pas son entrée au gouvernement qui mettra un frein à tant d'ambitions !

A.R.

M. Adrien Zeller

L'indocile

M. Adrien Zeller est un cas. Centriste démocrate chrétien plus vrai que nature, il est de ceux qui ont toujours mal supporté la coupe de la France politique en deux camps irréductibles.

Né le 2 avril 1940 à Saverny (Bas-Rhin), économiste de formation, ingénieur agricole, il a été élu pour la première fois député dans ce département en 1973 et s'en est allé aussitôt s'installer sur les bords de « non-inertes ». Membre, plus tard, du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, il a quitté en avril 1979, après les élections législatives, il s'apparente au groupe UDF de l'Assemblée, adhésion distancée qu'il gardera jusqu'en 1981.

En Alsace, ce centriste indocile s'est battu pour la récupération de l'électorat qui commençait à man-

ifester sa lassitude du gaullisme. A l'Assemblée nationale, M. Zeller a parfois joint sa voix à celles des socialistes avant 1981, et c'est-à-dire lui ont souvent rendu la parole lorsqu'il s'agissait de l'Assemblée des amendements personnels. Il n'a pas voté la loi « sécurité et liberté » présentée par M. Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux. Depuis 1981, il n'est pas tenu à l'écart des débats politiques les plus vives et a démonté les dangers de l'obstruction parlementaire pratiquée par ses amis.

Jamais à court d'idées générales, M. Zeller a été l'un des premiers militants de la lutte contre le grand pavlov. Il avait proposé, à l'été 1984, la création d'un « revenu minimum d'existence ».

Membre du CDS, M. Zeller a été élu sous cette étiquette en mars dernier. Il est conseiller général depuis 1973 et maire de Saverny depuis 1977.

J.-Y.L.

M. Jean Arthuis

Résolument centriste

Tout jeune parlementaire, M. Jean Arthuis a été élu sénateur de la Mayenne au septembre 1983. Expert-comptable, né le 7 octobre 1944 à Saint-Martin-du-Bois (Maine-et-Loire), il adhère au Centre des démocrates en 1967. Suivant le cursus honorum traditionnel de l'élu local, il devient maire de Château-Gontier en 1971, et cinq ans plus tard conseiller général. C'est dans cette ville qu'il fonde la jeune chambre économique, manifestant ainsi son intérêt pour les entreprises.

Résolument centriste, il symbolise assez bien cette nouvelle génération de l'opposition qui se préoccupe moins de joutes oratoires que de la

technicité des dossiers. Il était le rapporteur du projet de loi relatif aux baux commerciaux qui a donné à la majorité sénatoriale de voter un amendement promettant la libération de la fixation des prix et des marges des biens et services à compter du 1er janvier 1987.

Pour le CDS, dont il est le secrétaire général adjoint, M. Arthuis a rédigé des propositions élaborées par un groupe de travail composé d'économistes et d'hommes d'entreprise, dans lesquelles il dessine les voies que devrait prendre un nouveau gouvernement pour créer des emplois.

A.Ch.

M. Gérard Longuet

Le plus jeune « has been »

Un groupuscule activiste et deux hommes politiques sont inséparables de la carrière de M. Gérard Longuet : Occident, « Ponia » et « Léo ». Une vertu cardinale prédomine dans la vie de ce jeune homme, né le 24 février 1946 à Neuilly-sur-Seine : la fidélité en amitié.

Militant d'extrême droite alors qu'il est à Sciences-Po, M. Gérard Longuet occupe la création du mouvement Occident en 1964. Trois ans plus tard, il est identifié dans un commando qui s'oppose durement à un groupe de militants gauchistes à Rouen. A cette époque-là, M. Longuet ressemble plus à « un chef de bande » qu'à un futur ministre.

Après un passage à la direction des carburants (1967-1969) et au service de presse du CNPF l'année suivante, il entre à l'ENA dans la promotion François-Rabelais (1971-1973). A sa sortie, il travaille successivement auprès du préfet de l'Eure (août 1973), puis de M. Tomassini, ministre chargé des relations avec le Parlement (juin 1974), du préfet de la région Picardie (septembre 1974), avant de devenir chargé de mission au ministère de l'intérieur, dont le « patron » est M. Michel Poniatowski.

Elu député UDF de la Meuse en 1979, il ne siège que trois ans à l'Assemblée nationale. De son passage au Palais-Bourbon, il laisse la souvenir d'un rapport sur la fonction publique, en 1979, qui préconise son

étatement au profit du secteur privé et une réduction du nombre de fonctionnaires.

Mais son nom reste surtout attaché à la commission spéciale d'enquête qui, à la demande des socialistes, doit statuer sur la composition de M. Poniatowski devant le Haut Cour de Justice pour son rôle dans l'affaire de Broglie. « L'enquête ? C'est un homme de Ponia, qui est entré », estime le député M. Longuet au poste de rapporteur de cette commission, en avril 1980. Après neuf mois de travaux qui semblent lever M. Poniatowski de tout soupçon, la commission Longuet rend d'étonnantes conclusions. Le 20 janvier 1981, elle déclare sa propre incompétence « devant l'insupportable juridiction de poursuites pénales » contre l'ancien ministre de l'intérieur.

Battu au second tour des législatives de 1981, M. Longuet déclarait à un journaliste : « J'ai été le plus jeune has been de France ». Dès ce moment-là, il joue la carte François Létard. Devenu secrétaire général du Parti radical, « Léo » la place au poste de trésorier du mouvement en septembre 1982. Il n'a alors qu'un seul objectif, fabriquer « Léo » et se mettre dans sa roue. Opération réussie... après son élection au Parlement européen en 1984.

O.B.

Secrétaires d'Etat auprès du premier ministre

Mme Lucette Michaux-Chevry

La « Dame de fer des Caraïbes »

La « Dame de fer des Caraïbes » ? Allons donc ! On donnerait le Bon Dieu sans confession à Mme Lucette Michaux-Chevry quand elle vous gratifie de son sourire angélique en balançant mollement sa chevelure roussie, quand ses mains fines tracent dans l'air des arabesques comme si elle voulait rendre ses propos encore plus onctueux. Quel charme dans cette voix quand elle vous assure de sa totale indépendance politique et quand elle exprime sa détermination à œuvrer dans la seule intérêt de sa Guadeloupe natale. « Je veux construire, et peu m'importe, avec le Diable s'il le faut ».

Cette avocate de cinquante-trois ans, membre du barreau de Basse-Terre, a commencé par « construire » dans les rangs du Parti socialiste. Puis elle s'est ralliée à M. Giscard d'Estaing, pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 1981. Ensuite elle a décidé de construire seule, en 1984, son propre parti, le Parti de la Guadeloupe (LPG). Elle était alors au faite

de sa notoriété locale puisqu'elle présidait depuis 1980 la conseil général de la Guadeloupe.

A l'arrivée de la gauche au pouvoir elle a ferraillé sans relâche contre les socialistes et leur projet de créer dans chaque région monodépartementale d'outre-mer une assemblée unique tendant à remplacer le conseil général et le conseil régional. Elle est ainsi devenue la porte-parole la plus virulente de la droite départementaliste et, *passo facto*, la cible principale des minorités indépendantistes.

« En 1985, elle avait dû céder la présidence du conseil général à un socialiste, et s'était retrouvée minoritaire à l'Assemblée départementale où elle représentait le canton de Saint-Claude-Gourbeyre depuis 1976. Son accession au gouvernement va accroître sa notoriété locale qui reste grande, ainsi que vient de le confirmer son net succès aux élections législatives du 16 mars où elle portait, cette fois, les couleurs du RPR.

A.R.

Claude Malhuret

Médecin globe-trotter

Le docteur Claude Malhuret, qui vient d'être nommé secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, est un des « piliers » de l'organisation humanitaire MSF (Médecins sans frontières), dont il est le directeur général depuis 1980.

Connu pour ses nombreuses campagnes sur le terrain, du Cambodge à l'Afghanistan et du Liban à l'Ethiopie, il est né le 9 mars 1950 à Strasbourg. Après des études de médecine à l'université Paris-V-Cochin, il est interne d'un service militaire effectué en coopération au Maroc, il commence une carrière de médecin généraliste à l'hôpital Saint-Joseph à Paris, entrecoupée de missions dans le tiers monde, notamment une mission d'assistance de la variole en Inde sous l'égide de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

En 1976-1977, il est nommé coordinateur médical de MSF pour les réfugiés cambodgiens en Thaïlande. En 1979 au bureau de Médecins sans frontières, il continue ses missions sur le terrain. 1979 : les réfugiés éthiopiens au Soudan ; 1979 les « boat-people » asiatiques ainsi que la Marche pour la survie du Cambodge ; 1980 : l'Afghanistan ; 1981 : Le Liban. Nommé en 1980 directeur général de MSF, et à ce titre chargé de la logistique et du suivi des missions, il organise plusieurs campagnes de défense des droits de l'homme.

M. Malhuret est aussi l'un des principaux créateurs de la fondation Liberté sans frontières, dont il est le président, qui lutte contre la totalitarisme à travers le monde.

M. Christian Bergelin

Le spécialiste du RPR

Voilà au moins un ministre qui s'est déjà longtemps occupé du secteur qui lui est confié. M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, était, depuis novembre 1984, secrétaire national du RPR pour ce même domaine. Ce n'est pourtant pas un sportif professionnel. Né le 15 avril 1941 à Gray (Haute-Saône), il est licencié en l'Ecole Nationale des Impôts, il n'est plus fonctionnaire depuis que, en 1972, il dirige une entreprise familiale de transports dans sa commune natale.

Candidat unique de la droite aux législatives de 1981, dans une circonscription qu'abandonnait le député sortant, membre du PR, il avait été élu de justesse au deuxième tour. Depuis, il est entré au conseil général de Haute-Saône, en 1983. Et a été réélu député le 16 mars, à la

tête d'une liste d'union où les deux premières places revenaient au RPR, alors que en 1979, les deux sièges du département appartenaient à deux UDF.

Au Palais-Bourbon, il n'a semblé s'intéresser qu'aux dossiers du sport, et notamment avec force la création d'un concours de pronostics sur le football. Il a donc critiqué, sans nuances, la loi sur le sport présentée au printemps 1984 par M. Edwige Avice, lui reprochant de ne pas être « une loi de circonstance », et de ne pas « mettre un terme à la tutelle de l'Etat sur le sport ». Quand M. Alain Calmet, un an plus tard, a créé le « loto sportif », M. Bergelin en a contesté vivement la première formule.

Th. B.

هكذا من الأصل



LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. Georges Fontès

Du PS au RPR...

Maire de Béziers, député de l'Hérault depuis le 16 mars, M. Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, est, avec M. François Léotard, le seul représentant du Midi au gouvernement. Son ascension politique, après une carrière à la sécurité sociale et à l'usine ouvrière, a été extrêmement rapide.

Entré en 1941 à la caisse d'assurances sociales de Béziers, où il est né le 5 septembre 1924, M. Fontès s'engage le 20 août 1944 et participe aux campagnes d'Alsace, d'Allemagne et d'Autriche dans la 1^{re} armée. Socialiste, il crée le syndicat FO de Béziers et dirige les échelons à la Sécurité sociale, jusqu'à devenir directeur de la caisse primaire d'assurances-maladies, en 1957, directeur de l'URSSAF en 1959.

Franco-maçon, membre du courant Mauroy au PS, M. Fontès échoue, en septembre 1979, dans sa candida-

ture à la succession de M. Michel Baroin comme grand maître du Grand-Orient de France. En 1982, il se sépare du PS et enlève, aux élections cantonales de mars, le siège abandonné par M. Pierre Brousse (radical), ancien ministre, ancien maire de la ville, dans le canton Béziers-1.

M. Fontès prend ensuite, sous l'étiquette du Parti social-démocrate (composante de l'UDF), la tête d'une liste de l'opposition qui bat, aux élections municipales de mars 1983, celle de la gauche conduite par le maire sortant et député communiste, M. Paul Balmigère. Ayant rejoint le RPR, le nouveau maire devient, en 1986, le chef de file de cette formation pour les élections législatives.

Son élection étant pratiquement assurée, M. Fontès faisait partie des quelques dirigeants languedociens de l'opposition qui se voyaient membres du gouvernement au cas de victoire. Il ne s'est, lui, pas trompé.

M. André Santini

Une consolation

Un demi-marquain ministériel consolera-t-il M. André Santini de ne pas avoir été élu à l'Assemblée nationale ? Député national de l'UDF depuis octobre 1983, il n'avait guère apprécié de ne se trouver qu'en troisième position sur la liste de l'UDF dans les Hauts-de-Seine. Car ce maître de conférences en droit à l'Université de Paris admet la « politique », même s'il y est venu assez tard et sans idées partisanes très précises.

Né le 20 octobre 1940 à Paris, il est élu adjoint au maire de Courbevoie dans les Hauts-de-Seine, en 1971 ; il est alors « sans étiquette ». Quand, à la demande de M. Charles Pasqua, alors « patron » du département, il émigre vers les Hauts-Moines pour préparer la succession du maire, membre du Mouvement des démocrates socialistes de M. Lejeune, M. Santini n'adhère toujours pas à un parti.

Du au conseil municipal sur la liste du maire, il fut élu, lors de son décès, en 1980. Alors, seulement, il adhère au MDSF. Depuis il est resté

membre de ce qui est devenu le Parti social-démocrate, tout en entrant, après 1981, au Conseil pour l'avenir de la France, de M. Giscard d'Estaing.

Ce juriste, docteur en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, mais aussi de japonais à l'Ecole nationale des langues orientales, se découvre alors une passion pour la gestion. Il informe sa mairie et, depuis un an, termine installé dans son bureau, contrôle chiffres et fichiers de sa commune. Il « bâtonne » aussi son emprise politique dans sa ville, ce qui lui permet de faire face sans difficultés aux assauts de la gauche en mars 1983. Depuis il est très fier d'être devenu président du Syndicat des eaux d'Île-de-France, le plus grand syndicat intercommunal de France, où il gère un budget de 2 milliards de francs.

M. Santini entre au gouvernement pour s'occuper des rapatriés, un dossier nouveau pour lui. Pour l'UDF il s'occupe des relations avec les Arméniens.

Th. B.

M. Ambroise Guellec

Un ami de M. Méhaignerie

Le nouveau secrétaire d'Etat chargé de la mer, M. Ambroise Guellec, est un ami de longue date de M. Pierre Méhaignerie, président du CDS. Il est lui-même membre de cette formation politique. M. Guellec, qui est né le 26 mars 1941 à Paimoret (Finistère), est ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts.

De 1979 à 1982, il a été au ministère de l'Agriculture sous-directeur de la modernisation et de l'équipement des exploitations. M. Guellec est maire de Pouldreuzic (Finistère) depuis 1979 et conseiller général du canton de Plogast-Saint-Germain depuis 1982.

Il occupe aussi depuis cette date la place de chargé de mission à la mission régionale et à la région des Pays de la Loire. Plus de la moitié de la capacité de pêche du Finistère est concentrée à faible distance de la commune de Pouldreuzic. M. Guellec figurait en quatrième position sur la liste UDF-RPR du Finistère lors des élections législatives du 16 mars. Il n'a pas été élu.

M. K.

Mme Nicole Catala

Spécialiste des questions sociales

Mme Nicole Catala est une spécialiste des questions sociales. Professeur agrégée des facultés de droit, présidente depuis 1981 de la section travail et relations professionnelles au Conseil économique et social, elle a beaucoup œuvré au sein du Club 89 à l'élaboration du programme de l'opposition dans ces domaines. Elle est membre du conseil national du RPR. Elle vient d'être élue au conseil régional d'Île-de-France.

L'ATTENTAT AUX CHAMPS-ÉLYSÉES

L'engin explosif avait été placé sous un comptoir au centre de la galerie commerciale « Point-Show »

Deux morts, vingt-huit blessés dont huit grièvement atteints : c'est le bilan du nouvel attentat à la bombe perpétré jeudi 20 mars aux Champs-Élysées à Paris, attentat qui n'est pas le premier de ce genre. D'autres, commis précédemment, au Comité de solidarité aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient. Au moment où cette nouvelle explosion se produisait, un autre attentat était déjoué grâce au sang-froid de voyageurs du métro dans une voiture du RER au centre de Paris.

L'explosion des Champs-Élysées s'est produite alors que M. Jacques Chirac venait d'être nommé premier ministre. L'annonce de cet attentat a immédiatement suivi, à la radio, la diffusion de sa première déclaration officielle. M. Chirac s'est rendu aux Champs-Élysées peu après 20 heures. Il était accompagné de M. Guy Fougère, préfet de police.

Le premier ministre s'est entretenu avec plusieurs responsables des circonstances de l'attentat, mais n'a pas fait de déclaration. Il avait été précédé sur place, par ailleurs, par M. Robert Pandraud, le nouveau ministre chargé de la sécurité. M. Pandraud était accompagné de M. Jean Thériet, premier adjoint au maire de Paris.

L'explosion s'est produite à 18 heures au centre de la Galerie Point-Show située au numéro 66 des Champs-Élysées. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'engin, de forte puissance, aurait été placé

sous le comptoir d'une cafétéria, au centre de la galerie commerciale. L'explosion a crevé le sol. Cependant, les spectateurs du cinéma situés en dessous n'ont pas été blessés.

L'explosion a fait voler en éclats de nombreuses vitrines et endommagé de très nombreux magasins. Les pompiers, policiers et médecins accourus sur place ont découvert un spectacle de dévastation : poignées métalliques tordues et calcinées ; blessés ensanglantés gisant sur un matériel de gravats et de verre.

Un homme a trouvé la mort presque immédiatement, Jean-Victor Gerviche, vingt-deux ans, d'origine libanaise, domicilié à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il se trouvait dans la galerie, tout près du lieu de l'explosion. La Galerie Point-Show abrite, côté rue de Ponthieu, un restaurant de spécialités libanaises qui sert des repas toute la journée.

La seconde victime est morte vers 21 h 30 peu après son transfert à l'hôpital Lariboisière. Elle n'avait pas encore été identifiée vendredi matin.

Plusieurs témoins ont aperçu un homme, coiffé d'un bonnet rouge, qui paraissait en courant peu après l'explosion.

La brigade criminelle et les spécialistes du laboratoire central de la préfecture de police - les experts en explosifs - se sont immédiatement rendus sur place, pour tenter de recueillir tous les indices possi-

bles, notamment sur la nature de l'engin explosif. Le patron de la police judiciaire, M. Pierre Tournier, s'est lui aussi rendu sur les lieux.

Un sac abandonné dans le RER

L'attentat qui a été déjoué dans une rame du RER aurait pu, lui aussi, faire de nombreuses victimes. Peu après 19 heures, des voyageurs auraient remarqué qu'un homme monté à la station Charles-de-Gaulle-Etoile était descendu à la station Anber, abandonnant derrière lui un sac. Alors que le train venait de redémarrer, les voyageurs auraient eu alors la présence d'esprit de jeter le sac sur la voie par une fenêtre. Arrivé à la station suivante, ils avertissaient le service de la RATP.

Le conducteur de la rame suivante s'est ensuite arrêté à l'endroit où avait été jeté le sac, l'a ramassé et l'a apporté à la station Châtelet où il a été démonté et examiné par les autorités. Il contenait des explosifs et un système de mise à feu. Pendant ce temps, des employés de la RATP ont inspecté le tunnel entre les stations Anber et Châtelet, et ont trouvé sur la voie une autre partie de l'engin explosif : un grand nombre de gros clous. Pendant ce

temps, le trafic était interrompu sur les lignes A et B et plusieurs milliers de voyageurs étaient affectés.

Les enquêteurs de la Brigade criminelle ont fait appel vendredi aux témoignages des personnes qui auraient vu le voyageur suspect, un homme de vingt à vingt-cinq ans, de 1,70 mètre environ, de type moyen-oriental, cheveux noirs, barbe soignée, portant une robe blanche. Il était vêtu d'un blouson de toile blanche et d'un pantalon gris et portait un sac de sport en toile noire.

Mardi 18, après l'attentat contre le TGV stoppé à Brunoy (Essonne), le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient avait écrit : « L'attentat du TGV Paris-Lyon sera le premier d'une nouvelle série si on ne libère pas, et vite, Abdel-Kader Essaidi, Anis Nakkach et Karbedjian », les auteurs d'attentats terroristes commis en France ces dernières années.

On n'avait enregistré aucune réaction notable vendredi matin après les nouvelles atroces de la veille, exceptée celle de M. Jean-Marie Le Pen, apparemment de son vœu le rétablissement de la peine de mort et qualifiant l'explosion des Champs-Élysées d'« action de guerre qui ne saurait se satisfaire des nouvelles larmoyantes habituelles aux politiciens de la bande des quatre ».

Le premier défi terroriste au ministre de la sécurité

« Avec Charles Pasqua, il faut surtout se méfier des apparences (...) Il fait partie de ces gens redoutables qui parlent beaucoup mais dont on ne sait rien ».

Le hasard fait curieusement les choses : l'auteur de ce portrait nuancé du nouveau ministre de l'Intérieur, publié le 9 août 1984 et repris jeudi par le *Matin*, n'est autre que Jean-Paul Kauffmann, dont le sort, comme celui des autres otages français au Liban, semble au cœur de l'actuelle spirale terroriste. Alors même que le nouveau gouvernement prouve l'importance qu'il accorde à la sécurité et aux symboles élémentaires d'autorité et de fermeté par la nomination de deux hommes forts Place Beauvau - M. Pasqua flanqué d'un ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, le défi terroriste se rappelle brutalement à lui.

Comment cette nouvelle équipe réagira-t-elle ? En attendant une réponse par les actes - qui devaient sans doute confirmer qu'en la matière, devant cet imbroglio dont les fils sont aussi bien à Paris qu'à Beyrouth, à Damas qu'à Téhéran, il n'y a pas de riposte radicalement innovatrice, - il faut d'abord éclairer les transformations induites par ce « bi-céphalisme » à la tête d'un des ministères les plus sensibles. Il apparaît déjà que M. Pandraud, ayant rang de ministre et non de secrétaire d'Etat, sera à part entière le ministre de la police, « premier flic de France » selon la formule consacrée, tandis que M. Pasqua veillera plutôt sur les questions électorales et les collectivités locales. Cependant, cette répartition, claire au départ, n'exclut pas les contradictions et conflits dans un ministère partagé en multiples directions, centrales ou opérationnelles, qui sont autant de foudrois.

Si le constat est clair, le pronostic est donc réservé. Quoique fils de gardien de la paix, M. Pasqua devrait laisser, en matière de police, le champ libre à l'ancien directeur de cabinet de M. Chirac à l'Hôtel de Ville. Nul autre, sans doute, ne connaît mieux la maison que M. Pandraud. Cas exceptionnel, l'homme fut, sans interrup-

tion, au ministère de l'Intérieur de 1970 à 1981, passant à toutes les directions importantes, ou presque. Directeur général de la police nationale (DGPN) de 1975 à 1978, M. Pandraud y a ainsi retrouvé à des postes-clés des responsables policiers ou des hauts fonctionnaires avec lesquels il a déjà travaillé, preuve que les nominations faites par la gauche dans cette administration très particulière eurent pour critère la compétence tout autant, sinon plus, que la fidélité politique.

Les risques du « bi-céphalisme »

Il en va ainsi de M. Guy Fougère, actuel préfet de police de Paris qu'il a suivi sur les lieux de l'attentat de jeudi et qui fut en l'attente avant 1981 place Beauvau et pour lequel M. Pandraud ne cache pas son estime. Il en va de même de M. Pierre Verbrugghe, actuel DGPN, qui fut, dans les années 70, l'adjoint direct de

M. Pandraud. Différents - M. Verbrugghe n'a pas d'engagement politique - les deux hommes se connaissent au point de se tutoyer. Il en va pareillement de M. François Le Mouél, actuel chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT), que l'on dit de contre-gauche, mais qui est avant tout un grand professionnel, comme en témoigne sa carrière.

M. Pandraud changera-t-il ces hommes, dont il mesure les capacités, ou « fera-t-il avec » ? C'est évidemment le premier test. Un « ministre de la police » maintiendra-t-il la DGPN, une direction générale qui est, à elle seule, un petit ministère dans le ministère ? L'expérience malheureuse du secrétariat d'Etat à la sécurité publique - confié à M. Joseph Franceschi de 1982 à 1984 avant de disparaître - avait, en tout cas, prouvé la difficulté pour un tel « sous-ministre » d'imposer son autorité à des directions policières qui avaient joué habilement du « bi-céphalisme »

et des conflits entre MM. Deferre et Franceschi.

L'échec tenait sans doute aussi à l'homme choisi, inexpérimenté en ce domaine. Il n'en reste pas moins que M. Pandraud est ainsi averti des pièges qui le menacent. La répartition théorique des rôles ne l'empêchera pas de devoir composer avec M. Pasqua, ne serait-ce que parce que certaines grandes directions dépendent directement du ministre de l'Intérieur ou aussi leur mot à dire en matière de police, notamment en matière de réglementation et d'affaires juridiques.

Enfin, s'il est un domaine où le « ministre de la police » ne peut être seul maître d'œuvre, c'est bien la lutte contre le terrorisme international, avec ce qu'elle implique d'enjeux stratégiques, militaires ou diplomatiques. L'Elysée, l'Hôtel Matignon, le Quai d'Orsay ont ici forcément leur mot à dire. L'union sacrée contre le terrorisme, premier test - épreuve non réussie - de la collaboration ?

E.P.

Première épreuve

(Suite de la première page.)

Selon les premières constatations, ce dernier était agité de lisses et de clous, s'ajoutant à des « pains de plastique », tandis qu'aux Champs-Élysées la charge de l'explosif atteignait sans doute un kilo.

Outre cette escalade, l'inquiétude des enquêteurs est renforcée par le sens de l'opportunité des terroristes. Les bombes de jeudi, à l'évidence, devaient « sauter » la nomination du gouvernement Chirac prévue dans l'après-midi. Les policiers, notamment ceux de la DST, s'interrogent, en effet, sur les communications des terroristes opérant en France avec leurs commanditaires proches-orientaux. Il semble que l'écho suscité par l'affaire des otages et la « bavure » des expulsions de deux fratries dans la presse française soit très rapidement repartie à Beyrouth, les terroristes en leurs « correspondants » s'appliquant à établir de fidèles revues de presse.

Le message est, en tout cas, limpide : même si Téhéran a célébré la défaite de la majorité socialiste sortante, les terroristes ne voient guère de différence entre celle-ci et la nouvelle. Quelles sont leurs exigences ? Telles que les formule la CSPPA, elles vont au-delà de celles qui ont été exprimées dans le passé par les ravisseurs de MM. Carton, Fontaine, Kauffmann et Serrat. Ceux-ci demandaient de l'argent et la libération des cinq membres du commando auteurs d'un attentat manqué à Paris contre Chapon Bakhitar, le dernier premier ministre du chah d'Iran.

Coopération

Le CSPPA s'en tient au chef de ce commando, Anis Naccache, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et y ajoute deux autres terroristes : Georges Abdallah Ibrahim, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), en attente de jugement, et Waroujan Garbidjian, chef du commando arménien de l'ASALA auteur d'un attentat meurtrier à l'aéroport d'Orly en 1983 et condamné également à la réclusion à perpétuité.

Ce défi, le nouveau gouvernement ne le relèvera pas seul, car il

ne date pas d'aujourd'hui. Il est en quelque sorte l'un des premiers tests de la collaboration. Alors que s'opère la passation de pouvoir entre M. Pasqua et M. Joxe au ministère de l'Intérieur et que le ministre délégué à la sécurité, M. Robert Pandraud, s'est déjà mis à l'ouvrage, le président de la République et le nouveau premier ministre ont déjà abordé, lors de leurs deux entretiens, ce dossier délicat.

L'Elysée a en effet son mot à dire. Parce que les tractations pour sauver les otages ont continué ces derniers jours avec l'intervention d'un nouveau personnage, M. Edgard Pisani, conseiller spécial de M. Mitterrand. Parce que l'enjeu est aussi diplomatique : faut-il revoir notre politique au Liban, sortir de ce guépion et, par exemple, retirer de Beyrouth les mille quatre cents membres du contingent français de la FINUL, de même que les quatre-vingt observateurs français du cessez-le-feu ? Parce que, enfin, en cas d'acceptation d'un échange, la responsabilité directe de M. Mitterrand est engagée : seul le président de la République, en effet, peut gracier ou condamner à perpétuité.

M. Mitterrand, qui avait accepté en janvier le principe d'un tel échange (Anis Naccache contre les quatre otages), avait abandonné cette position après l'échec de cette tentative. M. Chirac, dont, par ailleurs, les liens passés avec l'Irak sont connus, suivra-t-il le président sur ce point ? La réponse n'est pas sans incidences sur l'opinion publique française : Anis Naccache est en effet responsable de la mort d'un policier.

Enfin, l'attentat de jeudi intervient après le retour de Damas d'un envoyé spécial de M. Mitterrand, M. Omrane Adham, accompagné d'un proche de M. Pisani ayant de multiples relations dans le monde arabe, M. Pierre Mutin (le *Monde* du 20 mars). Or celui-ci était légèrement optimiste, estimant que la Syrie était, cette fois, décidée à jouer de son contrôle de la plaine de la Bekaa pour sauver les otages français. Mais à condition d'être clairement les seuls interlocuteurs de la France dans cette affaire. Nouvelle illusion ? Ou ultime espoir ?

EDWY PLENEL

Depuis le 7 Décembre 1985...

- 7 décembre 1985 : deux bombes explosent à Paris, en fin d'après-midi, au Printemps et aux Galeries Lafayette, deux grands magasins où il y a affluence à l'approche des fêtes de fin d'année (trente-cinq blessés, dont deux graves). Ces deux attentats ne sont pas revendiqués.
- 3 février 1986 : une bombe explose à Paris, en fin d'après-midi, à la galerie Claridge des Champs-Élysées (huit blessés, dont trois graves).
- 3 février 1986 : un engin explosif de forte puissance est découvert et démonté au troisième étage de la tour Eiffel, dans la soirée.
- 4 février 1986 : un attentat provoque un incendie, vers 19 h 30, à la librairie parisiennne Gilbert Jeune, place Saint-Michel, à Paris (trois blessés légers).
- 4 février 1986 : un Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), inconnu jusqu'alors, revendique, auprès de l'AFP, l'attentat de la veille à la galerie Claridge. Il demande la libération de trois terroristes détenus en France. Il revendiquera, quelques jours plus tard, les attentats commis à la librairie Gilbert Jeune et à la FNAC Sport.
- 5 février 1986 : une bombe explose, toujours à Paris, au troisième sous-sol du Forum des Halles, au magasin FNAC Sport, vers 19 heures, alors qu'il y a affluence en raison de la proximité des vacances d'hiver (neuf blessés, dont un grave).
- 17 mars 1986 : un engin explosif provoque un incendie à bord du TGV Paris-Lyon, à 15 h 12, peu après son départ de la gare de Lyon, à Paris (dix blessés légers). La CSPPA revendique l'attentat le lendemain, d'une façon identique à ses revendications précédentes et assure qu'il « sera le premier d'une nouvelle série », si la France ne libère pas les trois terroristes qui sont l'objet du chantage.

Selon l'ambassadeur d'Irak

LES DEUX IRAKIENS EXPULSÉS DE RETOUR EN FRANCE « DANS QUELQUES JOURS »

Les deux opposants irakiens expulsés de France vers Bagdad pour revenir à Paris « dans quelques jours », a déclaré, le jeudi 20 mars, l'ambassadeur d'Irak en France, M. Mohammed el Masbat. Il a fait le vœu que « ce geste d'amitié » de la part de son pays « contribue à résoudre le problème des otages français » du Liban. M. el Masbat a expliqué, devant le club de la presse de Grenoble, que les deux hommes avaient été « remis en liberté totale » après la mesure de « grâce » dont ils ont récemment bénéficié. « Mais comme ils avaient de faux passeports », a-t-il l'ambassadeur, il a fallu régulariser leur situation compte tenu de leur appartenance à une organisation terroriste formée en Iran.

L'ambassadeur a encore déclaré qu'il ne pensait pas que la désignation d'un nouveau gouvernement à Paris modifierait l'attitude de la France à l'égard de l'Irak.

Pagodes birmanes

Partout, souriant ou en prière, debout ou couché, Bouddha adoré comme un dieu.



Le temps n'est pas si lointain où l'écrivain Joseph Kessel, se faisant passer pour un spécialiste du bouddhisme, brava mille dangers pour rencontrer en Birmanie les chercheurs de pierres précieuses, dont il contait ensuite les aventures.

Certes, trente ans après, les mines sont nationalisées, et les négociants réunis fin février à Rangoun pour le marché annuel des rubis, saphirs et autres joyaux ne se sont pas rendus, comme les marchands de naguère, au fin fond de la jungle afin d'y marchander les pièces désirées. Mais, pour le reste, cette ancienne colonie britannique, jadis dépendante depuis 1948 et volontairement coupée du monde extérieur depuis l'installation d'un régime socialiste par le général Ne Win en 1962, n'a, semble-t-il, guère changé.

Les rebelles qui infestaient la « vallée des rubis » décrite par Kessel continuent de tenir une partie du pays, et les touristes encore peu nombreux (28 000 en 1985) qui se risquent sur les chemins, soigneusement balisés par l'agence officielle Tourist Burma découvrent une société qu'on a peine touchée les effets de la modernité.

C'était entre Maymyo, l'ancien lieu de villégiature préféré des Anglais, et Mandalay, la capitale des derniers rois avant la colonisation, aujourd'hui la deuxième ville du pays. Sur la route cheminant un cortège joyeux et bigarré. En tête, sor le siège avait d'un camion découvert, un homme et une femme, tout de blanc vêtus, portant un grand bol noir — le bol d'annone que les bonzes font remplir de riz chaque matin en frappant aux portes des maisons. Sur le capot du camion, une petite statue de Bouddha. Derrière, des cavaliers en habits dorés, précédant toute une théorie de personnages parés de leurs plus beaux atours et figurant qui les ministres du roi, qui ses astrologues, qui ses archers ou ses lanciers, qui les princes et le souverain lui-même.

Limitée des processions royales du siècle dernier, cette cohorte colorée apportait en offrande au monastère voisin le bol symbolique, tenu par les deux donateurs, et l'inevitable-Bouddha. Des chants, des danses, de la musique accompagnaient les fidèles.

Ce rituel pittoresque n'est qu'un signe parmi beaucoup d'autres de l'omniprésence du bouddhisme dans la vie quotidienne d'un peuple où chacun — si pauvre soit-il — consacre, dit-on,

10 % de ses revenus à l'ornement des temples et à l'entretien des prêtres. Les innombrables pagodes aux dômes dorés qui valurent à la Birmanie d'être appelée par Marco Polo le « pays d'or » attestent aussi de la ferveur religieuse de ses habitants.

Les marchands du temple

A Rangoun, la pagode Schwedagon (Schwe signifie « or » et « dagon » « gloire ») est un peu la réplique bouddhiste de la basilique du Sacré-Cœur. On y accède par un ascenseur, et tout autour du monument, qui abrite huit niches de Bouddha, on honore, par ses dons et ses prières, le maître. On ne pénètre pas à l'intérieur d'une pagode, où sont dissimulés de saintes reliques, on se contente d'en faire le tour, de vénérer les effigies de Bouddha disposées dans des niches ou des pavillons, de laver l'une des huit statues correspondantes à son jour de naissance (le mercredi se divisant en deux) ou de déambuler, pieds nus, sur la dalle chauffée par le soleil. L'animation y est grande, et tout est fait — annonces par haut-parleur, jeu de

hasard qui vous promet la santé, le bonheur ou la réussite aux examens, restauration de l'édifice, feuille d'or par feuille d'or — pour obtenir des fidèles aumônes et offrandes.

A Mandalay, c'est la pagode Mahamuni qui est le lieu de culte le plus vénéré. C'est même, dit-on, le temple le plus sacré de Birmanie, au point qu'il y est interdit de photographier le grand bouddha, imposante statue de bronze recouverte de feuilles d'or qui donne son nom à la pagode. Sous les arcades, assis par terre, des vieillards bavardent. Ce sont d'anciens bonzes — on peut quitter à volonté l'état ecclésiastique — qui viennent reprendre leurs discussions religieuses d'antan. Non loin de là, un bâtiment de l'époque coloniale accueille quelques statues venues d'Angkor : les mains des pèlerins qui frottent depuis des années le ventre ou les jambes de ces personnages dans l'espoir de guérir leurs maux ont été par endroits la patine du bronze.

A l'entrée du sanctuaire, toute une enfilade d'échoppes proposent images pieuses et souvenirs — boîtes, plateaux, coupes, gobelets, pièces de tissu, statuettes — destinées à honorer Bouddha

et... à séduire le touriste. Les marchands, ici, sont dans le temple, et personne ne songe à les en chasser.

Ces pagodes, comme la plupart de celles qui parsèment les paysages birmanes, sont de construction récente ou, lorsqu'elles sont anciennes, sont restaurées de telle manière qu'elles paraissent toutes neuves avec leur stuc éclatant de blancheur. Pour en trouver qui soient vieilles de quelques siècles, il faut par exemple grimper sur la colline de Saging, non loin de Mandalay, où, au bord de la route, des édifices de brique rouge, laissés à l'abandon et partiellement mangés par la végétation, habités par les quelques bouddhas qui n'ont pas encore été volés par d'habiles revendeurs, offrent aux regards le charme des ruines.

Mais c'est à Pagan, foyer inégal de la civilisation birmane du onzième au treizième siècle, qu'on découvrira le plus bel ensemble de monuments, dans un vaste paysage de steppe aux maigres arbustes et à la terre ocre. En un seul lieu sont réunis en effet plus de deux mille édifices, les uns à l'état de vestiges, les autres demeurés à peu près intacts malgré les tremblements de terre. Ces ouvrages, tantôt de simple brique rouge, tantôt recouverts d'un stuc devenu gris, tantôt enfin revêtus de leur parure d'or, selon le degré de restauration, ont été bâtis par des rois et des princes qui rivalisaient de zèle religieux.

Les plus anciens, comme l'élégant temple Ananda, qui abrite quatre statues géantes de Bouddha en teck, laque et or, trahissent l'influence de l'Inde. D'autres, comme la pagode Schwezigon, dont l'emplacement au bord du fleuve a été choisi, selon la légende, par un éléphant blanc transportant des reliques de Bouddha, sont de pur style birman.

Les buffles de l'Irrawady

Le plus imposant, le temple Dhammayangyi, est resté inachevé. Ayant tué son père et ses frères, le roi Narathu en avait, dit-on, entrepris la construction au douzième siècle pour se racheter de ses crimes. Il vérifiait chaque jour la qualité du travail en tentant d'introduire une aiguille entre les briques, et s'il y parvenait, faisait mettre à mort l'ouvrier fautif. Il fut assassiné avant que l'édifice ne fût terminé.

Chaque pagode, ainsi, a son histoire, ou sa légende, comme elle a son décor, son style, sa couleur. Et partout, sous toutes les formes et dans toutes les positions, souriant ou en prière, debout ou couché,

Il se promènera dans les rues de Rangoun, goûtera un yaourt préparé par Nilar Win dans sa boutique de Maha Bandoola Street, empruntera ces vélos-taxis où les deux passagers sont assis dos à dos, apercevra entre deux autobus bondés et brinquebalants une voiture presque neuve de la RATP donnée par la France, contempera les vitrines des magasins où s'écoulent ouvertement les produits de petite contrebande, entre deux posters de vedettes locales de cinéma, de Rambo ou de... Sophie Marceau.

A Maymyo, qui tire son nom du colonel May, chef de l'escadron du Bengale, il appréciera la fraîcheur du site, à 1 200 mètres d'altitude, admirera le jardin botanique soigneusement entretenu — gazon vert et orchidées de toutes sortes, — auprès d'un lac creusé par des prisonniers turcs de la guerre de 1914, et circulera en calèche avant de gagner l'hôtel Nanyang, héritage un peu décati de l'époque coloniale, où les officiers de l'armée des Indes avaient établi leurs quartiers.

A Mandalay, il descendra en bateau le fleuve Irrawady et regardera vivre les gens : femmes lavant et battant le linge sur des radeaux le long de la berge, enfants plongeant et nageant au milieu des rires, hommes aiguillonnant à grand-peine, sous la chaleur lourde, les buffles qui halent les barges en eau calme et transportent jusqu'au rivage le bois de teck — l'une des principales ressources du pays — avant de charger les énormes troncs sur des chariots.

Où qu'il aille, il rencontrera une population accueillante et chaleureuse. Personne ne doute que le pays, aujourd'hui placé sous haute surveillance par le général Ne Win, ne finisse tôt ou tard par s'ouvrir au monde extérieur. L'exemple de la Chine voisine en intéresse plus d'un. Le développement du tourisme est un premier pas. Prévoyant, le chauffeur de notre car, à ses moments perdus, apprenait le japonais.

THOMAS FERENCZI

Avec, en prime, Phuket

Le Club Méditerranée organise une excursion de six jours en Birmanie, avec étapes à Rangoun, Mandalay, Maymyo et Pagan, couplée avec un séjour d'une semaine dans son nouveau village de Phuket, en Thaïlande, pour 19 945 F (de janvier à mars), 20 355 F (en avril) ou 19 760 F (de mai à octobre). Deux accompagnateurs du Club, Anne Saurat, dont nous avons pu apprécier la compétence, la gentillesse, l'efficacité,

et Walter Defabianis, conduisant, en alternance, les groupes, qui ne dépassent pas quinze personnes. Les hôtels sont convenables et parfois, comme à Pagan, de première qualité. Les déplacements d'une ville à l'autre se font en avion.

Birmanie, d'E. Guillon et C. Delachet, paru dans la collection Petite Planète (Le Seuil, 1975), est une bonne introduction au voyage.

Brise thaïlandaise

Dans le golfe de Siam, une jonque...

NAVIGUER sur une jonque dans les mers de cristal du sud de la Thaïlande : que rêver de plus exotique ?

A l'origine de ce pari fou, Eric Filhay, un inconditionnel de l'Asie, directeur de la chaîne Pansée et président de Transasia, cherche une formule originale permettant de relier les différents hôtels établis à Phuket et Kho-Samui, tout en privilégiant une découverte authentique de la Thaïlande. De sa rencontre avec Dimitri La Forestier, un architecte passionné de jonques, et Vincent Tabureau, un skipper au long cours, naît la jonque Pansée.

Construite selon la tradition en bois tropicaux et grée de deux voiles de coton tannées de bambous, cette superbe jonque de 18,50 mètres, équipée de vidéo, planches à voile, équipement de plongée, emmène dans ces cinq cabines une dizaine de passagers pour des odyssées de trois à dix jours du golfe de Bengale au golfe de Siam.

De Phuket, à 60 miles cap au sud, dans l'archipel corallien des

Îles Similan, on se réveille après une nuit de navigation, baignant dans des eaux turquoise d'où émergent des sculptures géantes. D'île en île, entre un safari aquatique, une balade dans la jungle, une cigale de mer grillée, un bord de planche à voile, on savoure le parfum sauvage de ces îles désertes. A 30 miles au sud, à Kho-Phi-Phi, entre pitons rocheux, grottes et nids d'hirondelles, les îles chantent sous une végétation luxuriante. En avril, le blanc en thail vers les rivages sauvages de la Malaisie jusqu'à l'île de Samui. De là, d'autres îles de rêve : Phangnan-Angton et Tao attendent les amateurs d'écotisme authentique.

Mais, après avoir goûté à cette navigation subtile aux régalas minuscules qui caractérisent la jonque, l'ascende à l'hôtel Pansée d'impose. Que ce soit à Phuket ou à Kho-Samui, on retrouve, perdus dans la nature entre rizières et palétuviers, une centaine de cottages reliés entre eux par des pontons. Pas du super luxe mais plutôt charme, confort

et intimité. Aux sportifs, on propose hobbie Cat, ski nautique, planche à voile, plongée. Aux gourmets, de fabuleux buffets permettant de goûter à tous les délices de la mer et de la cuisine thaï, et aux autres des escapades en voiture ou à moto à la découverte de l'île.

Mais, le soir, tous se retrouvent au bar qui surplombe le mer pour admirer les tons pastel du soleil couchant en rêvant de leur prochaine odyssée.

La croisière de quatre nuits revient à 2 400 F, celle de dix nuits de Phuket à Singapour à 4 890 F, le combiné trois nuits de jonque / trois nuits à l'hôtel Pansée revient à 3 985 F. Il est possible de louer la jonque pour dix personnes : les quatre nuits coûtent 17 850 F, et les dix nuits 32 500 F. La nuit supplémentaire à Pansée revient à 300 F.

ISABELLE D'ERCEVILLE.
• ASIA, 3, rue Dante, 75008 Paris. Tél. 43-26-10-35; 32, allées Léon-Gambetta, 13006 Marseille. Tél. : (91) 08-06-98.

مكتبة من الأصل

Angkor « bis »

A défaut du Cambodge, pourquoi pas la Thaïlande et ses temples khmers ?

DEPUIS que les explorateurs français ont révélé au monde la splendeur des monuments de l'ancien Cambodge et que les savants de l'Ecole française d'Extrême-Orient se sont attelés, au début du siècle, à leur restauration, ces ruines n'ont cessé d'exercer une fascination extraordinaire. Mais depuis quinze ans que le Cambodge est plongé dans la tourmente les visiteurs qui ont atteint ces vestiges n'excèdent probablement pas quelques dizaines.

Tous racontent que les temples sont menacés par les diverses factions armées qui continuent à s'affronter, pillées à l'occasion, dévorées par une végétation luxuriante qui étouffe tout et par les lieux qui rongent la pierre. Aucun consensus international n'a été trouvé pour surmonter les implications politiques qu'aurait la venue de spécialistes répondant aux appels angoissés du malheureux « conservateur d'Angkor », chargé de veiller sur les lieux par

le gouvernement actuel pro-vietnamien.

Lors de sa plus grande extension, sous le règne de Jayavarman VII, contemporain de Philippe Auguste, le domaine khmer s'étendait de la plaine alluviale du Mékong - aujourd'hui vietnamienne - aux portes de la Birmanie et englobait une partie de l'actuelle Thaïlande. Tous les souverains d'alors furent de formidables bâtisseurs qui parsemèrent leur empire de fondations, de temples, de routes, d'hôpitaux.

C'est pourquoi, dans toutes les provinces du nord-est de la Thaïlande, mais aussi à Lopburi, dans la plaine centrale, à Ratchaburi et Phetchaburi au sud-ouest, et même à l'ouest, dans la province de Kanchanaburi, on trouve des vestiges de l'art de l'ancien Cambodge qui comptent parmi les plus beaux monuments que l'on puisse voir en Thaïlande.

Les trois temples les plus intéressants se trouvent entre 250 et

350 kilomètres au nord-est de Bangkok. Pimai est le plus accessible. Situé au centre d'un gros bourg, c'était autrefois une étape importante sur la route d'Angkor. Une inscription en vieux khmer indique sa date de fondation : 1108. La partie la plus belle de cet édifice du bouddhisme du Grand Véhicule, restauré dans les années 60, est la tour-sanctuaire, en grès blanc à grain fin, dont les frontons sont illustrés de scènes de la mythologie indienne. On y a trouvé une très belle statue de Jayavarman VII, aujourd'hui au musée de Bangkok.

Les deux autres temples, Phnom Rung et Muang Tham, sont situés à une vingtaine de kilomètres de la frontière nord du Cambodge.

Phnom Rung est le plus spectaculaire. Edifié à la fin du XI^e siècle sur un ancien piton volcanique, il domine la rizière alentour, qui s'étale à perte de vue. Il est dédié à Shiva, symbolisant dans le panthéon hindouiste la force vitale de l'univers. Un magnifique linteau le représente exécutant une danse cosmique dont les mouvements évoquent l'alternance de la vie et de la mort.

Le temple est actuellement en cours de restauration, sous la direction du service des beaux-arts de Thaïlande. Lorsque ce travail sera achevé, il sera à nouveau accessible par sa magnifique



chaussée dallée, menant à une terrasse aux nages (les serpents protecteurs du Cambodge), d'où s'envole un escalier monumental. Bien que distant seulement de 5 kilomètres à vol d'oiseau, Muang Tham est difficile d'accès, surtout pendant la saison des pluies. Point n'est besoin d'avoir la sensibilité de Pierre Loti, dans le *Pèlerin d'Angkor*, pour être impressionné par le caractère romanesque de ce site. Le temple,

très endommagé - l'entrée est ceinturée de barbelés pour prévenir les accidents - est blotti dans un petit village. Dans la cour, les nages, dont les têtes se dressent à chaque angle des bassins rituels de purification, ondulent, à la suite d'effondrements de terrain, serpents plus authentiques que les vrais. Dans ce lieu paisible, les vaches fixent du regard le visiteur qui contemple les sculptures figées dans la pierre, découvertes en écartant quelques touffes d'herbe.

La Thaïlande a gardé une grande amertume d'un arrêt de la Cour internationale de justice de 1962 qui l'a obligée à restituer au Cambodge un autre temple khmer, Preah Vihear. En entreprenant des travaux de restauration, elle entend sans doute administrer une leçon. En tout état de cause, c'est en Thaïlande, à l'heure actuelle, que l'on peut le plus facilement admirer des monuments qui appartiennent au patrimoine culturel de l'humanité et témoignent de la grandeur d'une nation aujourd'hui terriblement ébranlée.

ISABELLE LANDRY.

De nombreuses agences de voyages de Bangkok, organisent, à la demande, des mini-circuits de deux jours pour visiter ces trois principaux sites. Les circuits se font en petits groupes avec chauffeur. Il faut compter environ 1850 bahts (600 francs) par personne, pour un groupe de quatre personnes, avec des tarifs dégressifs pour des groupes plus importants. La nuit est passée à Nakhon Ratchasima, anciennement appelée Khon, qui possède des hôtels confortables. On peut s'adjointre les services d'un guide anglophone, parfois francophone. Les touristes plus aventureux peuvent rejoindre Nakhon Ratchasima en train ou en bus. Il faut ensuite traverser les bus locaux ou louer des taxis collectifs. Les routes sont bonnes, sauf la piste qui mène à Muang Tham, boueuse de mai à novembre.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Campagne

46140 CAILLAC

FOR. SPÉCIAL BAQUES BASSE SAISON 3 ou 4 j en QUERCY, 10 km de CAHORS DEMI-PENSION POUR 2 PERS. Ex. : Gd CONFORT : 1 160 F TTC pour 3 jours. Confort 1 seule : 800 F TTC pour 3 jours. FORAITS LOCATIONS STUDIOES (Bn. : J.-P. LEMOZIT HOTEL-MOTEL) LE REL DES CHAMPS au HOTEL REST. * Cher. NADAL. 46140 CAILLAC. Tél. 520 356. Tél. 65-30-92-35 ou 65-30-91-55.

Côte d'Azur

06500 MENTON

HOTEL MODERNE ***NN Près mer. Sans pension. Tél. 93-57-28-02.

06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER

HOTEL KER-MARIA Tourisme familial. 9, av. Gallieni. Tél. 93-01-93-35. Centre, proximité mer, excursions. FORAITS 14 JOURS 2000 F net avec quatre excursions, animation quotidienne. Vin compris. JUILLET-AOÛT : pension complète à 160 F net, animation, une excursion par semaine et un quart de vin compris. Doc. sur demande à l'hôtel (préciser la période choisie).

Côte Basque

64200 BIARRITZ

Résidence entre le ciel et la mer à L'EUROTEL ***NN 60 chambres et suites avec kitchenettes, vue exceptionnelle sur la grande plage de sable fin, le vieux port et toute la côte atlantique jusqu'à l'Espagne. Grand confort, restaurant, bar, salon pour séminaires. 19, av. de la Perspective. 64200 BIARRITZ. Tél. 59-24-32-33.

Montagne

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-30-09 Pén. compl. 1 sem. 1 comp. 990 F. 1/2 pens. 112 F. For. ext. Anim. avec excursions. Hostellerie L'HORLOGE RN 78, 39130 PONT-DE-POITTE.

74290 TALLOIRE LAC D'ANNEY

LES PRÉS-DU-LAC ***NN 9 chambres de charme dans un parc au bord de l'eau, plage privée, tennis (chamb. et pet. déj. seulement). Tél. 50-60-76-11. Tél. 309 288.

74170 SAINT-GERVAIS

(Mont-Blanc, Haute-Savoie) HOTEL HOME SAVOYARD ***NN Rue Barchat. Tél. 50-78-21-44 et 66-24-55-88. Air pur et vivifiant, repos. FORAITS 14 JOURS PROMOTION à 1800 F net jusqu'au 1^{er} mai. FORAITS 14 JOURS à 2000 F net à partir du 8 mai 1986 (y compris juillet-août). Avec, compris, pour toutes les périodes, quatre excursions, animation quotidienne et vin. Doc. sur demande à l'hôtel (préciser la période choisie).

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES

Le petit hôtel de charme du Luberon aux portes de la Haute-Provence et sa table gourmande. Promenades. Pêche. Équitation. Tennis à 3 km. Séjour et week-end. MAS DE GARRIGON ***NN Tél. : 90-75-63-22. Accueil Christine RECH.

30430 BARIJAC

Le soleil à moins de 4 h par le TGV HOTELS DU PARC ET DU CENTRE ***NN Tél. 66-24-50-74 et 66-24-55-38. Entièrement rénové. Transfert AVIGNON-BARIJAC gratuit. FORAITS PRINTEMPS-AUTOMNE 14 jours de 1900 à 2000 F net, pension complète, cinq excursions gratuites, animation quotidienne. En JUILLET-AOÛT : pension complète de 140 à 150 F net avec une excursion par semaine, animation quotidienne, vin compris, piscine.

FORAITS SUPER PROMOTION AUTOMNE de 13 jours de 2000 F à partir du 9 octobre 1986 avec transport en autocar PARIS-BARIJAC aller/retour.

Doc. P. BERTHIAUX. BP 2, 30430 BARIJAC. Précisez la période choisie.

Allemagne

FRANKFURT

La petite hôtel de charme européenne à Frankfurt. Hôl. Europa St. 3. Tél. 49/61/108/250036. Tél. 413-424 born.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation 41-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO

GRAND HOTEL COMPLETEMENT RENOVÉ. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dî. A. COTTI. Téléphone : 1981/93/33-02-82. Tél. : 846143.

TOURISME

11210 PORT-LA-NOUVELLE

Magnifique plage sable fin du Midi. Ses meubles, ses hôtels, ses résidences S.L.O.T. - 8 P. 20. Tél. 62-48-00-51.

SKIEZ QUEYRAS I ALT. 1840 mètres

Le rêve ! Skieurs, glissez-vous dans nos forêts de mélèzes, fondeurs, partez dans un paysage fabuleux, randonneurs, usez vos pieds, une spéléo en QUEYRAS, l'autre en ITALIE, ou tout simplement... soleil, cuisine gourmande, villégiature au bon goût.

« LES ETERLOUS », ***NN 06480 RISTOLAS - 92-45-76-07.

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCACHON

VILLAGE VACANCES grand confort CAMPING-CARAVANING LE ROUMINGE - 33138 LANTON Tél. 56-82-97-48. Pension complète et demi-pension (vin compris). Self-service - Buffet.

DÉTENTE - REPOS - ANIMATION

Distractions variées adultes et enfants. Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis. Initiation planche à voile - Excursions. Soirées dansantes - Ciné - T.V. - Pêche. Réductions en juin et septembre.

Dans la campagne thaïe, l'ombre du sage

A U sortir de Bangkok, de son fourmillement affairé et de son vacarme souriant, la grande route file vers Saraburi. Camions peinteurlurés, autobus surchargés, minibus véloces et limousines placides vont leur chemin sans prêter la moindre attention aux buffies vaurés dans les canaux, aux enfants rieurs à l'ombre d'une végétation profuse, aux paysans qui peinent dans les rizières sous leur élégant chapeau de bambou tressé. La campagne thaïe est pourtant nonchalamment belle, avec ses harmonies de couleurs et ses horizons qui s'ouvrent sur des perspectives imprévisibles. Un sentier, comme caché, se fait tentation : il suffit de l'emprunter...

C'est aussitôt un autre monde qui se dévoile. Le chemin caillouteux parsemé entre des arbustes fleuris et des maisonnettes de bois. Une clairière irrégulière fait office de halte où deux petits hangars noyés dans la pénombre se disputent les rares visiteurs qui souhaitent se rafraîchir. Il flotte dans l'air des senteurs de fleurs et d'épices. Sur le pont qui enjambe l'étang recouvert de vastes feuilles de lotus, trois moineillons en robe safran sont en grande discussion.

Deux sentiers prennent ici le départ. Droite, nu gauche ? Difficile de choisir, d'autant que le regard se heurte à d'imposants rochers, s'accroche aux grands arbres délicatement fleuris, s'efforce de percer le feuillage végétal, et ne distingue rien au-delà de ce mur naturel qui est à la fois écran et chemin. Raide est la montée, des pierres plates et lisses succèdent à des marches branlantes de bois rongées par les intempéries. Mais des paliers sont judicieusement aménagés comme pour permettre au pèlerin de reprendre son souffle et d'apprécier le paysage, qui s'épure à mesure que l'on prend de la hauteur.

Des singes se balancent d'arbres en lianes, jetant un coup d'œil interrogateur aux intrus. Dans le clair-obscur des branches, ils jouent aux sentinelles. Pour donner quelle alarme ? De modestes cahutes de bois servent d'abri à quelques bonzes qui semblent faire partie du décor. Echange de politesses au passage, sourires accueillants pour accompagner le salut traditionnel, mains jointes à hauteur du front, désir de partager un instant de recueillement. Reste à monter un dernier escalier, à franchir un ultime

rocher, pour parvenir au faîte de la colline.

Un petit temple protège une statue du Bouddha aux traits indiens. Dans sa solitude, il doit parfois songer au long chemin parcouru pour se retrouver sur cette colline, où des mains anonymes prennent soin des coupes rituelles et des offrandes de fleurs déposées à ses pieds. Peut-être se souvient-il, comme l'affirme la légende, que du temps de sa vie terrestre il y avait là un petit hameau du nom de Kataka.

Un jour, l'un de ses disciples, accompagné d'un jeune novice, s'y arrêta. Trouvant l'endroit propice à la méditation, il souhaita s'y installer, mais le chef du village lui refusa l'hospitalité. Au cours de ses pérégrinations, le Bouddha eut vent de cette mésaventure et décida d'aller en personne prêcher la doctrine au récalcitrant. Convaincu par les arguments de son illustre visiteur, le chef du village finit par prendre lui-même l'habit monacal pour mieux se conformer à la « bonne loi ». Puis vint le jour où le Maître s'apprêta à reprendre son bâton de pèlerin, et le nouveau bonze le pria alors de lui laisser un souvenir tangible de son séjour à Kataka. Le Bouddha accéda à sa requête et, grâce à ses puissants pouvoirs, fit jaillir de son corps six rayons lumineux qui projetèrent son ombre sur le rocher.

Depuis deux millénaires et demi, des générations de pèlerins se succèdent sur la colline pour participer de cette bénédiction. Aujourd'hui, une vieille pagode de pierre à moitié délabrée, mangée par la végétation, se dresse encore sur le lieu du miracle. Une empreinte des pieds du sage y a été sculptée dans une dalle au début du dix-septième siècle. Le jour de notre passage, une branche d'hibiscus écarlate et un rameau de frangipanier odorant témoignaient humblement de la pérennité de la dévotion populaire.

Telle est la tradition. Sans doute l'ombre du Bouddha se perpétue-t-elle dans le regard des fidèles, par cette foi tranquille qui défie les siècles, par le sourire du vieux moine qui a élu domicile au bas de la colline et monte, chaque jour, contempler de loin l'agitation des hommes. Car il règne à haut comme une puissance spirituelle bienfaisante, dont l'autre nom pourrait bien être partage, ou sérénité...

CLAUDE B. LEVENSON.

PHILATÉLIE n° 1940

Les émissions monégasques...

...première partie prévue pour le 22 mai. Elles totaliseront quelque 23 figures postales, dont deux dans un bloc-feuilles, pour la somme de 95,04 F, avec les quatre probabilités déjà annoncées (voir le Monde du 15 mars). Il convient d'ajouter 27 F pour le feuillet d'Europe, contenant cinq séries avec inscriptions en bordure. Ainsi, l'ensemble totalise 122,04 F.

Série « Europe 86 » : 2,20 F, traité de RAMOGE, protection des eaux dans la zone Saint-



Raphaël, Monaco et Génes : 3,20 F, réserve sous-marine de Monaco. Les deux valeurs également en feuillet par cinq séries : maquettes et gravures de Jacky Larrière.

Compe mondiale de football. Mexique 1986 : bloc-feuilles, avec deux timbres dentelés, sur fond d'art.



Maya, 5,00 F, joueur tirant au but ; 7,00 F, gardien de but en action. Dessins et gravures de G. Betemps. (A suivre.)

Calendrier des manifestations
© 35800 Dinard phil., 34/V.
© 63170 Antibes, mus., 4/V.
© 67000 Strasbourg, Europa, 5/V.
© 36100 Leoben, XII, 10/V.

Œuvre de Maurice Estève...

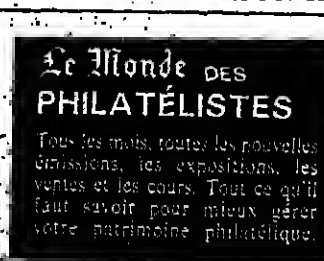
« Skillet » pour la série « artistique » du cru 1986, dans la catégorie de l'art non figuratif. Vente générale le 14 avril (19/86).



5,90 F, polychrome. Format 48x36,85 mm F 25. Maquette de Veret-Lamarini d'après l'œuvre de Maurice Estève. Impression hélio, élargie.

Mise en vente anticipée les :
- 12 et 13 avril, de 9 à 18 h, au bureau temporaire ouvert au château de Cailh (Cher). Obli. « P.L. ».
- 12 avril, de 9 à 12 h, au bureau de Cailh, avec boîte pour « P.L. ».

ADALBERT VITALIYS.



Le Monde des PHILATÉLISTES
Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

LADY DI, PRINCESSE DES THÉMATIQUES • LA RÉSISTANCE AFGHANE

AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Tunis	à partir de 1 275 F*
Athènes	à partir de 1 650 F*
Istanbul	à partir de 1 990 F*
New York	à partir de 2 200 F*
Montréal	à partir de 2 350 F*
San Francisco	à partir de 3 800 F*

* Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours. New York : Vols à dates fixes - Conditions générales dans le catalogue Air Havas. En vente chez Havas Voyages - 138, av. Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY - Tél. : 47 47 50 33 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES

Lib. A 596

Vendre la France

Quand l'informatique vient au secours de l'Hexagone.

EST-CE l'idée de « retrouver vos racines » en passant deux semaines dans la région dont votre famille est originaire ? Ou bien l'enthousiasme contagieux d'un de vos amis qui vient d'y séjourner ? Ou encore sa réputation gastronomique à laquelle vous n'êtes pas insensible ? En tout cas, c'est décidé : vous passerez vos prochaines vacances dans le Périgord. Comment faire ? Apparemment, rien de plus simple. Il suffit d'aller voir votre agence de voyages. Sa vitrine ne proclame-t-elle pas qu'elle est « le plus court chemin » ?

Hélas ! votre agent de voyages est désolé : le forfait de stages de tennis et d'équitation avec séjour en demi-pension en hôtel trois étoiles avec piscine que vous recherchez existe certainement, mais aucun de ses fournisseurs ne lui a proposé de vendre cela. En revanche, si vous voulez un circuit culturel au Mexique, un safari-photo au Kenya, une randonnée pédestre au Népal, un « voyage à la carte » au Canada, une croisière aux Galapagos ou sur la Volga, rien de plus facile. Il lui suffit de téléphoner à une centrale de réservation qu'il connaît bien.

Mieux encore : avec son terminal multi-accès ESTEREL, il peut dialoguer directement avec plusieurs systèmes de réservation, puis émettre billets et bons d'échange. En quelques secondes, il éditera votre facture à l'aide du système informatique qui fait automatiquement sa comptabilité. Pour vous rendre service, il vous donnera l'adresse de la Maison du Périgord à Paris : peut-être, là, pourrez-vous faire quelque chose pour vous.

Pourquoi cette différence ? Lorsqu'il s'agit de promouvoir et de vendre les destinations étrangères, toute une chaîne de relais est en place : agence de réception dans le pays d'accueil, centrales de réservation, organisateurs de voyages et de séjours, réseaux de distribution, offices de tourisme... En revanche, de telles méthodes sont rarement utilisées pour favoriser les vacances des Français dans leur propre pays. Les circuits commerciaux sont

incomplets ou inexistant. Et la plupart des prestataires de services « ne voient pas l'intérêt » d'inscrire une marge de commercialisation dans leurs prix pour rémunérer des intermédiaires. Pour ceux-ci, la distribution de prestations à faible prix, dégageant peu de marges commerciales, était jusqu'à présent limitée, voire exclue, par les coûts des communications (téléphone, téléx, courrier) et des tâches d'administration des ventes. L'automatisation de celles-ci et la tarification des réseaux de transmission de données par « paquets » (Transpac co France), indépendante de la distance, permettent désormais des relations interprofessionnelles et inter régionales qui n'étaient même pas envisagées auparavant. A partir de cette opportunité est née la « touristique », qui se définit comme l'ensemble des démarches et outils de l'informatique et de ses dérivés (télématique, bureautique, etc.) au service des industries du tourisme et des loisirs.

Orchestrer

la commercialisation. Avant de se traduire par l'adoption - éventuelle - de moyens informatiques, la touristique est d'abord une démarche de réflexion en concertation avec tous les partenaires concernés ; il s'agit là d'un préalable indispensable, la communication entre eux étant le principal moteur des mécanismes économiques du tourisme. Reste que l'installation de systèmes informatiques et d'équipements terminaux ne permettra pas de remplir en masse par enchantement des équipements de tourisme et de loisirs.

En effet, elle doit d'abord s'intégrer dans une stratégie faisant appel aux méthodes classiques - de production, de vente et de promotion du tourisme international. L'informatique ne peut donc être qu'un élément d'un ensemble d'actions, techniques et commerciales, visant à rapprocher la demande exprimée dans les régions émettrices de touristes, d'une part, et l'offre dispersée dans les régions d'accueil, d'autre part.

Dans les premières, les consommateurs pourront ainsi acquérir les produits touristiques français avec autant de facilité qu'ils réservent un circuit à l'étranger chez leur agent de voyages. Ce qui suppose l'intervention, quel que soit le type de prestations, de réseaux de distribution professionnels équipés de terminaux.

Dans les régions d'accueil ou au niveau national, l'offre des prestataires doit être regroupée pour constituer des gammes de « produits » répondant à une demande et construits autour d'une motivation de voyage ou de séjour ; bénéficiant d'une image de marque, ils doivent offrir des tarifs saisonniers et intégrer une marge de

commercialisation. Sur le plan technique, ceci se concrétisera, notamment, par des centrales informatisées de télé-réservation.

Une perspective qui, il y a peu de temps encore, paraissait utopique pour beaucoup de professionnels. Depuis peu, les responsables touristiques français découvrent cependant que d'autres pays européens ont mis à l'étude ou en service des réalisations touristiques antérieures desquelles toute l'économie du tourisme et des loisirs vient s'ordonner. L'enjeu est tel qu'en Italie un réseau de transmission de données spécialisé, SIGMA, a été créé pour le tourisme. Expérience la plus exemplaire : celle de la Suède, reproduite en Norvège, et dont l'extension au Danemark et à la Finlande est à l'étude. Dans ces pays, on a créé des organismes régionaux de fabrication de produits touristiques en liaison avec les hôteliers, loueurs de logements de vacances, centres de loisirs, etc. ; un système central de réservation regroupe l'ensemble de l'offre nationale ; la distribution est assurée auprès des consommateurs par les terminaux multi-accès des agences de voyages. Auparavant, celles-ci ne vendaient pratiquement pas de vacances dans leur propre pays.

En France, on n'est pas encore là ; cependant, quelques éléments de l'architecture future de la touristique s'installent : les terminaux ESTEREL des agences de voyages et les premiers systèmes de réservation avec lesquels ils dialoguent (initialement surtout des transporteurs), dont, depuis février 1986, le système SESAM-TEL de l'industrie hôtelière française ; et des systèmes de traitement des réservations destinés à des organismes départementaux : les services Loisirs-Accueil et les relais des Cites rurales.

Des conditions préalables

Dans le secteur du tourisme associatif s'est récemment achevée une réflexion collective au terme de laquelle la mise en place de structures de production et d'un réseau de distribution informatisé a dépassé le stade des hypothèses. Enfin, présentant l'intérêt de ces techniques, une quinzaine de régions ont, en 1985, inscrit un volet « informatique et tourisme » dans leur contrat de plan Etat-région. Il convient désormais d'en définir le contenu pratique.

Sur le plan technique, on doit d'abord harmoniser les systèmes actuels et futurs. Pour les dia-

gues entre terminaux professionnels et systèmes de réservation et d'informatic, l'ensemble des branches professionnelles a donc défini un « Langage commun de transactions pour le tourisme et les loisirs », normes expérimentales que la France a proposées au niveau international. En revanche, la compatibilité des matériels informatiques se heurte encore à des obstacles technologiques complexes. Ils devront pourtant être éliminés à court terme afin d'assurer la liberté des échanges.

Avant d'opter pour des solutions techniques, professionnels et pouvoirs publics devront, dans un premier temps, résoudre des problèmes de nature institutionnelle. Ils concernent aussi bien les réglementations touristiques (ne seront-elles pas rapidement dépassées par les relations nouvelles que favorisera la télématique ?), les conséquences de la décentralisation (jusqu'à quel niveau peut-on décentraliser les systèmes de réservation sans nuire à leur efficacité commerciale et à leur équilibre financier ?) que l'édification d'une Europe touristique.

Les enjeux économiques et sociaux sont considérables. Dans une hypothèse optimiste, on peut penser que la généralisation de la robotique et de la bureautique conduira, avant l'an 2000, à une répartition équitable du temps de travail restant et des bénéfices en résultant. L'augmentation du temps libre et des revenus des ménages ouvrira alors une dimension nouvelle au marché des industries des loisirs et du tourisme. Une évolution déjà amorcée avec l'allongement des congés, qui s'accompagne d'un fractionnement des vacances et du développement, tout au long de l'année, d'activités sportives, culturelles, éducatives, récréatives et de « loisirs de proximité ».

Seule une autre hypothèse, pessimiste celle-là, la France n'aurait plus qu'une ressource pour maintenir un certain niveau d'emploi et d'exportation : devenir une « réserve touristique ». Encore faudrait-il qu'elle y soit techniquement et commercialement préparée. Certaines études prédisent un doublement de la consommation touristique mondiale dans les vingt années à venir. Comment maintenir, voire accroître, notre part de ce marché ? Dans un tel contexte, l'organisation touristique apparaît comme un facteur déterminant de la concurrence entre pays.

JOSQUIN BARRÉ,
consultant chez BMG
(Bureau de méthodes de gestion).

Tourisme industriel

Un guide nommé Zola.

DES agences de voyages proposent aujourd'hui à leurs clients d'assister au lancement de la fusée Ariane en Guyane. Dans les provinces industrielles, des animateurs culturels s'efforcent de faire revivre l'époque des maîtres de forges et transformant l'univers de Zola en produit touristique. Où se situera finalement le point de rencontre entre les professionnels du tourisme et les ethnologues qui placent leurs efforts de vulgarisation sous le label touristique ?

Un colloque organisé l'an dernier à Exincourt, dans le Doubs, par l'Association comtoise des arts et traditions populaires n'avait pas vraiment permis de répondre à cette question. Il est d'ailleurs probable qu'il restera toujours une suspicion entre ceux qui raisonnent en termes de chiffre d'affaires et ceux qui veulent avant tout faire partager leur goût pour l'écologie. Pour autant, la demande existe et, à partir de ce qu'en appelle désormais le « tourisme industriel », il est possible de susciter de nouveaux flux de visiteurs.

Sans prétendre définir d'une façon précise « les enjeux du tourisme industriel », le colloque avait toutefois permis de passer en revue un certain nombre d'expériences et de constater que dans le cas de visites d'entreprises en activité l'enjeu pouvait être très direct.

Ainsi la mine de sel de Bex, en Suisse (canton de Vaud), compte-t-elle autant, pour survivre aujourd'hui, sur ses visiteurs payants que sur ses ventes. La démarche des papiers de Saint-Claude (Jura) et des verriers de Passavant-la-Rochère (Haute-Saône) n'est pas davantage dépourvue d'arrière-pensées mercantiles :

si la visite est gratuite, les comptoirs de vente sont, à la sortie, largement ouverts.

En revanche, il est difficile de mesurer l'influence que les visites du centre de production des automobiles Peugeot (dont les installations s'étendent aux portes mêmes d'Exincourt) sur les carnets de commande. D'une manière générale, les visites d'usines en activité posent le problème de leur perception par le personnel des firmes concernées. Ainsi faut-il éviter « l'écueil du zoo » et, pour ce faire, favoriser la participation des salariés. Préoccupation louable, mais dont un ouvrier de Peugeot était venu dire qu'elle n'était pas vraiment partagée par sa direction. Les guides assurant la visite des usines Peugeot seraient plutôt enclins à « ramener dans le troupeau les visiteurs égarés » qu'à favoriser le dialogue avec les OS de la chaîne.

Un problème auquel échappent ceux qui se sont surtout fixés pour objectif de protéger et de mettre en valeur les vestiges des premiers instants de l'ère industrielle. A Beaumont (Tarn-et-Garonne), berceau d'un empire qui, au dix-neuvième siècle, fut plus puissant que celui de Peugeot, d'anciens ouvriers animeront ainsi un musée consacré à l'entreprise Japy.

Les voyageurs ont, bien entendu, un rôle à jouer dans l'élaboration et la commercialisation de tels produits, mais les régions, les collectivités locales et l'Etat peuvent également appuyer des initiatives qui, à première vue, n'offrent pas d'évidentes perspectives de rentabilité. Sans oublier qu'expliquer Zola à la foule des adhérents en short peut avoir des effets pervers insoupçonnés.

CLAUDE FABERT.

AKIOU

L'ART DU BEAU VOYAGE

2 circuits d'art à travers toute l'URSS

• TRÉSORS de la SAÏNTE RUSSIE

3-24 mai (22 j.) tout compris F 13 400

• SAMARCANDE-ASIE CENTRALE

14 mai-2 juin (20 j.) tout compris F 13 950

en collaboration avec Intourist

AKIOU - 2, rue de la Paix, 75002 PARIS
et toute agence de voyage Tél. 42-96-15-59

En partenariat avec l'Office du Tourisme de l'Etat en France

Residotel
Tourisme

VACANCES 86

est à votre disposition !

Découvrez cette animation, l'histoire de votre région, le tourisme avec ses promotions 1986-1987.

55, rue de la Concorde de Paris
93308 Aubervilliers Cedex - (1) 48 33 08 08

ISLANDE
une île à mille autres pareille

☐ séjour à la ferme,
☐ pêche,
☐ ornithologie,
☐ randonnées à cheval,
☐ géologie,
☐ trekking,
☐ en voyages individuels,
☐ ou en groupes.

Tout est le programme que vous proposez l'Islande pour vos prochaines vacances.

L'Islande à 3 h de vol de Paris.

☐ cocher la formule choisie.

Documentation gratuite sur demande à

ICELANDAIR
S. de des Capucines
75002 Paris
(1) 47 42 52 26

SAHARA PASSION

Des escapades inoubliables... de rêve en rêve à pied... à cheval en 4x4... à partir de 15 500 F

NOMADE

50, av. des Terres - 75017 PARIS
Téléphone 43-29-94-50

TIBET

LES PREMIERS TREKKINGS

Lhasa - Kathmandou - Mont Kailash - Nam - gorges du Tsangpo

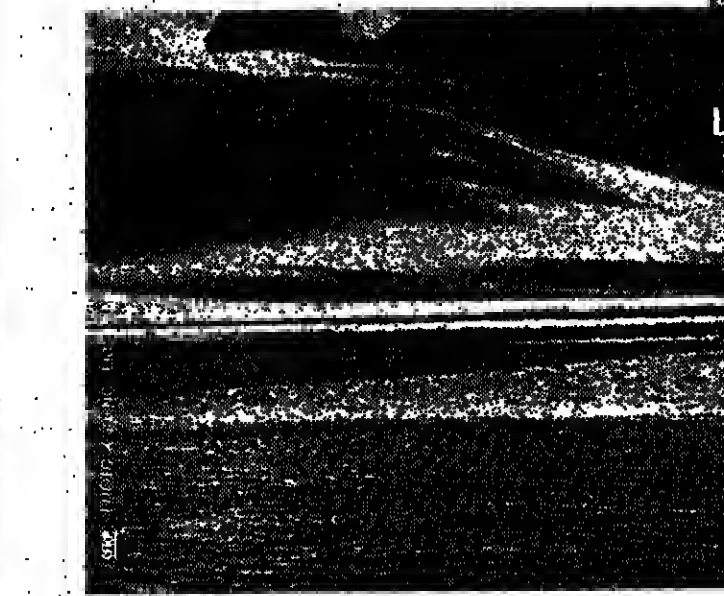
A partir de 15 500 F

TERRES D'AVEVENTURE 75005 PARIS
Tél. : 43-29-94-50

La marche. Du Tibet au Sahara, du Vercors au Groenland, des Andes aux îles Marquises, découvrez avec elle des animations nouvelles. Retrouver le temps d'écouter, de voir, d'aimer. Avec elle, explorer des terres inconnues, rencontrer des peuples de légende. La marche. Avec elle, aller au bout de sa passion, au bout du monde.

terres d'aventure

LE VOYAGE A PIED



La marche. Avec elle, jusqu'au bout du monde.

De 1850 F à 31000 F, de la simple randonnée en petits groupes aux expéditions vers l'exploit, avec Terres d'Aventure : jusqu'au bout du monde.

Nom _____

Adresse _____

désire recevoir : ☐ la brochure France 86
☐ la brochure Terres d'Aventure 86
Terres d'Aventure - 16, rue St-Victor
75005 Paris - Tél. 43-29-94-50
9, rue des Remparts d'Anay
69002 Lyon - Tél. 18-78-42-99-94

مركزنا من الأصل

SEMAINE DU 22 AU 28 MARS

En Suisse, l'information sait prendre des risques

Cote d'amour des magazines. Style et manières. Un exemple sur FR 3.

Le magazine « Vendredi » diffuse le 28 mars sur FR 3 un reportage de la Télévision suisse romande (SSR) sur un de ces clubs de danse comme il y en a dans toute l'Europe et dont le succès va croissant. Qui les fréquente ? Pourquoi ? Jean-Louis Roy, réalisateur connu pour son regard sur les faits de la société, a filmé avec ce mélange de lucidité et de tendresse qui lui est propre les raisons intimes qui poussent des garçons (timides), des femmes (marquées ou divorcées), des amoureux de la fête des corps, à chercher ces rituels moments d'ivresse. Une façon de parler entre les lignes de la solitude, des désarrois. Pas de voyeurisme mais une grande franchise. C'est la manière de « Temps Présent », l'un des fameux magazines d'information qui ont fait la réputation de la SSR.

Qu'ont-ils donc de si particulier, ces magazines hebdomadaires diffusés à 20 heures et dont l'écoute ne cesse de monter depuis plusieurs années ? Les quelque trente heures de projection organisées du 11 au 16 mars par le centre culturel suisse, en marge du Festival du réel à Beaumont, ont permis justement de se faire une idée de ce que nos voisins regardent régulièrement, une rétrospective des principaux magazines d'information qui témoignent du bien-fondé d'une politique basée sur le professionnalisme, la transparence et une conception élevée du rôle de l'information.

Ce qui frappe d'abord, c'est la diversité des sujets et des approches. Cela va des grands reportages sur les conflits mondiaux au journalisme d'investigation à l'angoisse, style enquête, sur un crime commis dans un village suisse des années 39-45, qui permet de lever le voile sur l'attitude des autorités et des citoyens suisses à l'égard du nazisme. La vie à Beyrouth, le rôle et la place de la Suisse dans le trafic international de la drogue, la pollution chimique, les églises électroniques aux Etats-Unis, la manie de Klaus Barbie, l'histoire d'une passion pour Elvis Presley... l'écologie, médecine, histoire, football : la télévision suisse, qui se confronte à peu près aux mêmes tabous que les autres pour aborder certaines réalités (difficile de parler des fautes médicales, de ce qui se passe à l'intérieur des usines, de ce qui heurte les intérêts écono-



« Au cœur du racisme », l'émission qui a secoué la Suisse. Une expérience audacieuse que les Anglais ont tentée à leur tour. On n'en a pas vu en France.

miques, impossible de lever le secret bancaire !), est arrivée à parler bien avant nous de la transsexualité, elle a déjà traité de l'islam. « Temps présent » et « Tell quel », l'autre émission-phare de la SSR, traitent de problèmes graves, où l'humain, le politique, le social, se mêlent étroitement, avec un ton sérieux, parfois pédagogique (on le lui reproche) mais avec une grande liberté, un sens autocritique et le souci des personnes interviewées. Les journalistes qui travaillent avec la « pâte » humaine ont une éthique.

A l'heure où l'on multiplie chez nous les mini-sujets (de peur d'ennuyer les téléspectateurs, qui pourraient pointer leur nez sur une autre chaîne), la SSR consacre une heure, parfois deux, à une idée dès lors qu'elle est jugée intéressante. A l'heure où nos magazines et nos documentaires sont repoussés après 21 h 30 (concurrence oblige !), changent de jour et d'heure, la SSR continue de programmer les siens à 20 heures, chaque jeudi et vendredi depuis dix ans, face à cinq, dix ou quinze chaînes. Et elle tient le coup. Mieux même, elle augmente son audience. Selon un sondage publié par la Tribune de Genève, réalisé récemment auprès des téléspectateurs genevois, le journal de 19 h 30 « Téléjournal » est l'émission la plus écoutée (64 % des gens la regardent régulièrement), malgré Colaro. « Temps présent » arrive ensuite (40,8 % la regardent régulièrement), puis « Tell quel » (27,6 %).

Pour Claude Torracinta, chef du département magazines, le taux d'écoute ne peut être en aucun cas ce qui le guide.

L'information est une mission du service public. Conscient du contexte de concurrence, il sait être exigeant sur la qualité (et proposer des choses légères après un gros dossier), mais refuse la démarche de marketing — il sait prendre des risques.

Au cours de la rétrospective présentée par le Centre culturel suisse, on a vu un document stupéfiant. Une émission qu'on regarde le cœur malade, et qui a fait beaucoup de bruit en Suisse. Yvan Dalaï et Jean-Pierre Friedman ont tenté en 1984 une curieuse expérience. Ils ont fait paraître une petite annonce demandant à des gens racistes et à des victimes du racisme de participer à une émission de télévision. Ils ont filmé pendant cinq jours huit hommes (volontaires) dans un chalet isolé dans la neige. Les allées et venues, les repas, les discussions, les affrontements, la haine passionnée, on froide, irrationnelle ou argumentée. L'émission dure deux heures, deux heures épouvantables et instructives (1). On pense au mot « sacré » de Marguerite Duras en préface de son second chapitre de la Douleur. A prendre ou à laisser. Un document qui parle de l'homme quand celui-ci n'est pas bon à voir. Un document que les trois chaînes françaises ont refusé de produire. Et qu'elles refusent de montrer. Deux heures, sur le sacré, serait-ce beaucoup trop en France ?

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) Ce document a été très remarqué à la dernière conférence internationale des télévisions publiques à Marseille (Le Monde du 19 avril 1985).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR
■ GRAND FILM

DIMANCHE 23 MARS

Retiens ■ Film américain de Mark Rydell (1969), avec S. McQueen, S. Farrel, W. Geor. TF 1, 20 h 30 (105 mn).
1905, dans le Mississippi. Un garçon d'écurie, un Noir et un gamin partent en randonnée avec une automobile qui ne leur appartient pas. Chronique provinciale, pittoresque et nostalgique, d'après le dernier roman de William Faulkner. Steve McQueen très naturel.
Hentise ■ Film américain de George Cukor (1944), avec C. Boyer (v.o. sous-titré, N.). FR 3, 22 h 35 (110 mn).
Londres 1870. Une jeune femme, épouse d'un séducteur — et inépuisable pianiste, se sent devenir folle dans une maison où fut assassinée sa tante. Atmosphère victorienne et morbide. Du Cukor, coucou main jusque dans l'interprétation.

LUNDI 24 MARS

Convoi des braves ■ Film américain de John Ford (1950), avec B. Johnson, H. Carey Jr., J. Dru (N.). TF 1, 15 h 35 (100 mn).
Deux marchands de chevaux guident une caravane de Mormons vers l'Ouest. Ford a défilé l'aventure et l'action pour une parabole sur la « terre promise », une étude humaine.
A mort l'arbitre ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1984), avec M. Serrault, E. Mitchell, C. Laure, L. Melet, C. Brossat. TF 1, 20 h 30 (100 mn).
Furieux de la défaite de son équipe de football favorite, un psychopathe entraîne une bande de supporters à la chasse à l'arbitre, responsable, selon lui, de la catastrophe sociale, satire féroce de la bêtise des foules et de la corruption de la colère. Mocky ne fait pas de cadeau.
Un homme est passé ■ Film américain de John Sturges (1954), avec S. Tracy, R. Ryan, A. Francis.

MARDI 25 MARS

Vivement dimanche ! ■ Film français de François Truffaut (1983), avec F. Ardant, J.-L. Trintignant, J.-P. Kalfon (N.). A 2, 20 h 35 (110 mn).
Une petite ville du midi de la France. Le secrétaire d'un agent immobilier, soupçonné de plusieurs meurtres, mène une enquête pour découvrir la vérité. D'après Charles Williams, l'humoriste du roman noir américain, une comédie policière pleine sous le signe de Jacques Becker, pétillante d'esprit, de fantaisie, d'amour de la vie, du cinéma, avec la rayonnante Fanny Ardant. Dernier film de Truffaut.
Tom Horn ■ Film américain de William Wierd (1980), avec S. McQueen, L. Evans. FR 3, 20 h 35 (95 mn).
La fin d'un personnage vrai du Wild West, tireur d'élite qui vécut avec les Apaches, fut éclairé dans l'armée américaine et détective de l'agence Pinkerton.

Curieux portrait d'un homme perdu allant au-devant de sa mort. Sorte de pavena pour le mythe d'après de Steve McQueen (son dernier rôle).

JEUDI 27 MARS

Thérèse Raquin ■ Film français de Marcel Camé (1953), avec S. Signoret, R. Valton, Sylvie (N.). FR 3, 20 h 35 (105 mn).
Une jeune femme mariée, étouffant dans une sombre boutique après de sa belle-mère, devient la maîtresse d'un camionneur italien. L'amant tue, accidentellement, le mari. Marcel Camé a transposé le roman de Zola à Lyon, dans les années 50, et a recréé un univers petit-bourgeois avec histoire d'adultère dans une société contemporaine, guère changée en profondeur. Son art est, ici, la mise en scène, la mise en place de personnages a priori banals, dans un univers étouffant dont ils cherchent à se libérer. Toute l'interprétation est admirable.

VENREDI 28 MARS

Merlusse ■ Film français de Marcel Pagnol (1935), avec H. Poupon, A. Pollack (N.). A 2, 22 h 55 (85 mn).
Un répétiteur, vieux, laid et détesté des élèves, doit assurer la garde de Noël des internes d'un lycée qui n'ont pu partir en vacances. Un conte écrit directement pour le cinéma par Marcel Pagnol. Histoire simple, émouvante, populaire, d'enfants délaissés et d'un homme qui n'était pas ce qu'il paraissait être.
Jofroi ■ Film français de Marcel Pagnol (1933), avec V. Scotta, A. Toinon (N.). A 2, 0 h 00 (80 mn).
Un paysan provençal, âgé, vend son verger à un voisin : il menace de se suicider lorsque le nouveau propriétaire veut couper les pêcheurs devenus stériles. Premier emprunt de Pagnol à Giono, mais son univers l'emporte. Un fabliau villageois où, pour une seule fois, Vincent Scotta fut étonnant.

Samedi 22 mars

7.45 RFE : Le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service (et à 9 h 45) ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 19 mars) ; 11.00 Heures de gammes, mangas, des de la musique en simultané avec France-Musique ; avec A. Brumilovsky, violoniste, R. Ozon, pianiste ; 12.00 Tournées mangas ; 14.20 Journal ; 15.50 La séquence du spectateur ; Astro Série : La course à l'armure ; 15.15 Dessin animé ; Astro : le petit robot ; 15.45 Tiercé à Maisons-Laffitte ; 16.55 Temps X, magazine de la science-fiction ; 16.50 Série : Blanc, bleu, rouge ; 17.50 Trente millions d'amis ; 18.25 Auto-moto ; 18.55 D'accord pas d'accord (INC) ; 19.00 Les trois premières minutes ; 19.40 Cocorocoboy.
20.00 Journal ; 20.30 Tirage du loto.
20.35 Téléfilm : Via Mala, d'après le roman de J. Kautel, adapt. de J. Graser, avec M. Demmer, M. Vukotic... Troisième et dernière partie. Quelle fin pour cette saga familiale où le fils assassine son père alcoolique et tyran, où le fiancé de la cadette est chargé du dossier ?
22.05 Droit de réponse ; 22.15 Emission de Michel Polak. Avec F. Alexandre (RTL), M. Gallo (le Matin de Paris), P. Tesson (le Quotidien de Paris), J.-F. Kahn (l'Evénement du jeudi), J. Dardel (le Nouvel Observateur), Y. Toussaint (le Soir, de Bruxelles), D. Houshego (Financial Times), R. Bernstein (correspondant du New York Times), D. Cohn-Bendit (journaliste), J.-P. Garnier (coauteur du livre la Deuxième Droite) et R. Leroy (l'Humanité).
0.00 Journal.
0.15 Ouvert la nuit. Série : les Incorruptibles. (Radif.)
1.10 RFE : Entrepre superstar.

9.30 Chansons Eurovision ; 10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bérion. Edition 1944 ; 12.00 A nous deux ; Cosmos 1999 ; 14.15 Réré A2 Journal ; 15.25 Série : Ténacité ; 14.50 Les jeux du stade (Les mondes englobés, Téléchat) ; 14.50 Les jeux du stade (cyclisme : Critérium international de la route, en direct d'Andres ; patinage artistique : championnats du monde en direct de Genève ; judo : championnat de France en direct de Coubertin).
18.10 Concours Eurovision de la chanson : sélection française. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.40 Le petit Boulevard illustré.

20.00 Journal.

20.35 Variétés : Champs-Élysées.

De M. Drucker. Avec Johnny Hallyday, Fanny Ardant et Guy Marchand pour le film Conseil de famille, de Costa-Gavras, les chanteurs et chanteuses Johnny Hallyday, Catherine Lara, Carlos Sotomayor, Muriel Dacu, Robert Charlebois, Roger Carat, qui interpréteront leurs derniers succès ; Jenna de Rosnay et le ballet du XX^e siècle ; Alexis Weissenberg. Le vainqueur du concours Eurovision présentera sa chanson.
21.55 Alfred Hitchcock présente : « la Bête ». Scénario de M. Miller, réal. M. Toshiyuki, d'après une histoire originale d'Alfred Hitchcock. Avec J. Elbert, C. Potts, T. Atkins... Une jeune femme reçoit des menaces par téléphone à propos de son futur mariage.

22.25 Magazine : Les enfants du rock

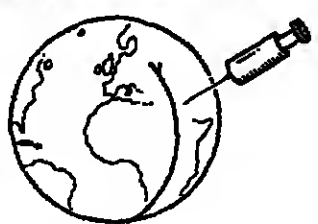
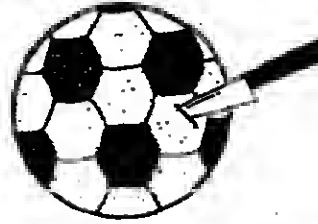
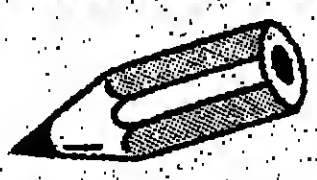


(et à 23.40). Avec le groupe UB 40 de Burningham, extrait de concert, séquence dans son studio, où il vient de réaliser une fiction en 35 mm, et des extraits de clips. En deuxième partie le groupe anglais Big Country en concert au Rockpalast d'Essen, enregistré le 15 mars dernier. Une des dernières éditions de Patrice Blanc-Francard, qui vient de partir sur le « 6 ». Son successeur n'est pas encore nommé.
23.25 Journal.

Espace 3 ; 12.30 Magazine chlorophylle ; 13.05 Médiars d'avenir ; 13.15 Connexions ; 13.30 Grands emphis ; 14.00 Ensemble ; 14.30 La caisse nationale d'assurance-maladie ; 14.45 Rencontre avec Mikava. 15.00 Spécial Thalassa. Magazine de la mer, de Georges Pernoud, en direct de Brest, le Grand Prix des multicoques.
16.15 Liberté 3 émission des associations.
17.30 Émissions régionales. Programmes autonomes des douze régions sauf, à 18.55, où l'on verra sur tout le réseau Speedy Gonzales ; et à 19.55, Les recettes de Gil et Julia.
20.05 Disney Channel. Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Davy Crockett ».
22.00 Journal.
22.25 Feuilleton : Dynastie. Au 110^e épisode, Dex révèle son attachement à Amanda...
23.10 Musiclub. Le Quintette K 516 en sol mineur, de Mozart, par le Streich Quintet Mozarteum de Salzbourg.

7.30 à 19 h 30, rediff. des émissions de la veille : 7.30, Jeu : C'est beau la vie (et à 11.10 et 15.30) ; 8.30 Feuilleton : Flamingo Road (et à 12.30 et 16.30) ; 9.30 Suspense : Arabesques (et à 13.30 et 17.30) ; 10.30, Grand prix, magazine auto-moto (et à 14.30 et 18.30).
19.30 Cinq sur cinq, programme musical ; 20.30, Variétés : Cherchez la femme ; 22.30, Le grand show du sport : Spécial tennis, le tournoi Indoor de Bruxelles.
23.30 Rediff. des programmes de la soirée.

● RTL, 20 h, Série : Les deux fois la paire ; 21 h, Kane et Abel, film de S. Kubie ; 22 h 35, Chewing foot.
● TMC, 20 h, Knight ; 21 h, série : la Femme du Kentucky ; 22 h 35, Monte-Carlo Zoom.
● RTB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, Télésuite : Une femme nommée Gilda (1^{re} partie) ; 22 h, Jeu : Le mot de la fin.
● RTB - Télé 2, 20 h, Tennis.
● TSR, 20 h 5, Série : Magny ; 20 h 40, Le polar du samedi soir : Meurtre à la baguette ; 22 h 25, Sports ; 23 h 25, Tarzan, l'homme singe, film de J. Derck.

هكذا من الأصل

	Dimanche 23 mars	Lundi 24 mars	Mardi 25 mars
TELEVISION FRANÇAISE 1	<p>7.45 RFE : court-métrage 9.00 Bonjour la France ; 9.00 Émission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe célébrée à l'église de Saint-Souplet (Seine-et-Marne), prédicateur : Père François Corpechot. 12.00 Téléfoot 1.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série : Starkey et Hutch (redif.). 14.20 Les habits du dimanche. 15.05 Aïce au pays des merveilles ; 15 h 30 Sports dimanche : tiré à Auteuil ; à 15 h 48 cross-country, championnat du monde à Colombier (Suisse) ; 16 h 15, cyclisme, critérium international de la route ; à 16 h 55, formule 1, grand prix du Brésil.</p> <p>18.05 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 Sept sur sept.</p> <p>Magazine de la semaine de J. Lanzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair.</p> <p>Invité : Bernard Kouchner, médecin, journaliste, ancien dirigeant de l'Union des étudiants communistes, créateur avec Max Récamier de Médecins sans frontières.</p>  <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Reivers.</p> <p>Film de Mark Rydell.</p> <p>22.25 Sports dimanche soir.</p> <p>L'actualité sportive du week-end et patinage artistique, en différé de Genève, gala de clôture.</p> <p>23.55 Journal.</p> <p>0.10 C'est à lire.</p>	<p>11.15 Antiope 1 ; 11.25 Balade d'automne en Nord-Pas-de-Calais ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez-ménage.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.35 La maison de TF 1, le sac à malices, de la maison, du jardin, des loisirs... ; 15.35 Cinéma : le Convoi des braves, film de John Ford ; 17.00 La chance aux chansons ; 17.25 Feuilleton : Allégra ; 18.25 Mini-Journal, pour les jeunes ; 18.40 La vie des Botes (et à 19.10) ; 18.45 Feuilleton : Santa Barbara ; 18.40 Cocoricochoc.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 L'avenir du futur : A mort l'arbitre !</p> <p>Film de Jean-Pierre Mocky.</p>  <p>22.55 Débat : Sommes-nous tous des violents ?</p> <p>Avec David Carter, professeur de psychologie appliquée à l'université du Surrey, Yves Pédière, psychologue à la faculté de médecine de l'hôpital Necker, Serge Masco-vici, sociologue, le professeur Jean-Dickier Vincent, biologiste, et le candide Madeleine Blandeau, écrivain. Après le drame du Hysay, provoqué par des hooligans meurtriers, la question de la violence - non seulement sur les stades mais dans la vie de tous les jours - se pose plus que jamais.</p> <p>22.55 Journal.</p> <p>23.10 C'est à lire.</p> <p>23.25 RFE : Quand l'entreprise fait du cinéma.</p>	<p>11.15 Antiope 1 ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez-ménage.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.35 Transcontinental, magazine des voyages, Paris-Breux via Venise et Leningrad. 15.40 Reprise : l'Enjeu (diff. le 20 mars). 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton : La seule se lève à l'Est (redif.). 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 La vie des Botes (et à 19.20). 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Expression directe : le CNPF et la CDTI.</p> <p>20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.30 Les grands écrans de TF 1 : les Malheurs de Malou. Téléfilm de Jeanne Barillon. Avec R. Lefant, J.-L. Bideau, F. Bréal.</p> <p>La chronique d'une femme divorcée face aux jalousies des autres femmes, aux convoitises des hommes. Comment passer le quotidien du travail et de sa fille, et lutter contre les soupçons d'un commissaire à propos de l'assassinat de son dernier amant ?</p> <p>22.05 Document : Caryl Chessman.</p> <p>L'écriture contre la mort. Reportage de J.-C. Rosé.</p> <p>L'adoption de Caryl Chessman aux États-Unis en 1970, douze ans après sa condamnation à mort pour violences sexuelles, à la suite de huit remises d'exécution, a eu un grand impact dans le monde entier. Il s'agit d'une histoire dans son combat contre la mort, et ce film montre comment il s'est servi de l'écriture : une implacable partie d'échecs entre les mots et la mort.</p>  <p>23.00 Journal.</p> <p>23.15 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>9.00 Informations et météo ; 9.10 Gym tonie ; 9.45 Les chevaux du terroir ; 10.00 Récré A2 ; 11.00 Critérium international de la route ; 11.30 Dimanche Martin : Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. 14.30 Série : Magnum. 15.20 L'école des fans. 16.15 Kiosque à musique. 17.00 Les aventures de Kenny Rogers. 18.30 Stade 2. 19.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Maigret et l'homme du banc. D'après G. Simonon, réal. R. Lucot avec J. Richard, M. Couturier, J.-F. Devaux.</p> <p>On retrouve le cadavre d'un magistrat sur le banc d'un boulevard. Maigret enquête.</p> <p>22.10 Magazine : Projection privée.</p> <p>Marcel Julien reçoit Daniel Boulanger.</p> <p>22.50 Musiques au cœur : Vienne et Gustav Mahler.</p> <p>Magazine d'E. Ragazzi.</p> <p>Vienne, encore et toujours : une visite au Centre Beunbourg, suite du dernier mouvement de la « Deuxième Symphonie », de G. Mahler, interprété par l'Orchestre national de France.</p> <p>23.30 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin ; 9.30 Antiope ; 10.20 Reprise : Apostrophes ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Itinéraires, de S. Richard : les Pymées de l'ouest, la piste millénaire ; 12.00 Journal et météo ; 12.55 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Catherine. 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir cette semaine) ; 15.00 Feuilleton : Hôtel ; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi ; 16.00 Récré A2 (Téléchat, Latu et Lirel, Cobra) ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée ; 18.30 C'est la vie ; 19.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le Petit Boulevard Illustré.</p> <p>20.00 Journal. 20.30 Loto sportif.</p> <p>20.35 Les cinq dernières minutes : le Fil conducteur. Série de C. Lounais. Avec J. Debarry, M. Eyraud, M. Borge... (redif.).</p> <p>On retrouve le corps d'un directeur technique dans une boîte d'une usine. Une bonne série française.</p> <p>22.10 Série documentaire : Nombre et lumière.</p> <p>De P. Queau, réal. INA, les images de la nature.</p> <p>Dernière partie de ce documentaire remarquable sur les images de synthèse. A voir.</p> <p>23.00 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Les carnets de l'aventure (Tant qu'il y aura des eaux, redif.) ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neuf.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Catherine. 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir cette semaine) ; 15.00 Feuilleton : Hôtel ; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.30 Récré A2 (Téléchat, C'est chouette Superdoc ; Latu et Lirel) ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le Petit Boulevard Illustré.</p> <p>20.00 Journal et Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : Vivement dimanche.</p> <p>Film de François Truffaut.</p> <p>22.25 Mardi cinéma.</p> <p>Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tchernia a invité Guy Marchand et André Ferréol.</p> <p>23.20 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants. 10.00 Mosaique : Iaco-tai les baskets, aujourd'hui en va si vite.</p> <p>12.00 D'un soleil à l'autre, magazine agricole ; 13.00 Émissions régionales. 14.30 Spécial Thalassa, en direct de Brest, le grand prix des multicoques. 16.20 Émission pour les jeunes : Les Entrechats, Lucky Luke, Goules en herbe. 17.30 Décobels, avec D. Dax, Natchir und Nebel, Cyclope, Ghetto Blaster... 18.00 Culture clap, le magazine de la culture qui bouge, signé Populus avec Bruno Bannell, chef d'entreprise d'une société de conception de jeux vidéo. 18.30 Documentaires secrets, de Pierre Bellemare. 19.15 Émissions pour les jeunes : le Musée caché, Macintosh, la mine de Spirale. 19.30 RFO hebdo. 20.05 Le Muppet Show.</p> <p>20.35 Histoire d'un jour : 18 mai 1983, le jour du premier danger.</p> <p>Série de Philippe Alloual.</p> <p>On se souvient de ces 41 fûts de dioxine (produit très toxique) passés clandestinement en France, de la panique qui s'est emparée de l'Europe. Une fois de plus s'est posé le problème de la sécurité et de la prévention des risques technologiques majeurs. La reconstitution de l'incident à l'aide de documents d'archives, commentés par Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'État chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs ; Thierry Chamblat, directeur de la prévention des pollutions au ministère de l'environnement ; M. Christian Huglo, chargé de l'enseignement du droit de l'environnement.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.35 Cinéma de minuit : Hantise.</p> <p>Film de George Cukor (cycle : films noirs).</p> <p>Extrait de « la Périchole » d'Offenbach, chanté par Teresa Berganza.</p> <p>0.25 Prélude à la nuit.</p>	<p>16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 16 h 05, où l'on verra sur tout le réseau le film de John Sturges : Un homme est pressé ; à 17 h 25, Actualité de jadis ; à 17 h 35, Interviews exclusives ; à 17 h 45, Loupe, bars et Cie ; à 18 h 55, Speedy Gonzales ; à 19 h 55, l'Homme au képi noir.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les Entrechats. 20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma : le Deuxième Souffle.</p> <p>Film de Jean-Pierre Melville.</p>  <p>23.05 Journal.</p> <p>23.30 Tous en scène.</p> <p>Magazine du théâtre de Pierre Laville.</p> <p>Avec les séquences : l'Avare, avec M. Serrault ; la Répétition, de J. Anouilh, avec A. Duperey, B. Giraudou ; Pinter avec M. Bouquet ; portrait de Nathalie Sarraute ; Paris-Villotte : Finalement quoi, avec Pacheco ; L'école du TNS : Jacques le Fataliste, avec F. Huster.</p> <p>0.30 Prélude à la nuit.</p> <p>« Filigranes », de J. Kontes, par les Philharmonistes de Châteauroux.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : La meubléonnière ; à 17 h 15, Dynastie ; à 18 h 55, Speedy Gonzales ; à 19 h 55, l'Homme au képi noir.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les Entrechats. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : Tom Horn.</p> <p>Film de William Ward.</p>  <p>22.15 Journal.</p> <p>22.45 Émissions régionales.</p> <p>L'Alsace au sonnet et bagages accompagnés ; Aquitaine : Dick Rivers ; Bourgogne-Franche-Comté : Concert ; Bretagne-Pays-de-Loire : Vent d'Ouest ; Limousin-Poitou-Charentes : la Bataille de l'Atlantique ; Lorraine-Champagne-Ardenne : Jean Cabu ; Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon : Triangles, Télescopes et les Jours d'Éther ; Nord-Picardie : Allegro ; Normandie : Magazine de la mer ; Paris-Île-de-France-Centre : Hervé Bazin ; Provence-Côte d'Azur-Corse : La bande à FM de J. Ordinas ; Rhône-Alpes-Auvergne : Subjectif.</p> <p>Prélude à la nuit (durée variable en raison de la durée différente des émissions dans chaque région).</p> <p>« Partita en mi majeur pour violon solo », de J.S. Bach, par Yehudi Menuhin.</p>
LA 5	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille.</p> <p>7.30 Cinq sur cinq, programme musical (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Variétés : Cherchez la femme (et à 12.30 et 16.30) ; 10.30 Le grand show du sport (et à 14.30 et 18.30).</p> <p>19.30 Les Schtroumpfs, dessins animés ; 20.30, Les dimanches du cinéma : Les Surdoués de la première compagnie, film de M. Gérard (et à 0.30) ; 22.00, Avant-première des Oscars du cinéma ; 22 h 30 La 5 en concert : la « Symphonie n° 6 », de Tchaïkovsky, par l'Orchestre philharmonique du Théâtre de la Scala (et à 2 h 30) ; 23.30 Série : L'homme de l'Atterrage.</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille. 7.45, Série : L'homme de l'Atterrage (et à 12.00 et 16.15) ; 8.45, film : Les Surdoués de la première compagnie (et à 13.00 et 17.45) ; 10.30, Avant-première en concert (et à 15.15).</p> <p>19.30 Jeu : C'est beau la vie (et à 2 h 30) ; 20.30, L'ami superstars : l'Évadé d'Alcatraz, film de Donald Siegel (et à 22.30) ; 22.30 Série : la Cinquième Dimension (et à 1.30).</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille. 7.30, Jeu : C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Film : Sabrina, de S. Taylor (et à 12.30 et 16.30) ; 10.30, Série : La Cinquième Dimension (et à 14.30 et 18.30).</p> <p>19.30 Jeu : C'est beau la vie (et à 3.30) ; 20.30, Les Academy Awards, retransmission de la cérémonie des Oscars à Hollywood (et à 0.00) ; 22.00, Jésus-Christ Superstar, film de Norman Jewison (et à 1.30).</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, Kane et Abel, film de B. Kelik ; 20 h 50, Grand Écran.</p> <p>TMC, 20 h, Série : « V » ; 21 h, La cible ; 22 h 45, Forum.</p> <p>RTB, 20 h 5, Anarche sur ceintures ; 21 h 5, Télévite ; Une femme nommée Golo. (2e partie).</p> <p>TSR, 20 h, Série : Au nom de tous les miens ; 20 h 55, Dis-moi ce que tu es ; 21 h 50, Issey Miyake, couturier, sculpteur, peintre.</p>	<p>RTL, 20 h, Dynastie ; 21 h, Comme un boomerang, film de J. Giovannini.</p> <p>TMC, 20 h, Dynastie ; 21 h, Accusé, levez-vous, film de M. Tourneur.</p> <p>RTB, 20 h 5, Écran-témoins : les Prédicateurs, film de T. Scott, suivi d'un débat sur l'immortalité.</p> <p>RTB - TÉLÉ 2, 20 h 5, Le temps retrouvé : la retraite dorée ; 20 h 30, Chansons savantes ; 21 h 30, Naimur et sa région.</p> <p>TSR, 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h 10, Hockey sur glace.</p>	<p>RTL, 20 h, Cinéma : Urban Cowboy, film de James Bridges ; 22 h 45, la Revanche d'Ivanhoe, film d'A. Anton.</p> <p>TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire ; 21 h, Vengeance différée.</p> <p>RTB, 20 h 5, Billet de faveur : Miami-miami, de J. Deval ; 21 h 55, le Louvre, le plus grand musée du monde.</p> <p>RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Rox Box ; 21 h, Ciné-Club : Nous sommes tous des voleurs, film de R. Altman.</p> <p>TSR, 20 h 10, Hill Street Blues ; 21 h 5, Champs magiques : 1936, Les fronts populaires, le grand tournant ; 23 h 10, L'antenne est à vous ; 23 h 30, Ciné bref (dessins animés).</p>

Mardi
12 mars

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 22 MARS 1986 - Page 19

Mercredi 26 mars

7.00 RFE : courant matin ; 10.15 Antiope 1 ; 10.45 Salut les petits loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tourné...
13.00 Journal ; 13.50 Vitamine : feuilleton, dessin animé, variété, info... 15.30 T44 : feuilleton ; 16.45 Les chœurs aux chœurs ; 17.25 Le soleil se lève à l'est (rediff.) ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10) ; 18.45 Feuilleton : Santa Barbara ; 19.30 Loto sportif ; 19.40 Cocoricooboy ; 19.50 Tirage du Téo-Tao.
20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série Arsène Lupin : Sherlock Holmes lance un défi. D'après le roman de M. Leblanc, dialogues de C. Brulé, réal. J.-P. Desagat. Avec G. Deschamps, H. Virgoux, S. Agacinski. Le célèbre détective anglais a un triple défi ce soir : reprendre le collier volé par Arsène Lupin, convaincre le « fan » de football du peu d'importance du match retransmis sur la deuxième chaîne... faire oublier aux jeunes qu'il y a sur la troisième un concert « branché »... Partir encore plus difficile quand on sait que la série a déjà été diffusée !
21.15 Contre-enquête. Émission d'Anne Hong. Au sommaire : Suicide d'un cheminot (les nombreuses questions que se pose aujourd'hui sa veuve) ; L'affaire Claveau (comment un ouvrier, après avoir parlé dans un quotidien, s'est fait licencier) ; Retour en Pologne (deux ans après sa disparition, un homme est retrouvé mort) ; Gambier maléfique d'habitudes (un homme qui ne sortira de prison qu'en l'an 2004).
23.15 Performances. Magazine culturel de Michel Cardona. Invité : Daniel Colling, le « père » du Printemps de Bourges, qui fête son dixième anniversaire et ouvre ses portes le 28 mars. Au sommaire : Aux chapeaux chic (le retour de la femme coiffée) ; les hommes nus (ces peintres qui ont fait de la nudité un thème central de leur œuvre) ; Norma 64 (Michèle Lagrange, chanteuse d'opéra) ; Norma 64 (Maria Callas interprète Norma à l'Opéra de Paris).
23.45 Journal.
0.00 C'est à lire.

6.45 Télématin : 9.00 Récit A2 (Hélène, Lulu et Lili) ; Pac, Man, X... ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal ; 13.30 Feuilleton : Catherine ; 14.00 Téléfilm : le Secret de la ville d'acier ; 15.30 Récit A2 (les Schtroumpfs) ; Clémentine ; Flip Bonté ; 17.00 Magazine : Terre des bêtes (Un répit pour la loutre) ; 17.30 Superlatine : Bronski beat, Jacky, Talk Talk... ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Le Petit Bourgeois illustré.
19.30 Journal.
19.55 Football : France-Argentine. En direct du Parc des Princes, match international amical, commentaires M. Drucker et R. Pissatoni.

Au cas où le match ne serait pas retransmis, la soirée serait ainsi composée : 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le Petit Bourgeois illustré ; 20.00 Journal ; 20.35 Téléfilm : A l'œil nu, de J. Llewellyn Moxey avec D. Soul et P. Dawber ; 22.10 Les dossiers d'Alain Decaux.

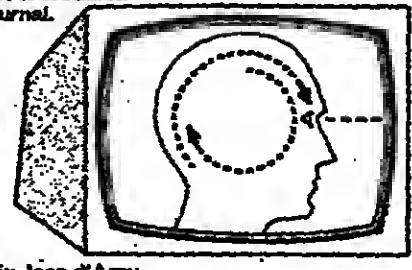
21.45 La dossier d'Alain Decaux. Enquête et documentation de J. Kuntz et F. Renaudot. La légende de Maudslayi. L'histoire d'un Robin des Bois du dix-huitième siècle, qui pille l'État au profit des pauvres.
23.25 Journal.

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : Belle et Sébastien ; à 17.05 Zorro ; à 17.30 Edgar le détective cambrioleur ; à 18.55 Speedy Gonzales ; à 19 h 35 L'homme au képi noir.
19.55 Dessin animé : les Entrecrochets ; 20.05 Les Jeux.
20.35 Gala de la jeune chanson française : La nouvelle affiche. Réal. R. Forissier, présentation J. Lepers. Concert donné en février dernier à Cannes pour le vingtième anniversaire du MIDEI. Avec Bibie, Bill Baxter, E. Daho, S. Guirao, Gold, J.-J. Lafon, M. Lavoine, V. Savage, J. Garon, N. Weller, Joanne Mass, J.-J. Goldman et M. Jones.
21.35 Thalassa. Magazine de la mer, de Georges Perroud. Nathalie Le Lièvre, fille du fût, reportage de J. Loiseleur. Cette jeune Française de dix-huit ans est championne du monde de fun-board. L'équipe de « Thalassa » l'a rencontrée à la pointe de la Torche à Hawaï, haut lieu du fun-board, et chez elle dans le Midi.
22.20 Journal.
22.50 Téléfilm : la Salle n° 6. De J.-C. Arié, d'après une nouvelle de Tchekhov, avec M. Berman, J. Gilbert, Y. Yasschi. Un nouveau médecin arrive dans un hôpital psychiatrique ; cet homme, bon et intelligent, se laisse aller à la tristesse du lieu et glisse peu à peu vers la folie. Une nouvelle qui a fait peur à Léna, parodiée.
23.35 Prélude à la nuit. « Étude en ut dièse mineur » de Chopin par K. Moczary au piano.

7.10 à 19.30, rediff. des émissions de la veille : 7.10 Jeu : C'est beau la vie (et à 11.30) ; 8.00 La soirée des oeuvres (et à 12.30 et 16.00) ; 9.30 Film : Jésus-Christ Superstar (et à 14.30 et 17.30).
19.30 Jeu : C'est beau la vie (et à 23.00) ; 20.30 Feuilleton : Flamingo Road (et à 23.30) ; 21.30 Série policière : Inspecteur Derrick (et à 0.30) ; 22.30 Big Bang, magazine scientifique (et à 1.30).

• RTL, 20 h, Série : Les routes du paradis ; 21 h, Superman III, film de R. Lester.
• TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Le jour où Jésus-Christ est mort.
• RTE, 20 h, Série : Au nom de la loi ; 21 h, Série : Mission casse-cou ; 21 h 45, Coup de film ; 21 h 55, Cargo de nuit.
• RTB-TELE 2, 20 h, Caméra sports.
• TSR, 20 h 10, A bon entendeur ; 21 h 15, Arctique, film de M.-J. Chomsky ; 23 h 05, Hockey sur glace.

Jeudi 27 mars

10.15 Antiope 1 ; 10.45 Croque-vacances : variété, info-magazine, bricolage, dessin animé... 11.45 La Une chez vous. 12.00 Tourné... manège.
13.00 Journal ; 13.50 Série : Dallas (rediff.) ; 14.35 Les animaux du monde : le printemps des animaux nordiques (les premiers pas d'un oursin, la tésée des jeunes dans...) 15.05 A votre service. 15.25 Quarté en direct d'Anteuil. 15.35 A cœur ou à raison : A toi l'artiste, Alex Métyer. 16.25 Croque-vacances : variétés avec Jean-Jacques Lafon, observation des animaux vivants à Paris. 17.25 Feuilleton : Le soleil se lève à l'est (rediff.) ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10) ; 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Cocoricooboy.
20.00 Journal.
20.35 Questions à domicile. Émission de P.-J. Séguillon, A. Stclair, A. Tarta. M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, recevra les journalistes de TF 1 à son domicile pour fêter le premier anniversaire de l'émission.
21.45 Feuilleton : l'Australienne. De George Miller et Pina Amato, d'après le roman de Nancy Cato, adapt. P. Yeldham, avec S. Thurston, J. Walters, D. Craig. Deuxième épisode : la banque où Delphie a déposé sa fortune fait faillite. Gendreau, elle donne le peu qui lui reste à Tom, le marin qui l'a sauvée du naufrage pour qu'il continue de naviguer. Tout va mal avec sa famille adoptive. Delphie la quitte et escale de vivre de sa peinture à Echoue... On continue de suivre avec plaisir cette série colorée.
22.50 Journal.

23.05 Prix Jean d'Aray. Jolie, film de F. Morgenstern (mention spéciale du jury) et Lili-Baby, de Anne Demonts.
23.35 C'est à lire.

6.45 Télématin : 10.30 Antiope ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspéculateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal ; 13.30 Feuilleton : Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie. (Allons : le sud de la Tunisie) ; 15.00 Feuilleton : Les brigades du tigre (rediff.) ; 15.55 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récit A2 (Téléchat ; Image imagée ; Pac Man...) ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le petit Bourgeois illustré.
20.00 Journal ; 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 Téléfilm : Le jour du Christ. De J. Collan Jones, scénario de J. Les Barrett et E. Anhalt, avec C. Saradon, C. Blazky, K. Michell. Un téléfilm britannique sur la dernière journée du Christ, tourné en Tunisie.
22.55 Magazine : Actions. De Michel Honorin, présenté et animé par F. Henri de Virieu et G. Morin. Donnons-donnons (l'accord d'entreprise du mois) ; Parlons d'argent (les escroqueries du diamant) ; et autres rubriques habituelles.
0.10 Journal.

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau, Thalassa (diff. le 26 mars) ; 17.30 Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Speedy Gonzales ; à 19 h 35, L'homme au képi noir. 19.55 Dessin animé : les Entrecrochets. 20.05 Les Jeux.
20.35 Cinéma : Thérèse Raquin. Film de Marcel Carné.
22.20 Journal.
22.45 François Mauriac : 800-notes 1953-1970. Émission de J. Girard, textes lus par Henri Virlogeux. Le bombardement de Saint-Je 13 février 1958.
22.55 tétradractes portugaises. Cinquième et dernière promenade à travers le Portugal. Lisbonne, la ville aux sept collines, presque entièrement détruite lors du tremblement de terre en 1755, cache une multitude de quartiers très différents.
23.20 Prélude à la nuit. Variation sur un thème de F. Bridge, par les solistes de Sofia, dir. E. Tabakov.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille (7.30, Jeu : C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Feuilleton : Flamingo Road (et à 12.30 et 16.30) ; 9.30, Série : l'inspecteur Derrick (et à 13.30 et 17.30) ; 10.30, 616 bang, magazine scientifique (et à 14.30 et 18.30).
19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30, Jeu : Pentathlon (et à 23.30) ; 22.30, Magazine : Mode, etc. (et à 1.30).

• RTL, 20 h, série : Dallas ; 21 h, La Femme libre, film de P. Mazursky ; 23 h 25, Le monde à venir.
• TMC, 20 h, Châliques ; 20 h 25, Série : Max la Menace ; 21 h, l'Homme des hautes plaines, film de C. Eastwood.
• RTB, 20 h, Avant avoir : voyage en train-automoteur ; 20 h 25, Clat de femme, film de Costa-Gavras ; 22 h 15, Cinéscope.
• RTB-TELE 2, 20 h, Document : Japon, le rêve et l'histoire ; 20 h 55, Année de ballet : New York City Ballet ; Carolyn Carlson.
• TSR, 20 h 10, Temps présent : le monastère de la rue ; 21 h 15, Dynastie ; 22 h 20, Nocturne : Sans soleil, film de C. Marker.

Vendredi 28 mars

10.15 Antiope 1 ; 10.45 Croque-vacances : variété, info-magazine... 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tourné... manège.
13.00 Journal ; 13.50 Série : Dallas (rediff.) ; 14.35 Temps libre... Pierre Perret ; 15.00 Au nom de la loi (rediff.) 15 h 25 : Croque-vacances ; dessin-animé, feuilleton, les crayons du bonheur, avec le peintre Guy Cambier ; 17.25 Feuilleton : La soleil se lève à l'est (rediff.) ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10) ; 18.45 : Feuilleton : Santa Barbara ; 19.40 Cocoricooboy.
20.00 Journal.
20.30 Aznavour de A à Z. Émission de P. Sabatier et R. Grumbach. Quelles seront les lettres qui inspireront Aznavour ? Sans doute A comme Aznavour, C comme chansons, cinéma, E comme enfance, S comme Soleil, Y comme Yiddish Connection, son dernier film, en cours de réalisation... et bien d'autres qui nous livreront peut-être quelques faces cachées de Charles le Téméraire, grand défenseur de la chanson française.
22.30 Couleurs printemps. Émission de Nicole Courtois-Higelin et Béatrice Soulé ; réal. D. Saadon. Autour de Jacques Higelin : Mino Cinelu, Charlotte Couture, Manu Dibango, Murray Head, Karim Kacel, Catherine Lara, Didier Lockwood, Tom Novembre et Paul Personne. Place à la musique !
23.45 Journal.
0.00 TSF (Télévision sans frontière) Spécial François Lugat (émission de la Radio-Télévision ivoirienne diffusée simultanément en stéréo sur Radio 7), avec la participation de Gilles Orléans.

6.45 Télématin : 10.30 Antiope ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Répertoire : Terre des bêtes (diff. le 26 mars) ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : L'académie des neuf.
12.45 Journal ; 13.30 Feuilleton : Catherine ; 14.00 Aujourd'hui la vie (« En forme », avec la comédienne Charlotte Julian) ; 15.00 Feuilleton : les Brigades du tigre (rediff.) ; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.30 Récit A2 (Téléchat ; Superdoc ; Lulu et Lili ; Sôra) ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le petit Bourgeois illustré.
20.00 Journal et Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Espionne et tais-toi. De C. Boissol, scénario et dialogues de L. Lignières et C. Watton. Avec G. de Capitani, C. Denner, W. Poonial... Un transfuge de l'Est, un « intellectuel », est poursuivi par le KGB au Portugal. Agnès est, bien sûr, chargée par les services secrets de le protéger. Une série pétillante, qui ne laisse pas de trace.
21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « Des hommes de Dieu ». Sont invités : J.-M. de Réville (le Saint Curé d'Ar), P. Bourry (Prêtres et paroisses au pays du curé d'Ar), J. Dalarun (Robert d'Arbrissel, fondateur de Fontevraud), B. Racine (Terre de promesse), le cardinal Jean-Marie Lustiger (Premiers Pas dans la prière).
22.45 Journal.
22.55 Ciné-club : Merlusse et Jofroi. Deux films de Marcel Pagnol (cycle : la France de l'avant-guerre).

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau La télématique au quotidien ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 55, Speedy Gonzales ; à 19.35 L'Homme au képi noir.
19.55 Dessin animé : les Entrecrochets.
20.05 Les Jeux.
20.35 Série : Madame et ses flics. De R. Bernard, scénario et dialogues de R. Caron et D. Van Cauwenbergh. Avec F. Donner, H. Genès, E. Colin... Neuvième épisode. Patience, on touche à la fin de ce feuilleton « ramuche », malgré les cercueils et les attentats.
21.40 Vendredi : Fais-moi tourner la tête. Reportage de la télévision suisse romande. Réal. J.-C. Roy. (Lire notre article.)
22.40 Journal.
23.00 Bleu outre-mer. Magazine de la Radiotélévision française d'outre-mer. Au sommaire : des extraits de la pièce de théâtre les Voisins, de J. Saunders ; variétés, avec le chanteur réunionnais Ti Foch, le meilleur représentant de cette nouvelle génération, qui mêle tradition et modernisme ; le groupe antillais Kassav, rythme et palloches, le groupe qui fait danser toute l'Afrique d'aujourd'hui.
23.55 Prélude à la nuit. « Étude n° 17 », de Fernando Sor, par V. Duchâteau, à la guitare.

7.30 à 19.30, Rediff. des émissions de la veille (7.30, Jeu : C'est beau la vie (et à 11.30 et 15.30) ; 8.30, Jeu : Pentathlon (et à 12.30 et 16.30) ; 10.30, Mode, etc. (et à 14.30 et 18.30).
19.30 Jeu : C'est beau la vie (et à 23.00) ; 20.30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21.30, Arabesque, série de suspense (et à 0.30) ; 22.30, Grand Prix, magazine auto-moto (et à 1.30).

• RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Téléfilm : l'Ami Maupassant ; 22 h 5, Pierre le fou, film de J.-L. Godard.
• TMC, 20 h, Série : le Remard ; 21 h, la Meilleure Fille du monde.
• RTB, 20 h 5, Feuilleton : la Taupe ; 20 h 55, Actualité cinéma : 58^e cérémonie des Oscars.
• RTB-TELE 2, 20 h, Élémentaire, mon cher Einstein ; 21 h, Arts magazine ; 21 h 30, Concert du vendredi saint ; 22 h 10, Chemin de croix.
• TSR, 20 h, Téléfilm : Louisiane ; 23 h, Les visiteurs du soir ; Sven Nykvist ; 23 h 45, Jubaku (groupe musical africain).

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

ANTENNE
2

FRANCE
RÉGIONS
3

LA
5

PÉRIPHÉRIE

مكتبة من الأصل



Enlèvement à la spaghetti

Faire d'une prise d'otages le sujet d'un téléfilm à la fois drôle, émouvant et satirique relevait d'une démarche pour le moins oitonnée. Gaëlle Paradisi a osé l'entreprendre avec *Otages à l'italienne*, un téléfilm (italien) dont il signe la réalisation. Du beau travail, tout en finesse.

C'est d'un fait divers survenu à Londres, en 1975, que Paradisi tire son histoire. Elle raconte comment Domenico, serveur dans un restaurant italien de la capitale britannique, les de servir des spaghetti pour un patron, décide de se mettre à son compte. Il convainc quatre de ses compatriotes, loués dans le même établissement, de se rallier à son idée. Les nouveaux associés triquent à leur futur succès. Une allégresse brutalement interrompue par l'arrivée de trois gangsters - des Noirs - qui prennent en otage les cinq complices. Commence, alors, une longue nuit d'attente et de pourparlers où

alternent le cocasse et le tragique, la tendresse et l'humour.

Nino Manfredi, dans le rôle de Domenico, réussit une interprétation magistrale. Dans une situation qui devrait être dramatique, son gros bon sens populaire fait merveille. Alors que se déploie un gigantesque dispositif policier (toutes les ficelles de l'établissement sont ridiculisées), reviseurs et otages engagent un dialogue qui révèle la marginalité des uns (les Noirs) et des autres (les travailleurs immigrés). Ennemis de circonstance, ils apparaissent soudain unis face à une Angletère « incapable de comprendre » les étrangers vivant sur son sol. Une incompréhension à laquelle les cinq compagnons ne trouvent qu'une explication : « Les Anglais ne boivent jamais d'eau ». Élémentaire, mon cher Watson !

ANTHONY.

● *Otages à l'italienne*, le 22 à 20 h 30, le 24 à 14 h, le 26 à 15 h 25 et le 28 à 10 h 15.

Sélection

Série
Superdurand. Premier épisode d'un dessin animé japonais racontant les aventures héroïco-comiques d'un super-détective des temps modernes. Le 23 à 12 h 30 (en clair).

Sport
Basket américain, le 23 à 16 h 20 et le 24 à 22 h 30; Etoiles et buts, le 24 à 20 h 35; Boxe thaïlandaise, en direct du Palais des sports, le 24 à 20 h 45.

Les films

LA COLLINE A DES YEUX. — Film américain de Wes Craven (1977). Le 22/23 à 0 h, le 25/26 à 1 h 30, le 28/29 à 3 h 35.

Des campeurs aux prises avec des monstres anthropomorphes. Cruel et répugnant.

LA DROLESSE. — Film français de Jacques Doillon (1979). Le 23 à 18 h, le 26 à 9 h 45, le 27 à 22 h 5.

Un paysan de vingt ans, dédaigné par sa famille, enlève une fillette de douze ans. Elle accepte de vivre avec lui, enfermée dans le grenier.

TAXI DRIVER. — Film américain de Martin Scorsese (1976). Le 23 à 20 h 30, le 26 à 22 h 50, le 28/29 à 0 h 10.

Un ancien combattant de la guerre du Vietnam, chauffeur de taxi de nuit à New-York, cherche dans la violence une solution à la décadence de la ville.

SAC DE NEUDS. — Film français de Josiane Balasko (1984). Le 25 à 20 h 35, le 27 à 8 h 25.

La femme d'un agent de police brutal et une clocharde suicidaire partent en fugue avec un petit truand.

NIGHTKILL. — Film américain de Tom Post (1980). Le 28 à 21 h.

Une femme cherche à se débarrasser de son mari, avec l'aide de son amant, agent des services secrets. Suspense policier resté indit.

LA NUIT PORTE JARRETTES. — Film français de Virginie Thévenet (1984). Le 27 à 20 h 35.

Une fille cherche à séduire un adolescent en la promenant dans les lieux « de plaisir » du Paris nocturne. Film d'extérieur raté.

LA VIE DE CHATEAU. — Film français de Jean-Paul Rappeneau (1985). Le 28 à 21 h.

Normandie 1944. Une châtelaine qui s'ennuie se laisse faire la cour par un officier allemand

et tombe amoureux d'un capitaine des FFL. Comédie romantique traitant avec humour et délicatesse de situations qui auraient pu choquer. C'est joué à la perfection.

LES REPRISES. — Pour les films suivants, lire nos commentaires, parus dans les suppléments précédents.

PAR OÙ T'ES RENTRÉ... ON T'A PAS VU SORTIR. — Film français de P. Clair (1984). Le 22 à 8 h 30, le 23 à 23 h 45, le 28 à 22 h 35.

LA FIÈVRE AU CORPS. — Film américain de L. Kaudan (1981). Le 22 à 10 h 5, le 27/28 à 1 h 10, le 28 à 8 h 25.

SEXE FOU. — Film italien de D. Risi (1973). Le 22/23 à 1 h 30, le 25 à 23 h 35.

L'ANTÉCHRIST. — Film italien d'A. De Martino (1976). Le 22/23 à 3 h 20, le 27 à 23 h 30, le 28/29 à 2 h.

L'ANTIGANG. — Film américain de B. Reynolds (1981). Le 22/23 à 5 h, le 25 à 14 h.

DERRIÈRE LA PORTE. — Film italien de L. Cavani (1982). Le 23 à 8 h 40, le 24 à 10 heures.

TRANCHES DE VIE. — Film français de F. Letourier (1984). Le 23 à 10 h 25, le 25 à 22 h 5, le 28 à 14 h.

HE WALKED BY NIGHT. — Film américain de F. Werker (1984). Le 23 à 22 h 30, le 25 à 18 h, le 28/27 à 0 h 40, le 27 à 9 h 50.

TIMERIDER. — Film américain de W. Dear (1982). Le 24 à 8 h 35, le 28 à 15 h 45.

BONS SAISERS DE HONG-KONG. — Film français de V. Chiffre (1975). Le 24 à 16 h 10.

MISSILES D'OCTOBRE. — Film américain d'A. Page (1974). Le 24 à 0 h, le 25 à 8 h 30, le 27 à 14 h.

TV 6

Ce y est ! L'arrivée de Patrice Blanc-Francard sur TV 6 a mis le feu aux poudres, et TV 6 amorce enfin une poignée de rendez-vous.

Ce samedi, après un « 6 Tonic » bourré de clips des 14 heures (question de s'échauffer), démarra le « Système 6 » (17 heures-19 heures), animé par Isabelle Duhamel. Une émission quotidienne (sauf le dimanche) en direct avec le public, lequel pourra téléphoner pour demander un clip et bientôt une mini-série. Un double décor permettrait à la caméra de filmer une batterie de téléphones, que décrocheront au hasard et en direct Isabelle Duhamel ou l'une

des vedettes invitées à l'émission.

A 19 heures, NRJ 6 prendra le relais pour présenter pendant une heure (deux heures le samedi) avec de jeunes vidéocloques les hits français ou européens. « 6 Tonic » et les clips rythmeront à nouveau l'antenne jusqu'à 22 heures, où l'on attend début avril un nouveau rendez-vous, tandis que les « p'tits lous » pourront, entre 23 heures et minuit, tester leurs connaissances en répondant par cœur les hits - redif 20 fusés - de NRJ... Au bahut, cela s'appellerait « bachotage ».

A. CO.

هكذا من الأصل

France-Culture

SAMEDI 22 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Fréquence Indisciplinée.
- 8.05 L'insolence pour tous, avec Robert Sabatier.
- 9.30 Histoire à se réveiller couché.
- 9.05 Les temps modernes : Le droit à l'enfant ? à 10 h, Voix du silence.
- 10.40 La mémoire en chantant.
- 11.00 Grand angle : Festival du son 1988 au CNIT.
- 12.00 Panorama : en direct du Salon du livre.
- 14.00 L'âme des peuples ou le dieu des sagesses des nations.
- 15.30 Le bon plaisir de... Jacques Deride.
- 15.30 Carême protestant : le défilé du Péris.
- 19.20 Samedi soir : exploitation et investissement.
- 20.00 Musique : répertoire pour les écoles de musique aujourd'hui.
- 20.30 Nouveaux répertoires dramatiques : « Les Rouquins », de J.-C. Grunberg, précédé d'un entretien avec l'auteur ; « Les gnomes » ; « Les symphonies impériales », de D. Bernabé.
- 22.10 Dénarçages : avec Philippe Lajoinie.
- 22.30 Répertoire pour les écoles de musique : aujourd'hui : « Les de timbres », de F. Verdenberg, « La livre des progressions I et II », de D. Tosti, et « Mars », de J.-L. Campen.
- 0.05 Clair de nuit : tentatives premières, Daniel Grierer « poésie en direct » ; chasses au chat.

DIMANCHE 23 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.03 Chasseurs de son.
- 7.15 Horizon, magazine religieux.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 Littérature pour tous, avec Christian Chabrier.
- 7.45 Dits et récits : Shen Hong découvre le médium.
- 8.00 Orthodoxie.
- 8.30 Protestantisme.
- 9.05 Ecoute larale.
- 9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationnelle.
- 10.00 Messe des Rameaux au studio 100 de Radio-France.
- 11.00 Histoire de la presse : de 25 centimes à 4,50 F, ou cinquante ans de presse (n° 3, la presse dans le clandestinité).
- 12.00 Des papous dans la tête.
- 13.40 Les dédames lumineuses, de J. Miesler.
- 14.00 Le temps de la parole, en direct du Festival du son, au CNIT.

SAMEDI 22 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.02 Avis de recherche.
- 9.10 Carnet de notes : Festival du son.
- 11.00 Moment musical.
- 12.05 Désaccord parfait : concert.
- 15.00 Le temps de jazz : jazz s'il vous plaît ; Heugonnel : le nouveau questionnaire de classement et de notation ; Louis Schryer.
- 16.00 Opéra : G. Donizetti, « Lucia di Lammermoor ».
- 19.05 Les cinglés de music-hall.
- 20.04 Concert (donné le 8 mars au Théâtre de Châteaufort) : « En plein air, quatuor n° 4 à cordes », de Bartok, « Fantaisie, op. 118 », « Quintette pour piano et cordes en fa mineur », de Brahms, « Menuet musical n° 6 D 790 », de Schubert, « Quatuor à cordes n° 1, majeur, op. 18 n° 3 » de Beethoven, par le Quatuor de Cleveland et S. Bishop-Kovacevich, piano.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : archives, Nathan Milstein : à 1 h, Champ d'études, voyage à travers le chemin.

DIMANCHE 23 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.02 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
- 9.10 Musiques sacrées : R. de Lassus, Wesley, Guerrero.
- 10.00 Mozart : 1781-1985.
- 12.05 Magazine international : en direct de Budapest.
- 14.05 Top laser.
- 17.00 Comment l'entendez-vous ? Les musiciens et l'argent, œuvres de G. Szell ; Monteverdi, Mozart, G. Mahler.
- 19.05 Jazz vivant : le quatuor d'Eric Lann et le ténor de Franco Antonicelli.
- 20.04 Avant-concert : variations de Beethoven.
- 20.30 Concert d'archives (donné le 21 mai 1953) : « Neuvième symphonie en ré mineur », de Beethoven, par les Chœurs de la Singladerie de Vienne et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. W. Furtwängler ; en complément : « Sonata n° 7 en ré mineur », de Beethoven, par E. Fischer au piano ; « Concerto symphonique pour piano et orchestre », deuxième mouvement adagio, de Furtwängler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin ; « Mort et Transfiguration », de Strauss, par l'Orchestre symphonique de Hambourg.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Ex Libris, les écrits sur la musique ; à 1 h, Bing Crosby et les Crooners.

LUNDI 24 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : don Miguel de Unzueta, un écrivain espagnol ; (et à 10 h 50 : le futurisme).
- 9.05 Les tentes de l'histoire : la vie fragile, violence, pouvoirs et solidarités à l'ère du XVIIIe siècle.
- 10.30 Musique : miroirs (et à 17 h).
- 11.10 Pensées pour l'avenir : les grandes écoles sur le sujet.
- 11.30 Feuilleton : Le vagabond enroulé.
- 12.00 Panorama, en direct du Salon du livre.
- 13.40 Le quatrième coup.
- 14.00 Un livre, des voix : « Qui a ramené Dorimène ? » de Jean-Louis Kader.
- 14.30 Pains de Cézanne : un village de Haute-Corse.
- 15.30 Les arts et les gens : en direct du Salon du livre.
- 17.10 Beethoven, chef-lieu Paris : la fondation Cartier.
- 18.00 Subjectif, en direct du Festival de son de CNIT.
- 19.30 Perspectives scientifiques : évolution et extinction des espèces.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : ho Matic, miroir de son temps.
- 20.30 « Les outils féériques » : de M. Boulanger.
- 21.30 Latitudes, musiques traditionnelles : un Français, professeur de musique.
- 22.30 Le nu sur les plateaux : spécial poésie.

MARDI 25 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : le futurisme.
- 9.05 La machine des autres : Bérard, d'été et de feu.

- 10.30 Musique : les miroirs (et à 17 h).
- 11.10 L'école des parents et des éducateurs : que fait l'université de nos enfants.
- 11.30 Feuilleton : Le vagabond enroulé.
- 12.00 Panorama : en direct du Salon du livre.
- 13.40 Instantané : magazine musical.
- 14.00 Un livre, des voix : « Les Bontés du sang », de Christian Meyer.
- 14.30 « Le Président », roman de S. Sade.
- 15.30 Miroirs de théâtre : Poésie sur théâtre.
- 17.10 Le pays d'ici : à Marseille.
- 18.00 Subjectif : en direct du Salon du livre.
- 19.30 Perspectives scientifiques : la médecine génétique.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : ho Matic.
- 20.30 Le journal de corps.
- 21.30 Diagonales, l'actualité de la chanson.
- 22.30 Nuits magiques.
- 0.10 Du jour au lendemain.

MERCREDI 26 MARS

- 6.00 Boris Vian, du jazz à l'opéra.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 Méthode de la science et les hommes : approches du réel.
- 10.30 Musique : Miroirs (et à 17 h).
- 11.10 Le livre, ouverture sur la vie : en direct du Salon du livre.
- 11.30 Feuilleton : Le vagabond enroulé.
- 12.00 Panorama : en direct du Salon du livre.
- 13.40 Avant-première.
- 14.00 Un livre, des voix : « Le Dragon et le Tigre », de David Payne.
- 14.30 La littérature tchèque actuelle.
- 15.30 Lettres ouvertes : magazine littéraire (en direct du Salon du livre).
- 17.10 Le pays d'ici : à Marseille.
- 18.00 Subjectif, en direct du Salon du livre.
- 19.30 Perspectives scientifiques : études de linguistique, structures et connexions.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : ho Matic.
- 20.30 Antipodes : le cinéma antillais.
- 21.30 Cent ans de chanson à Marseille, à l'Opéra de Marseille, enregistré en public le 25.
- 22.30 Nuits magiques.
- 0.10 Du jour au lendemain.

JEUDI 27 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.

France-Musique

LUNDI 24 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.07 Le matin des musiciens : la naissance des Tullies.
- 12.10 Le temps de jazz : le jazz d'aujourd'hui en Union soviétique.
- 12.30 Concert : des grands interprètes aux jeunes talents, œuvres de Vivaldi, Tartini, Lohse, Boccherini, par F. Tortelier, violoncelle et l'Ensemble A Sa Voix.
- 14.02 Répertoire contemporains : Ernest Bour.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques traditionnelles et populaires.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : les concerts du Gewandhaus de Leipzig ; à 17 h, Henri Collet, musicologue, critique et compositeur ; « Albanis et Graciosa ».
- 18.05 Concert (en direct de la Sainte-Chapelle) : œuvres de J. Haydn, par l'Ensemble A Sa Voix.
- 20.00 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Aida », de Verdi par l'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, dir. T. Faltz, chef des chœurs J. Jourenko, sol. A. Mitchev, S. Dorn, N. Martynov, J. Pons, L. Roni, J. P. Curtis.
- 00.00 Les soirées de France-Musique : concert de musique traditionnelle.

MARDI 25 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 Le matin des musiciens : les Tullies et Louis XIV.
- 12.10 Le temps de jazz : le jazz d'aujourd'hui en Union soviétique.
- 12.30 Concert : œuvres de Haendel par l'Orchestre de la radio de Hanovre et les Chœurs de Hanovre, dir. M. Lang.
- 14.02 Répertoire contemporains : Ernest Bour.
- 14.30 Les enfants d'Orphée : émission de vacances.
- 15.00 Cécile Jaffin : magazine de l'opéra.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : les concerts du Gewandhaus de Leipzig ; à 17 h, Henri Collet, musicologue, critique et compositeur, le mysticisme espagnol.
- 19.05 Concert (en direct de la Sainte-Chapelle à Paris) : œuvres de Ser-

- my, Victoria, Papi, par l'Ensemble Clément Janquin de Paris.
- 20.04 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser.
- 20.30 Concert (donné le 22 novembre au Palais des sports de Metz) : « Poliphonia » de Bartholomé, « D'un chant perdu », de Bon, « Concerto pour alto et orchestre », de Penderecki, « Chronochronisme », de Messiaen, par l'Orchestre philharmonique de Liège, dir. P. Bartholomé, sol. L. Hest, soprano, D. Penker, alto.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Stéphane Mallarmé et ses musiciens.

MERCREDI 26 MARS

- 6.00 Musique légère.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 Le matin des musiciens : les Tullies, le XVIIIe siècle.
- 12.10 Le temps de jazz : jazz d'aujourd'hui en Union soviétique.
- 12.30 Concert (donné le 16 novembre 1984 à Hambourg) : œuvres de Weill, Carles, par les chœurs et l'Orchestre de la radio de Hambourg.
- 14.02 Jeunes solistes : œuvres de Marcello, Haendel, Parry-Alvares, Britten, Strauss, par D. Loeffler, Rite et A. Devorians, harpe.
- 15.00 Acoustimathèque : dictionnaire des onomatopées.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : les concerts du Gewandhaus de Leipzig ; à 17 h, Henri Collet, musicologue, critique et compositeur ; « Albanis et Graciosa ».
- 18.05 Concert (en direct de la Sainte-Chapelle) : œuvres de J. Haydn, par l'Ensemble A Sa Voix.
- 19.30 Spirale : magazine de la musique contemporaine.
- 20.04 Jazz d'aujourd'hui : Où j'ouïs-je ?
- 20.30 Concert (donné au Gewandhaus de Leipzig) : « Ein deutsches Requiem », de Brahms, par les Chœurs et l'Orchestre de Cleveland, dir. G. Szell, sol. G. Janowitz, soprano, T. Krause, baryton.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : jazz-club, le trio du pianiste M. Rostkowski.

JEUDI 27 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 L'imprévu : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 L'oreille en collage.
- 9.20 Le matin des musiciens : les Tullies, la Révolution, l'Empire et la Restauration.
- 12.10 Le temps de jazz : le jazz d'aujourd'hui en Union soviétique.

- 9.05 Méthode une vie, une œuvre : Gorgon ou le Triomphe du baroque.
- 10.30 Musique : Miroirs.
- 11.30 Répertoire : les vagabonds enroulés.
- 12.00 Panorama.
- 12.40 Peintres et solistes : Michèle Girault.
- 14.00 Un livre, des voix : « Les Vaines Mortelles », de Marcel Simon.
- 14.30 La crise d'un compositeur d'Israël, de T. Bernabé.
- 15.30 Méditerranée : portraits d'artistes.
- 17.10 Le pays d'ici : à Marseille.
- 18.00 Subjectif.
- 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : la maladie de Hodgkin.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : ho Matic.
- 20.30 Écrit pour le radio : Wotanpaul, de M. Brelman, avec E. Hest, G. Garde, B. Lavet.
- 21.30 Tendances de la scénaristique musicale européenne (NAB/GRM) : œuvres de Zimarelli, Beethoven, Ligeti, Milhaud.
- 22.30 Nuits magiques.
- 0.10 Du jour au lendemain.

VENREDI 28 MARS

- 0.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 Méthode du temps qui change : politiques économiques et relations internationales du vingtième siècle.
- 10.30 Musique : Miroirs du carnaval (et à 17 h).
- 11.10 L'école hors les murs.
- 11.30 Feuilleton : Le vagabond enroulé.
- 12.00 Panorama.
- 13.40 On commença... deux auteurs contemporains nouveaux (Bernard-Marie Koltès et Viviane Thévoz-Sol).
- 14.00 Un livre, des voix : « Poésies », de Jean de la Fontaine.
- 14.30 Sélection prix Italia : Communications, de Jean Ricardou.
- 15.30 L'échappée belle : la nouvelle classe (et nouveau) style, Terre des nouvelles : aux sources du N.
- 17.10 Le pays d'ici : à Marseille.
- 18.00 Subjectif.
- 19.30 Les grandes œuvres de la science moderne : l'écologie des migrations.
- 20.00 Musique, mode d'emploi : ho Matic.
- 20.30 Le grand débat : le public.
- 21.30 Black and blue : Blues Blues.
- 22.30 Nuits magiques : la nuit et le jour.
- 0.10 Du jour au lendemain.

Les fantômes de Lovecraft

Jouer au détective dans l'atmosphère raffinée de l'Amérique des années 20.

LES valeureux paladins, illusionnistes astucieux et autres druides savants sont-ils menacés de chômage ? Ils subissent en tout cas pour la première fois depuis leur arrivée en France une concurrence acharnée. Ces personnages de « Donjons et dragons », le jeu de rôle tiré de l'œuvre de Tolkien (1), ont en effet longtemps monopolisé les soirées des fanatiques, qui se transformaient en des personnages fantastiques confrontés à des aventures pittoresques et effrayantes (2). Mais, avec le temps, les heures passées à terrasser les dragons, à ensorceler des châteaux médiévaux ou à explorer des forêts mystérieuses ont perdu de leur exotisme. Les joueurs les plus avertis avaient su renouveler l'intérêt des longues parties en en perfectionnant les règles ou en affinant les caractères des personnages. Ils peuvent, désormais, se transporter dans un monde très différent : l'atmosphère raffinée des années 20 en Nouvelle-Angleterre.

Un an seulement après son arrivée en France, « L'appel de Cthulhu » fait déjà figure de classique auprès des amateurs de jeux de rôle. Ceux-ci y découvrent — ou y redécouvrent — l'univers imaginé par l'écrivain américain Howard Philip Lovecraft. Ce dernier a en effet consacré ses romans les plus célèbres à décrire le mythe de Cthulhu, qu'il avait inventé. C'est à ce mythe étonnant que l'écrivain se réfère dans des œuvres telles que « L'affaire Charles Dexter Ward » ou « L'appel de Cthulhu », qui a donné son titre au jeu. Selon ces récits, Cthulhu serait un personnage humanoïde tombé du firmament durant la préhistoire. Il aurait construit la grande cité de R'lyeh, au cœur de l'océan Pacifique.

Mais, le changement du cours des astres ayant bouleversé la géographie terrestre, la cité de R'lyeh et ses habitants furent engloutis au fond de l'océan. Pourtant, lorsque les étoiles se montrent favorables, Cthulhu et ses amis peuvent sortir de leur gîte et provoquer ainsi, comme on s'en doute, toutes sortes



de contrariétés parmi les humains. De plus, ils ne sont pas seuls à semer le trouble. Les « dieux de l'au-delà », souvent plus puissants que ceux de l'Amérique du Nord, ont encore, contrôlant l'univers sous le double patronage de Nyarlathotep, leur âme collective, et d'Azathoth, le maître du cosmos.

L'ensemble de ces considérations demeurerait bien étonnantes si Lovecraft ne les avait mêlées à une description palpable de l'Amérique de l'entre-deux-guerres. Les inventeurs du jeu ont d'ailleurs exploité habilement ce cadre propice à la résolution d'enquêtes policières dans un univers perturbé par les puissances surnaturelles. L'effort de cohérence accompli par les concepteurs mérite d'être souligné. Le coffret de base du jeu comprend en effet un livret indiquant quelques traits de la vie quotidienne de cette époque. Des motifs d'arrestation pour infraction à la législation fiscale, en passant par le prix moyen d'une once d'or ou d'argent à la Bourse de Londres, rien n'est laissé au hasard.

Contrairement à « Donjons et Dragons », les protagonistes sont ainsi invités, durant toute la partie, à respecter les règles de vie sociale dans l'Amérique du XX^e siècle. Ils doivent payer leurs impôts, peuvent faire fructifier leur épargne grâce à des placements judicieux mais sont passibles d'amendes ou de peines de prison s'ils enfreignent la loi. Autant de questions qui ne se posaient pas dans l'univers surréaliste décrit par Tolkien.

En revanche, les passionnés de « Donjons et Dragons » retrouveront dans « L'appel de Cthulhu » des règles familières. Il s'agit en effet d'un jeu de rôle à part entière. Chaque protagoniste change d'identité, de statut social, de personnalité pour quelques heures. Initialement, c'est le hasard qui décide du sort de chacun. Des lancers de dés déterminent la force, la dextérité, l'intelligence, le niveau d'éducation des personnages.

Ces derniers disposent également, en début de partie, d'un certain nombre de points de « santé mentale », que la fréquentation des esprits malins et des fantômes se chargera de leur dérober progressivement. En fonction du pro-

fil du personnage, chaque joueur choisit ensuite un métier. Les nécessités de l'enquête le conduiront à préférer des occupations telles que journaliste, parapsychologue ou détective privé, qui lui donnent des habiletés particulières pour mener à bien sa mission.

Le hasard se montrant parfois bien capricieux, certains joueurs préfèrent négocier leur personnalité avec le meneur de jeu. Ce dernier fait à la fois office d'arbitre et de chef d'orchestre. C'est lui qui connaît l'intrigue, qui distille les mésaventures se présentant durant l'enquête, et qui se porte garant du respect des règles du jeu.

Son premier rôle consiste à informer les joueurs du contexte exact dans lequel ils évolueront. La nature des aventures permet de décliner à l'infini les thèmes développés par Lovecraft. Les meneurs de jeu débutants s'en remettent plus volontiers à des modules préfabriqués qui viennent compléter le coffret de base et une dizaine sont désormais disponibles en France, parmi lesquels « Cthulhu est authentique » et « Des secrets de jeu ». Les autres meneurs de jeu feront appel à leur propre imagination. Pour projeter, par exemple, les personnages dans un congrès sur la parapsychologie et l'étude

des phénomènes mystérieux. Écoutant un témoignage concernant une maison vieille de deux ou trois siècles que son propriétaire a tenté, en vain, de faire exorciser, les partenaires décident de prendre en charge cette affaire délicate. Ils se déplacent donc sur les lieux mêmes de l'intrigue pour recueillir les impressions du malheureux occupant. En cas de succès, ce dernier leur promet une rétribution confortable. Sinon, il leur réclamera un dédommagement pour les dégâts causés par leur présence et leurs agissements.

L'équipe se prépare alors. Elle se munit de l'arsenal le plus complet possible, fait l'inventaire des sorts et talents particuliers de chacun. L'enquête est poursuivie dans une atmosphère difficile : les fautes se multiplient, les escaliers se déplacent, les livres s'envolent dans le plus parfait désordre... Mais les joueurs trouvent tout de même quelques motifs de satisfaction lorsqu'ils parviennent à décrypter des journaux intimes ou rencontrent des fantômes inoffensifs mais loquaces qui acceptent de converser avec eux.

« L'appel de Cthulhu » tient donc autant du jeu d'enquête que du jeu de rôle. Contrairement à « Donjons et Dragons », les protagonistes ne souhaitent pas inscrire le plus de monstres possibles à leur tableau de chasse, mais désirent les éloigner, les empêcher, voire les utiliser, pour découvrir la clé de l'intrigue. Les plus bellicieux, qui

SOPHIE COIGNARD
et BERNARD SPITZ.

(1) Notamment du Seigneur des anneaux (Ed. J'ai lu).

(2) Voir « Le Monde Loisirs » du 8 juin 1985.

• Les amateurs de jeux de rôle pourront trouver des informations supplémentaires sur les jeux imprimés des personnages de Lovecraft dans le n° 19 de Cerveau Bell, le magazine des jeux de simulation.

Ici, les pierres ont l'accent du Sud.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :
OFFICE DU TOURISME YUGOSLAVE, 31 BD
DES ITALIENS 75002 PARIS. TEL. 42.88.07.07.

YUGOSLAVIE
L'INATTENDU MEDITERRANÉEN

Jeux divers

Le Gang des tractions avant

La revue Jeux et stratégie, qui vient de recenser et de tester les quelques deux cents jeux de société et de réflexion disponibles en France dans sa livraison de décembre, a attribué son « pion d'or » à l'ancien jeu de tractions avant, d'Alain Muzoz et Serge Laget, édité par International Team France. Créé en 1981 par Renzo Angelosanto, cette société, qui avait déjà remporté le « pion d'or » en 1982 avec Fief, de Philippe Moucheboud et Jean-Pierre David, est primée cette fois pour une mise en scène des funèbres exploits de Pierrot le Fou, où il s'agit de devenir le caïd de la bande en amassant vingt « briques ».

• Pour 4 à 6 joueurs à partir de onze ans, 160 F.

La Manipe

Aussi fort que les donjons, les dragons et les tractions : les élections, un jeu de stratégie de grande actualité. Comment les gagner pour accéder sans coup férir au sommet de la pyramide politique ? C'est l'objet de ce jeu, créé par Fibonacchi, ou la manipulation de l'électorat, le trucage des urnes, le retournement des candidats, sont des moyens de parvenir entre les deux camps qui se disputent le pouvoir.

• Pour 2 à 6 joueurs, environ 175 F.

DÉCOUVREZ LA COMÈTE DE HALLEY

au cours d'une merveilleuse croisière Antilles-Caraïbes avec TOURISME SNCF

PARIS-PARIS (du 15 au 26 avril 1986). Neuf escales : Curaçao - Venezuela - La Barbade - Saint-Vincent - La Guadeloupe - Saint-Barthélemy - Saint-Martin - Saint-Thomas - San-Juan (Porto-Rico).

Prix par personne, au départ de Paris, de 11 710 F à 31 090 F suivant la catégorie de la cabine choisie.

Conditions tarifaires-avantageuses pour rejoindre Paris par le train.

RENSEIGNEZ-VOUS :

- Dans les bureaux de tourisme SNCF ;

- Dans les gares SNCF ;

- Dans les gares SNCF de Paris ;

- Par correspondance : BP 62-08 - 75362 PARIS CEDEX 08 ;

- Par téléphone : (1) 43-21-49-44.

VOLCANS
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE

Stromboli, Merapi, Krakatoa, Hekla, Piton de la Fournaise... Le prodigieux spectacle des volcans en activité accessible aux amateurs. En toute sécurité : voyages dirigés par les scientifiques du Groupe d'Etude des Volcans Actifs.

Voyages de 8 à 22 jours, de 6 200 à 17 000 F.

DOCUMENTATION
DÉTAILLÉE PAR CORRESPONDANCE A
FNAC VOYAGES, 6 BD DE SÉBASTOPOL
75004 PARIS - TEL. 42.71.31.25
(Écrire trois fois le nom)

Nom et Prénom _____
Adresse _____

Plusieurs formules de VACANCES sur la baie d'ARCACHON Economisez plus de 25 %
Même en juillet-août, mêmes qualités de prestations
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tel. 58-52-97-48

Kuhbuhl
Village de vacances RUHBUHL...
Des bungalows et appartements très bien situés dans une région merveilleuse de la Forêt Noire et ses environs.
Restaurant, bar à l'hôtel avec terrasse, bowling, grande piscine couverte avec jets, sauna, solarium, court de tennis, ping-pong, jeux pour enfants, ping-pong, aquagym (piscine pour enfants) en libre : ski de fond et ski alpin sans équipement : vélos, planches à voile, pèche, court de tennis couvert.
Prix forfaitaires :
0-7005 LEROUINGUE - TEL. 1945-7053-821.
Sud de la Forêt Noire.

CHEZ SELECTOUR
RESERVEZ VITE

KUONI
Circuit LOUISIANE
8 jours : 12 990 F
en A.P. au départ de Paris le 13/4 au 14/5/86.

CHEZ SELECTOUR
RESERVEZ MIEUX

chèque annulation
Chez Selectour les plus grandes marques de voyages vous attendent : réservez vite. Et surtout réservez mieux grâce au chèque-annulation : si vous devez abandonner vos projets de voyage plus de 30 jours avant la date de départ prévue, Selectour vous rembourse les frais d'annulation et de dossier. Alors, venez choisir vos vacances en toute sécurité.

selectour
VOYAGES
200 ADRESSES POUR MIEUX PARTIR

هكذا من الأصل

échecs

N° 1169

Une réfutation

(Tournoi de Hastings, 1985-1986)

Blancs : Alon Greenfeld (Israël)
Noirs : Johann Hjartarson (Islande)
Gambit de la Dame, système Tartakower

1. Cc3 Cc6 15. Txc5 Dxc5
2. c4 d5 16. Dd4(f) Dd6(g)
3. Cc3 d5 17. Fd3 Dd7
4. d4 Fd7 18. Cc1(h) Dd7(i)
5. Fg5 h6 19. f4 f6
6. Fd4 0-0 20. f4(f) a6
7. e3 h6 21. Fd8 Dc5+
8. Td1(g) Fd7 22. Ra1 a5
9. cxd5(h) Cxd5 23. Rf7 Rb7(x)
10. Cxg5xg5(e) 24. Dd1 fxc5(f)
11. Fxc7 Dxc7 25. exd5exd5(m)
12. Fd2 Td8(d) 26. h6(n) Dd4(o)
13. 0-0 e5 27. Dc2+ Dd4(p)
14. dxc5(f) Txc5 28. Dd8! dxc5(g)

NOTES

a) On trouve souvent, à ce stade de la variante Tartakower, les suites 8. cxd5 ou 8. Fd3 ou 8. Dc2. L'idée expérimentée par Alekhine contre Bogoljubov en 1937, à Tbilisi, est considérée par certains théoriciens comme peu dangereuse pour les Noirs, mais rien n'est moins sûr. Petrosian, Talmanov et Kasparov ont eu de temps en temps recours à cette arme subtile.

b) Alekhine poursuivait par 9. Fd2, laissant les Noirs se défendre par 9... dxc4, c5; 10. Fxc4, c5; 11. 0-0, Cb-d7. L'idée moderne vise d'abord l'échange de deux pions mineurs.

c) Contre Petrosian à Santa-Monica en 1966, Spassky répondit par 10... exd5.

d) Après 12... c5; 13. dxc5, bxc5; 14. Da4 les Blancs ont un léger avantage; d'autre part, si 12... Fxa2; 13. h3, Da3; 14. Cd2, a5; 15. Txc7 et si 12... Db4+; 13. Dd2, Dxd2+; 14. Rxd2 et les Blancs sont toujours un peu mieux.

e) On 14. Da4, Cd7; 15. Da3, Rf8 (Najdorf-Spassky, 1966).

f) La position simplifiée attendue par les Blancs exige de la défense un jeu extrêmement précis en raison des nombreuses menaces tactiques qui surgissent. Ainsi 16... Cc6, coup de développement naturel, est faible à cause de 17. d4, b5 (forcé); 18. Fxb5, Fxc4; 19. Dxd4, Dxb5; 20. Cd4.

bridge

N° 1167

Au pied du mur

Cette donne montre pourquoi le bridge des champions s'éloigne parfois du bridge normal. En effet, peu de joueurs auraient pensé à entamer sous un Roi second, la seule entame qui pouvait mettre le déclarant en difficulté (s'il renouçait à faire l'impasse en espérant gagner d'une autre façon).

- ♠ A754
♥ A R D 5 2
♦ D 9
♣ D 3
♠ 8 6 5 3 2
♥ 10 8 3
♦ A 10 8 2
♣ A 10 8 2
- ♠ 9 8 6 3 2
♥ 9 4
♦ 10 6
♣ 9 7 5
- ♠ D V
♥ 7 6
♦ A R V 8 7 5
♣ R 6 4

Ouest a entamé le 10 de Pique. Comment, après avoir pris avec l'As de Pique, Svarc en Sud a-t-il gagné ?

ce PETIT CHELEM A CAR-REAU contre toute défense ?

Réponse : Svarc fit tomber les atouts adverses en trois fois, puis il tira As et Roi de Cœur, puis la Dame de Cœur sur laquelle il défaussa son dernier Pique. Les Cœurs s'étaient partagés, il restait encore heureusement la possibilité de gagner si Ouest avait l'As de Trèfle : Svarc coupa le quatrième Cœur pour affranchir le cinquième Cœur, puis il joua le 4 de Trèfle, et Ouest fut sans défense car il ne pouvait empêcher le déclarant de prendre la mort au mort avec la Dame de Trèfle et de défausser un Trèfle sur le 5 de Cœur affranchi.

Si Ouest avait attaqué l'As de Trèfle ou le Valet de Cœur, le déclarant n'aurait guère eu de problème.

Un coup diabolique

Il est rare de découvrir dans le jeu de la carte des coups dont les experts connaissent mal le mécanisme. Voici cependant l'un d'entre eux. Il s'agit d'un grand chelem réussi par Belladonna il y a quelques années.

- ♠ D 2
♥ A 10 8 7
♦ A 6 5 3
♣ A 4
♠ 10 8 7
♥ V 4
♦ V 10 8
♣ 9 7 5
- ♠ D 2
♥ D 6 2
♦ 9 7 5
♣ 8 6 3 2
- ♠ A V 6 5 4 3
♥ 9 3
♦ 4
♣ R D V 10

Les enchères, à la suite d'un malentendu, avaient abouti à :

« 7 Piques », alors que l'on doit s'arrêter au petit chelem avec cette séquence où Sud est donneur :

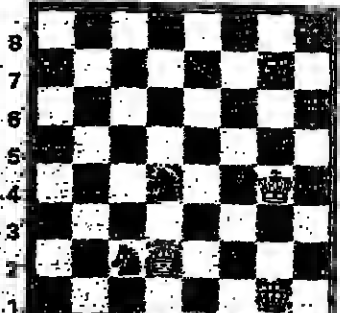
- Sud Nord
1♣ 3♥
3♠ 4SA
5♦ 5SA
6♦ 6♣

Ouest ayant entamé le 10 de Pique, comment Belladonna en Sud a-t-il gagné le GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense ? L'entame d'atout peut-être faire chuter ?

Note sur les enchères : Le BW à « 5 SA » demande le nombre des Rats tout en montrant qu'il ne manque pas d'As. Sur « 6 Piques », Sud ne pourrait donc dire « 7 Pique », que s'il avait des valeurs supplémentaires qu'il n'aurait pas indiquées.

ÉTUDE

F. DEDLE (1947)



BLANCS (2) : Rg4, Dd2
NOIRS (3) : Rg1, Cd2 et d4.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

Courrier des lecteurs : « Que doit déclarer Sud, demande M. Jean Teillet, avec cette main :

- ♠ A D 10 V A R V 9 5
♥ A R V 2
♦ A R V 2
♣ S i les annonces ont été les suivantes :

- Sud Nord
1♥ 3♥
3♠ 3♠
3♦ 6♦

Sud peut dire : 7 Cœurs car Nord a montré l'As de Trèfle, certainement une longue à Pique par le Roi et un bon soutien à Cœur (probablement la Dame). En fait, Sud avait : ♠ R 9 8 7 5 ♠ 7 6 4 3 2 ♠ V ♠ A 8.

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 272

Fixation, combinaison, slalom

Championnat de Suisse, 1985

Blancs : A. Mosbet
Noirs : Cazemier
Ouverture : Raphaël

1. 32-28 28-25 14-21-16(f) 17-22(f)
2. 37-32(a) 15-20 15-27-32(f) 15-27-32(f)
3. 41-37 18-15 16-30-24(f) 19-30-36
4. 34-29(f) 17-22(f) 19-30-36 19-30-36
5. 40-34 21-26 18-33-22 17-37
6. 31-27 5-10(f) 19-42x31-28x37(f)
7. 44-40 19-22(f) 20-44(f) 27-42(f)
8. 28-19 14-23 21-46x37 18-22
9. 50-44 10-14 22-29x27 28-29
10. 35-30(f) 14-19 23-34x23 7-12
11. 40-35 11-17 24-16x18-13x32(f)
12. 27-31(g) 16x27
13. 32x21 6-11 Abandon.

NOTES

a) L'attaque immédiate de ce pion d'enveloppement n'est pas toujours écartée : 2. 34-30 (25x34); 3. 39x30 (16-21); 4. 31-26 (11-16); 5. 44-39 (6-11); 6. 40-34 (15-20); 7. 30-25 (1-6); 8. 37-32 (19-23); 9. 28-19 (14x23); 10. 25x14 (10x19), etc. (Hamers-Berg, championnat des Pays-Bas, juniors, 1985).

b) On temporise le plus souvent. Ainsi 4. 46-41 (9-10); 5. 31-26 (20-24); 6. 36-31 (15-20); 7. 41-36 (18-23); 8. 34-29 (pousée frontale maintenue); 9. 40x29 (19-23); 10. 28x30 (25x23); 11. 45-40 (12-18); 12. 39-34 (7-12); 13. 43-39 (13-18); 14. 30-45 (8-13); 15. 48-43 (10-15); 16. 34-29 (nouvelle pousée frontale); 17. 40x29 (1-7); 18. 33-28 (20-24); 19. 29x20 (15x24), etc. (Loewen-Salomé, tournoi de Gossel, juin 1985).

c) Sur l'enchaînement Bronsting (triple fût champion de Suisse), les Blancs tirent avantage du bon regroupement par le deux pour deux 5. 29-23 (18x29); 6. 28-22 (17x28); 7. 32x34.

d) Si 6... (11-17), les Blancs, qui, face au maître international Cazemier (triple fût champion de Suisse), ont tenté leurs ambitions à la suite, négocieront certainement le quatre pour quatre 7. 27-22 (18x27); 8. 32x21 (16x27); 9. 37-31 (26x37); 10. 42x11 (7x16), d1, avantage aux Noirs.

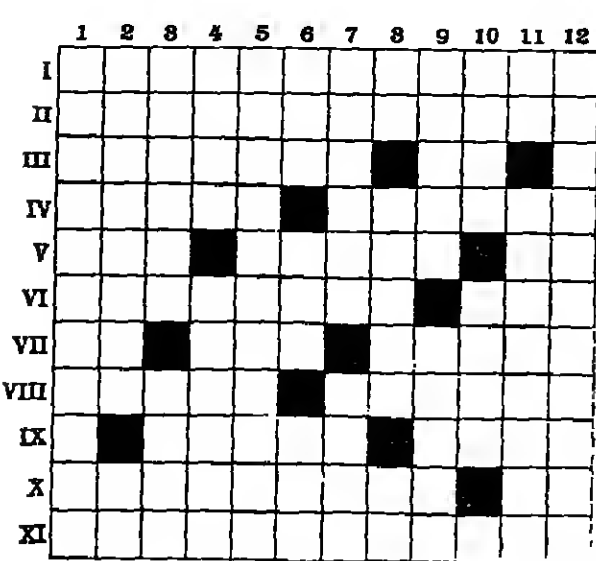
e) Et non 10... (6x17); 11. 28-23 (19x28); 12. 33x11 (7x16), jeu sensiblement égal après ce six pour six.

f) Violente pousée frontale pour la maîtrise du centre et incitation possible des Blancs à s'engager sur les périlleux sentiers du système Roonburg.

MOTS CROISÉS

N° 398

I. Ses succès l'emportent sur ses échecs. — II. On les voit partout. — III. On les a réclamés. Fleuve. — IV. Elle avait vraiment un port d'impératrice. Et dernier. — V. Parfois dans le bas-relief. Hantée par un lion superbe mais nullement généreux. Conjonction. — VI. Restes. Dans le coup, et sans nuances. — VII. Dans le coup. Pour aller vers l'égalité. Il faut l'acquiescer. — VIII. Se montent en studio. En Roumanie. — IX. Pour faire front. Pour faire front. — X. Ils rient des mécaniques particulières. Voyelles. — XI. Toujours en train de remplir des feuilles.



1. Un royaume de plus en plus partagé. — 2. Font perdre les pédales. On n'en veut pas, c'est sûr. — 3. Ne sont pas vraiment des options. Il en faut, mais pas comme ça. — 4. Il a tout du monoton. Tirant à hue et à dia. — 5. Elle n'a guère, en février, mérité ce titre altier. — 6. On y trouve la paix, parfois l'amour ou la guerre. Il a une importance extrême. Peut se faire au staud, ou partout ailleurs. — 7. Pressé sur lui. Se mit en travers. — 8. Pronom. Fit le poids. Conjonction. — 9. Miséreux. Couche protectrice. — 10. Eut sa croisée. Peut se lire, en un sens. — 11. Article. Surveille l'entraînement. — 12. On pourra les trouver chez les parfumeurs.

- SOLUTION DU N° 397
- Horizontalement
1. Nationalistes. — II. Abonée. Melle. — III. Vous. Compteur. — IV. Impair. Eu. Mdl. — V. Gien. Opéra. — VI. Annulière. Ré. — VII. Ta. Trépassé. Rat. — VIII. Ebre. Girafe. — IX. Uic. Ale. Niché. — X. Régénérateurs.
- Verticalement
1. Navigateur. — 2. Abominable. — 3. Toupet. Reg. — 4. Insulté. — 5. On. Lr. An. — 6. Néologie. — 7. Aco. Panier. — 8. Métier. — 9. Impuissant. — 10. Sot. Ce. Fie. — 11. Elém. Repu. — 12. Eludera. Hr. — 13. Sérénités.

ANACROISÉS

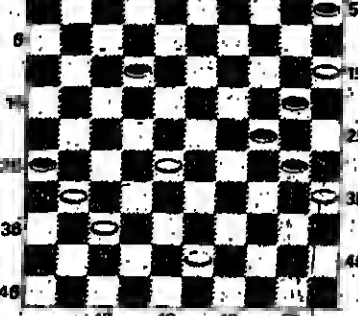
N° 398

- SOLUTION DU N° 397
- Horizontalement
1. CEEHIV. — 2. EECLOS. — 3. AANNNOY. — 4. AANNIT. — 5. ACHIMORS. — 6. AABLT. — 7. AULOV. — 8. BEELOOS. — 9. CEEERST. — 10. CEEELRU. — 11. AAB. — 12. AEEELNV. — 13. AEEELMS. — 14. AAILL. — 15. EEEINSUX. — 16. AAILNS. — 17. EELLOST. — 18. EEEEGNN.
- Verticalement
1. AACCNNS. — 2. ADEERSTU. — 3. AEEINRT. — 4. AEEESTV. — 5. AEEENOR. — 6. AEEENOR. — 7. AEEELRS. — 8. AEEELRS. — 9. AEEELRS. — 10. AEEELRS. — 11. AEEELRS. — 12. AEEELRS. — 13. AEEELRS. — 14. AEEELRS. — 15. AEEELRS. — 16. AEEELRS. — 17. AEEELRS. — 18. AEEELRS.

Problème

G. POST (Villeneuve)

1982



Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Minuterie : 3 minutes et 30 secondes.

Les Blancs jouent et gagnent.

Toques de palaces

Au cœur des grands hôtels, de grands restaurants.

Il en aura fallu du temps, aux Parisiens, pour accepter de venir manger dans un grand hôtel (alors qu'à Londres, par exemple, c'est la chose banale). Il est vrai que les palaces y ont mis du leur, certains en installant une entrée particulière, mais surtout en abandonnant la cuisine sophistiquée que Daudet appelait du « vomit de chère riche », appellation qui, aujourd'hui, convient parfaitement à la cuisine du *mi-ché new style*.

Cet effort est, en général, récompensé. Certes, le George V et le Régence Plaza sacrifient encore un peu trop au « beau voir » des appellations classiques (mais quel charme que leur patio !). Certes, le Prince de Galles nouvelle formule doit encore s'affirmer, et le Maurice est un peu ou-

blé. Mais le Ritz, grâce à Guy Legay, homme de grand métier qui a trop longtemps perdu son temps ailleurs, est un exemple, et le Céladon (hôtel Westminster) est remarquable, je l'ai indiqué. Quelques autres encore auxquels il convient d'ajouter le grand petit nouveau de l'Hôtel Balzac.

L'ancien hôtel Celtic, donc, au 6, rue Balzac, vient d'être entièrement transformé : petit palace de poche et de rêve ! Et prenant le nom d'Hôtel Balzac, son restaurant (entrée particulière par un bar charmant où officie Christian Jolly) se devait d'être le Sallambier (nom de la mère de Balzac, pour ceux qui l'ignoraient). Christian Falucci, qui dirige l'ensemble, a en la main heureuse en choisissant pour chef le jeune

Jean-Paul Deyries qui fit ses classes chez l'ami Daguin, ce qui l'autorise à proposer une carte « panache et tradition » sud-ouestissime, corrigée par une petite carte « Aujourd'hui » de sept ou huit plats du jour.

L'ami qui partageait mon repas au Sallambier a peut-être moins que moi l'habitude des tentations à la mode, mais j'ose assurer qu'il est aussi gourmet sinon plus, et de la plus délicate façon. Je l'ai trouvé subjugué par le gratin d'huitres croustillées au floc de Gascogne, puis littéralement emballé par la croustillante de pommes croustillées (pourquoi y ajouter du kiwi, inutilement, mais parce que c'est la mode ?).

Pour moi, saluant Daguin, j'avais « testé » la garbure aux trois confits, rancoté à la daube

de bœuf aux câpres pour le civet de lotte aux lardons de canard, après avoir, en d'autres occasions, apprécié le duo de confits au foie de canard, le magret fumé sur vinaigrette tiède, un peu de vieux laruns (qui comme les fromages du plateau vient de la Ferme Saint-Hubert, le meilleur affineur-fromager de Paris !), et, n'ayant plus faim pour le pestis gascon, le fondant de pruneau au cacao et à l'armagnac. Café arabe, moka par où... Balzac pour terminer bravement. Les grands vins sont évidemment coûteux, mais les vins de terroir (notamment le côtes-du-frontonnais (90 F) abordables et « en situation ». Salut donc à ce Sallambier (Hôtel Balzac - 8). Tél. 45-61-97-22.

LA REYNÈRE

Les guides sur la sellette

Que pensent de leurs juges les as de la casserole ?

La saison des guides — qui commencent en décembre pour s'achever en mars dans l'apothéose de la sortie de Michelin — la fronde contre les toques. Tous les chefs n'acceptent pas tous leurs jugements. Ils se mettent à poser des questions sur la compétence des inspecteurs qui, dès que ça va mal, quand vient la sanction, la dégradation parfois, deviennent aux yeux de leurs victimes des tyrans, des terroristes, des impérialistes... pis, des incapables !

Que se passe-t-il dans la tête, des as de la casserole face à ce tribunal implacable ? Comment réagissent-ils ? Que pensent-ils de leurs juges ? Un petit sondage auprès de soixante-dix des chefs les plus toqués et les plus étoilés de France permet de reconstituer un peu les rôles et de jouer aux critiques critiques.

Depuis le premier guide Michelin, en 1900 très exactement, d'autres ont suivi. Longtemps après : 1958 pour l'Auto-Journal, 1973 pour Gault-Millau, 1981 pour le Bottin gourmand, qui a pris la relève du Kieffer, 1984 pour Hachette et... les autres. Au total, le tirage des guides gastronomiques monte à plus de 1 200 000 exemplaires. Mais les ventes ne sont pas réparties équitablement, et l'influence du guide ne tient pas qu'au tirage.

Michelin : l'institution

« Le seul, l'unique, la Bible de la profession », « le plus sérieux », l'« institution indiscutable », « parfait », « le meilleur des guides »... les inspecteurs de l'avenue de Breteuil, fort des 700 000 exemplaires tirés, doivent rougir sous cette avalanche de

louanges. Pourtant ceux-ci ont la couleur de l'incognito. Leur credo : ne jamais se faire connaître, manger, payer leur addition et s'en aller. Même leur nombre reste sous le sceau du secret, et l'on dévoile seulement que ce sont tous d'anciens professionnels de l'hôtellerie et de la restauration.

La piste aux étoiles serait-elle un miroir aux alouettes ? Non, en tout cas pas pour les restaurateurs, et une troisième étoile assure la prospérité d'une maison. « Avant, j'étais complot pour huit jours, depuis ma troisième étoile, le restaurant est complot sur deux mois... et encore, parce que je limite les réservations à deux mois ! », explique Joël Robuchon, qui ajoute : « Mais il ne faut jamais perdre une étoile. Ce serait la catastrophe financière. Mieux vaut rester à deux étoiles que de grimper à trois et de retomber ! »

Gault-Millau : ne bousculez pas les idoles

Vilipendé, décrié et parfois même agressé par la presse, l'ancien guide biépistolaire (Henri Gault est parti) affiche une bonne santé, et l'on annonce deux cent mille exemplaires pour l'édition 1986 qui vient de sortir. Dernier en date des grands guides, ses succès irritent et dérangent certains restaurateurs. Ainsi ne comprend-on pas toujours les changements de la notation. Et l'on se souvient des dissidences créées l'an dernier par le désormais fameux 19,5 de Gault-Millau.

Certains chefs n'ont pas apprécié cette subtilité numérique, et l'on entend près des « pianos » des petites phrases sèches et vengeresses qui suscitent un chant acide du genre « faire scandale pour mieux se vendre ».

Reste que le guide est assez largement accepté par la profession. Il a suffi qu'un hebdomadaire traite les compères d'« assassins de la cuisine française », et Christian Millau de « Roi Lear perdu dans son faubourg » pour qu'arrivent à la rédaction des sacs entiers de lettres témoignant de la ferveur et du soutien des chefs. On ne bouscule pas les idoles, et la plupart des trois et quatre toques ont sorti leur plume pour conforter un pouvoir un instant ébranlé.

Les réponses au sondage vont dans le même sens. On discute leur indépendance (13,6/20), mais on ne remet pas en cause leur compétence (15,8/20) ni leur influence (16/20). Les commentaires sont révélateurs : « Ce guide a beaucoup apporté à la restauration », « De l'honneur et du panache », « super », quand ce n'est carrément pas la béatitude : « Grâce à ce guide, j'ai pu créer un bon restaurant ».

Bien sûr, le temps n'est plus où les critiques des restaurants n'étaient le fait que d'une petite équipe parisienne relayée par une poignée d'amis provinciaux. Le Gault-Millau est devenu une entreprise avec une quarantaine de correspondants régionaux et locaux. Mais, précisons-le, la rédaction du guide, les deux et trois toques ne sont accordées que par les maîtres.

Hachette : touristique

La plus importante maison d'édition française ne pouvait se passer de guide gastronomique. On connaissait les petits et les gros « bleus » avant l'arrivée du guide Hachette, sponsorisé par Firestone (un autre grand du pneu), voilà deux ans. Lancé avec de gros moyens, il a très vite trouvé une clientèle et le succès avec un tirage de cent cinquante mille exemplaires. En 1986, l'éditeur annonce deux cent trente mille avec les conditions étonnantes.

« Encyclopédie touristique », « seule la partie guide bleu est intéressante », « peu pratique et confus avec de bonnes intentions journalistiques ». Les avis des cuisiniers sur le guide Hachette sont partagés. Les professionnels mettent en doute les connaissances en cuisine et en vins, qui atteignent tout juste la moyenne, mais plus singulièrement son indépendance. Et tous se rejoignent pour ennoter son peu d'influence. L'ancienneté, il n'y a que cela de vrai dans les guides gastronomiques !

Bottin gourmand : succès d'estime

« Nouveau en apparence avec ses quatre éditions », le Bottin gourmand a en fait repris la formule du défunt Guide Kieffer. Né dans la suspicion et le doute, le Bottin poursuit sa route. « Il est

en progression, constate Jean Didier, son directeur, et l'édition 1986 a été tirée à cent vingt mille exemplaires ».

« Bon », « méritant », « bonne qualité », « très bonne présentation », le Bottin gourmand joint d'un succès d'estime auprès des professionnels. Il en est même un qui avance benoîtement : « A suivre comme un mouton ». Il ressemble à ces romans bien accueillis par la critique qui ont du mal à se vendre.

« Nous voulons respecter le client et notre jugement veut être la synthèse de valeur de l'établissement à long terme ». Une politique mi-figure mi-raison qui donne des commentaires à l'eau tiède et qui expliquerait le peu d'influence constaté par les chefs : « Importance limitée en province », « Il suit gentiment le mouvement », écrit un autre.

La politique du Bottin gourmand ? « Ne détruisons pas la France ». C'est clair et net. « Les grandes maisons parisiennes sont devenues des monuments historiques. Ici, on ne touche pas aux mandarins ».

L'Auto-Journal : les petites tables

« Le premier critique gastronomique de l'Auto-Journal, c'était Robert Hersant, révèle Jean-Marie Boelle, son responsable, mais depuis quelques années il regarde les choses de très loin ». Le 1^{er} mars 1986 est sortie sa vingt-huitième édition du guide, tirée à cent mille exemplaires et répertoriant deux mille établissements.

« Un bon guide essentiellement pour les restaurants à petits prix », « pour restaurants bon marché », « sympa », « se veut juste », « s'adresse à une clientèle spécifique et d'inconditionnels ». Les étoiles et les toques regardent le guide de l'Auto-Journal avec un peu de condescendance. « De fait, notre zone d'influence se porte plus sur les petites tables, qui constituent les trois quarts des maisons citées, on ne l'achète pas pour découvrir les grands restaurants ».

MICHEL CREIGNOU et ELISABETH DE NEUVILLE

Les Tables de la Semaine

Le Cigalon, à Voisins-le-Bretonneux

Je l'avais signalé au lecteur, le bon M. Gras, qui avait quitté ses Sautours de Provence (295, rue Lacourbe, où, du reste, il est fort bien « contenu » puisque l'on y sert une des meilleures bouillabaisse de Paris !), M. Gras, donc, est allé s'installer à Voisins-le-Bretonneux, dans les Yvelines. A l'enseigne du Cigalon, vous trouverez une brasserie (avec menus à 55 et 135 francs) et un restaurant style provençal où il présente (son fils l'aide en cuisine), après quelques entrées (dont le soupe de poissons, 38 francs), les moutons farcis, la lotte provençale, la bourride (sur commande) et la bouillabaisse des pêcheurs (300 francs pour deux convives, une splendide !). Quelques viandes, mais pourquoi venir ici pour la viande ? et quelques desserts (bonne tarta aux pommes). Un bandol blanc (81 francs), ou mieux, à mon goût, rouge (86 francs), vous donnera des ailes pour le retour.

Le Cigalon, place de la Mairie, à Voisins-le-Bretonneux (78160, 9 km de Versailles, 20 km de Paris). Tél. 39-43-77-25.

Le Bristol, numéro un !

La dernière phase des travaux se termine, faisant de ce palace l'un des plus somptueux, des plus classiques aussi, de la capitale. Côté restauration, le top niveau est atteint avec les deux salles à manger, celle d'hiver, ovale de boiseries tendues aux lustres Louis-XV, celle d'été devant le jardin aux pelouses verdoyantes, claire, gaie sous son vélum fleuri. Au « piano », un chef dont on ne parle guère : Ernie Tabourdeau. Un grand et un modeste, un sage et un créateur au service de qui la salle, bien menée, ajoute ce « plus » qui fait les grandes maisons. La soupe de homard à l'orange et les risonnettes d'agneau à l'infusion de cerfeuil lorsqu'elles figurent à la carte font un repas équilibré, original et sage. La table des fromages devrait faire honte à trop de plateaux d'indigence. Les desserts sont intéressants. Le soir, on passera commande au bar de Michel le Régent, entre deux blues du pianiste en smoking blanc. A la carte, comptez 500 F, mais pour une vraie fête. Merci, M. Marcelin !

Le Bristol, 112, faubourg Saint-Honoré (8^e). Tél. 42-66-91-45 (parking gardé, L.L.).

Le Jardin du Royal Monceau

Un vrai jardin au cœur de l'hôtel. Et, au milieu du jardin, une bulle verte, bien chauffée l'hiver (et climatisée l'été) sous laquelle le dépaysement devient précieusement patricien.

Cette harpe, le soir, l'entendant vraiment ou est-ce une rêverie ? Le cuisinier du chef Biscay le pourrait laisser croire tant elle est légère, suivie, avec une pointe d'agressivité bien plaisante (piccata de volaille à

l'aigre-doux, citron vert et ananas ; lotte poêlée au vin rouge et à la civre, etc.). Remarque : comptez 350/400 F.

Le Jardin, 35, avenue Hoche (8^e). Tél. 45-61-98-08 (L.L.).

L'Estournel

C'est le restaurant de l'hôtel Beilmont, orné de fresques originales de Decaris enrichissant un décor 1930. Cuisine recherchée du jeune Henri Bouter (fricassée de poissons au velouté de pistache, filet mignon de porc aux quetches à l'aigre-doux, maigre de canard au cassis ou petits gris aux noix et anchois). Comptez 400 F.

L'Estournel, 1, rue Léo Delibes et 88 bis rue Kieffer (16^e). Tél. 45-53-10-79 (fermé samedi et dimanche).

L'hôtel Landcaster

L'hôtel Landcaster, palace de poche, est le favori de la pentry. Calme, sérénité, légèreté, froid britannique bien reposant. Et, devant, un petit jardin instauré (où l'on mange aux beaux jours) le restaurant le plus « sweet » qui soit. Avec un nouveau directeur, R.-G. Linhardt, le Landcaster (lié quelque peu au Savoy de Londres, c'est tout dire) a aussi un nouveau chef, Edmond Hus. Carte courte, cuisine presque classique, en accord avec le décor de fleurs, fontaines et statues...

Le fofe gras est au sauternes (110) et un feuilleté d'escargots et crêpes de coq « à la bourgeoise » (90) rivalisent avec le gratin d'écrevisses et de coques. Le saumon grillé est fourré à la crème d'anis (150) et le ragout d'agneau marseillais (125) la dispute à un filet de bœuf piqué d'anchois accompagné d'une purée d'oignons (140). Homardes desserts. Un gentil menu « fromage et dessert » (180) est intéressant.

Le Landcaster, 7, rue de Berri (8^e). Tél. 43-59-90-43 (parking au n° 5).

La Table de l'Astor

Aux déjeuners seulement, dans un cadre plaisant, Guillaume Pires travaille ici pour le meilleur (en cuisine Maurice Huchart) avec surtout un menu « affaires » : choix entre deux entrées, deux plats, fromage, voiture de pâtisseries et café pour 170 F net. A la carte, des saint-jacques à la livournaise (qui vient faire la livournaise à l'heure, personne n'a pu me l'expliquer !), une sole de rale sautée à la française de choux, un foie de veau crème de poireaux, un gâteau d'agneau aux aubergines (un peu trop cuit), un parfait émincé de cuisse et râble de lapereau rôti. Médicaments fromages mais bons desserts. Cava très honorable et, répons-la, cadre plaisant. Comptez 300 F.

La Table de l'Astor, 11, rue d'Astorg (8^e). Tél. 42-66-56-56.

L.R.

Notes

Voici la moyenne des notes globales décernées aux guides gastronomiques par les chefs et les restaurateurs interrogés lors de notre petit sondage :

Michelin : 17,1.
Gault-Millau : 15,72.
Bottin Gourmand : 12,86.
Auto-Journal : 12,3.
Hachette : 11,4.

Faites le 36.15.91.77
Tapez. Funi
FUNITEL
Mettez-vous avec votre Minitel.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUR 51200 EPERNAY. Tél. 25-58-48-37
Vn vieill en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (03) 47-13-94
Loulé Modrin, viticulteur, 71500 Mercurey.

Faites le 36.15.91.77
Tapez. Funi
FUNITEL
Mettez-vous avec votre Minitel.

Rive gauche

La Méditerranée
2, place de l'Odéon (6^e)
Tél. 43.26.67.5
SALONS PARTICULIERS
OUVERT L.L.
DEJEUNER-DINER

Le Sybille
DINER AUX CHANDELLES
138 F sc
6, rue du Sabot - PARIS 6 - 42-22-21-66
Saint-Germain-des-Près

Rive droite

LE CHALET des ILES
AU BOIS de BOULOGNE
traverse en bateau
Le charme d'un cadre de verdure
UNE BONNE TABLE
A DES PRIX RAISONNABLES
DEJEUERS TOUTS LES JOURS
Réservation 42.88.04.69

AUX ROSES DE BLIDA
spécialités pieds-noirs à emporter
29, rue de Chazelles, 7501 PARIS
46.22.43.86

les gourmets
font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61, bd de Reuilly, 75012 PARIS
Tél. 43-43-70-17
M. DAUMESNIL (Félix-Eboul)

étranger

DIPLOMATIE

A LA RÉUNION DES MINISTRES DE LA DÉFENSE DE L'OTAN

Les alliés des Etats-Unis semblent avoir renoncé à une initiative de défense européenne

Les ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie, réunis mercredi 20 mars dans la capitale polonaise, ont lancé un « appel instant » à l'OTAN, lui demandant de « faire preuve de réalisme » en matière de désarmement nucléaire, indique un communiqué diffusé jeudi par l'agence soviétique Tass.

Dans cet appel, qui s'adresse « au premier chef aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France », le pacte de Varsovie invite l'OTAN à « parvenir à des accords qui prennent en considération les intérêts des deux parties et de tous les

Etats sur une réduction radicale des armes nucléaires, leur liquidation future et la prévention de la course aux armements dans l'espace ».

Le communiqué évoque, sans précision de date, la « prochaine rencontre au sommet soviéto-américain », qui devrait, selon les pays de l'Est, être axée sur « les questions liées à la réalisation d'accords concrets » et « pourrait pour le moins donner lieu à des accords sur l'arrêt des essais nucléaires et la liquidation des missiles américains et soviétiques de portée intermédiaire » déployés en Europe.

intercontinentaux, qui constituent pour eux la principale menace, et négligent la protection de l'espace européen.

Pour cette raison, M. Woerner, le ministre allemand de la Défense, qui, au demeurant, compte au sein du cabinet fédéral parmi les partisans les plus résolus de l'IDS, avait lancé l'idée, voici quelques semaines, d'un programme spécifique européen de défense contre les missiles à moyenne et à courte portée. Le projet de M. Woerner, baptisé par la presse « initiative de défense européenne » (IDE), pouvait apparaître, bien que présenté en termes vagues, comme marquant la volonté de se distinguer d'une IDS incertaine et de développer un programme spécifique conçu par et pour les Européens.

Le projet du ministre allemand est-il mort-né ? Certains ont eu cette impression jeudi à Wurtzbourg, en Bavière. Le général Abrahamson, le patron de l'IDS, a fait un véritable tabac en exposant aux ministres les progrès techniques très rapides obtenus grâce aux recherches organisées dans le cadre du programme qu'il dirige, et surtout en soulignant que ces recherches prenaient parfaitement en compte les besoins spécifiques des Européens, autrement dit la défense contre les missiles à moyenne portée (les SS-20) on même contre ceux à courte portée.

La promesse n'est pas nouvelle, mais elle semble cette fois avoir convaincu. Les Européens redoutent que les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur l'interception des missiles

général Abrahamson, de parler d'une initiative européenne.

On sait que, la veille, le chancelier Kohl et M. Weinberger, le secrétaire américain à la Défense, avaient approuvé les grandes lignes d'un accord dérivant selon quelles modalités la RFA coopérerait à l'IDS. Cet accord, que le Parti libéral n'aime guère, est présenté comme ayant une connotation essentiellement technologique. M. Woerner a apparemment tenu à s'écarter de cette interprétation restrictive en rappelant que l'IDS était un programme de défense et qu'en tant que tel il était appuyé par son gouvernement.

Ce dossier sera certainement à nouveau ouvert lors de la prochaine réunion du comité des plans de défense, l'autre grand organisme politico-militaire de l'OTAN, où les ministres de la Défense se retrouveront en mai. Les ministres, conscients que le meilleur moyen de se protéger contre les SS-20 est encore de les voir disparaître, ont apporté leur plein appui à la position prise par les Etats-Unis (l'option « zero armage ») dans la négociation de désarmement à Genève.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Shultz rencontre à Paris MM. Mitterrand et Chirac

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a commencé, le vendredi 21 mars, par Paris une tournée de dix jours en Europe qui doit le conduire notamment en Grèce et en Turquie, deux pays, du flanc sud de l'OTAN abritant des bases américaines et que divise la question de Chypre.

Au cours de sa visite de vingt-quatre heures en France, M. Shultz, après un déjeuner dans un grand restaurant parisien avec M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures sortant, devait être reçu vendredi à 16 heures, à l'Elysée, par M. Mitterrand, et une heure plus tard, à Matignon, par M. Chirac, nouveau premier ministre. Dans la soirée, le secrétaire d'Etat devait prendre la parole devant les anciens élèves de l'université de Stanford, à l'hôtel intercontinental. Un petit déjeuner avec M. Giscard d'Estaing est prévu samedi matin.

Premier interlocuteur du chef de l'Etat après la formation du nouveau gouvernement, M. Shultz devait s'informer des perspectives de la politique étrangère française dans la situation issue des élections du 16 mars et, en particulier, de la répartition des rôles entre l'Elysée, l'hôtel Matignon et le Quai d'Orsay. A Washington, on a déjà fait savoir ces derniers jours qu'on ne s'attendait pas à de grands changements dans la diplomatie de Paris, notamment à l'égard des Etats-Unis.

En Turquie, où il séjournera du 22 au 25 mars, M. Shultz s'entre-tiendra avec les principaux respon-

sables du pays. Ces conversations seront largement consacrées à la reconduction de l'accord sur les bases et à la question de l'aide américaine. La Turquie souhaite voir remplacer l'accord actuel par un traité et réclame une augmentation de l'aide des Etats-Unis. Un haut responsable du département d'Etat a indiqué, jeudi, que le gouvernement américain était prêt « à faire son possible pour renforcer les capacités défensives » de la Turquie.

La Maison Blanche a proposé une aide de 975 millions de dollars à

Ankara (et 501 millions pour la Grèce) pour l'exercice 1987 - qui débutera le 1^{er} octobre, - mais ce montant, en hausse de 236 millions par rapport à l'exercice 1986, a de fortes chances d'être réduit par le Congrès.

La question des bases sera également évoquée, du 26 au 28 mars, à Athènes, dont les relations avec Washington ont connu une amélioration après une période de froid due en grande partie aux déclarations hostiles aux Etats-Unis du premier ministre, M. Papandreu.

M. Perez de Cuellar s'entretient avec M. Reagan des difficultés financières de l'ONU

New-York (Nations unies). - Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, devait s'entretenir, ce vendredi 21 mars à la Maison Blanche, avec le président Reagan des difficultés financières auxquelles se trouve actuellement confrontée l'Organisation. Ces difficultés, les plus graves de l'histoire de l'ONU, ont été accrues par la récente décision du Congrès américain de réduire sensiblement la contribution de Washington au budget des Nations unies.

Selon les chiffres avancés officiellement, les Etats-Unis ne verseront que 120 millions de dollars à l'ONU cette année, alors que leur contribution s'élève normalement à 200 millions de dollars. Au total, l'ONU

affichera un déficit budgétaire de 250 millions de dollars sur un budget total de 800 millions, car dix-sept autres pays, dont l'URSS et ses alliés socialistes, ont accumulé des arriérés de cotisation.

Pour tenter de faire face à cette situation, M. Perez de Cuellar a déjà annoncé en janvier un premier train de mesures d'austérité, permettant de réaliser 15 millions de dollars d'économies. Il en prépare un second, qu'il soumettra à l'Assemblée générale fin avril, au cours d'une reprise exceptionnelle de la session. D'autre part, un comité de dix-huit experts de haut niveau a été formé pour tenter de régler à long terme les problèmes financiers et administratifs de l'ONU. - (AFP.)

ASIE

Inde

La police tire sur une foule de 10 000 sikhs

La police du Pendjab a ouvert le feu sur quelque dix mille militants sikhs, vendredi, à Chandigarh, capitale de cet Etat du nord de l'Inde, tuant au moins trois personnes et en blessant cinq autres. Les manifestants se dirigeaient vers l'Assemblée de l'Etat du Pendjab en demandant la libération des militants sikhs internés dans des prisons indiennes.

Alkali Dal, un petit parti extrémiste dirigé par son père, selon la police, il se serait suicidé ou aurait été victime d'un accident. Son père, Baba Joginder (quatre-vingts ans) et ses amis parlent d'assassinat et réclament une enquête officielle.

Vendredi, un convoi d'une soixantaine de camions de militants conduits par Baba Joginder était en vue de Chandigarh, capitale du Pendjab. En fin de matinée, les trois mille « disciples » du vieux leader sikh bloquaient l'accès de l'Assemblée législative et réclamaient à grands cris « le renvoi des forces paramilitaires du Pendjab, l'arrestation des meurtriers de Rode et la libération de tous les prisonniers politiques sikhs ». Des slogans en faveur de Bhindranwale et de « Khalistan » - l'Etat sikh indépendant - ont été entendus.

De notre correspondant

New-Delhi. - Quatre villes où se sont imposés le couvre-feu, vingt mille hommes des forces paramilitaires dans les rues, des affrontements violents qui se multiplient entre sikhs et hindous, et un gouvernement local qui ne parvient pas à rétablir la paix civile : telle est l'inquiétante situation qui prévaut au Pendjab.

Chaque jour on procède, des banques sont attaquées, des armuriers dévalisés, des officiers de police abattus, des religieux et des industriels locaux assassinés.

Au Parlement de New-Delhi et à l'Assemblée législative du Pendjab, un nombre croissant de députés - réclamant la destitution immédiate du gouvernement sikh modéré de l'Etat (élu il y a six mois), et la reprise en main par M. Rajiv Gandhi de l'administration de la province.

Jedi, en prévision d'une journée « chaude », deux cents activistes sikhs ont été arrêtés préventivement. La dernière flambée de violence, qui a vu des centaines de jeunes sikhs affronter sabre au clair autant d'extrémistes hindous, obligeant la police à ouvrir le feu (deux morts), a eu pour prétexte la mort de Jagjit Singh Rode, dont le corps déchiqueté a été retrouvé mardi sur une voie ferrée. Demi-frère de feu Bhindranwale, le « grand prêtre » séparatiste tué il y a deux ans, au Temple d'or, par l'armée indienne, Rode était secrétaire général du United

dont dont rêvent les extrémistes - ont été comme à l'ordinaire vociférés tout au long du voyage.

Les heurts entre hindous et sikhs ont redoublé d'intensité mercredi dans plusieurs villes après que les jeunes du United Alkali Dal et de la Fédération des étudiants sikhs (AISSE) eurent « invité » les commerçants à tirer leurs rideaux en signe de respect à la mémoire de Rode. Certains hindous ont refusé, et plusieurs écoliers et jeunes ont été blessés et pillés. D'autres commerçants, qui s'étaient soumis à l'invitation, ont dû faire face à la colère des jeunes hindous du Shiv Seva, organisation tout aussi extrémiste que l'AISSE, et qui s'est arrogé la mission « de protéger la minorité hindoue contre le terrorisme sikh ».

PATRICE CLAUDE.

Philippines

M^{me} Aquino va promulguer une « Constitution provisoire »

Manille. - La présidente Corazon Aquino compte promulguer, la semaine prochaine, un texte constitutionnel de transition lui permettant de dissoudre le Parlement et d'instaurer un gouvernement révolutionnaire provisoire, indiquait-on jeudi 20 mars, à Manille, au palais présidentiel.

Le nouveau gouvernement sera de nature révolutionnaire, d'essence démocratique et de caractère transitoire. L'autorité civile aura, à tout moment, la primauté sur l'autorité militaire, précisait-on. La Constitution provisoire ne demeurera en vigueur que de six à huit mois, délai jugé nécessaire à la rédaction d'une nouvelle constitution par une commission d'experts. Le texte définitif sera soumis à l'approbation populaire. De nouvelles élections auront lieu. Entre-temps, en vue d'un retour au bicamérisme, le reconstruit à un

gouvernement populaire a été recommandé à M^{me} Aquino par un comité de sages.

La tâche de redressement n'en reste pas moins énorme. D'autant plus que, sur des points essentiels, des opinions divergentes se font jour. Le ministre de la Défense, M. Juan Ponce Enrile, qui occupe ce poste pendant une quinzaine d'années sous M. Marcos, s'est publiquement élevé, jeudi, contre l'engagement de M^{me} Aquino en faveur d'une trêve avec la guérilla communiste. « Tout en respectant l'appel de notre président à l'unité et à la réconciliation, et en lui apportant notre soutien total, nous ne pouvons laisser des civils innocents et nos soldats se faire massacrer par des éléments dissidents sans rien faire », a-t-il déclaré, AFP.

PROCHE-ORIENT

APRÈS L'ATTENTAT ANTI-ISRAËLIEN AU CAIRE

L'Egypte et Israël décidés à maintenir le dialogue

L'Egypte et Israël paraissent décidés à empêcher que l'attentat anti-israélien commis mercredi 19 mars au Caire n'altère encore un peu plus leurs relations, déjà passablement froides.

Le président Mubarak estime que cette affaire « n'affectera pas les relations égypto-israéliennes », a indiqué jeudi le ministre israélien du tourisme, M. Avraham Shari, à l'issue d'un entretien avec le chef de l'Etat égyptien. M. Shari se trouvait au Caire pour assister à la foire internationale de la capitale égyptienne. C'est en sortant du stand de l'Etat hébreu qu'une

employée de l'ambassade israélienne en Egypte a été tuée et trois autres Israéliens blessés, lorsque leur voiture a été prise sous le feu de plusieurs terroristes.

Le président Mubarak, a dit M. Shari, a « répété qu'il déploierait le maximum d'efforts pour améliorer et consolider les relations entre les deux pays ». Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, s'est, lui aussi, déclaré convaincu que ce « nouvel attentat anti-israélien ne porterait pas atteinte au processus de paix entre l'Egypte et Israël ». Il a

assuré qu'il faisait pleinement confiance au chef de l'Etat égyptien, « qui considère que l'option de la paix est le bon choix ».

Dans un communiqué, remis à une agence de presse, l'Organisation Révolutionnaire égyptienne, qui a revendiqué l'attentat, dénonce les accords de Camp David et « l'autorisation accordée aux Israéliens d'avoir un pavillon à la foire internationale du Caire ». Le document est signé « des révolutionnaires nassériens d'Egypte » et porte trois mots en conclusion : « Dieu, Egypte, Arabisme ». Radio-Tripoli a salué l'attentat, le qualifiant d'« opération courageuse », destinée « à chasser les sionistes d'Egypte ».

LA GUERRE DU GOLFE

Nouvelles attaques de pétroliers par la chasse irakienne

Deux pétroliers affrétés par l'Irak ont été touchés dans le Golfe, le jeudi 20 mars, par des missiles de la chasse irakienne. Le *Superior*, battant pavillon égyptien, a subi d'importants dégâts mais a pu continuer sa route vers l'Ile iranienne de Sirri, au sud du Golfe. L'*Atlantico*, un bâtiment libérien, a pris feu après avoir été attaqué au large du terminal pétrolier iranien de Kharg (nord-est du Golfe). L'équipage a pu quitter le navire. Ces deux attaques témoignent d'un regain des opérations de la chasse irakienne contre les pétroliers allant charger en Iran, alors que, la terre, les

troupes de Bagdad semblent avoir du mal à reprendre les positions conquises par les forces de Téhéran lors de leurs offensives de février.

D'autre part, un haut responsable iranien a assuré, jeudi, que la chute de la base navale irakienne d'Oman-Al-Qasr « était imminente ». Cette base, située au sud-est de l'Irak, au fond du chenal de Khor-Abdallah, « est à portée de feu des unités navales et terrestres iraniennes » et « sa chute est certaine », a indiqué M. Mohsen Rafiq Doust, le ministre des Gardiens de la révolution. - (AFP, Reuters.)

Entretiens

Mubarak-Husseini

Le président Mubarak s'est, d'autre part, entretenu jeudi avec le roi Hussein, venu quelques heures au Caire faire le point de la situation au Proche-Orient après l'échec des récentes conversations jordano-palestiniennes. A l'issue de cet entretien, le souverain s'est borné à souligner que ses efforts en vue de parvenir à une action diplomatique commune avec l'OLP avaient débouché sur une « impasse ». « Il est clair que nous avons subi un revers », a relevé le roi Hussein, sans évoquer la possibilité d'une reprise des pourparlers avec l'OLP, reprise que l'on souhaite au Caire. C'est aussi le vœu dont a fait part le chef de l'OLP, M. Arafat, notamment, lors de sa récente visite au Yorgoslavie. - (AFP, Reuters.)

(Publicité)



فرارسیدن عید نوروز را به کلیه هموطنان گرامی تبریک عرض می‌نمایم. امید است تحت توجّهات حضرت ولی عصر «ع» و رهبری امام خمینی «مدظله» همواره پاسدار خون شهدا بوده و این تحویل سال نو طلیعه تحولی نوین در قلوب و یکایک مادر میسر حق و دفاع از آرمانهای متعالی اسلام عزیز باشد.

نوروز ۱۳۶۵

سفارت جمهوری اسلامی ایران - پاریس

Nous avons le plaisir de formuler nos meilleurs vœux de Nouvel An (NOW-ROUZ) à l'attention de nos chers compatriotes. Nous espérons que, sous le haut patronage spirituel de l'Imam Attendu et grâce aux commandements de l'Imam Khomeiny, nous pourrions continuer à sanctifier le sang des martyrs, et que le Nouvel An soit le prétexte d'une mutation dans nos cœurs pour nous élever à défendre la vérité et les principes transcendants de l'Islam.

NOW-ROUZ 1365
AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE
ISLAMIQUE D'IRAN À PARIS

Challenge

L'avenir des jeunes s'inscrit en anglais.

L'apprentissage, la pratique, la vie en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis avec des jeunes de langue anglaise. C'est le challenge que nous vous proposons.

GRANDE-BRETAGNE 9-11 ANS

Centres internationaux

Activités sportives & loisirs

U.S.A. 15-19 ANS

Séjours familiaux

Séjours scolaires

Programme sur demande à : Challenge Europe, 10 rue de la Paix, 75002 Paris

Téléphone 01-47-33-33-33 - Télécopie 01-47-33-33-33 - Fax 01-47-33-33-33

كندا من الأصل

Le Monde SPORTS

Formule 1 : des courses contre la jauge

Le Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault), en tête du Grand Prix de San-Marin 1985, à Imola, qui tombe en panne sèche à trois tours de l'arrivée. Le Suédois Stefan Johansson (Ferrari), qui le passe mais doit s'arrêter au tour suivant pour la même raison. Le Belge Thierry Boutsen, dont l'Arrows-BMW, à court de carburant, franchit en troisième position la ligne d'arrivée en boquant. Alain Prost, le vainqueur, immobilisé dans son tour d'honneur et finalement déclassé, car sa McLaren-TAG-Porsche, réservoir à sec, ne faisait plus le poids réglementaire (538 kilos au lieu des 540 minimum imposés).

Ces images d'un extraordinaire final hanteront souvent l'esprit des pilotes, des motoristes et des responsables d'écurie de formule 1, lorsque les seize grands prix du championnat du monde 1986 approcheront de leur terme. Surtout ceux disputés sur les circuits très rapides d'Imola, de Montréal, de Hockenheim, de Zeltweg ou de Monza. Par rapport à la saison dernière, la principale modification des règlements

Le championnat du monde de formule 1 débute dimanche 23 mars avec le Grand Prix du Brésil disputé sur le circuit de Jacarepaguá, près de Rio-de-Janeiro. Pour la première fois en début de saison, les vingt-et-une voitures engagées disposeront toutes de moteurs turbocompressés. Cette compétition, qui nécessite désormais des budgets de plusieurs dizaines de millions de francs par écurie, devient peu à peu le domaine des grands motoristes. BMW, Ferrari, Honda, Renault, TAG-Porsche, Alfa-Romeo et, en cours de saison, Ford vont s'y affronter. Un nouveau défi leur est proposé en 1986 : celui de la réduction de la consommation, qui devra passer de 220 à 195 litres maximum.

baissés. Dans ce domaine, la palme revient incontestablement à l'ingénieur Gordon Murray, qui a réussi à abaisser la nouvelle Brabham BT-55 de 23 centimètres par rapport à sa devancière. Des modifications qui ont nécessité, il est vrai, 732 dessins, 117 000 heures de travail et un investissement de 6 800 000 livres sterling (69,4 millions de francs).

Ces modifications destinées à abaisser le centre de gravité et à améliorer la pénétration dans l'air et l'efficacité de l'aileron arrière, im-

Piquet, champion du monde 1981 et 1983 avec Brabham, recruté par Frank Williams pour remplacer le Finlandais Keke Rosberg, a battu les meilleurs temps de référence sur les circuits de Castellet et Rio. Il faudra toutefois attendre les courses pour voir si la puissance impressionnante, et d'ailleurs tenue secrète, des Williams-Honda s'accommodera de la limitation de la consommation.

L'un des efforts les plus importants pour relever ce défi a été accompli par Renault, qui continue



La nouvelle Brabham : 117 000 heures de travail pour gagner 23 centimètres.

concerne en effet la limitation du carburant autorisé, qui passe de 220 à 195 litres pour des courses dont la distance varie de 250 à 315 kilomètres.

Conduite couchée

Pour les motoristes et les ingénieurs des écuries de formule 1, le grand défi de 1986 consistait donc à augmenter ou, pour le moins, à conserver la puissance des moteurs, tout en diminuant leur consommation. Leurs recherches ont principalement porté dans deux directions : l'amélioration de l'aérodynamisme des monoplates et le développement de l'électronique pour mieux maîtriser encore les pressions de suralimentation des moteurs turbocompressés.

A l'exception notable de la Lotus-Renault, fidèle à des formes arrondies, toutes les nouvelles formule 1 qui débiteront à Rio ou dans les prochains grands prix présentent des profils plus effilés et souvent sur-

scront aux deux pilotes italiens, Elio De Angelis et Riccardo Patrese, de conduire en position pratiquement allongée le casque au ras du bitume. Le moteur BMW, monté jusqu'ici verticalement, a aussi dû être positionné pratiquement à plat (angle de 18 degrés par rapport à l'horizontale), ce qui a nécessité d'importantes modifications.

La puissance du moteur BMW, qui développait 570 ch en 1982, lorsque Nelson Piquet était devenu le premier champion du monde équipé d'un turbo, a été maintenue par rapport à la saison dernière, malgré les limitations de carburant. Grâce à un nouveau système d'allumage et d'injection, il étendra 900 ch en course et même 1 050 ch en qualification avec une pompe à injection plus puissante et une pression de turbo accrue.

Les essais d'avant-saison ont montré que des mises au point étaient encore nécessaires, principalement pour l'électronique, le refroidissement du moteur et la transmission, avant que le potentiel de la BT-55 soit pleinement exploité. Il sera alors intéressant de comparer cette Brabham d'avant-garde avec les monoplates des deux autres écuries équipées du même moteur BMW monté de façon classique : Arrows, avec le Suisse Marc Surer et le Belge Thierry Boutsen, et Benetton (ex-Toleman), avec l'Italien Teo Fagioli et l'Allemand de l'Ouest Gerhard Berger.

Un moteur très fiable

Si les Brabham-BMW suscitent le plus de curiosité, les deux favorites du championnat du monde 1986 sont pourtant les deux Williams-Honda du Brésilien Nelson Piquet et du Britannique Nigel Mansell. Après deux saisons de mise au point, le géant japonais, qui a, dit-on, investi 40 millions de dollars (280 millions de francs) dans la formule 1, possède désormais un moteur très fiable. Les deux Williams-Honda ont d'ailleurs gagné les trois derniers grands prix.

Cette saison, l'ingénieur Patrick Head a porté ses efforts sur l'amélioration de l'aérodynamisme. Les formes de la FW-10 sont surbaissées et rétrécies par rapport à sa devancière. L'utilisation de pièces en céramique, pour limiter le surchauffe du moteur, a permis de réduire considérablement le volume des radiateurs, et donc des pontons latéraux. Lors des essais d'avant-saison, Nelson

à fournir trois écuries : Lotus, avec le Brésilien Ayrton Senna et le Britannique Johnnie Dumfries ; Tyrrell, avec le Britannique Martin Brundle et le Français Philippe Streiff ; et Ligier, avec les Français René Arnoux et Jacques Laffite. Les ingénieurs de la Régie ont mis au point un nouveau système de fermeture de soupapes supprimant les ressorts.

Ce système, constitué par une bouteille d'un demi-litre d'azote à très haute pression (entre 120 et 180 bars) s'exerçant sur des pistons qui ferment les soupapes, devrait améliorer la fiabilité des moteurs et permettre d'augmenter leur régime maximal de 11 500 à 12 500 tours/minute. D'où une grande facilité de pilotage, notamment sur les circuits les plus tourmentés.

Ferrari, qui avait connu bien des déboires en fin de saison avec l'Italien Michele Alboreto et le Suédois Stefan Johansson, présentera deux voitures profondément modifiées au niveau des coques, des formes aérodynamiques, des suspensions, de

l'électronique et des moteurs, qui atteindront 850 ch (1 000 en qualification) au lieu de 780 précédemment. Le Commandatore, qui vient de fêter ses quatre-vingt-huit ans, a révélé que Ferrari avait dépensé 5 milliards de lire (23 millions de francs) pour la formule 1 en 1985. Rien ne lui ferait plus plaisir qu'un retour au sommet si les nouvelles voitures se révèlent fiables dès les premiers grands prix.

Finalement, la voiture la moins modifiée est la McLaren-TAG-Porsche, championne du monde en 1984 avec l'Autrichien Niki Lauda, et, en 1985, avec le Français Alain Prost. La principale évolution a porté sur le moteur pour limiter une consommation déjà bien maîtrisée l'an dernier. Le gros handicap de l'écurie sera encore l'absence de

Seize rendez-vous

23 mars : Grand Prix du Brésil (Rio-de-Janeiro).
13 avril : Grand Prix d'Espagne (Jerez).
27 avril : Grand Prix de San-Marin (Imola).
11 mai : Grand Prix de Monaco.
25 mai : Grand Prix de Belgique (Spa-Francorchamps).
15 juin : Grand Prix du Canada (Montréal).
22 juin : Grand Prix de Detroit.
6 juillet : Grand Prix de France (Castellet).
13 juillet : Grand Prix de Grande-Bretagne (Brands-Hatch).
27 juillet : Grand Prix d'Allemagne (Hockenheim).
10 août : Grand Prix de Hongrie (Budapest).
17 août : Grand Prix d'Autriche (Zeltweg).
7 septembre : Grand Prix d'Italie (Monza).
21 septembre : Grand Prix du Portugal (Estoril).
12 octobre : Grand Prix du Mexique (Mexico).
26 octobre : Grand Prix d'Australie (Adelaide).
Le Grand Prix de Hongrie sera le premier disputé dans un pays de l'Est. Le nouveau circuit, situé aux environs de Budapest, pour accueillir cent vingt mille spectateurs et a nécessité un investissement de 200 millions de florins (environ 30 millions de francs) de la part de l'Etat hongrois.

moteurs de qualification, qui privera sans doute Alain Prost et Keke Rosberg, successeur de Lauda, des premières lignes au départ des courses. Un handicap qui, au dire d'Alain Prost, déprime la motivation des ingénieurs et motoristes de l'écurie, désireux d'être les premiers, depuis la création du championnat du monde en 1950, à remporter trois titres consécutifs.

GÉRARD ALBOUY.

La colonisation du football africain

La finale de la Coupe d'Afrique des nations oppose, vendredi 21 mars au Caire, l'Égypte au Cameroun, qui défient son titre. L'Algérie et le Maroc, qui représenteront leur continent à la prochaine Coupe du monde au Mexique, ont déjà. La compétition africaine a confirmé la valeur tactique et le caractère précis des attaques nationales, sonnes à l'influence d'entraîneurs étrangers et souvent victimes de l'œil de leurs meilleurs joueurs en Europe.

Correspondance

Le Caire. — Pour les jeunes nations africaines qui n'ont connu jusqu'à présent que le football de club, le football, à travers leurs équipes nationales, est avant tout le moyen privilégié d'affirmer leur identité.

C'est le président Houphouët-Boigny, en personne qui a pris les choses en main pour que le Côte d'Ivoire brille pendant la Coupe d'Afrique. Au Sénégal, une souscription nationale a rapporté plus de 4 millions de francs destinés à la préparation des « Lions ». Grâce à cet argent, les professionnels sénégalais qui jouent en France ont pu monnayer à leur guise leur participation à l'épreuve en Égypte. Mais Jules Bocandé et ses amis ont abusé des sorties nocturnes et du champagne, et l'équipe du Sénégal s'est démise. On dit depuis que, au pays, la maison de l'entraîneur Papa Ding aurait été incendiée et que personne n'aurait empêché les mécontents d'agir.

En six jours, les Camerounais, qui sont descendus dans la rue par centaines de milliers après chaque victoire de leurs favoris, se sont découvert un nouveau héros national en la personne de l'entraîneur Claude Le Roy, ancien joueur de Laval et d'Alger, appelé en juin dernier par le ministre des sports. « Si cela n'avait pas marché pour nous en Égypte, je n'aurais pu faire autrement que de rentrer directement en France pour éviter le pire », dit Le Roy.

L'Égypte favorite

Mais voilà : avec son excellent défense, sa volonté de jouer le jeu qui est le sien, sa mentalité et la présence de l'incomparable avant-centre Roger Milla (vingt-cinq ans), le Cameroun a tracé son chemin jusqu'à la finale. D'ailleurs, Paul Kéatong, homme d'affaires et arbitre international de tennis, avait prévu la performance camerounaise et organisé, dès la fin du premier tour, des vols de charters entre Yaoundé et Le Caire.

Pris de quatre-vingt joueurs professionnels pouvaient prétendre jouer la Coupe d'Afrique. Certains ont pu venir, d'autres ont fui leur club, comme le Sénégalais Christophe Fagna, qui doit au retour s'attendre à des sanctions de la part du Stade quimpérois qui le rétribue.

Sur les terrains, où le spectateur et l'entraîneur ont laissé peu de place au réalisme et à la stratégie,

on reconnaît le style de chaque entraîneur. Il y a le jeu collectif et très technique des Marocains, du Brésilien José Faria, un mercenaire qui prend son travail à cœur et qui en donne pour son argent au roi Hassan II, avec lequel il traite directement. Il y a le jeu à la britannique : des Égyptiens entraînés par le Gallois John Michael Smith, venu se faire un nom sur les bords du Nil. Il devrait y parvenir tant cette Coupe d'Afrique semble promise depuis le début à l'Égypte, au prix d'une perte de crédibilité pour la Confédération africaine de football (CAF).

Sur la CAF règne depuis quatorze ans un despote, l'Éthiopien Tassama, le seul haut fonctionnaire du pays à avoir conservé son poste après la chute de Haile Selassie et l'arrivée au pouvoir du colonel Mengistu. Cet homme, qui fait la pluie et le beau temps dans le football africain, gouverne dans l'ombre avec une poigne de fer.

Le tirage au sort des deux groupes préliminaires de la compétition avait été très favorable aux Égyptiens. Le joueur Taher Abou Zeid a pu disputer la demi-finale malgré deux cartons jaunes reçus auparavant, synonymes habituellement de suspension automatique. Il y a marqué le seul but égyptien contre les Marocains dans un match arbitré : c'est étrange ! — par le seul arbitre éthiopien de la compétition.

Pour compléter la mosaïque, il faudrait évoquer les projets d'instauration du professionnalisme au Cameroun.

Parler de ces joueurs tiraillés entre leur carrière à l'étranger et la raison d'État, comme l'Algérien Menaid, des insultes odieusement racistes proférées par son compatriote Rabah Madjer à l'encontre des joueurs camerounais. Et parler de tous ces entraîneurs perpétuellement assis sur des piquants et de l'impossibilité générale, par conséquent, de mener à bien, où que ce soit, un programme à long terme.

C'est le cas de l'entraîneur algérien Rabah Saadane, qui ne restera peut-être pas à son poste après une Coupe d'Afrique ratée. Déjà, le ministre algérien des sports a placé à son côté, au-dessus de lui, une « structure technique ». Sera-t-il du voyage à Mexico, où l'Algérie, au même titre que le Maroc, devrait démontrer la valeur du football africain ?

DOMINIQUE SIMON.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnat du monde de cross-country. Dimanche 23 mars à Neuchâtel (Suisse). TF1 « Sports Dimanches » à partir de 15 h 30. Le Portugais Carlos Lopes et le Britannique Zola Budd défieront leur titre.

Le Marathon des Sables, du 22 au 31 mars, 192 kilomètres à pied dans le désert tunisien pour quatre cents concurrents. Le Tour pédestre du dix-neuvième arrondissement de Paris, dimanche 23 mars à 9 h 30 (départ devant la mairie). Deux dimensions de l'aventure en course à pied.

Automobilisme

Grand Prix de formule 1 du Brésil. Dimanche 23 mars à Rio (TF1, « Sports Dimanches » à partir de 15 h 30).

Basket-ball

Championnat de France. Phase finale (sixième tour aller). Samedi 22 mars. Les leaders Villeurbanne et Orléans en pèl à Limoges et Monaco.

Boxe thaïlandaise

France-Thaïlande au Palais des Sports, porte de Versailles à Paris. Lundi 24 mars (Canal Plus, 20 h 50, direct, codé).

Cyclisme

Critérium international de la route. Samedi 22 et dimanche 23 mars (A2 le 22 à 14 h 50 et le 23 à 11 h ; TF1, le 23 « Sports Dimanches », 15 h 30).

Football

Championnat de France. Première division (trente-quatrième journée), samedi 22 mars : Marseille-Toulouse, Auxerre-Bordeaux, Paris-SG-Toulon, Lens-Nantes, Sochaux-Reims, Le Havre-Bastia. Les autres rencontres se sont disputées vendredi 21 mars : Nice-Metz, Brest-Monaco, Nancy-Strasbourg, Le Havre-Lille.

France-Argentine, match amical de préparation au Parc des Princes. Mercredi 26 mars à 20 h (A2 en direct). Expo Foot au Palais des Sports du Havre, du 20 au

24 mars. Sur 2 000 m², le football à découvrir avec toutes ses facettes (TF1, 12 h, dimanche 23, « T86 Foot » en direct sur place).

Gymnastique

Tournoi international de gymnastique féminine. Avignon, samedi 22 et dimanche 23 mars. Avec les meilleurs gymnastes de 17 pays, deux danseuses étoiles de l'Opéra de Paris, Patrick Dupond et Sylvie Guillem. Gym et danse, spectacle total.

Judo

Championnat de France masculin. Samedi 22 et dimanche 23 mars au stade Pierre-de-Coubertin à Paris. (A2, samedi 22, « Les jeux du stade »).

Patinage artistique

Championnat du monde, à Genève, jusqu'au samedi 22 mars. (A2, samedi 22, « Les jeux du stade », et TF1, gala de clôture le 23 dans « Sports Dimanches » à 22 h 25).

Rugby

Championnat de France. Seizièmes de finale, dimanche 23 mars : Pau-Bayonne, Béziers-Hagetmau, Racing-Orléans, Brive-Le Creusot, Nice-Tarbes, Valence-Graulhet, Aurillac-Grenoble, Lourdes-Romans. Après les Cinq Nations, retour au terroir.

Ski alpin

Coupe du monde. Finale à Bromont (Canada) jusqu'au 23 mars. Slalom spécial et parallèle chez les hommes. Slalom géant et parallèle chez les femmes.

Tennis

Masters féminin à New-York. Jusqu'au dimanche 23 mars.

Tournoi de Bruxelles. Jusqu'au dimanche 23 (finale en direct, dimanche 23 à 14 h 15 sur la 6e).

Tournoi international minimes de Saint-Maur, du 26 mars au 4 avril. L'élite européenne en cultures courtes. Kent Carison en fut le premier vainqueur.

La France dans le circuit

Malgré le retrait de l'écurie Renault à la fin de la saison dernière, cinq pilotes français participent encore au championnat du monde de formule 1 en 1986. Alain Prost, le champion sortant (McLaren), René Arnoux et Jacques Laffite (Ligier), Philippe Streiff (Tyrrell) et Patrick Tambay (Lola-Ford). C'est le plus gros contingent derrière les Italiens (sept) et devant les Britanniques (quatre). Deux Français visent cette année des records : Prost, qui, avec vingt et une victoires, rêve d'égaliser Jacky Stewart (vingt-sept), et Jacques Laffite, devenu à quarante-deux ans le vétéran de la formule 1, où il a disputé cent soixante-huit courses. Il devrait dépasser en cours de saison Graham Hill (cent soixante-seize).

Renault sera encore présent sur les circuits avec trois motoristes achetés de chacune des trois écuries sous contrat avec la Régie : Lotus, Ligier et Tyrrell. Ligier, la dernière équipe française, a participé à cent cinquante-quatre grands prix et a remporté huit victoires depuis 1975. Son dernier succès remonte au Grand Prix du Canada 1981 avec Jacques Laffite.

B.D.
MUSIQUE
D'ACCORD
Avec

(A)

VERDI :

COMPAGNIE LAU

Témoignages
- brian friel
- laurent terra
- pierre de boysson

DERNIERES

THÉÂTRE

POUR ENFANTS

Des rêves de maternelle

L'exemple de Chaillot porté. En produisant au Grand Théâtre de Toulouse *Grain de sel en mer*, Jacques Roussier a bien fait de se risquer pour le jeune public, il a aussi permis un grand spectacle pour tous, dans l'esprit des fêtes de la ville de Chaillot. Pierre Blaise que *Petit Père Lapin* a révisé comme un des grands marionnettistes de la génération a choisi un texte d'Émile Zola, archaïque, type des contes de fées : valses fantastiques, bataille rangée, homme à la mer, parfum des fleurs et perroquet nostalgique. La mer, l'aventure sont magiquement là, dans un spectacle à vrai dire éblouissant qui déborde la scène sur trois niveaux. Avec des marionnettes sculptées à grande échelle, oiseaux qui palpitent. Les navires hissent leurs voiles, la vent gonfle. On est très loin, plus loin qu'un cinéma avec Errol Flynn.

Avec moins de moyens, mais un pouvoir de suggestion aussi grand, Kim Vinter du Théâtre de Sartroville promène son spectacle dans les maternelles de sa région, avant de partir en tournée. Il installe dans le préau une vraie salle noire, close comme un théâtre, avec des gradins de velours bleu et des coussins d'or.

Lui aussi joue sur trois niveaux, à partir de trois estrades à tiroirs, boîte à merveilles qui s'ouvrent sur autant de petits théâtres. L'acteur est ici un enfant et aussi un homme qui n'arrive pas à s'endormir, car les rêves le dérangent. Ces rêves, que figurent de petits monstres colorés, il les chasse comme des monstres, les lave et les met à sécher : peine perdue, ils renaissent. Un rêve le happe, un tiroir avale le comédien. Autre boîte, qui s'ouvre sur un repas de cauchemar, avec la tête de l'homme dans une saute d'ail. L'homme dans une saute d'ail, très loin de lui. Autre boîte, qui s'ouvre sur la chambre de l'enfant, avec des minuscules, le visage du comédien est de l'autre côté de l'armoire, ses yeux considèrent les peurs d'autrefois. Légèrement mais profondément, le spectacle de Kim Vinter touche à l'essentiel de l'enfant et pourquoi pas, de l'adulte.

BERNARD RAFFALLI

★ *Grain de sel en mer*, Grand Théâtre de Toulouse, 3, rue de la Digue, 31300 Toulouse. Tél. : 61-42-91-79.

★ *Les Draps du rêve*, Kim Vinter, Théâtre de Sartroville. Tél. : 39-14-23-77.

ARLEQUIN EN VOYAGE

Arlequin court la campagne. Il l'a toujours courue. Les comédiens français, après les comédiens italiens ont voulu le retenir dans leurs comédies « souvenirs » écrites et jouées pour les honnêtes gens, Arlequin le bonhomme de la foire, le Saint-Germain ou la foire Saint-Laurant des dix-septième et dix-huitième siècles, à la fois cour des miracles et palais des simples merveilleux. Ici, Arlequin prodigieux, vivant emblème du théâtre, a ravi les foules parisiennes, le peuple. C'est cet Arlequin-là que le Théâtre national de Chaillot envoie à travers la France jusqu'à la fin mars, puis du 13 au 21 mai (on le verra à Paris du 9 avril au 10 mai).

Cet Arlequin, c'est Daniel Souffier, qui fut déjà celui du Prince travesti mis en scène par Vitez : un petit Arlequin fragile, sans la truculence athlétique de celui du Piccolo de Milan. Il est émouvant et drôle, un peu laïus, comme à du théâtre le fameux Thomas (1682-1739) qu'aimait tant Marivaux. Il fait, dans ce spectacle itinérant de Chaillot, le lien de deux courtes pièces, *Arlequin pull* par l'amour, de Marivaux, et *Le Tête noire*, de Régner, dont on devrait bien reprendre les petits chefs d'œuvre de comédie si du qu'il écrit pour les « italiens ».

La première pièce est un conte cruel réduit à l'égare, où Arlequin joue l'enfance perverse. Dans la seconde, déguisé en femme pour être une horrible et riche héritière, il est le diable débauchant les vices hypocrites et des coquins, entraîné dans le plus drôle des jeux de massacre. Autour de Daniel Souffier, les comédiens jouent un peu à la grosse, comme à la foire.

Deux toiles peintes, un coffre à costumes, des musiciens bon enfant, suffisent au bonheur des spectateurs, avec ce rien de jeu de l'acteur qui vient aux théâtres en liberté.

B. R.

B.D. MUSIQUE L'ACCORD PARFAIT

Aujourd'hui dans tous les kiosques



LUNDI 24 MARS - THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

VERDI : AIDA

En raison d'une erreur d'impression sur les billets, RADIO FRANCE précise que le concert est à 20 h.

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF

témoignages sur ballybeg

de brian friel adaptation pol quentin mise en scène laurent terzieff décors andré acquart avec pascale de boysson laurent terzieff jacques marchand

LE FIGARO Pierre Marcbou Terzieff d'une qualité rare, surprenante, sensible, et qui fait honneur au théâtre.

LE MATIN Gilles Costaz Comme toujours l'émotion, la vérité, la perfection du jeu sont au rendez-vous.

LUCERNAIRE 20 H 45 43, RUE NOTRE-DAME DES CHAMPS 43 44 57 34

200^e MOGADOR MICHEL GALABRU VALÈRE MARESSÉ

LA FEMME DU BOULANGER



DE MARCEL PAGNOL D'APRÈS LA NOUVELLE DE JEAN GIONO MISE EN SCÈNE DE JÉRÔME SAHARY LOCATION : (0) 42.85.28.80

AUX CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 RUE DE MOGADOR 75001 PARIS ET TOUTES AGENCES REPRESENTATION SUPPLÉMENTAIRE LE DIMANCHE 30 MARS À 21 H

le meilleur de nuit SACHA GUITRY Marc Dardouart Fabrice Luchini

Cher-J œuvre de franc-parler, de tact, de poésie et de naturel... la mise en scène est un prodige de « lifting » invisible, d'élégance cruelle et souriante... les acteurs nous séduisent par leur imagination, leur intelligence.

LE MONDE

théâtre 13 43 88 16 50

ensemble instrumental de grenoble

Directeur Musical : Marc Tardue

RECRUTE Un ALTO SOLO 1^{re} Catégorie

Epreuves à Grenoble lundi 28 avril 1986

Date limite des candidatures samedi 19 avril 1986

Renseignements : 1, rue du Vieux Temple GRENOBLE 76.42.43.09

DU 5 AU 29 MARS AU THEATRE DE L'ESCALIER D'OR 18 RUE D'ENGHEN 10 - 45.23.15.10 - M° STRASBOURG ST-DENIS

L'ASSAUT ou 40 ANS D'ABSENCES

de Pierre JOFFROY par le Théâtre MESSIDOR Mise en scène Alexis CHEVALIER avec : Claudine MAYROS - Daniel DUBOIS Jean-Marc POWOY - Christine MAEREL

COMMUNICATION

La Semaine française de la communication audiovisuelle

En direct du CNIT

Le CNIT - La défense abrite jusqu'au 23 mars, la deuxième Semaine française de la communication audiovisuelle. Salons de matériel, colloques, animations. Un flot d'images et de sons.

Un mur de téléviseurs et une quinze d'écrans, robots d'images familiers qui éblouissent et vivent leur vie, indépendants les uns des autres, indifférents, imperturbables. Il est un peu plus de 18 heures à la Défense et la soirée commence pour les quinze chaînes diffusées à l'intérieur de CNIT.

Mais l'heure est encore aux enfants. Antenne 2 frappe plus fort avec « Ma sorcière bien-sûmée » (quel charme, cette Samantha !), la « 5 » fait dans la science-fiction, la « 6 » propulse Lionel Richie, la SSR (la Suisse romande) parle d'ant-mauz, mais Music Box leur préfère un dessin animé tandis que Sky Channel met sur la sellette un jeune homme rigolo avec la rigolasse de

Palmaroff et la tête de Woody Allen. Canal Espace, elle, double les décibels et mise sur la musique.

Canal Espace? Chaîne éphémère sans doute puisqu'elle ne dure qu'une semaine, le temps du Festival son et image vidéo. Chaîne financée par la DGT (direction générale des télécommunications) pour promouvoir le câble, le satellite et les nouveaux médias; chaîne-trait d'union entre de nombreux partenaires - clients potentiels de Télécom - qui ont fourni des programmes (Télé-Habette, Cristal Image, TMC, Gamma télévision, la Mission « TV-cable... »); chaîne « interactive » aussi puisque les téléspectateurs peuvent jouer, voter, émettre un avis et dialoguer chaque jour grâce au Minitel.

Canal Espace renouvelle l'expérience tentée avec succès l'an passé, pour la première semaine française de la communication audiovisuelle, en diffusant des programmes pendant une semaine au CNIT et, grâce

à une antenne, dans les 100 000 foyers de quatre villes câblées en France. On y voit des séries, concerts, documentaires, dramatiques et films (qu'on peut même choisir certains jours à la carte), mais aussi des informations - deux bulletins d'actualité et un magazine quotidien de trente minutes consacré entièrement au Salon.

Le tout en direct, sur le plateau de la chaîne, avec une équipe très réduite venue d'horizons divers (le service public, Télé-Libération, etc.) et étrangement efficace. « Il y a encore quelques dérapages, explique un journaliste, et Canal Espace n'a pas encore le côté propre et huilé des chaînes nationales. Mais ici, ça bouge, ça vit, ça innove avec les risques du direct. Comment imaginer alors que les habitants de Biarritz, Dunkerque et Nice hésitent une seconde entre Canal Espace et la « 5 » ? » Un brin présomptueux, tout de même.

ANNICK COJEAN.

Dans les Hauts-de-Seine

Coup d'envoi pour le réseau câblé de Saint-Cloud, Sèvres, Suresnes

Les maires des trois communes voisines de Saint-Cloud, Sèvres et Suresnes (Hauts-de-Seine) ont donné le 20 mars le coup d'envoi de leur réseau câblé de télévision-communication, dénommé « 3 S ».

Il est en effet inauguré le premier des 52 centres de distribution qui devront, d'ici à deux ans et si tout va bien, alimenter 37 000 logements répartis sur les trois communes.

Pour l'heure, 16 logements sont raccordés à titre de préfiguration, 1 000 le seront fin 1986 et 24 000 au printemps 1987. L'ensemble du réseau sera réalisé en fibre optique.

La Société d'exploitation du câble 3 S (SLEC) - où figurent les trois communes pour 34 % du capital, et l'opérateur, la Compagnie générale des eaux, par sa filiale Télé-service, des eaux - a proposé à ses abonnés 15 chaînes de programmes. Sept chaînes françaises et francophones : TF 1, A 2, FR 3, Canal Plus,

la « 5 », TV 6, et TV 5 : 7 chaînes étrangères : RTL-Télévision (Luxembourg), TMC (Monaco), BBC1, Music Box et Sky Channel (Royaume-Uni), ZDF (RFA) et RTBF (Belgique).

Enfin et surtout, la chaîne locale 3S prévoit des programmes locaux « ambitieux et de qualité », mais qui ne fonctionneront en réalité à un régime soutenu que dans un avenir assez lointain, et dont la création reste en suspens. M. Jean-Pierre Fourcade, maire de Saint-Cloud et sénateur, le sait bien, qui a tenu à préciser que « le succès de 3S ne se mesurera pas en nombre de abonnés, mais à la qualité de la création artistique des programmes propres », et qui a lancé un appel à tous les professionnels et créateurs intéressés.

Fr. R.

Une télévision privée « pirate » à la Réunion

De notre correspondant

Saint-Denis. - Depuis vendredi 14 mars, en plus des deux chaînes de RFO-Réunion, les habitants de Saint-Denis peuvent capter les émissions d'une télévision privée : Télé Free-DOM. C'est la seconde manche de batailles audiovisuelles engagée dès la victoire de la gauche (la Réunion, le docteur Camille Sudre, déjà propriétaire de Radio Free-DOM, qui relaye dans l'île la station péripérique Europe-1.

L'idée de créer une chaîne privée lui est venue après la déclaration du président de la République en janvier 1985. Deux mois plus tard, le docteur Sudre a commandé du matériel à un fournisseur italien (pour environ 1,5 million de francs) et sollicité une autorisation d'émission auprès de la Haute Autorité. Devant le vide juridique, le patron de Télé Free-DOM a voulu forcer la main aux autorités en démontant dès le vendredi 14 mars ses émissions pirates.

La réaction de Télédiffusion de France ne s'est pas fait attendre. TDF a porté plainte contre Télé Free-DOM.

Dans une entretenu au *Quotidien de la Réunion*, le docteur Sudre a indiqué d'autre part qu'un accord est en vue avec Télé-Mont-Carlo pour la reprise de certaines tranches de programmes de TMC, ainsi que pour les droits de diffusion de Sky Channel; la chaîne musicale anglaise de M. Murdoch transmise par satellite en Australie.

Un second groupe audiovisuel, Canal océan Indien, dispose du matériel nécessaire au lancement d'une télévision privée dans l'île. En octobre dernier une partie de ce matériel a été saisie et mise sous scellés à la suite d'une plainte de TDF, alors que Canal océan Indien (structure tenue par le Parti communiste réunionnais) avait commencé à émettre une simple mire dans les communes ouest du département.

ALIX DUJOUX.

Festival de Pâques

Musique et Art Sacré

30 MARS au 6 AVRIL 1986

LOURDES

MOZART Grande Messe en Ut

BACH Haendel Gloria in Excelsis Deo

HONEGGER Te Deum de Dornungen

VIVALDI Gloria

Givers de : NICOLAI-HAYDN-BEETHOVEN-LISTZ

J. ALAIN-F. FOLLIGNA, SCHONBERG

Solistes : Pro Musica Chorus of London

Chœur « 79 » de Düsseldorf-Belgique

Chœur de Chœur Régional

Orchestre de Chambre National de Toulouse

Ensemble Instrumental du Conservatoire de Toulouse

Orchestre Symphonique M&V de Budapest

Directeur Artistique : Karl REDEL

Renseignements et locations : Bureau du Festival

Offices Municipaux de Tourisme

Tél. : 62.94.15.64 6500 LOURDES

Tempête

Arlette Namland

PASSIONS

mise en scène Jean-Paul Wenzel

43 28 36 36

30 dernières avant le départ en tournée

THÉÂTRE DU SOLEIL

L'HISTOIRE TERRIBLE

MAIS INACHEVÉE

DE NORODOM SIHANOUK

ROI DU CAMBODGE

DE HÉLÈNE CIXOUS

Les portes seront fermées dès le début du spectacle

CARTOUCHERIE 43.74.24.08

En alternance 1^{re} et 2^{me} partie

19 H 30

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Rhône-Alpes
RESPONSABLE DE LOGISTIQUE DE PRODUCTION VM 29/1580 B

CIAT
TRESORIER D'ENTREPRISE VM30/1418C
FISCALISTE VM30/1418D
INGENIEUR CONSEIL VM30/1418E

Composants électroniques
RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE PUIS EUROPE DU SUD VM32/1679 A
LOGISTIQUE DE GRANDS SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION VM32/1386 M

ESSO
CHIMIE
INGENIEURS COMMERCIAUX VM40/507 BP

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
 8, rue de Berni - 75008 PARIS
 PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
 MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

REPRODUCTION INTERDITE

Assoc. rech. **RESPONSABLES** séjours linguistiques - Angl. terre, Pérou, zone 1 - Angl. courante. Tél. 45-00-13-41.

Importeur installateur en 1984-1985 pour redonner à l'habitat un caractère de modernité. Grande capacité pour région Provence.

Ecrire sous le n° 7.117 LE MONDE PUBLICITE, 8, rue de Berni, Paris-7.

Direction

Groupe de distribution d'équipement de la maison recherche

SON DIRECTEUR FINANCIER

minimum 30 ans D.E.S. complet exigé

Lieu de travail : PERPIGNAN

Envoyer C.V. + photo à HAVAS 42-43-66 R.P. 66004 PERPIGNAN CEDEX.

secrétaires

SECRÉTAIRES DE DIRECTION Sténodactylo bilingue

SECRÉTAIRES Dactylo bilingue allemand

88200 St-Denis 42-43-66-70.

UN PROBLEME EN CREATION - EXECUTION PHOTOCOMPOSITION - EDITION

NOTRE REPONSE :
 - 1 Studio de création et d'exécution
 - Photocomposition sur Berthold
 - Impression sur machines 2 et 4 couleurs

A VOTRE SERVICE. SOUCI QUALITE/PRIX DELAIS RESPECTES

Documentation sur demande P.PETIT 86, rue de Richelieu 75002 PARIS ou tél. : 42.96.25.11

L'immobilier

appartements ventes

3° arrdt
 Métro ARTS-ET-MÉTIER
 Studio 2-3-4 pièces à rénover dans très bel imm. de belle taille. Entrée, restaurée. Px encaissé, sur-vent très bon. 42-63-75-35.

5° arrdt
 650.000 F. JARDIN DES PLANTES
 4 PIÈCES + SERVICE
 Travaux à prévoir
 Téléphone : 40-67-33-34.

M° PORT-ROYAL
 Bon imm., 45, avec cuis., aménagé, 1 chambre, entrée, bns + 80 m² jardin privé
 40, BD PORT-ROYAL
 Villa Port-Royal, int. 21
 Sem., dimanche, de 14 h à 17 h.

7° arrdt
 IDEAL PIED-A-TERRER
CHAMP-DE-MARS
 Bon imm., calme, asc. 2 P. Entrée, cuis., bns, w.-c. chf., indiv. Peu de charges
 34, AVENUE DE SUFFREN
 Sem., dimanche, de 14 h à 17 h.

8° arrdt
 205, RUE ST-HONORE
 Imm. 17, ascenseur, lumineux 2 pièces, 60 m², 750.000 F.
 Samedi, 14 h à 17 h ou 4 2 5 0 0 4 4 2 6.

11° arrdt
 IMMEUBLE EN RENOVATION
DE 130 A 200 m²
 Vente samedi, de 11 h à 17 h
 6, Cité de l'Armenie.

12° arrdt
 PRIX INTERESSANT
M° NATION
 Imm. récent, 4 ETIERE, 3
 Bon stand, sur jardin, parking
 gd séjour, 2 chambres, entrées
 cuisine, 2 bns, 2 w.-c.
 148, boulevard DIDEROT
 Sem., dimanche, de 14 h à 17 h.

14° arrdt
 M° DENFERT-ROCHEREAU
 Bon imm., rénové, belle sur
 3 P., entrées, cuis., bns, w.-c.
 Parking à prix. Peu de charges
 87, RUE DAQUERRE
 Sem., dim. de 14 h à 17 h.

20° arrdt
 20, MÉTRO MARAIGNER
 Particulier vd dans zone réno-
 vée imm. récent, gd séjour, sur
 1° et sur vaste terrasse-jardin.
 Vue dégagée. BEAU STUDIO
 entr., cuis., entièrement équipé,
 salle de bns, bns
 placards. Cuis.
 VENDU CAUSE DÉPART
 340.000 F.
 43-70-59-53, apr. 10 h de préf.

appartements achats

Rech. URGENT 110 à 140 m²
 Paris, préfab. 8°, 7°, 14°, 15°, 18°, 19°, 20°, 21°
 PAIE COMPT. 48-73-67-80.

AGENCE LITTRE
 Rech. pour clientèle française et étrangère, appart et hôtels part. dans quartier résid., paiement compt. chez notaire
 Téléphone : 45-44-44-45.

ORPI
 1° force de vente à PARIS
 rech. tous appartements
 RÉALISATION RAPIDE
 Téléphone : 45-88-77-95.

locations non meublées offres

Paris
 18° STUDIO 40 m², imm. stand., cave,oyer : 2.300 F.
 C.C. Agence d'habitat
 Téléphone : 42-24-14-75.

locations non meublées demandées

Paris
 Pour cadres et personnel mutés BANQUE FRANÇAISE
 rach. apte à louer, toutes ce-
 lébrées, villes, Paris et ban-
 lieue - 45-03-30-33.

maisons individuelles

37 LUYNES
 16 km TOURS
 Part. vend maison 105 m² ha-
 bitable, salon, 6 à manger,
 cheminée, cuis. am., w.-c.,
 6 chbres, s. de bns, w.-c. Par-
 fait état, jardin 420 m²
 Prix 1.000.000 F
 25123 PONT-AVEN
 Tél. (01) 47-55-57-62.

propriétés

Prix PONT-AVEN
 ancienne ferme en pierre
 300 m², 12 chb., post. chène
 3 cheminées GRANT
 + plusieurs bts, air cour
 fermé, terrain sur 8.000 m²
 bras de mer à 100 m
 Prix 1.000.000 F
 M. Demortier, notaire,
 25123 PONT-AVEN
 Tél. (01) 47-55-57-62.

viagers

ÉTUDE LOBEL
 Viagers, 35, bd Voltaire
 75011 PARIS. 43-55-51-58.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
 Constitutions de Sociétés et
 tous services. 43-55-17-50.

ÉTOILE - GEORGES V

Loue directement 1 bureau ou 1
 dans imm. stand. 43-67-17-72.

Votre siège social aura une des
 adresses les plus prestigieuses
 de Paris.
 1.000 F. H.T. par mois, com-
 plement : répartition ou sto-
 cking courrier plus près des
 messages
 téléphoniques et téléc.
 (01) 34-61-08-04.

fonds de commerce

Ventes

A céder Alsace-Bains
 Fonds de commerce, bar
 à champagne, IMPORTANT
 RENTABLE. Sort Suden.
 n° 553 D.F. 307 73003
 CHAMBERY CEDEX.

locaux commerciaux

Ventes

A vendre à Nancy, proximité
 gare, bureaux 200 m²,
 et conditionné
 Libre de toute occupation
 5 parkings annexes
 PRIX : 1.350.000 F.
 Ecrire sous le n° 7.118
 LE MONDE PUBLICITE
 8, rue de Montessuy, Paris-7.

vacances - Tourisme - Loisirs

SKI DE FOND Haut-Jura

A 3 h de Paris en T.G.V. Reste
 encore quelques places pour les
 vacances de Pâques au ski
 l'Agence au Yver et Lézans
 vous accueillent dans ancienne
 ferme du XVIIIe confort, réno-
 vée, chbres avec s. de bns,
 cuis. et pain maison au feu de
 bois, table d'hôte livrée à
 10 pers.). Ambiance châte-
 leau, belles randonnées sur les
 sommets francs-suisses. Tarif :
 2.060 F sem./pers., person-
 complète, vin, accompagnement
 et matériel de ski.
 Tél. : 16 (01) 38-12-51.

LE CARNET DU Monde

Décès
 - On nous prie de faire part du décès de

Elisabeth DOROT,
 née Fall,

survécant dans sa soixante-dix-neuvième année, le 10 mars 1986, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 14 mars, au columbarium du Père-Lachaise.

Famille Dorot,
 11, rue Saint-Lazare,
 75009 Paris.

- Le colonel et M^{me} Bernard Kolle,
 M. Jacques Hartmann,
 M. Jean-Paul Hartmann,
 Le docteur et M^{me} Cunzague Hartmann,
 M. et M^{me} Pierre Chevalier,
 leurs enfants et petits-enfants,
 M^{me} Rosa Bentz,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean HARTMANN,
 née Marie Henriette Delucy,

survécant le 19 mars 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Colmar.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 mars, à 10 heures, en la collégiale Saint-Martin à Colmar, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Colmar.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, avenue de Latrude-Tassigny,
 68000 Colmar.

- M. Charles Lelong,
 son épouse,
 Pierre et France Lelong,
 ses enfants,
 Jean et Anne Lelong,
 Henri Lelong,
 Le docteur François Lelong,
 Martine Lelong,
 ses petits-enfants,
 Les familles, alliés et ses anciens élèves,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Charles LELONG,
 née Marguerite Brasseur,
 directrice d'école honoraire,

survécant le 26 février 1986, dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Jobbe-Duval,
 75013 Paris,
 9, place de Rungis,
 75013 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marcel LE ROUX,
 survécant à Paris le 16 mars 1986, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Ses obsèques ont été célébrées à Locudy (Finistère).

De la part de
 Ses enfants, Odile, Marcel et Eliane
 Le Roux,
 Et ses petits-enfants.

20, rue de Cardinal-Lemoine,
 75005 Paris,
 2, rue des Ecoles,
 92125 Locudy.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 20 mars 1986 :

DES DÉCRETS
 • N° 86-618 du 13 mars 1986
 complétant et modifiant certaines dispositions du code des assurances relatives à la réglementation des placements des entreprises d'assurances ;

• N° 86-628 du 18 mars 1986
 fixant les conditions de production des vins de pays ;

• N° 86-648 du 14 mars 1986
 modifiant le code de la sécurité sociale et relatif à la tutelle ;

• N° 86-672 du 14 mars 1986
 portant création de la réserve naturelle de Prats-de-Mollo-la-Preste (Pyrénées-Orientales) ;

• N° 86-673 du 14 mars 1986
 portant création de l'Ecole nationale de la photographie sise à Arles ;

UN ARRÊTÉ
 • Du 14 mars 1986 portant augmentation du prix de vente de France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués à partir du 1^{er} avril prochain.

(Publicité)
 Les Editions Berger-Levrault et la Commission indigéniste sur les questions indiennes internationales vous prêtent à la présentation des ouvrages

LA FAMINE
 Mieux comprendre, mieux aider

LA DÉFORESTATION
 Apprécier la déforestation

LA DÉSERTIFICATION
 En présence de Prince Sadruddin AGA KHAN, président de la Commission de M^{me} Simone VEIL et du président L'opinion SENGHOR

Le mardi 24 mars 1986, à 17 h 30
 Salon du Livre - Grand Palais
 Stand Berger-Levrault K 5

- M^{me} Fabienne Darot,
 M. Laurent Perroud,
 M. et M^{me} Georges Perroud,
 M^{me} Marie Leroyer,
 M. et M^{me} Claude Cohen,
 M^{me} Patricia Gnos
 et M^{me} Daniel Basille,
 M. Nicolas Elias,
 M. et M^{me} Jean-Jacques Israël,
 M. et M^{me} Bernard Perroud,
 M. et M^{me} Philippe Perroud,
 M. et M^{me} Eric Leroyer,
 M^{me} Catherine Leroyer
 et M. Afekhar.

Toutes sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude PERROUD,
 avocat à la cour,
 combattant volontaire de la Résistance
 et des Forces Françaises Libres,
 croix de guerre 1939-1945 avec citation,

survécant le 19 mars 1986.

L'inhumation aura lieu le mardi 25 mars, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse.

52, avenue de La Motte-Picquet,
 75015 Paris,
 67, Elzéard-II,
 78170 La Celle-Saint-Cloud,
 43, avenue du 6-Juin,
 14000 Caen.

- Anne-Marie Philippe,
 Alain et Elisabeth Philippe
 et leurs enfants,
 Béatrice Philippe
 et ses enfants,
 Hélène et Vincent Granier
 et leurs enfants,
 Anne Philippe et Jacques Restard,
 ont le chagrin d'annoncer le décès de

Pierre PHILIPPE,
 chevalier de la Légion d'honneur,
 croix de guerre 1939-1945,

leur époux, père et grand-père,

survécant à Paris, le 16 mars 1986.

Il n'y a pas de cérémonie, le défunt ayant fait don de son corps à la science. Des dons peuvent être faits à la Fondation Philippe, 23, boulevard Haussmann, 75009 Paris, pour la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue d'Alsace,
 75116 Paris.

SPORTS

● **HOCKEY SUR GLACE**
Championnat du monde. - En per-
 diant, jeudi 20 mars à Gandover
 (Pays-Bas), son premier match
 contre le Japon (1-2), la France a
 déjà compromis ses chances de se
 maintenir dans le groupe B.

● **PATINAGE ARTISTIQUE**
Championnat du monde. - L'Amé-
 ricain Brian Botano, vingt-deux ans,
 a remporté, jeudi 20 mars à Genève,
 le titre mondial de patinage artisti-
 que en prenant le meilleur sur les
 trois favoris de l'épreuve au cours du
 programme libre. Le Canadien
 Brian Orser doit se contenter pour la
 troisième fois consécutive de la
 médaille d'argent, tandis que le
 tenant du titre, le Soviétique
 Alexandre Padvov, termine troi-
 sième. La grande déception a été
 causée par le Tchèque Josef
 Sabovick, seulement sixième alors
 qu'il était devenu champion
 d'Europe le mois dernier en réus-
 sant la première quadruple boucle

piquée de l'histoire. Auteur d'un
 programme libre catastrophique, le
 Français Laurent Depouilly n'a pu
 dépasser la quinzième place.

● **SKI ALPIN** : Coupe du
 monde. - La Suisseuse Vroni
 Schneider s'est définitivement ad-
 jugée la Coupe du monde de slalom
 géant en remportant, jeudi 20 mars,
 l'épreuve de Waterville Valley
 (Etats-Unis) devant l'Autrichienne
 Anita Wachter et la Tchèque Olga
 Charavova. La première Fran-
 çaise, Carole Meda, a terminé treizième.

● **TENNIS** : Masters féminin. -
 L'Américaine Martina Navratilova
 et l'Allemande de l'Ouest Steffi
 Graf se sont qualifiées, jeudi
 20 mars à New-York, pour les demi-
 finales du Masters féminin en élimi-
 nant respectivement les Améri-
 caines Bonnie Gadusick (6-3, 6-4),
 et Pam Shriver (4-6, 7-6, 6-3).

LOTO N° 12

TIRAGE DU MERCREDI
 19 MARS 1986

18 19 22 23 30 44 48

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 22 MARS 1986

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 28 MARS 1986
 ET LE SAMEDI 29 MARS 1986
 JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE
 GRILLES GAGNANTES

RAPPORT PAR GRILLE
 GAGNANTE (POUR 1 F)

6 BONS N° 2 4 854 625,00 F

5 BONS N° 36 125 860,00 F

5 BONS N° 1 400 10 170,00 F

4 BONS N° 103 914 135,00 F

3 BONS N° 2 131 586 9,00 F

ÉTRANGER

En Grèce

Vague de grèves pour dénoncer la politique économique

De notre correspondant

Athènes. - Depuis deux jours, la Grèce connaît une nouvelle vague de grèves, dont les objectifs sont toujours les mêmes : levée de l'interdiction d'augmenter les salaires, au-delà des limites de la politique gouvernementale de « stabilisation » ; liberté des négociations salariales ; opposition aux licenciements de syndicalistes, comme à la répression des mouvements de grève ou d'occupation.

Cette semaine, les grèves d'une durée variable, ont touché la banque, les assurances, l'électricité, le téléphone, les municipalités (dont les ouvriers se sont heurtés durement à la police), les transports publics d'Athènes (où on vient de mettre à pied des dirigeants syndicaux), et l'enseignement privé.

Mobilisation

Ces mouvements font suite à d'autres, qui ont mis en avant des revendications analogues pendant les deux dernières semaines. En même temps, les paysans se sont mobilisés contre les prix communautaires, et contre le gouvernement qui refuse de dévaluer suffisamment la drachme verte, pour que les prix agricoles intérieurs rattrapent l'inflation. On a vu aussi se mobiliser les propriétaires de camions, qui réclamaient entre autres, le maintien de certains privilèges fiscaux et budgétaires.

L'agitation pourrait se poursuivre à l'approche du congrès de la centrale syndicale unique, la GSEE, qui s'ouvrira le 4 avril prochain. Ainsi qu'à cause du mécontentement grandissant de couches sociales et de catégories socio-professionnelles appartenant à la petite et moyenne bourgeoisie, qui acceptent mal certaines mesures visant à leur faire payer une partie, fût-elle minime, du coût du redressement économique et financier.

SOCIAL

Un programme de foyers pour personnes âgées dépendantes

D'ici à l'an 2000, le nombre de personnes âgées de plus de quatre-vingt-cinq ans va passer de 600 000 à près de 1,2 million, dont 400 000 de plus de quatre-vingt-dix ans. Beaucoup ayant perdu leur autonomie devront être accueillies dans des établissements spécialisés ; on prévoit, notamment, compter, selon certains gérontologues, près de 300 000 « déments séniles ». Pour l'ensemble des personnes âgées qui ne peuvent plus vivre seules, le IX^e Plan avait souligné la nécessité de créer des établissements intermédiaires entre l'hôpital et la maison de retraite, afin d'éviter des hospitalisations injustifiées, notamment dans les établissements psychiatriques (1). On évalue les besoins à quatre mille par an pour la prochaine décennie, par constructions nouvelles ou aménagement de foyers existants.

Une circulaire signée à la fin-février par le secrétaire d'État chargé des personnes âgées M. Joseph Franceschi, et le ministre de l'urbanisme et du logement, M. Jean Anroux, précisant un décret d'août 1984, a facilité le financement de foyers-logements pour personnes âgées dépendantes par des prêts locatifs aidés (PLA), comme pour les foyers ordinaires, à hauteur de 60 % du prix total.

Ces foyers devraient accueillir 80 personnes au maximum - en fait, plutôt 65 à 70, - et être installés dans des centres urbains, à proximité de transports en commun, pour faciliter la visite des membres de la famille et maintenir autant que possible les habitudes de vie des pensionnaires. Ils seraient composés de plusieurs « unités de vie » destinées à une quinzaine de personnes au maximum et comportant des chambres individuelles et des installations collectives : celles prévues pour les personnes atteintes de troubles du comportement ne devraient pas dépasser douze places et devraient être organisées de façon à faciliter une vie en commun durant la journée (en comportant, par exemple, une grande salle avec un coin cuisine et un jardin clos), ce qui aide, semble-t-il, à retarder la dégradation de leur état.

Le programme établi en coopération entre l'administration et les organismes et régimes de retraite

Au congrès de la GSEE, le bloc syndical proche du parti socialiste (PASOK) n'est pas sûr d'obtenir la majorité absolue qui lui permettrait de former une direction homogène. Des évolutions vers la droite sont possibles. Restent les alliances à gauche, où on trouve les blocs proches des deux PC, et celui des exclus du PASOK (SSEK - *le Monde* du 28 février). Le PASOK voudrait pouvoir se passer de l'appui de ces derniers, d'autant qu'ils ont l'ambition de devenir le point de ralliement de tous les mécontents ou dissidents du mouvement socialiste, y compris de personnalités de premier rang, tel M. Arsenis, ancien ministre de l'économie nationale.

M. Arsenis a d'ailleurs été exclu du PASOK, pour opposition publique à la politique économique du gouvernement, et pour avoir entretenu des relations, justement, avec des syndicalistes du SSEK. L'exclusion a été annoncée, peu avant la réunion du comité central du PASOK, où M. Arsenis comptait présenter sa critique du « virage conservateur de la politique gouvernementale ». Mais en même temps, le président du PASOK, M. Papandreu, y a présenté sa proposition, qualifiée d'« historique » par ses partisans, de « dialogue » avec les partis de la gauche communiste.

Th. MARANGOS.

Accord sino-soviétique pour la relance des échanges

La première session de la commission mixte sino-soviétique créée en juillet 1985 devrait se terminer à Pékin par la signature, ce vendredi 21 mars, d'un nouvel accord visant à renforcer une coopération technique et des échanges commerciaux encore marginaux. Depuis les premières négociations sur la normalisation entre les deux pays à l'automne 1982, le commerce bilatéral a sensiblement progressé. Il n'était que de 300 millions de dollars

en 1981. La nouvelle course ascendante, surtout depuis 1984, lui a permis d'atteindre, l'an dernier, 1,9 milliard de dollars. L'accord du 21 mars, qui s'inscrit dans celui, plus large, de juillet 1985, prévoyant des échanges de 5 à 6 milliards à l'horizon de 1990, place la barre du commerce sino-soviétique à quelque 2 milliards de dollars cette année.

La coopération technique entre les deux pays devrait permettre aux Chinois de moderniser dix-sept des quatre cent cinquante entreprises construites avant la grande rupture de 1960 - avec l'aide et la technologie soviétique de l'époque et rafistolées au fil des années. Mais les spécialistes soulignent que ce rapprochement économique avec Moscou ne doit pas être surestimé.

Pour la Chine, la complémentarité reste nettement plus faible, sur le plan économique avec l'URSS qu'avec le Japon. Et les échanges avec l'Union soviétique ne représentent que quelque 2 % du commerce extérieur chinois. Il reste une vaste marge de manœuvre avant de pouvoir envisager une réorientation de la politique des échanges extérieurs de Pékin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

AUJOURD'HUI

APRÈS LA PRÉSENTATION DU BUDGET BRITANNIQUE

Une inconnue de 3 milliards de livres

Satisfaction et perplexité se mêlent à la City. Attendue avec impatience, la baisse à 11,5 % contre 12,5 % des taux de base intervient tel un point d'orgue après la présentation d'un budget morne dans son ensemble mais rassurant pour les milieux d'affaires (*le Monde* du 20 mars). Le montage bien huilé du budget est-il pour autant aussi crédible qu'il y paraît ? Un grain de sable de... 3 milliards de livres (33 milliards de francs) les chiffonnent. Pour continuer une rigueur toute thâcherienne et maintenir à 7 milliards de livres les déficits publics cette année, le chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, table sur une croissance de 3 % tirée par les exportations et la consommation intérieure. Si « la baisse des cours du pétrole n'a rien d'une aubaine comme pour les Français ou les Allemands, elle devrait être globalement positive pour l'économie britannique », assure un haut fonctionnaire britannique.

Une plus forte croissance sur les marchés à l'exportation, une compétitivité accrue par le relatif affaiblissement de la livre et par la baisse des matières premières, devraient, selon les calculs du Trésor, assurer une poussée de 5 % des ventes à l'étranger. La consommation intérieure devrait, quant à elle, progresser de 4 %. Le dérapage des salaires, en hausse de 7,5 % l'an dernier alors que l'inflation se situait à 5,5 %,

aura au moins l'avantage de participer à ce mouvement. Mais en admettant même que les prévisions gouvernementales se révèlent exactes, l'expansion suffirait-elle à accroître de 3 milliards de livres les recettes fiscales non pétrolières ? Chiffre-clé - les recettes fiscales pétrolières risquent de diminuer de quelque 6 milliards cette année, - chiffre déconcertant pour les économistes, qui reprennent avec un certain délice les détails du budget pour tenter de trouver des éléments d'explication... on se dément. Un exercice moins stérile qu'on pourrait le croire. « Nous sommes entrés dans l'ère de l'après-pétrole. Il serait dangereux que le léger parfum électoraliste qui entoure le budget fausse les données économiques de base », estime un analyste.

Promesses fiscales

De fait, l'une des rares concessions fiscales, la baisse d'un point (ramené à 29 %) du taux de base de l'impôt sur le revenu, devrait bénéficier principalement aux classes moyennes, dont l'apport électoral devrait être essentiel aux conservateurs lors des prochaines élections. Un avant-goût, selon d'autres, du prochain et dernier budget que l'équipe Thatcher présentera en mars 1987, à moins que la nécessité absolue d'élections anticipées ne s'impose avant.

Si les vents favorables de la conjoncture internationale se confirment et, surtout, si le pétrole ne descend pas au-dessous des 15 dollars le baril, base de calcul du budget 1986, le gouvernement pourrait dans un an abandonner un peu de sa rigueur pour tenir enfin des promesses fiscales en suspens depuis sept ans : ramener le taux de base de l'impôt sur le revenu à 25 %. « En termes économiques, ce niveau ne se justifie guère, mais il est devenu un symbole de la mystique thâcherienne », constate un économiste.

Les arrière-pensées électorales n'empêchent pas les faits d'être plus ténus que le premier ministre britannique : depuis son arrivée au pouvoir, en 1979, la croissance économique annuelle s'est limitée à 1,2 %. Hors pétrole, la balance commerciale industrielle est devenue déficitaire pour la première fois dans l'histoire du pays et, malgré une augmentation de 6 % l'an dernier, les investissements du secteur privé restent inférieurs de 10 % à leur niveau de 1979.

Autant d'éléments qui préoccupent certains des plus fidèles alliés des conservateurs. Au moment où les ressources tirées du pétrole de la mer du Nord commencent à se tarir, l'expérience thâcherienne n'a pas permis de créer un nombre d'emplois suffisants pour inverser une tendance pesante : le chômage, mois après mois, continue d'augmenter et touche désormais 3,2 millions de Britanniques.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

73-81, boulevard Haussmann 75382 Paris Cedex 08

Le Conseil d'administration de la Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank) s'est réuni le 20 mars 1986, sous la présidence de M. Bernard Dupuy, pour arrêter les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire convoquée pour le 28 mai 1986.

Le bilan au 31 décembre 1985 s'élevait à 40,5 milliards de francs contre 41,25 milliards en 1984.

Le produit net d'exploitation bancaire s'élevait à 451 millions de francs, en repli de l'ordre de 5 % sur celui de l'exercice précédent, qui avait enregistré le meilleur chiffre jamais atteint par la banque. Le président a indiqué que les résultats de 1985 étaient néanmoins satisfaisants et souligné que la baisse

des taux d'intérêt et la réduction des marges sur les opérations de crédit international étaient les causes principales de l'échec relatif enregistré.

Les dotations nettes de l'exercice aux comptes de provisions, constituées essentiellement pour faire face aux risques « pays », totalisent 206 millions de francs.

Le bénéfice net de l'exercice s'élevait à 58 763 000 francs contre 60 281 000 francs en 1984.

Comme les années précédentes, il sera proposé aux actionnaires, lors de l'Assemblée générale, de ne pas distribuer de dividende et de porter intégralement le bénéfice net en réserves afin de poursuivre le renforcement des fonds propres.



Degremont

Le conseil d'administration de Degremont, réuni le 19 mars 1986, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Les commandes d'équipements enregistrées en 1985 s'élevaient à 884 MF dont 572 MF à l'exportation.

Les comptes de l'exercice se soldent par un résultat courant de 1,4 MF pour un chiffre d'affaires de 1 198 MF. Ils ont été affectés par d'importantes charges exceptionnelles, consécutives notamment au coût du plan social, supérieur de 14 MF aux provisions constituées fin 1984, et aux provisions complémentaires passées sur les chantiers de Riyad à hauteur de 45 MF.

En revanche, ont été comptabilisés des plus-values de cessions et d'apport d'un montant total de 47 MF ainsi que l'abandon de créance de 90 MF réalisé par la Lyonnaise des Eaux en avril 1985.

Compte tenu de ces éléments exceptionnels, le résultat net de l'exercice ressort à 78,8 MF.

Sur ces bases, la situation nette au 31-12-1985 s'élève à 44 MF, ce qui représente une quote-part de 25 F par action de 70 F nominal.

Le conseil a par ailleurs décidé de procéder pour le 23 avril au plus tard à la libération du dernier quart du capital,

soit un montant de 17,5 F par action, non encore versé sur les 1 730 000 400 actions émises en juin 1985 lors de l'augmentation de capital en numéraire de 692 160 F à 121 620 160 F.



40, rue de Colisée, 75008 Paris
Tél. : (1) 45-62-67-10

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE DROUOT - BAYAS TUDJAH sur les actions PROVIDENCE S.A.

Le groupe AXA fait connaître qu'il a transmis aux autorités du marché le texte de l'offre publique d'échange émise par la Providence S.A. concernant la validité de son offre.

Celles-ci ont autorisé le déroulement de l'offre publique en cours selon les modalités prévues.

En outre, AXA va saisir les tribunaux afin d'obtenir réparation du préjudice que lui cause cette agression.



Investissement

Le Conseil d'administration s'est réuni le 14 mars 1986 sous la présidence de M. Maurice Goutier, pour examiner l'activité de la société et arrêter les comptes de l'exercice 1985.

Les engagements nouveaux pris pendant cet exercice s'élevaient à 294 000 000 F, dont 176 000 000 F en crédit-bail et 118 000 000 F en location simple, et les engagements bruts totaux à 3 219 000 000 F soit un accroissement de 8 % par rapport à leur montant de fin 1984.

Poursuivant sa politique d'accroissement régulier de son patrimoine propre, la société a procédé à l'acquisition de onze immeubles en pleine propriété qui se répartissent en bureaux en région parisienne (53 %), la troisième tranche du Centre d'activités CAP 18 à Paris (24 %), une résidence de tourisme Orly à Saint-Jean-de-Luz (10 %).

Les éléments significatifs des comptes de l'exercice 1985 se résument ainsi :

En millions de francs	1984	1985	Variations (%)
Recettes locatives	307,5	362,5	+10,8
Amortissements et provisions	125,5	146,1	+14,8
Frais financiers nets	181,2	189,8	+4,7
Bénéfice net	142,6	163,5	+14,7
Dividende global	124,3	142,4	+14,6

L'Assemblée générale du 27 Mai prochain sera appelée à décider la mise en distribution d'un dividende de 52 F par action contre 48 F l'année précédente, en augmentation de 8,33 %.

LES JOURNEES ATARI DU LOGICIEL 22-23 MARS A LA VILLETTE

Utilisateurs, distributeurs, développeurs, le printemps s'ouvre à la Villette.

Les 22 et 23 mars, Atari présente à la Grande Halle une sélection de logiciels d'un haut niveau technologique : bureautique, solutions de gestion, télécommunications, création graphique, conception musicale, et bien d'autres encore.

Venez les essayer, venez dialoguer avec les créateurs eux-mêmes. Participeront à ces journées de nombreux éditeurs et développeurs français et étrangers, en particulier Américains.

Les 22 et 23 mars entrée libre, de 10 h à 18 h.

Journée du 21 réservée aux professionnels.



LA TECHNOLOGIE DE POINTE POUR TOUS.
Atari France S.A. 9, rue Sentou 92150 SURESNES (1) 45.06.60.60.

Le Monde

En Tunisie

Le quotidien gouvernemental reproduit un article outrageant pour l'ambassadeur de France

De notre correspondant

Tunis. - Si le rocambolesque « complot » socialiste français contre le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, révélé par le bulletin confidentiel *Nouvelle solidarité*, dans sa livraison du 7 mars, paraît être passé inaperçu à Paris, il n'en a pas été de même à Tunis. Certains journaux lui ont même donné un très large écho.

Il y a une semaine, le bi-hebdomadaire *les Années* publiait en première page, sous un titre en caractères rouges, des extraits de l'article. Or il a été repris *in extenso*, jeudi 20 mars, par le quotidien gouvernemental *la Presse*.

Certes, le journal admet que ce « complot » lui paraît « très peu vraisemblable ». Mais, curieusement, il en reprend sur quatre colonnes tous les détails. De sorte que nul ne peut plus tout ignorer des

accusations de *Nouvelle solidarité* : le pouvoir socialiste - de l'Elysée à la rue de Solferino - aurait cherché à changer le processus constitutionnel tunisien dans lequel le premier ministre en exercice est le successeur du chef de l'Etat, au profit de l'ancien ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga (qui vit à l'étranger depuis sa condamnation à dix ans de travaux forcés, à la suite des révoltes du pain de janvier 1984), et, indirectement, de la Libye.

Les « aspects intérieurs et extérieurs » de cette opération de « déstabilisation » auraient été coordonnés par l'ambassadeur de France à Tunis, M. Eric Rouleau, qui fait l'objet de diverses considérations peu amènes. En fait le scénario extravagant, présenté par *Nouvelle solidarité*, ne peut être pris au sérieux par quiconque. Aussi, peut-on s'interroger sur les raisons qui ont amené à lui donner une telle publicité, à l'évidence tolérée par les autorités, alors que, par le passé, plus d'un journal - de l'opposition il est vrai - a été sanctionné pour avoir porté atteinte à un chef d'Etat ami.

Il est vrai qu'aujourd'hui, à Paris, le gouvernement socialiste mis en cause a cédé la place. En revanche, l'ambassadeur de France demeure en poste. Les remarques fort discourtoises faites sur ses activités, et maintenant étalées dans la presse locale, risquent de ne pas lui faciliter la tâche.

MICHEL DEURÉ.

Bourse du matin

TASSEMENT

Après trois jours d'une très forte hausse, qui avait fait monter les différents indices de plus de 8 %, la Bourse de Paris, à vendredi matin, a un peu rendu la main. Sur des ventes bénéficiaires, malgré tout assez bien absorbées, un certain tassement s'est opéré. Vuitton et Essilor ont reculé de 3,2 %, Compagnie bancaire de 2,6 %, CSF de 2,4 %, Pernod et Safran de 2,2 %. Mais Bouygues (+2,2 %), ACCOR (+1,2 %) et Peugeot (+0,5 %) ont encore progressé. A 11 heures, l'indice instantané s'inscrivait à 0,92 % en dessous de son niveau précédent.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 21 MARS

Indicateur de séance (%) : - 0,87

VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	398	406	408
Agropar	1700	1700	1700
Alcatel	670	671	670
Alstom	461	460	445
Banque Paribas	1202	1200	1185
Bouygues	1060	1055	1020
Bouygues	980	978	978
B.S.N.	3910	3940	3900
Carrefour	3568	3555	3490
Compagnie bancaire	1250	1250	1245
Club Méditerranée	541	541	537
Danone	1184	1180	1178
Elf-Aquitaine	229 50	229 90	228
Elf	2480	2380	2400
Elf-Paris	1210	1171	1185
Elf-Paris	1005	970	972
Elf-Paris	2750	2750	2760
Elf-Paris	5470	5470	5430
Elf-Paris	2198	2220	2200
Elf-Paris	899	845	845
Elf-Paris	1112	1102	1095
Elf-Paris	1112	1102	1095
Elf-Paris	1020	1020	1020
Elf-Paris	712	710	698
Elf-Paris	331	331	328
Elf-Paris	2605	2605	2605
Elf-Paris	580

Un vrai roman-fleuve: le Rhin



Découvrez, en privilège, un vrai roman-fleuve : le Rhin. Passionnez-vous pour la Larelei, percez le mystère de la Forêt Noire, laissez-vous porter durant 3, 4 ou 5 jours par le romantisme et la majesté des sites. A bord d'un bateau confortable et spacieux (cabines à 2 lits bas, douches et WC privés), remontez paisiblement le cours de l'Europe et profitez d'une parfaite organisation des excursions lors des escales à Strasbourg, Coblenz, au Rocher du Dragan, dans les vignobles... Un récit passionnant, une édition de luxe à réserver de suite chez votre agent de voyages.

En Belgique : D.K.F. Rue de la Madeleine, 638 - 1000 BXL. Tél. (02) 51 38 395.

Pour une documentation gratuite, merci d'adresser votre carte de visite avec ce bon à l'Agent général K.D. CROISIRHIN 9, Rue du Pdg. St-Honoré 75003 PARIS. Tél. (1) 47 42 52 27.

1000 Kms légendaires à découvrir.

A B C D E F G

GRACE A UN ACCORD AVEC LE FRONT NATIONAL

M. Jacques Blanc (UDF-PR) est élu président du conseil régional du Languedoc-Roussillon

De notre correspondant

Montpellier. - M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) de la Lozère, a été élu au premier tour de scrutin, le vendredi 21 mars, président du conseil régional du Languedoc-Roussillon par 34 voix (UDF, RPR et Front national) contre 22 voix (21 PS et 1 MRG) à M. Georges Frêche, député (PS), maire de Montpellier, et 9 voix (PC) à M. François Liberti (PC), les soixante-cinq conseillers ayant pris part au vote. Le président sortant, M. Robert Capdeville (PS), ne s'était pas présenté aux élections régionales.

M. Blanc a donc réuni toutes les voix de la droite et de l'extrême droite, grâce à un accord avec le Front national, garantissant à celui-ci un poste de vice-président et la présidence des commissions de la qualité de la vie et des rapatriés.

ALSACE : M. Marcel Rudloff, UDF-CDS, réélu.

M. Marcel Rudloff (UDF-CDS) a été réélu président du conseil régional d'Alsace au premier tour de scrutin par 27 voix contre 11 à M. Baeumler (PS), 7 à M. Freulet (FN) et 2 bulletins blancs.

RHÔNE-ALPES : M. Charles Béranger, UDF, réélu.

M. Charles Béranger, UDF, a été réélu président du conseil régional Rhône-Alpes, au premier tour de scrutin. Il a obtenu 76 voix contre 48 à M. Roland Bernard (PS), 14 à M. Germaine Burgeat (FN) et 13 à M. Paul Rochas (PC).

Sur CFM

à Paris (89 Mhz)
à Lyon (100,2 Mhz)
à Bordeaux (101,2 Mhz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 Mhz)
à Limoges (102,1 Mhz)
à Toulouse (98,6 Mhz)
à Caen (103,2 Mhz)
à Brive (90,3 Mhz)
à Saint-Etienne (96,6 Mhz)
à Montpellier (88,8 Mhz)
à Strasbourg (100,9 Mhz)
à Douai (97,1 Mhz)
à Valenciennes (97,1 Mhz)
à Lens (97,1 Mhz)

VENDEDI 21 MARS de 19 h à 19 h 30

Stéphane Collaro

avec CATHERINE HUMBLLOT

et ANITA RIND

émission présentée par FRANÇOIS KOCH

LUNDI 24 MARS

« Allô le Monde »

(16-1) 47-20-52-97

Où en sont les finances de la France ?

Le conseil régional du Languedoc-Roussillon avait toujours été présidé, depuis sa création, par des socialistes. La gauche (PS-PCF) ne déclinait plus, depuis le 16 mars, qu'une majorité relative par rapport à la droite (31 conseillers contre 26). Le Front national ayant obtenu 8 sièges. Le PCF, qui a présenté son propre candidat à la présidence, avait refusé tout accord avec le PS.

R. B.

[Né le 21 octobre 1939, à Rodéz (Aveyron), médecin, M. Jacques Blanc est élu conseiller général du canton de La Canourgue (Lozère) en mars 1970, maire de cette commune en mars 1971, député, qui fut aussi, constamment renouvelé. En mars 1973, il devint, au premier tour, dans la deuxième circonscription, le député sortant, M. Charles de Chambrun (UDR), qui se démit en sa faveur, et il est élu au second tour. Inscrit au groupe républicain indépendant, M. Blanc entra, en mars 1977, dans le deuxième gouvernement de M. Raymond Barre comme secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Réélu député de la Lozère en mars 1978, il devint secrétaire général du Parti républicain, poste qu'il occupa jusqu'en septembre 1982. Réélu député en juin 1981, il préside, au conseil régional du Languedoc-Roussillon, l'intergroupe de l'opposition.]

NOUVELLES BRÈVES

« Dites de Robert Courrier, secrétaire perpétuel de l'Académie.

M. Robert Courrier, l'un des deux secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, est décédé le 14 mars à Paris d'une crise cardiaque.

Né le 6 octobre 1895 à Sannois, en Seine-et-Marne, M. Courrier a fait ses études à Pont-A-Mousson, puis dans les facultés de médecine de Nancy et de Strasbourg. Docteur en médecine et docteur en sciences, il a été professeur à la faculté de médecine d'Alger (de 1926 à 1938), puis au Collège de France (de 1938 à 1967), tout en occupant les fonctions de président du conseil du Muséum d'histoire naturelle (de 1964 à 1971). Il était entré à l'Académie des sciences en 1944.

Dès 1948, M. Courrier fut nommé secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, chargé des sciences chimiques, naturelles et biologiques. Il a été aussi président de l'Académie de médecine. Grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, Robert Courrier était docteur honoris causa de nombreuses universités étrangères.]

Les prix du tabac et des cigarettes augmentent de 2,5 % en moyenne. - Un arrêté du 14 mars, publié au *Journal officiel* du 20 mars, et signé du directeur de cabinet de M. Bérégovoy, modifie les prix de vente du tabac et des cigarettes qui augmentent en moyenne de 2,5 %. C'est ainsi que le paquet de Gauloises passe de 4,45 F à 4,55 F, celui des Gitanes de 5,55 F à 5,70 F et le paquet de caporal (en 40 grammes) de 4,70 F à 4,85 F. Les cigarettes importées augmentent dans les mêmes proportions. La dernière augmentation du prix des cigarettes remonte au mois de mai 1985 et avait été de 4,5 % en moyenne.

Le numéro du « Monde » daté 21 mars 1986 a été tiré à 606 505 exemplaires.

Sur le vif

Ça commence

Ce que les gens sont méchants, c'est pas croyable. Moi, depuis hier, j'ai été pas de défendre la bande à Chirac. Quand on me dit que pour l'Etat de grâce, il faut pas le laisser aller, je réponds : ya, des tas de grâces, c'est sûr, il y en a pas. C'est un malin, Piquet, il a plus d'un tour dans son sac.

Des méchants et des teigneux. Les routes de Bretagne sont déjà bloquées par des paysans en colère. Après qui ? Après leur ex-patron. Ce pauvre Guillaume n'a même pas eu le temps de faire le tour de son bureau, d'échanger le fauteuil de syndicaliste pur et dur, spécialiste des barrages et des casses de préfecture, contre celui de ministre de l'Agriculture, que ses copains se rappellent à son bon souvenir. Fais gaffe. Sinon, ça va être l'arroseur arrosé ? Ta pomme.

Ce qu'on raconte sur ce pauvre Liotard - Léo pour ses amis - sur son survit et son jogging, je vous dis pas ! Culture physique, oui ; culture tout court, non. Il paraît qu'il est nul. On lui a posé une question toute bête : Qu'est-ce qui vide les bidons ? Il ne savait pas. Vous non plus ? Ben alors ! C'est l'entraîneur dans les théâtres.

Et puis il y a Madafin, à l'industrie. Gros sujet de plaisanterie. Pourquoi ? Parce que justement dans un système libéral - le libéralisme, c'est son dada - c'est le premier ministre qui doit gouverner. Il a dit y pense, quand même, Madafin, avant d'accepter. Il a sûrement prévu un siège délectable.

Tiens, à propos, Chénieron. Les mauvais langues prétendent que le justice, il ne le connaît que vue d'avion. Il l'a reniflé, certes, mais de loin. Moi, le bel Albert, j'ai rencontré. C'est fou ce qu'il est éduqué. Et d'une élégance ! Rien à voir avec Glacard, à qui notre confrère de *l'Express* reprochait de ne pas faire porter ses costumes neufs par son valet de chambre. Lui, au moins, il est raffiné.

Enfin, à l'éducation, Manory, un ancien gauchiste. On le soupçonne de ne rien avoir sous son capot, même pas une petite idée. Je l'ai entendu ce matin à la radio. Il est vraiment sympa. L'école, ses enfants y sont allés, ses petits-enfants y vont. Alors, ça l'intéresse, forcément. Il a promis d'écouter par de près. Et vite. On dira ce qu'on voudra, mais il n'a pas de retard à l'allumage.

CLAUDE SARRAUTE.

L'audience de la « 5 » et de TV 6 reste faible

Les deux nouvelles télévisions privées ne semblent pas avoir profité de la campagne électorale pour accroître sensiblement leur part de public. Certes, l'absence pendant deux semaines de « Coccinelle » et de « La trappe » a favorisé les chaînes privées non soumises à la programmation obligatoire des débats politiques.

Ainsi, selon les sondages SOFRES-Nielson sur la région Île-de-France, entre le 3 et le 13 mars, la « 5 » est passée, entre 19 h 30 et 20 h, à 19 % de part d'audience, alors qu'elle n'atteignait précédemment que 5 % les semaines précédentes. La progression est encore plus spectaculaire pour Canal Plus, qui passe de 12 % à 36 %. Dans le même temps, TF1 tombait de 57 % à 16 % et Antenne 2 de 23 % à 19 %.

Notons que l'audience totale de la télévision dans cette tranche horaire, elle aussi, est victime des discussions électorales puisqu'elle a chuté, selon SOFRES-Nielson, de 58 % à 48 %.

Mais, dès lundi dernier et le retour en force de Stéphane Collaro et de Philippe Bourard, les chaînes publiques ont fait à nouveau le plein de téléspectateurs et les télévisions privées ont retrouvé leur niveau précédent, sans avoir conservé quelque fruit de leur avantage provisoire.

Selon Médiamétrie, la part de marché de la « 5 » plafonne toujours à 3 %, juste derrière Canal Plus (4 %) et loin derrière TF1, A2 et FR3.

Mais il faut souligner que la cinquième chaîne ne dispose pas encore d'un réseau national comme ses concurrentes.

Les téléspectateurs paraissent assez déçus par le programme. Les films de cinéma tiennent le plus fort de l'audience de la « 5 » et réalisent entre 15 % et 18 %. Les jeux comme « Panthéon », « C'est bon la vie »,

« Cherchez la femme », obtiennent des scores très faibles.

Quant à la chaîne musicale, ses performances sont plus difficiles à chiffrer. D'une part, TV6 semble avoir plus de difficultés que la « 5 » avec sa réception. D'autre part, son public est essentiellement composé de téléspectateurs âgés de six à dix-huit ans, qui ne sont pas pris en compte dans les sondages téléphoniques. Beaucoup d'entre eux suivent TV6 sur un deuxième poste de télévision, et n'apparaissent donc pas dans les panels d'audimétrie. Enfin, la télévision musicale n'a pas encore une programmation très développée.

J.-F. L.

fjords d'islande avec votre voiture

car-ferry «Norröna» de la SMYRIL LINE

Départs du Danemark

Norvège ou Shetland

Votre agent de voyages

ou agent général

Voyages AGRIEPA

42, rue Étienne-Marcel

75002 Paris Tél. 45.08.81.50

Lic. A.T. 87

France Ménager :

le magasin agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs,

les services, les conseils,

la garantie et tous

les avantages réservés aux

adhérents face vous attendent chez France Ménager,

23, rue des Lombards, Paris 4

Téléphone : 48.87.73.37.

Ouvert du mardi au samedi

de 10 h à 19 h.

CHUTE DU DOLLAR !

Le dollar baisse sur le dollar.

HATIER

Le Monde Infos-Spectacles

sur Minitel

36-15-91-77 + ISLM

PIANO: LE BON CHOIX

• Vente à partir de 8.900 F

ou 209,59 F par mois*

(Crédit souple et personnalisé).

• Le plus vaste choix : 25 marques,

plus de 200 modèles exposés.

• Location à partir de 235 F par mois.

• Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Prix comptant 8.900 F

* sur 84 mois - T.E.G. 22,20 % C.R.E.G.

Coût du crédit : 8.705,56 F

La passion de la musique.

139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66. Parking à proximité.

hamm